Michel

ONFRAY

Grandeur du petit peuple



« Il n'y a que deux côtés de la barricade, et je ne crains pas de dire que j'ai choisi le camp du peuple contre le camp de ceux qui l'étranglent. »

MICHEL ONFRAY

Michel Onfray

Grandeur du petit peuple

Heurs et malheurs des Gilets jaunes

Albin Michel

ISBN : 978-2-226-44950-4

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À la mémoire de mon père Gaston
qui était ouvrier agricole

À ma mère Hélène
qui fut femme de ménage

À mon frère Alain
qui est mécanicien dans une carrière

À sa femme Nathalie
qui est cantinière

À mon neveu Ludovic
qui, après une formation de bûcheron,
est apprenti plombier

À ma nièce Virginie
qui est aide-soignante

Le retour du refoulé maastrichtien

L'Histoire se répète. Mais il serait vain et ridicule de souscrire à la scie musicale marxiste selon laquelle ce qui apparaît la première fois sous forme de tragédie revient toujours sous forme de comédie. Fausse pensée de vrai mouton, paresse intellectuelle et facilité rhétorique.

Quiconque dispose d'encore un peu de mémoire et de culture sait que *ce qui a lieu* a *déjà eu lieu* et *aura encore lieu* selon les mêmes principes. Bien connaître Tacite et Tite-Live, Suétone ou Polybe suffit à la peine de qui veut comprendre nos vingt derniers siècles – à plus forte raison nos dernières vingt-cinq années, sinon nos derniers vingt-cinq mois… Tacite permet, par exemple, de saisir la grandeur romaine du général de Gaulle et Suétone la petitesse d'un Macron, Jupiter en toc.

Les Gracques racontent la morphologie de tous les mouvements populaires : comment ils naissent, croissent, vivent, meurent et disparaissent, digérés par les puissants et les propriétaires. Quand, avec les deux frères Gracchus, la plèbe se révolte contre le patriciat, il lui faut un jour payer le prix de sa révolte, et ce fut dans le sang. De même avec Spartacus, le gladiateur thrace qui se rebelle contre Rome et qui finit crucifié avec six mille compagnons de révolte sur des kilomètres le long de la Via Appia.

L'histoire de l'Europe est riche en jacqueries, révoltes, rébellions, insurrections, séditions, émeutes ayant à chaque fois fait entendre la parole d'un peuple humilié, blessé, ponctionné, épuisé, taxé, tarifé, prélevé, mutilé. Le peuple n'aspire pas à changer de régime politique, ce dont il se moque comme de sa première famine, car il veut du pain pour sa famille, du lait pour ses enfants, de la chandelle pour son taudis et du savon pour sa propreté. Il n'a pas lu *le Contrat social* de Rousseau ni l'*Esprit des lois* de Montesquieu et se

contrefiche de savoir si le mieux pour changer sa vie est une république inspirée des Romains ou une monarchie constitutionnelle empruntée aux Anglais : il veut pouvoir gagner sa croûte avec son travail, acheter son pain quotidien, nourrir sa femme et ses enfants, laver son linge et son corps ravagé par le travail, la misère et la pauvreté. À quoi bon les États généraux d'un roi ou les délibérations d'une Constituante bourrée de Jacobins jusqu'à la gueule s'il reste exploité ? Il change de maître, voilà tout…

Ces petits ruisseaux asséchés par la répression, comblés par la soldatesque des puissants, ne tarissent tout de même pas la source des mécontentements. L'échec des révoltes d'hier nourrit un jour le germen des révolutions. Faut-il s'en réjouir ?

Sûrement pas.

Car, de la même manière que révoltes et rébellions matées débouchent toujours sur des révolutions, ces révolutions conduisent elles aussi à la répression des révoltes réprimées…

« 1789 » a été précédé par un nombre incroyable de mouvements sociaux au travers des siècles[1] ; et « 1789 » a débouché sur l'échafaud pour les Enragés[2], qui ont été les seuls à porter la revendication populaire en demandant du pain, du lait et de la chandelle pour les pauvres. Et qui a envoyé les Enragés au Tribunal révolutionnaire, puis à la guillotine ? Robespierre, prétendument l'ami du peuple, accompagné dans cette tâche par Marat…

Que répondre à Jacques Roux qui affirme en 1793, une année pleine du sang des échafauds, dans son *Manifeste des enragés* : « Les riches seuls, depuis quatre ans, ont profité des avantages de la Révolution[3] » ? *Soit la vérité* : c'est vrai, mais faisons le nécessaire pour que cette révolution ne soit pas celle des riches, des bourgeois et des propriétaires, ce qu'elle fut, en partageant ; *soit le mensonge* et la calomnie, avant la guillotine, comme Robespierre fit. Rappelons ses propos à l'endroit de Jacques Roux : « Les hommes qui aiment le peuple sans le dire et qui travaillent sans relâche à son bien-être sans s'en targuer seront bien étonnés d'entendre dire que leur ouvrage est antipopulaire, et que c'est une aristocratie déguisée. » Chacun aura reconnu l'autoportrait de l'avocaillon d'Arras dans « les hommes qui aiment le peuple sans le dire et qui travaillent sans relâche à son

bien-être sans s’en targuer » et le portrait des Enragés dans ceux qui, déjà, ont compris que ceux des politiques qui parlent pour le peuple agissent d’une façon « antipopulaire » et incarnent une « aristocratie déguisée »[4] – celle des Jacobins qui fut bien une aristocratie déguisée…

Robespierre a donc répondu au peuple, *au vrai*, à celui qui avait l’impudence de dire qu’il était le peuple, parce qu’il l’était, à sa façon : en remplissant des charrettes de condamnés à mort et en les envoyant à la guillotine. L’Enragé Chalier ? Guillotiné le 16 juillet 1793. L’Enragé Jacques Roux qui disait « la liberté n’est qu’un vain fantôme quand le riche exerce le droit de vie et de mort sur son semblable » ? Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, il se suicide le 10 février 1794 pour échapper à la guillotine. L’Enragée Pauline Léon ? Emprisonnée. L’Enragée Claire Lacombe ? Emprisonnée. C’est ainsi que, chez les représentants autoproclamés du peuple, on traite le peuple dès qu’il manifeste son souci…

À quoi bon la Révolution française pour le petit peuple ? Est-ce important pour lui qu’il ne vive plus sous la monarchie mais sous un régime républicain ? Ou sous le Directoire ? Ou sous l’Empire ? Ou sous la Restauration ? Peu lui chaut d’être exploité par un régime ou par un autre. Il change de chaînes mais pas de condition, on lui repeint son joug mais il en porte toujours un.

Car les révolutions – on devrait interroger plus souvent l’étymologie car elle porte le sens véritable des choses… – ne sont jamais que des girations qui reconduisent les plus modestes à leur point de départ ! On devrait questionner plus souvent le mot, on se méfierait mieux de la chose. Une fois qu’elles ont eu lieu, elles remplacent une tyrannie par une autre. Elles abolissent le dictateur pour faire place à son semblable : il porte juste d’autres vêtements.

1789 ? C’est le chemin qui conduit à l’Empire de Napoléon Bonaparte et de ses guerres impérialistes. La révolution de Juillet 1830, les Trois Glorieuses ? C’est le sacre de la monarchie des Orléans en la personne de Louis-Philippe. La révolution de Février 1848 ? C’est le retour de la bourgeoisie républicaine avec la proclamation d’une Deuxième République dont l’impéritie va bien vite générer le Second Empire avec Napoléon III et son coup d’État. La Commune de Paris en 1871 ? C’est la voie royale pour Adolphe Thiers, un républicain au cas

où on l’aurait oublié, qui, après avoir fusillé et déporté en Nouvelle-Calédonie des centaines de communards, renforce le pouvoir de la bourgeoisie. La Révolution russe de 1917 ? C’est le goulag la même année et, en 1921, la répression des marins de Cronstadt qui réclament le pouvoir aux soviets comme convenu avant octobre 1917, et qui, pour ce faire, se font fusiller par les bolcheviques. Le Front Populaire de 1936 ? C’est la Débâcle en 1940, l’Occupation dans la foulée, puis la Collaboration après les pleins pouvoirs majoritairement votés à Pétain par la même chambre du Front Populaire ! La Révolution chinoise de Mao en 1949 ? Après les laogais dès 1956, ce seront les millions de morts de la dite Révolution culturelle en 1966. Mai 68 ? C’est l’arrivée de Pompidou au pouvoir, autrement dit le pouvoir confié à un banquier qui ouvre grandes les vannes au libéralisme dans lequel s’engouffre Giscard. L’arrivée des socialo-communistes au pouvoir en mai 1981 ? C’est en 1983 le virage libéral de Mitterrand et le renoncement à la souveraineté de la France en 1992 avec le traité de Maastricht. Puis ce sera l’homme d’affaires véreux Bernard Tapie transformé en héros par Mitterrand et sa cour… Faut-il parler de Jospin, Premier ministre socialiste pendant cinq ans, après quoi Jean-Marie Le Pen se trouve présent au second tour des élections présidentielles en 2002 ? Et François Hollande, si tant est qu’il ait jamais été de gauche, pas même capable de se représenter et remplacé par un jeune banquier européiste qui aurait pu être son fils… ? De Robespierre à Macron en passant par Blum et Mitterrand, qui a payé la facture ? *le peuple* – que je définis comme l’ensemble de ceux sur lesquels s’exerce le pouvoir et qui ne l’exercent jamais –, les petits, les sans-grade, les modestes, les gens de peu.

C’est ce peuple qui s’est soulevé dès les premières heures des Gilets jaunes.

Quelles formes a prises cette révolte ?

Elle commence avec la pétition mise en ligne par Priscillia Ludosky le 29 mai 2018 sur la nécessité de « réduire les taxes sur les biens essentiels, la mise en œuvre du référendum sur l’initiative citoyenne, les pensions et les salaires moins élevés des hauts fonctionnaires et des élus ». Cette pétition relayée par *Le Parisien* en septembre 2018 connaît alors un véritable succès

populaire. Plus d'un million de personnes la signent. Cette révolte continue avec le coup de colère – le coup de gueule, si elle veut bien me passer l'expression… – de Jacline Mouraud qui, en octobre 2018, met en ligne une vidéo vue par des millions de gens qui souscrivent à sa colère. Ghislain Coutard poste lui aussi une vidéo et invite à faire du gilet jaune un signe de soutien au mouvement. Il est vu par plus de cinq millions de personnes. *Voici la généalogie de la révolte*. Elle est alors authentiquement populaire. Elle a son lieu emblématique : le rond-point en province.

Éric Drouet, Maxime Nicolle, Ingrid Levavasseur deviennent les figures médiatiques repérables du mouvement. Ils arborent le gilet fluorescent sur les plateaux de télévision à Paris. Les médias font d'un seul coup d'un seul la réputation de certains ; se retrouver sous les feux de la rampe est un premier danger : ceux qui avaient pris l'habitude de regarder la télévision côtoient désormais ceux qui la font. Ils deviennent des référents, les journalistes les convient sur les plateaux, ils échangent leurs portables, on se tutoie, on va jusqu'à proposer à Ingrid Levavasseur de devenir chroniqueuse sur une chaîne d'information continue. Ces nouveaux venus médiatisés à marche forcée y rencontrent de vieux éditorialistes rusés et des politiciens matois, des économistes affûtés et des politologues militants. Certains Gilets jaunes de l'ombre en veulent à ces Gilets jaunes de la lumière. Paris ne va faire qu'une bouchée de ces provinciaux montés à la capitale avec juste leur colère à raconter.

Tel ou tel GJ accepte les invitations à se rendre au Conseil économique et social ou dans un ministère. Pour faire avancer leur cause, disent-ils. Pour collaborer avec l'ennemi, affirment d'autres qui ne veulent ni négocier ni proposer quoi que ce soit de positif, mais qui souhaitent casser, détruire, ravager tant leur exaspération contre le système est grande… La fraction positive et constructive s'oppose brutalement à la fraction négative et destructrice.

Dans l'Histoire, ceux qui recourent à la violence ont, hélas, toujours raison contre ceux qui s'y refusent – les raisons sont faciles à comprendre. Certains GJ veulent couper les têtes de ceux qui parlent pour le mouvement sur les plateaux de télévision. Ingrid Levavasseur se fait agresser violemment dans la rue. Elle est physiquement menacée, insultée. Des images terribles montrent cette curée et

le visage apeuré de la jeune femme. Jacline Mouraud fait également les frais d'une même haine. La fraction constructive se trouve mise à l'écart. Elle doit faire face à un déluge de violence, d'agressivité, de malveillance. Les menaces de mort fusent. Les domiciles sont tagués. Les véhicules privés vandalisés. Les numéros de portable livrés en pâture sur le Net. Les personnes suivies dans la rue. Leurs enfants ne sont pas épargnés.

D'aucuns refusent et la représentation, et l'unité, et le programme. Ils repoussent tout et ne veulent rien, sinon durer. Pas de tête qui dépasse, au nom d'un égalitarisme qui détruit l'égalité, pas de front commun ou d'union des forces, au nom de la licence confondue avec la liberté, pas de projet positif politique.

Ces refus ouvrent grande la porte aux récupérateurs qui vont essayer de capter à leur profit le bénéfice de cette colère populaire. Il va d'abord s'agir des partis. Comme les coucous, les états-majors parisiens guettent l'occasion de s'installer dans le nid des pauvres : la France insoumise, qui a tardé à soutenir après avoir été critique pendant deux ou trois semaines, et le Rassemblement national, qui a soutenu très tôt, intriguent en coulisse. Les syndicats comme la CGT et SUD, entre autres, phagocytent eux aussi le mouvement. Professionnels de la manifestation, propriétaires des biens matériels utiles aux défilés – véhicules, mégaphones, sonos, micros, fumigènes, pétards… –, aguerris dans l'intendance – créer des slogans, des affiches, des banderoles, des calicots, des pancartes… –, tous ceux-là se rendent indispensables. En même temps qu'ils fournissent les mots et les choses, ils en profitent pour procurer aussi les idées, en même temps que les slogans… Comme par hasard, ce sont ceux des partis et des syndicats !

D'autres récupérateurs arrivent : des chanteurs de charme, des gens du show-biz, acteurs et cinéastes bien logés dans les bons quartiers de Paris, ici Bernard Tapie en catimini, là un avocat qui, en région, fait savoir qu'il peut être Premier ministre voire président de la République si le pouvoir tombe : c'est la foire aux médiocres. Il n'en manque pas.

Les black blocs se mettent de la partie. Ils exacerbent cette violence car ils pensent qu'elle est une voie d'accès à la révolution à laquelle ils sacrifient

dévotement et benoîtement. Sur leurs vêtements noirs, ces filles et fils de bonne famille arborent le GJ, ce qui leur permet de *confisquer la cause du peuple* au profit de leurs folies intellectuelles. Ils sont dans la rue, nourris des livres d'Agamben et de Toni Negri, de Guy Debord et d'autres gauchistes de salon en cour dans ces milieux-là. Ces « Cohn-Bendit et Geismar » du jour veulent la fin du capitalisme, la fin du salariat, la fin de l'exploitation, la fin du vieux monde et l'avènement du paradis sur terre, le bonheur de l'humanité réconciliée, le règne de la parousie gauchiste. On brise une vitrine, et le bonheur du peuple en sort tout armé comme de la cuisse de Jupiter ! On met le feu à une poubelle et il en sort l'abolition du capitalisme… Pauvres fantoches qui font sourire les capitalistes.

L'incapacité à s'unir et à construire un programme ayant fait le lit de tous ces profiteurs parisiens, le mouvement devient un cheval de Troie pour les politiciens et les syndicalistes professionnels, pour les black blocs urbains et les casseurs qui, objectivement, travaillent pour Castaner et Macron. Dès le départ, le président de la République et son ministre de l'Intérieur opposent à cette revendication du peuple mépris et silence avant d'opter pour la violence verbale, puis policière, militaire et judiciaire. Ils laissent pourrir. Les récupérateurs parisiens accélèrent le processus de décomposition – le peuple des provinces est le cadet des soucis des politiciens, des syndicalistes, des macroniens, des black blocs et des casseurs unis dans une même cause : la défense corporatiste de leurs boutiques.

Nombre de GJ fatigués par cette récupération de leur colère légitime, épuisés par des semaines de manifestations leur ayant coûté de l'argent, du temps, de l'énergie, désireux de ne pas être assimilés aux incendiaires, aux vandales, aux barbares que le ministère de l'Intérieur laisse ostensiblement s'activer devant les caméras des journalistes afin de discréditer médiatiquement le mouvement, nombre de GJ, donc, baissent les bras, écœurés. Le désappointement gagne la plupart. Le mouvement s'essouffle. Les médias ne suivent plus. Les feux se trouvent éteints, reste la braise. Nous en sommes là.

Pour quel résultat ?

La France est plus que jamais coupée en deux : d'une part, ceux sur lesquels s'exerce le pouvoir, et que je nomme le *peuple*, je me répète, et d'autre part, ceux qui exercent ce pouvoir, les *élites*, comme il est dit.

Apeurées, craignant la fin de leur monde fait de privilèges et d'avantages, d'honneurs et de combines, de renvois d'ascenseur et de complicités, ces fameuses élites sont sorties du bois au fur et à mesure des samedis de manifestation : philosophes, essayistes, journalistes, acteurs, écrivains, politologues, éditocrates, conseillers du prince, ils ont été nombreux à salir, vilipender, insulter, mépriser ce peuple qui avait faim et demandait, comme Jacques Roux en son temps, le pain, le lait et les chandelles d'aujourd'hui. On a traité les Gilets jaunes d'antisémites, d'homophobes, de misogynes, de phallocrates, de racistes, de sexistes ; un philosophe décoré de la Légion d'honneur qui venait d'échouer à entrer à l'Académie française s'est même étonné qu'on ne leur ait pas encore envoyé la troupe ! On ne pouvait mieux transformer ce qui était déjà un fossé en abîme…

Or cet abîme est toujours là, plus profond que jamais.

La cause de ce mouvement des GJ est simple et, comme la lettre volée de Poe, parce qu'elle est trop visible, on ne l'a pas vue. Ceux qui se sont manifestés au départ, ce sont les victimes du libéralisme qui, à marche forcée depuis Mitterrand 1983, a considérablement paupérisé les plus modestes : des riches de plus en plus riches et de moins en moins nombreux, et des pauvres de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux, voilà le résultat de vingt-cinq ans de politique maastrichtienne. Depuis la chute du Mur de Berlin en 1989, puis la fin de l'URSS et du bloc de l'Est en 1991, le capitalisme ne rencontre plus d'opposition internationale crédible, c'est-à-dire militaire, au point que Fukuyama a pu parler en 1992 de *La Fin de l'histoire* et du triomphe absolu du capitalisme libéral sur toute la planète.

De sorte que l'Europe libérale a pu se construire pendant un quart de siècle sans opposition digne de ce nom. À coups de propagande médiatique d'État, à coups de référendums jetés à la poubelle, à coups de collusion entre la droite libérale, de Chirac à Sarkozy, et la gauche libérale, de Mitterrand à Hollande et Macron, faux ennemis vrais frères, à coups de criminalisation intellectuelle de

toute opposition politique assimilée au nationalisme donc à la guerre, à coups d'assimilation des souverainistes à Vichy, à Pétain, aux camps de la mort, à Hitler, aux chambres à gaz – l'inénarrable Jacques Attali, il y a peu, assimilait encore les souverainistes aux antisémites ! –, à coups de parlementarisme joué contre le peuple, à coups de professionnalisation de la politique, à coups de bipolarisation entre progressistes, le camp du bien, celui de Jean Moulin, et lepénistes, le camp du mal – celui d'Oradour-sur-Glane et de la Shoah, un camp qu'il faut toujours faire monter plus haut afin, au second tour des présidentielles, de le faire tomber au plus bas –, les tenants de l'État maastrichtien sont parvenus à instaurer un Léviathan fort avec les faibles et faible avec les forts. Les Gilets jaunes se sont contentés de dire qu'ils n'en pouvaient plus de ce Léviathan qui les dévore jour après jour, et ce depuis des années. Parce que *les GJ sont le retour du refoulé de l'État maastrichtien*, tant que cet État durera, ce refoulement alimentera la colère.

On n'en finit pas avec cette misère produite par l'État maastrichtien, en insultant et en tabassant, en méprisant et en gazant, en faisant payer des amendes et en fichant, en énucléant et en arrachant des mains, en traînant devant les tribunaux et en emprisonnant. En revanche, on nourrit cette même colère, on l'entretient, on la multiplie, on la décuple – on la rend plus forte. Ce qui a provoqué l'exaspération des Gilets jaunes n'ayant pas disparu, ils réapparaîtront. Une révolte matée ici devient une révolution qui court là.

Qui sait quand, où et comment ? Et sous quelles formes… Mais elle reviendra, c'est sûr et certain.

AVERTISSEMENT

Toutes proportions gardées, j'ai souhaité, avec ce Grandeur du petit peuple*, écrire au jour le jour un journal des Gilets jaunes comme Hugo le fit avec* Choses vues*, ou Tocqueville avec ses* Souvenirs*. Je n'ai rien ôté ou ajouté : la suite m'a donné raison ou tort, mais, hormis la mise au point éditoriale du manuscrit, j'ai laissé tel quel ce qui fut écrit. Dès lors, on n'évitera pas des répétitions, des redites, des recoupements d'analyses, des ritournelles, auraient dit Deleuze et Guattari. C'est le prix à payer du récit à chaud.*

1. Voir par exemple les mille pages du formidable livre de Jean Nicolas, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale 1661-1789*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2008.

2. Maurice Dommanget, *1793. Les Enragés contre la vie chère*, Paris, Spartacus, 1987. Patrick Kessel, *Les Gauchistes de 89*, Paris, 10/18, 1969.

3. Claude Guillon, *Notre patience est à bout. 1792-1793, les écrits des Enragé(e)s*, Paris, Éd. Imho, coll. « Radicaux libres », 2009, p. 98.

4. Robespierre, *Œuvres complètes*, tome IX, p. 601.

1

Gilet jaune & Bonnet rouge

Ma gauche libertaire et populaire

À ceux qui se croient de gauche parce qu'ils estiment que la gauche ce serait aujourd'hui le combat en faveur des riches des beaux quartiers urbains afin qu'ils puissent acheter des enfants portés par le ventre des femmes pauvres (autrement dit, la gauche de « Mitterrand 1983 », qui serait aussi celle de « Macron 2018 », en passant par celle d'un Hollande quinquennal ; enfin celle qui se nourrit de perpétuelles « joffrinades » depuis un quart de siècle) ; à ceux qui estiment qu'ils sont de gauche parce qu'ils trouvent des vertus à la guillotine de 1793 et à la Terreur de Robespierre, aux goulags de 1917 et à son inventeur Lénine, aux charniers de Pol Pot et aux prisons de Castro ou de Mao ; à ceux qui estiment que Trotski c'est mieux que Staline, alors que Trotski est l'inventeur de l'Armée rouge et de la répression des marins mutins de Cronstadt qui ont été tués parce qu'ils réclamaient les soviets pour lesquels ils avaient fait la révolution alors qu'ils n'avaient obtenu que la dictature du Parti unique ; à ceux-là, donc, je présente *ma gauche libertaire, populaire et populiste* : c'est celle des jacqueries paysannes au travers des siècles, c'est celle du socialisme libertaire du XIXe, c'est celle d'un peuple invisible qui incarne la fameuse « décence commune » analysée par George Orwell, un penseur anarchiste récupéré par tout le monde ces temps-ci.

Ces gauches officielles et institutionnelles n'en font finalement qu'une par-delà leurs divergences, car, c'est visible, elles ont condamné toutes les initiatives

des Gilets jaunes. La gauche libérale, qui ressemble à s'y méprendre à la droite libérale, estime en effet qu'il en va là d'une manifestation « populiste » ! Ce serait la quintessence de « la France qui roule au diesel et qui clope », selon la désormais fameuse saillie de Benjamin Griveaux, fils d'un notaire et d'une avocate, diplômé de Sciences Po et d'HEC, candidat malheureux à l'ÉNA, désormais porte-parole macronien du gouvernement, après avoir été compagnon de route de Strauss-Kahn et membre du cabinet de Marisol Touraine chez Hollande. Un homme nouveau, comme chacun peut s'en rendre compte…

De même, chez les syndicalistes, on prétend comprendre le mécontentement, mais on ne s'associe pas à la manifestation du 17 novembre 2018. FO, la CFDT et la CGT n'iront pas. Pour quelles raisons ? Afin de ne pas participer à un événement soutenu par Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan. Même son de cloche chez Jean-Luc Mélenchon, donc chez les prétendus insoumis qui aiment le peuple, bien sûr, pourvu qu'il se taise quand le Lider Maximo parle en son nom, même s'il lui coupe la parole dès qu'il se mêle de donner son avis tout seul…

Or, avec cette débandade politicienne et syndicale, on comprend bien que, copains comme cochons, les institutionnels de la politique et du syndicalisme ne le diront pas, mais ils craignent pour la démocratie représentative dans laquelle ils prospèrent comme des vers dans un fromage, parce que la démocratie directe, celle des Gilets jaunes aujourd'hui, celle des Bonnets rouges hier, empêche les professionnels de la politique de parler haut et fort pour le peuple alors que, dans le même temps, ils agissent sournoisement contre lui – comme par exemple en n'étant pas à ses côtés ce 17 novembre.

Ce peuple sans tête et sans nom, sans visage et sans représentants, sans grandes gueules et sans débats télévisés, sans médias subventionnés par l'État et sans éditorialistes dans la presse parisienne, sans maisons d'édition et sans radios d'État du service public, sans subventions européennes et sans associations lucratives financées par le même État, sans parti avec ses fausses factures et ses prises illégales d'intérêt, ce peuple-là, donc, c'est la grande peur des bien-pensants qui, de droite et de gauche, socialistes et libéraux, communistes et écologistes, centristes et robespierristes, siègent à l'Assemblée nationale et au

Sénat, disposent de ministres, de Premiers ministres et de chefs de l'État qu'on voit aux manettes depuis plus de trente ans et dont l'impéritie n'est plus à démontrer ! Mélenchon a raison : il faut dégager cette classe politique, mais la sienne comprise et lui le premier…

Ces idéologues qui vivent du système en faisant sa critique policée et gentille, courtoise et théâtrale, hypocrite et complice sur les plateaux de télévision relèvent de la guignolade et de la pantalonnade. Ce cirque est visible après la fin du direct. Ceux qui se sont traités de tous les noms devant les caméras, qui se sont écharpés et parfois rudement se tutoient, s'embrassent, se tripotent, rient ensemble une fois le spectacle terminé. Or, une fois le spectacle terminé, ce peuple sans visage continue à souffrir et à trimer, à travailler et à peiner pour joindre les deux bouts, c'est lui qui se trouve en première ligne de cette guerre menée contre les gens simples par les « élites », comme il est dit, qui les sacrifient pour une assiette de lentilles…

Par exemple : sans rire, Raquel Garrido, grande insoumise par-devant Lénine et Fidel Castro, qui publie un livre chez Michel Lafon. Rappelons pour ceux qui l'ignoreraient que Michel Lafon est l'éditeur du *Manuel de guérilla médicale* de Rika Zaraï, un opus fameux et célèbre dans lequel elle faisait l'éloge des bains de siège, un livre plus connu sous son autre titre : *Ma médecine naturelle*… Quel est le titre de l'ouvrage de Mme Garrido ? *Manuel de guérilla médiatique.* Elle y explique comment elle reste une véritable insoumise, bien que très généreusement payée par Vincent Bolloré ! En voilà une qui, bien sûr, ne défilera pas en province avec les Gilets jaunes, par pureté antifasciste évidemment, voire par pureté tout court, chacun sachant combien cette avocate n'est jamais que l'avocate de sa seule cause personnelle. *Le Canard enchaîné* nous en donne régulièrement des preuves sous forme d'un presque feuilleton…

Les Gilets jaunes, comme les Bonnets rouges, font l'économie de ce petit personnel de la politique politicienne. Comment pourraient-ils être aimés d'eux ? Ils passent par-dessus la tête de ces gens qui se goinfrent au banquet des bien-portants du système et qui vivent dans les beaux quartiers, mangent à leur faim, boivent de bons vins, achètent des produits bio et dégustent du quinoa, qui ont recours aux notes de frais pour payer leurs restaurants qui sont rarement des

gargotes, qui ne règlent jamais leurs taxis, pris en charge par leurs boîtes, qui fréquentent la même petite société des décideurs ! Il n'y aurait rien à leur reprocher de vivre ainsi si, le jour venu, ces gens-là se trouvaient réellement, vraiment, concrètement, aux côtés des gens qui souffrent de la politique libérale de la droite et de la gauche. Cette France d'en bas fait savoir sa souffrance modestement, simplement, sans grands mots et sans longs discours, sans idéologie et sans bla-bla, juste en disant des choses simples et en arborant ce gilet fluorescent qui signale un danger.

Ils savent bien que la transition écologique invoquée pour justifier ces augmentations, c'est très bien, mais comment fait-on sans voiture quand on habite une ville qui n'est pas équipée de transports en commun ? Le boulanger du Cantal devrait-il faire ses livraisons en métro ? L'infirmière bretonne, ses visites dans la campagne du Trégor en tramway ? Le plombier, ses déplacements dans le bocage ornais avec ses outils en train de banlieue ? Et le visiteur médical de Corrèze, devrait-il faire ses milliers de kilomètres mensuels en trottinette électrique ? Sinon à vélo pour les urgentistes d'un village des Pyrénées ? La femme qui va accoucher dans les Ardennes devrait-elle se rendre à la maternité en rollers ou en skate ? La France ne se réduit pas à une poignée de mégapoles : Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux. Car, après, en dehors, au-delà, en plus de ces villes tentaculaires, il existe en France un peu plus de 35 000 communes. Des millions de gens vivent à l'extérieur des mégapoles : peut-on exiger d'eux la trottinette de la transition énergétique comme horizon indépassable ?

L'augmentation du prix de l'essence, pas besoin d'avoir fait de hautes études pour le comprendre, c'est l'augmentation des impôts indirects payés par les plus modestes, alors qu'Emmanuel Macron distribue de l'argent en quantités astronomiques aux assujettis à l'impôt sur la grande fortune. Cette taxe sur le carburant, c'est l'impôt dont on est sûr qu'il sera payé par des gens dépourvus des moyens d'organiser, comme on dit, l'optimisation fiscale de leurs revenus, qui ne peuvent ouvrir un compte en Suisse, qui ne peuvent créer des sociétés à la pelle afin de noyer la traçabilité de leur fortune, ou qui, bien sûr, ne peuvent avoir recours aux paradis fiscaux – comme Johnny Hallyday ou Charles

Aznavour, résident fiscal suisse auquel le président de la République a récemment rendu hommage dans la Cour des Invalides en faisant déposer un drapeau bleu blanc rouge sur son cercueil ! Après le discours à l'église de la Madeleine pour le chanteur dont l'album posthume a pour titre *Mon pays c'est l'amour*, mais qui, en matière de pays, préférait concrètement vivre en Suisse ou aux États-Unis, puis l'éloge présidentiel pour cet autre chanteur qui avait créé une société au Luxembourg afin d'éviter le fisc français ou arménien, ce qui aurait été plus raccord idéologiquement avec son discours public, on comprend que la France d'en haut puisse organiser un genre d'insolvabilité fiscale en matière d'impôt, via Gstaad ou le Luxembourg*, avec la bénédiction post-mortem du chef de l'État*. Avec Emmanuel Macron, le petit contribuable qui vit à la limite du seuil pauvreté n'échappera pas à l'impôt, lui, puisqu'on le lui prélèvera directement dans la station-service où il sera obligé de faire le plein de sa voiture parce qu'elle est son instrument de travail… Macron taxe donc bien le travail des ruraux, mais pas le capital des chanteurs domiciliés en Suisse[1].

Le dérèglement climatique a bon dos, et puis il présente le formidable avantage d'être politiquement correct dans la quasi-totalité des foyers dressés à ce catéchisme depuis des années. Pour l'heure, il s'avère le meilleur allié du libéralisme sauvage, puis de la défense des riches que Macron et les siens enrichissent, et de la taxation des pauvres que Macron et les siens appauvrissent… Si l'on veut vraiment agir sur la transition écologique, alors qu'on n'oublie pas les pollueurs industriels français qui sont étrangement épargnés par Macron et les siens. Nicolas Hulot ne me contredirait pas !

Comment combattre cette « lèpre » de la France périphérique ? En salissant ce mouvement pour éviter qu'il fasse entendre ce qu'il a à dire. Toujours en vertu de l'adage, décidément de plus en plus d'actualité, selon lequel « le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt », la presse institutionnelle dispose d'une technique éprouvée : déconsidérer le demandeur afin de déconsidérer la demande. De quelle manière ? Il suffit d'en faire des beaufs de la campagne, des crétins des champs, des incultes des bocages, des demeurés de la ruralité, des sous-diplômés des sous-bois. C'est l'argument qui triomphe depuis que les bobos parisiens de droite et de gauche vantent les mérites de l'État libéral

maastrichtien – on a l’habitude ! C’est donc la France des buveurs et des clopeurs, des chasseurs et des automobilistes qui porte le gilet jaune. Ces gens-là, rendez-vous compte, ne boivent pas de Spritz sur les terrasses de Saint-Germain-des-Prés, ils ne fument pas de pétards dans les appartements chics du Marais, ils ne sont pas végans dans des lofts avec vue sur la tour Eiffel, ils ne roulent pas en trottinette électrique garée près de la mairie de Paris, ce sont donc bel et bien des ploucs, des paysans, des pécores, en un mot : des barbares…

Ce mouvement sans tête à décapiter, il a bien fallu lui en trouver une ! Une vidéo plébiscitée par presque six millions d’internautes, dit-on, a propulsé une femme sur le devant de la scène. Le journal *Vingt minutes* en fait la « porte-parole officieuse [*sic*] du mouvement des Gilets jaunes » (9 novembre 2018).

Mais qu’est-ce qu’une *porte-parole officieuse* ? L’équivalent du vin sans alcool, d’une moustache sans poils, d’un banquier généreux, d’un BHL sérieux, d’un Macron gaulliste ou de toute autre impossibilité logique ! Car, si l’on est porte-parole, on l’est officiellement, et adoubé par des gens qui mandatent au vu et au su de tout le monde ; si on l’est officieusement, c’est que certains ont intérêt à choisir cette dame plus que d’autres qui sont pourtant nombreux à rendre possible ce mouvement de réelle insoumission sur la toile.

Il se fait que cette dame que les médias officiels viennent chercher est parapsychologue, hypnothérapeute, et qu’elle relaie également les informations fantaisistes et complotistes de ceux qui croient que les traînées de vapeur laissées dans le ciel par les avions le sont sciemment par des gouvernements qui nous intoxiquent en répandant de mystérieux produits…

Dès lors, toute opposition à cet impôt sur les plus modestes via l’augmentation de l’essence est à ranger dans le registre des fictions complotistes ! Si cette idiote est plébiscitée par des gens, c’est que ces gens sont des idiots et que leur combat est idiot : CQFD. Il ne viendrait pas à l’idée des journalistes du système de considérer que, si cette dame avait été psychanalyste (c’est le nom qu’on donne à la parapsychologie quand on quitte les villes et qu’on se déplace au-delà du périphérique parisien…), son propos aurait mérité d’être invalidé. Au contraire : il aurait été validé plus encore…

Cette femme est une personne parmi des millions d'autres et, puisqu'elle ne porte pas la parole de la totalité de ceux qui vont se rassembler le 17 novembre, sauf pour des journalistes en quête de têtes à couper ou de cause à salir, elle est à entendre sur cette seule question de l'augmentation du prix de l'essence, pas sur ses goûts pour la parapsychologie, qu'elle soit freudienne ou non, sa couleur préférée, ou sa théorie des vapeurs célestes.

Cette jacquerie, comme celle des Bonnets rouges, me plaît. Car elle montre qu'il existe en France, loin de la classe politique qui ne représente plus qu'elle-même, des gens ayant compris qu'il y avait une alternative à cette démocratie représentative qui coupe le monde en deux, non pas la droite et la gauche, les souverainistes et les progressistes, les libéraux et les antilibéraux, non, mais entre ceux qui, de droite ou de gauche, exercent le pouvoir, et ceux sur lesquels il s'exerce – peu importe qu'ils soient de droite ou de gauche.

Que ceux sur lesquels il s'exerce disent non à ceux qui l'exercent, voilà des travaux pratiques réjouissants qui s'inspirent de La Boétie, qui écrivait dans son *Discours de la servitude volontaire* : « Soyez résolus de ne servir plus et vous voilà libres ! » C'est l'impératif catégorique d'une gauche libertaire et populaire, populiste même si l'on veut, car je ne crains pas avec ce mot de dire que j'ai choisi le camp du peuple contre le camp de ceux qui l'étranglent : il n'y a que deux côtés à la barricade.

Que cette force qui se lève fasse attention au pouvoir qui va avoir à cœur de la briser, de la casser, de la déconsidérer, de la salir, de l'anéantir, de la circonscrire. Il va faire sortir des figures pour mieux les acheter. Ce pouvoir a intérêt à des débordements – il y a toujours des « Benalla » prêts à mettre la main à des dérapages utiles à ceux qui ont besoin du spectacle médiatique de la violence sociale pour l'instrumentaliser. Il va allumer des contre-feux avec des mesurettes d'accompagnement en distribuant des chèques de charité. Il va agiter l'épouvantail du poujadisme, du populisme, de l'extrême droite, du pétainisme. L'avenir dira ce qu'il aura été possible de faire avec cette essence…

1. Voir l’article de Romaric Godin dans Mediapart du 29 mars 2018 : « Les voies luxembourgeoises de la fortune des Aznavour. »

2

« Radio-Paris ment, Radio-Paris ment »…

Mercredi 14 novembre 2018. Je regarde le journal de treize heures sur le service public. On y annonce que le gouvernement double la prime qui permettrait aux ménages les plus modestes de changer de voiture. Elle était de 2 000 euros, elle passe à 4 000. Bien. Mais combien coûte une voiture politiquement correcte ? Je veux dire une voiture hybride, une voiture électrique ? 20 000 ou 25 000 euros. Soit cinq fois l’allocation. Comment un ménage modeste peut-il investir autant d’argent dans une voiture ? On se moque vraiment du monde !

Quand Alphonse Allais disait qu’il fallait construire les villes à la campagne, il faisait sciemment de l’humour. Mais quand Emmanuel Macron estime que les pauvres devraient acheter et consommer comme les riches, il n’a même pas l’excuse d’être drôle… Il montre une fois de plus qu’un homme qui a travaillé dans la banque haut de gamme ignore ce que signifie vivre avec de petits revenus.

Ce midi, le service public a consacré une émission destinée à nous faire prendre la vessie médiatique pour une lanterne politique. Comme chaque jour que Maastricht fait, il s’agissait d’éclairer sournoisement l’électeur avec le catéchisme macronien. Avec 4 000 euros, nous dit le journaliste à l’aide d’une animation sur écran, quiconque décide d’acheter une voiture à 5 000 euros n’aura que 1 000 euros à sortir de sa poche. Bien, très bien… Mais sait-il à quoi ressemble une voiture de 5 000 euros, monsieur le président, quand on a une

famille à transporter ? C'est une guimbarde qui marche avec une éolienne sur le toit ou une voiture à pédales… J'écoute ce reportage et je me dis que, décidément, Macron a des amis zélés au service politique de France 2 ! Cela dit, il faut bien qu'on voie de temps en temps pourquoi et comment les patrons des médias du service public sont nommés par le pouvoir…

Je regarde le soir l'intervention du fameux président de la République. Nous ne sommes plus dans la grande rigolade du doigt d'honneur antillais, mais dans les soutes du porte-avions *Charles de Gaulle* enfin sorti du garage où il avait fini par rouiller. Quelques jours plus tôt, devant un parterre de criminels de guerre planétaires haut de gamme, Jupiter faisait l'éloge de la paix avec des trémolos dans la voix. Trois jours plus tard (non sans avoir continué à vendre entre deux des armes de guerre à l'Arabie saoudite afin qu'elle puisse tabasser le Yémen…), il s'affiche comme chef de guerre dans un décor de bombardiers ! « Bonjour tristesse », comme il dit lui-même, mais pour les autres ! Macron illustre bien le principe de la novlangue d'Orwell : « La paix, c'est la guerre » ! Nous vivons bien dans le régime de *1984*…

Cette fois-ci, le président qui aime la banque et les riches s'exprime non pas sur le service public, comme sa fonction devrait l'y obliger, mais franchement sur la concurrence privée : il s'affiche sur TF1 ! Et je n'en crois pas mes yeux quand je l'entends reprendre le soir sur TF1 l'argumentaire entendu plus tôt dans la journée sur France 2 ! Et rebelote : « Quiconque a envie d'acheter une voiture à 5 000 euros n'aura que 1 000 euros à sortir de sa poche après que la subvention a été doublée en passant de 2 000 à 4 000 euros » ! J'écarquille les yeux… Macron se ferait-il le ventriloque du journaliste du service public ?

Non ! Je ne peux imaginer que cet exemple précis, avec ces chiffres précis, livrés clés en main par le journaliste du service public, aurait été repris par le président de la République qui l'aurait trouvé bon, juste, pertinent, efficace, après l'avoir entendu dans le journal de midi qu'il aurait regardé en charentaises ! Il n'y a donc qu'une seule explication : si Macron ne copie pas le journaliste, c'est que le journaliste a répété un élément de langage donné par l'Élysée !

Je souris quand j’entends les bonnes consciences du jour parler de cette sinistre époque où la télévision gaulliste était aux ordres de l’Élysée mais qui ne voient pas qu’aujourd’hui les médias du service public sont toujours à la botte du pouvoir ! Les journalistes du service public roulent dans la même voiture que le président de la République. Jadis, outre-Rhin, on nommait « propagande » ce genre de bétaillère. Qu’on se rassure : ce véhicule de guerre idéologique ne pollue pas les rues, mais juste les consciences et les intelligences, l’esprit critique et la lucidité. Il tue lui aussi, mais avec des particules pas bien fines.

Quand je vois ces ratages de la communication présidentielle, je ne peux m’empêcher de chantonner une petite musique des années 1930, tiens, puisque c’est à la mode ces temps-ci de renvoyer à ces années-là. C’est celle qui disait : « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand ! » Roule ma poule…

3

« Le peuple qui souffre, mais qu'il est con[1] »

Fort avec les faibles, faible avec les forts

Le mot d'ordre du libéralisme tellement désireux que le marché, donc l'argent, fasse la loi partout, c'est vraiment : « Fort avec les faibles et faible avec les forts » ! Emmanuel Macron et les siens nous en fournissent la preuve à jet continu, mais plus particulièrement ces derniers jours dès qu'ils s'expriment sur les Gilets jaunes. On voit en effet s'agiter sur leurs chaises et faire sous eux les journalistes et la classe politique, les éditocrates et les « politologues », les « sémiologues » de la Chaîne parlementaire (financée par l'argent public…) et les collaborateurs de *Libération* (financé par l'argent public…), les syndicalistes et les élus qui siègent à Paris.

Un certain Jean Quatremer, délégué à la propagande de l'Empire maastrichtien à *Libération* et sur la Chaîne info (argent public là aussi, là encore…), a clairement révélé sur son compte Twitter ce qu'était la ligne de son journal : le 9 novembre, ce monsieur qui est le correspondant Europe pour *Libé* écrit en effet : « Le peuple qui souffre, mais qu'il est con. » Le 10 novembre, toujours du même, concernant les Gilets jaunes : « Je confirme qu'il s'agit d'un mouvement de beaufs – j'ajoute poujadiste et largement d'extrême droite, au vu de la violence des réactions et du niveau de la "pensée" des Gilets jaunes (après

les Bonnets rouges : c’est curieux ce goût pour les attributs ridicules). » Puis : « Ce mouvement de beaufs me sort par les oreilles. Et les télés qui en rajoutent et en rajoutent. » Le 12 novembre, du même : « Le 17 novembre, c’est une journée magique : tous les beaufs vont être faciles à reconnaître grâce à leur gilet jaune ! » On comprend que ce « journaliste », qui n’aurait pas de salaire si l’argent du contribuable, y compris les beaufs qui paient leurs taxes, dont celle de l’essence, ne lui permettait son salaire[2], aimerait, comme Saint-Just, que ce peuple n’ait qu’une seule tête afin de la lui faire sauter dans la sciure. C’est le signe distinctif de tout dévot de l’Empire maastrichtien.

Emmanuel Macron, sur le porte-avions *Charles de Gaulle*, le Premier ministre Édouard Philippe, le ministre de l’Intérieur, Christophe Castaner, jadis joueur de poker à Marseille[3] où il connaissait bien le milieu qui le connaissait bien lui aussi, l’ont fait savoir chacun leur tour : le mouvement des Gilets jaunes aura contre lui la police, l’armée, les CRS, les renseignements généraux et la troupe.

Ils n’ont pas ajouté : « la presse aussi », car ça aurait été un peu trop gros, mais il faut l’ajouter, car la presse maastrichtienne n’a pas perdu de temps à matraquer le gogo avec les éléments de langage fournis par l’Élysée : quiconque se rendra à cette manifestation du 17 novembre qui se propose de bloquer la circulation, sans entraver celle des urgences et des secours, est susceptible d’une interpellation policière et encourt une série de problèmes avec la justice : des amendes, des points retirés ou une annulation du permis et autres joyeusetés coûteuses à plaider devant un tribunal.

Un reportage télé a montré comme une information ce qui était en fait une menace politique à peine déguisée : un vieux monsieur qui travaillait au filtrage d’un péage en Bretagne a jeté l’éponge par crainte de voir son permis annulé… « Gilets jaunes, nous avez-vous bien compris ? » éructe l’armée macronienne comme un seul homme. La France pays des droits de l’homme ? Pays du droit de grève ? Pays de la liberté ? Pays de la liberté de conscience ? Pays de la liberté d’expression ? Pays de la liberté d’opinion ? Vous voulez rire. Avec Macron, tout ça, c’est fini, bien fini, n-i, ni.

Car, dites-moi, a-t-on jamais entendu Emmanuel Macron, Édouard Philippe et Christophe Castaner annoncer, pas forcément d'un porte-avions avec un Rafale en fond d'écran, que tous les territoires perdus de la République allaient désormais trouver en face d'eux les services de renseignement, l'armée, la police, les CRS, la troupe quoi – je ne parle pas même de la presse, ne rêvons pas… –, afin que ces territoires reviennent simplement à la république et qu'on y obéisse de nouveau à la loi républicaine ? Non. On ne les entendra pas.

Car : le trafic de drogue, les bagarres meurtrières entre bandes rivales, les règlements de comptes avec des armes à feu, l'usage quotidien des armes blanches, les viols en tournante, la phallocratie, la misogynie et l'homophobie du caïdat, les crimes antisémites commis en invoquant l'islam, les incendies de voitures, les attaques de policiers dont on brûle les voitures, celles des pompiers et des médecins venus aider et soigner les gens, les braquages de professeurs, tout ça, ce sont pourtant, comme chacun le sait, des méfaits imputables aux Gilets jaunes, donc à l'extrême droite… Puisque la presse subventionnée par l'État vous le dit, pourquoi voudriez-vous ne pas la croire ?

P-S : Concernant Quatremer, Jean, j'apprends que « dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, il soutient Emmanuel Macron et effectue un don à La République en marche[4] ». *Libération* est vraiment un nid de rebelles…

1. Jean Quatremer, journaliste à *Libération*, le 9 novembre 2018.

2. On peut lire en effet dans Checknews.fr du 12 mars 2018 : « *Libération* touche une aide que ses concurrents directs (*Le Monde*, *Le Figaro* ou *Aujourd'hui en France* par exemple) n'ont pas : l'aide au pluralisme. *Libé*, *La Croix* et *L'Huma* sont les seuls quotidiens nationaux (avec les journaux pour enfants *Mon Quotidien* et *Le Petit Quotidien*) qui bénéficient de l'aide au pluralisme [*sic*, *sic*, *sic*…]. » Prière de ne pas rire à cette information que *Libération* (le journal des beaufs de gauche, puisque désormais le combat se fait entre beaufs…) contribue au pluralisme de la presse comme *La Croix* (le journal des beaufs de l'eau bénite !) ou *L'Humanité* (le journal des beaufs du pacte germano-soviétique…).

3. https://www.planet.fr/politique-banditisme-poker-le-passe-houleux-dun-ministre-de-macron.1570989.29334.html

4. Robin Andraca, « Quatremer soutient Macron (mais ne le répétez pas !) », arretsurimages.net, 15 mars 2017.

4

De la joffrinadologie

Je vais essayer de penser comme Laurent Joffrin, le patron de *Libération*. Vous me direz, ça n'est pas bien compliqué, car, qui peut le plus peut le moins ! En effet… Avec cet exercice de style, je n'ai pas l'impression d'avoir à grimper un sommet intellectuel himalayen.

Joffrin pense avec deux neurones. Au-delà, il craint la surchauffe… Dans son cerveau, il y a le bien (progressiste) et le mal (populiste). Le bien, c'est ce qu'il pense à un instant t – car tout dépend de l'instant chez ce monsieur chez qui, le croirait-on, il y eut un instant Chevènement ! Il y eut d'autres instants t chez lui. Mais il se cramponne depuis longtemps à l'instant t dit « Bernard Tapie ». C'est celui du « Vive la crise ! ». Souvenez-vous, c'était, sous Mitterrand qui se ralliait à la droite, un Joffrin s'y ralliant lui aussi.

Pour ceux qui en douteraient, le « Vive la crise ! » de 1984 a été longuement discuté en conférence de rédaction. Il y avait alors un combat avec ceux qui estimaient que « Salauds de pauvres ! » disait plus et mieux la nouvelle ligne de *Libération*. Mais les cyniques, soutenus dans ce combat par le directeur commercial, le responsable des publicités, le chargé des relations avec la banque, mais aussi par BHL et Yves Montand, DSK et Anne Sinclair, Alain Minc et Jacques Attali, Kouchner et Glucksmann père, ont estimé que ce message vraiment trop clair risquait d'entraîner une hémorragie des lecteurs qui se croient encore de gauche en souscrivant aux idées européistes et libérales de Giscard seulement parce qu'ils achètent *Libération*, un journal fondé par un Sartre qui,

déjà à cette époque, adorait les terroristes palestiniens qui butaient du Juif à Munich.

Le mal, chez Joffrin, c'est tout ce qui s'oppose au slogan « Salauds de pauvres ! » C'est simple…

Jean Quatremer semble moins fin que Joffrin, ce qui n'est pas peu dire. Vous me direz, pour être correspondant de *Libération* à Bruxelles, il faut un cerveau de ce calibre. Ils sont parvenus à le trouver… C'est lui. Lui, par exemple, dit clairement quelle est la ligne de son journal : « Le peuple qui souffre, mais qu'il est con. » Voilà, ça, c'est du Joffrin, le courage de la bêtise en plus ou l'hypocrisie du souci de l'actionnaire en moins…

Ici commence mon pastiche intellectuel : il va prendre la forme d'un faux syllogisme, car, par sa forme qui en impose, c'est ce qui permet le mieux de faire passer un fond foireux. Pareil sophisme est un prototype des *fake news* que *Libé* prétend démonter dans la rubrique même où le journal met les siennes sur orbite…

Jean Quatremer traite de connards les Gilets jaunes
Or une femme portant le Gilet jaune a été écrasée
par une quatremerdienne en 4x4 BMW
Donc Jean Quatremer applaudit l'écraseuse…

Où l'on voit qu'à penser comme Joffrin, on pense court – haut et court, mais mal… Il vaut mieux, donc, échapper à ces logiques de mirlitons, à ces sophismes mondains, à ces paralogismes parisiens. Quatremer roule clairement pour Macron et pour Joffrin, or Joffrin semble être le nègre de Hollande[1], donc *Libération* est bel et bien, et depuis longtemps, le bulletin paroissial de l'Europe libérale. Autrement dit : le contraire d'un journal de gauche, mais clairement un média qui nourrit les électeurs du Rassemblement national, ex-Front national, qui sont les premières victimes de l'Empire maastrichtien… Un bulletin paroissial, faut-il une fois de plus le rappeler, que le contribuable finance avec ses deniers, taxes essence comprises[2].

Je me réjouis que cette chronique génère assez probablement une réponse fielleuse dans *Libération*, une réponse qui fera les choux gras de Claude Askolovitch dans sa revue de presse sur *France Inter*, une radio du service public elle aussi subventionnée par le contribuable. Il y aura aussi la presse moutonnière (peut-être même, ce serait la gloire, un nouveau bloc-notes de BHL, un mort qui ne le sait pas, mais qui annonce la mort depuis longtemps des plus vivants que lui !), dont chacun voit de plus en plus et de mieux en mieux pour quel patron elle travaille : l'argent des progressistes mais jamais au grand jamais le peuple des populistes.

1. « François Hollande partagerait les droits d'auteur de son livre avec Laurent Joffrin » : https://twitter.com/bfmtv/status/999566293127847936?lang=fr

2. Quels sont les journaux les plus aidés par l'État ? Classement des subventions versées à la presse écrite : https://actufinance.fr/actu/aides-journaux-subventions-presse-6967604.html

5

Une semaine en jaune

Tout à leur entreprise de désinformation, les chaînes qui tournent en boucle leur propagande anti-Gilets jaunes ont commencé la semaine en faisant savoir que, le lundi, la mobilisation avait beaucoup baissé, que les occupations étaient moins nombreuses, etc., etc. Faut-il préciser à ces néojournalistes que ce petit peuple exprimant sa souffrance ne peut manifester sur la longue durée comme peuvent le faire les fonctionnaires ? Certes, les agents de l'État perdent de l'argent (quand le syndicat ne négocie pas, c'est parfois dans son plan, un paiement du temps de certains jours de grève…), mais jamais leur travail. Alors que les Gilets jaunes perdent et de l'argent et leur travail s'ils s'installent durablement sur les ronds-points parce qu'ils ont une profession modeste, voire un employeur qui n'hésiterait pas à les licencier si d'aventure ils ne venaient pas travailler. Pour les Gilets jaunes, c'est la double peine. Mais les néojournalistes préfèrent titrer sur « le mouvement qui s'essouffle » dès le premier jour de la semaine.

Ensuite, ils insistent sur les accidents causés par les Gilets jaunes. Là aussi, là encore, il s'agit de discréditer le mouvement. Il ne vient pas à l'idée de ces néojournalistes que ce sont la plupart du temps non pas des accidents provoqués par les Gilets jaunes mais *par ceux qui refusent* les Gilets jaunes ! Car le filtrage, et non l'immobilisation, exige des gens un peu de leur temps et non, comme il fut dit, des nuits passées dans des véhicules. De sorte que ceux qui s'énervent parce qu'on les ralentit et le font savoir de façon agressive, parfois en fonçant dans la foule, font naître l'énervement des Gilets jaunes. Il y a toujours un

internaute bien inspiré qui filme et met en ligne afin de faire savoir que tel incident dans tel endroit est représentatif de la totalité du mouvement de revendications. La création d'un hashtag pour mettre en ligne toutes ces scènes bout à bout fait les choux gras de cette télévision qui jouit de relayer les éléments de langage venus de l'Élysée et du ministère de l'Intérieur : ce mouvement est entièrement raciste, totalement antisémite et absolument homophobe !

Par ailleurs, la valse des récupérations ayant commencé, il est de bon ton d'associer à Marine Le Pen ce mouvement qui n'a pas de chef, pas de tête – donc pas de leader à acheter ou à qui proposer un poste dans une commission, une entrée au Conseil d'État ou un statut de chargé de mission très bien rémunéré ; on souligne, surligne, puis souligne et surligne encore que le mouvement procède de Marine Le Pen, donc, à l'aide de force joffrinades, du nationalisme, du vichysme, du pétainisme, du fascisme.

C'est dans cet ordre d'idées que BHL commente le mouvement. Il tient les mêmes propos que Castaner. Dans une dégustation à l'aveugle, on pourrait douter de qui est qui ! À part dans les dictatures brunes ou rouges, c'est un cas rare de philosophe qui se fait le ventriloque d'un ministre de l'Intérieur – ou l'inverse.

En clôture de la Convention nationale du Conseil représentatif des institutions juives de France, BHL a expliqué « qu'il s'est là incontestablement passé quelque chose ». Nous étions le dimanche 18 novembre, la veille, il avait pourtant écrit dans un tweet : « Poujadisme des Gilets jaunes. Échec d'un mouvement qu'on nous annonçait massif. Irresponsabilité des chaînes d'info qui attisent et dramatisent. Soutien à Macron, à son combat contre les populismes et à la fiscalité écolo » (17 novembre 2018). Il est vrai que le lendemain, il écrivait aussi : « Il s'est passé quelque chose de très important. Parce qu'un mouvement est inorganisé, auto-organisé, sans chef, il serait sans lendemain, sans identité politique ? Je ne crois pas. S'est produit, hier, un événement politique majeur. » Le 17 : ce mouvement était un « échec » ; le lendemain, il est « majeur »… C'est sur cette ligne que BHL continue. Son discours mobilise la *Critique de la raison dialectique* de Sartre et *Mythologies* de Roland Barthes, l'*Iliade* d'Homère et

l’*Éthique à Nicomaque* d’Aristote, le *Gorgias* de Platon et la Bible des Septante, l’Ancien Testament et le Talmud, le *Traité des passions de l’âme* de Descartes (« de mémoire l’article 202 », dit-il car, bien évidemment, il en connaît les 212 articles par cœur…), l’*Éthique* de Spinoza et le *Léviathan* de Hobbes, Jean-Claude Milner et Drieu La Rochelle, pour accoucher d’une souris phénoménologique : les Gilets jaunes, ce sont les ligueurs fascistes de 1934…

Or ces Gilets jaunes, quand les casseurs ne les infiltrent pas avec la bénédiction du pouvoir, sont juste des gens modestes qui font savoir qu’à l’approche de Noël ils vont avoir du mal à offrir des cadeaux à leurs enfants ou à leurs petits-enfants. Sont-ce des fascistes qui veulent abolir la République ? Non. Ce ne sont rien d’autre que *des citoyens qui veulent la restaurer depuis que l’État maastrichtien l’a abolie*…

On ne me fera pas croire que le pouvoir n’apporte pas son soutien aux casseurs. Car, la chose était visible sur toutes les télévisions qui retransmettaient l’événement en direct, ce pouvoir a laissé certains individus dépaver l’avenue des Champs-Élysées sans intervenir et ce, comme par hasard, devant les caméras de télévision ! Il me semble que, si l’on voit des gens desceller des pavés, ça n’est pas pour emporter un souvenir de Paris chez eux mais, comme la suite l’a montré, pour les envoyer sur la police. Le mieux pour éviter qu’un pavé ne parvienne sur le visage d’un CRS, c’est de le laisser là où il est, à savoir dans la rue, et d’empêcher les dépaveurs de préparer leur forfait en présence des caméras de BFM ! Par ailleurs, on ne parviendra pas à me convaincre que les forces de police ne pouvaient pas encercler ces manifestants violents afin de les interpeller si l’ordre leur en avait été donné. Ils ne l’ont pas fait, c’est donc que le pouvoir voulait que ceux-là dépavent et jettent ensuite leurs pavés sur les forces de l’ordre et sur les magasins. Le lendemain d’ailleurs les chaînes que l’on sait faisaient des micros-trottoirs devant les boutiques de luxe dont les vitrines avaient été cassées – probablement au pavé… – pour ne sélectionner que des témoignages de déploration : « C’est une honte ! », « Quelle image donne-t-on à l’étranger ? », « Quelle misère de détruire ainsi des instruments de travail ! », etc.

Le pouvoir veut discréditer le mouvement, c'est entendu. Cachant mal leur joie, les journalistes n'ont cessé de poser la question : « Est-ce que le mouvement qui bénéficie d'un fort soutien dans la population conservera cette faveur après ce déchaînement de violence ? », comme il fut dit d'une chaîne l'autre. On voyait bien que les néojournalistes se retenaient d'ajouter : « On espère bien qu'il va le perdre, ce soutien, d'ailleurs on fait tout pour ça, c'est notre boulot et on est payés pour ça… »

Tous ceux qui veulent absolument fasciser le mouvement n'imaginent pas ce qu'est une vie modeste ou une vie de pauvre. Gérald Darmanin, par exemple, qui endosse la soutane de l'abbé Pierre pour mieux cacher sa peau de requin de la politique politicienne, feint de comprendre que la vie est dure pour les gens puisque la note moyenne d'un restaurant parisien est de 200 euros sans les vins – ça, ce sont les cantines du patron de *Libé* ou de BHL, sinon du journaliste Maurice Szafran[1] mieux connu pour ses notes de frais que pour son œuvre complète…

Il y eut ensuite Nicolas Hulot effectuant, comme on l'a dit, sa « rentrée politique » – ce qui paraît bien étrange de la part de quelqu'un qui a fait savoir qu'il ne faisait pas de politique et qu'il continuerait à ne pas en faire ! Cet homme qui prophétise la fin de la planète à cause du moteur des voitures des pauvres possède neuf véhicules : six voitures, une moto, un bateau, un scooter. Détaillons : une grosse cylindrée BMW, une Volkswagen, un Peugeot Boxer, autrement dit un petit camion, un très polluant Land Rover, une vieille 2 CV qui pollue comme autrefois et un autre véhicule non précisé. Son bateau est à moteur, sa moto BMW n'est pas à voile et son scooter, parce qu'il est électrique, fonctionne à l'énergie nucléaire – donc avec l'aide des centrales atomiques… Il comprend bien la misère des gens (ça, c'est pour rester dans le Top 10 des Français préférés à choisir dans une liste de dix noms de Français préférés…), mais il comprend mieux encore la misère de la planète. Faut-il lui rappeler, à monsieur l'ex-ministre, qu'une infime partie seulement des taxes prélevées sur le plein d'essence des Français pauvres ira à la transition écologique ?

Que deviendra le restant[2] ? Il servira à équilibrer le budget exigé par l'État maastrichtien. Après avoir fait des cadeaux aux riches et s'être ainsi privé des

ressources de l'impôt sur la fortune, le président Macron doit bien prendre de l'argent quelque part, d'où le racket sur les pompes à essence : ce sont en effet les pauvres qui paient à la place des riches – on comprend que les riches et leurs amis éditorialistes et journalistes qui mangent dans les restaurants où l'on croise Gérald Darmanin aient intérêt à expliquer en long en large et en travers que ces salauds de pauvres sont assimilables aux ligueurs fascistes de 1934 !

La semaine s'est donc terminée avec la manifestation des Champs-Élysées. On a vu combien le pouvoir et la presse, le pouvoir de la presse et la presse du pouvoir, ont passé leur temps à discréditer le mouvement. Il y eut un moment de vérité sidérant sur BFM où un journaliste a clairement commenté les chiffres donnés par Castaner : « Ces chiffres sont ceux du ministère, *a priori* [*sic*] il n'y a aucune raison de les contester » ! Il était 18 h 30, il fallait siffler la fin de la récréation : la journée fut donc bel et bien une affaire d'extrémistes de droite et de gauche. Comme les médias et les politiciens ont abondamment usé de l'élément de langage « extrême droite » et qu'on ne sait plus comment nommer la véritable extrême droite, on se met désormais à parler d'« ultra-droite » ! La journée avait donc été une journée parisienne de violence à cause de l'ultra-droite elle-même pilotée par l'extrême droite. C'était donc encore un coup du maréchal Pétain – BHL nous avait prévenus…

Pour ma part, je n'ai jamais eu confiance dans les chiffres donnés par le ministère de l'Intérieur ou par les organisateurs des manifestations. Castaner ose tout, c'est d'ailleurs à ça qu'on le reconnaît. S'il avait pu dire qu'il y avait eu cent trente personnes dans toute la France, et ce sur vingt-sept ronds-points seulement, il l'aurait fait… Il y a mis les formes et donne un comptage à la dizaine près sans imaginer une seule seconde que pareil détail prouve que le chiffre est faux…

1. https://www.arretsurimages.net/articles/marianne-ses-tres-hauts-salaires-et-sa-deleguee-syndicale-poussee-vers-la-sortie?id=4304

2. https://www.lepoint.fr/economie/carburants-ou-vont-les-recettes-des-taxes-09-11-2018-2270172_28.php#

6

L’insurrection, et après ?

À l’heure où j’écris, ce qui advient avec les Gilets jaunes ressemble à s’y méprendre aux prémices d’une révolution. L’histoire de la Révolution française, mais aussi celle des autres révolutions, intéresse le libertaire que je suis parce qu’on peut y pointer le moment où la générosité qui préside à un mouvement pour plus de dignité et d’humanité se trouve récupéré par quelques autoritaires qui détournent l’impulsion originelle afin d’assurer leur pouvoir personnel. Ils évincent alors les auteurs ayant initié la dynamique : les gens modestes, les pauvres, les petits, les sans-grade, les sans-dents comme il fut dit un temps par un qui se disait socialiste et, hélas ! suivant la jurisprudence 1983, l’était bel et bien !

Prenons 1789. La Révolution française n’eut pas lieu tout de suite, contrairement aux résumés distribués par le catéchisme laïc, avec une revendication républicaine d’abolition de la monarchie dans l’objectif avoué de réaliser la Liberté, l’Égalité et la Fraternité ! Pour la vulgate, il y aurait eu un avant 14 Juillet avec les ténèbres, un roi faible, une reine frivole et vendue à l’étranger, un régime esclavagiste, puis, après la Révolution, un moment de lumière avec des dirigeants républicains ayant offert la dignité à tous ! Lors de la prise de la Bastille, rappelons-le, Robespierre, Marat et Danton sont monarchistes et ils vont le rester deux bonnes années. L’insurrection de 1789 ne s’effectue pas pour les idées de Liberté, d’Égalité et de Fraternité, mais pour des revendications concrètes portées par ceux qu’on appelle les Enragés – les Gilets jaunes de l’époque… Ils veulent du pain pour leur famille, du lait pour leurs

enfants et du savon pour se laver. Les prix sont trop élevés, les accapareurs et les agioteurs profitent du désordre pour les augmenter, les Enragés veulent les plafonner. Ils n'ont aucun souci de faire chuter la monarchie ou d'en penser les modalités constitutionnelles, ni même de proposer un changement de régime ! La démocratie directe avec le contrôle des représentants proposés par les Enragés ne date pas de juillet 1789.

À cette époque, les sans-culottes, une autre modalité de la revendication populaire, évoluent eux aussi sur des terrains très concrets et nullement idéologiques. Ils n'ont que faire des débats intellectuels et de savoir s'il faut préférer le *Contrat social* de Rousseau à l'*Esprit des lois* de Montesquieu : ils veulent améliorer leur vie quotidienne qui est faite de misère et de pauvreté, de faim et de froid, de chômage et de précarité.

Il n'est d'ailleurs pas sans raison que ce petit peuple révolté soit lui aussi qualifié par son vêtement : ils ne portent pas la culotte et les bas des bourgeois (ou de l'aristocrate Robespierre, qui est le grand homme de la bourgeoisie et n'oublie jamais de porter la perruque poudrée de sa caste…), mais le pantalon à rayures bleues et blanches. Les Gilets jaunes eux aussi arborent un attribut vestimentaire qui, certes, est celui des automobilistes en détresse, mais aussi, on a tendance à l'oublier, celui des travailleurs de l'extérieur qui ont besoin de signaler leur présence sur les chantiers ou dans les rues afin de ne pas se faire tuer par des engins de travail ou des automobilistes. Le gilet jaune, c'est le costume du travailleur qui ne porte pas de cravate : le maçon et le balayeur, le menuisier et l'employé de la voierie…

Au commencement, toute révolution est insurrection. La prise de la Bastille est emblématique de cette vitalité révolutionnaire : on attaque le symbole du pouvoir. Qui niera que les Champs-Élysées, lieu de parade des puissants, soit un lieu éminemment symbolique pour ceux qui regardent à la télévision le pouvoir y passer, s'y montrer, s'y exhiber et qui le subissent sans jamais l'exercer ? On y voit en effet, au choix, les défilés militaires lors de la parade anniversaire de ce fameux 14 Juillet ; la tribune des chefs d'État invités par la France – jadis Kadhafi ou Bachar El Assad, récemment pour le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale Trump, Erdogan, Merkel ou Poutine et un paquet

d'autres huiles ; les bus de l'équipe de football quand elle décroche la Coupe du monde ; le convoi funéraire de Johnny Hallyday, fiscalement domicilié aux États-Unis ou en Suisse, mais néanmoins salué par les trois derniers présidents de la République, le quatrième n'étant plus en état de le faire[1] mais qui, sinon, y serait également allé. C'est aussi l'artère qui conduit le chef d'État nouvellement élu de la place de la Concorde, où ont été décapités le roi et la reine, ce qui marque la fin de la monarchie, à l'Arc de Triomphe, un bâtiment qui est d'abord là pour signifier les victoires de Napoléon, certes, mais aussi et surtout la fin de la Révolution française sifflée par ce Jacobin corse avec son coup d'État du 18 Brumaire. Avec ce putsch, Napoléon assure aux bourgeois que la Révolution est finie et qu'ils peuvent désormais jouir tranquillement des biens confisqués au clergé, devenus biens nationaux, et achetés par eux parce qu'ils avaient de quoi les acquérir – au contraire des pauvres… Les Champs-Élysées racontent en raccourci comment naît, vit et meurt une révolution : de la guillotine robespierriste *en bas*, où le sang a été versé par les Jacobins de 1792 et 1793 pour abolir la royauté, à l'Arc de l'empereur *en haut*, qui a mis fin à la Révolution et renvoyé les petites gens à leur condition de misérables (quand ils ne mouraient pas sur les champs de bataille de ses guerres de conquête par centaines de milliers…), c'est un résumé de ce qui ne doit pas arriver, mais qui menace si d'aventure les GJ ne se structurent pas.

Car, s'ils ne s'organisent pas, d'autres organiseront pour eux et, *c'est certain*, les GJ deviendront les plaideurs de la fable de La Fontaine, ils n'auront plus que leurs yeux pour pleurer : l'insurrection aura fait le jeu de Mélenchon ou de Le Pen, autrement dit de ces gens du système, car, même s'ils font carrière dans la critique du système, ils en font partie – le très longtemps sénateur socialiste Mélenchon en ayant voté oui à Maastricht, qui est le péché originel expié ces temps-ci dans les rues ; et Marine Le Pen en ayant hérité de la boutique paternelle qu'elle fait fructifier de façon familiale entre Montretout et bamboula. L'un et l'autre avec leurs troupes dirigeantes sont gens à cravate, même et surtout quand ils affectent de n'en pas porter !

Comment s'organiser ? *Il faut éviter la solution jacobine* car, pour cette engeance centralisatrice et parisienne qu'est le jacobin, tout pouvoir procède d'une figure unique qui elle-même s'inspire du roi. Précisons que, lors des dernières présidentielles, tous les candidats étaient jacobins. Ceux qui parlaient de girondinisme le faisaient pour rire – Raffarin ou Juppé par exemple… –, dans la perspective que, dans leurs régions gouvernées comme des fiefs féodaux, ils pourraient continuer à disposer d'un pouvoir semblable à celui des monarques. Or la Gironde n'est pas multiplication des rois en régions ou dans les départements, voire dans les communes, ce serait pure sottise, mais *réellement* pouvoir régional en régions, départemental dans les départements, communal dans les communes. En revanche, c'est le pouvoir exercé par ceux sur lesquels il s'exerce avec révocabilité des élus. En effet, ces derniers ne devraient pas être des titulaires du pouvoir de droit divin mais des mandataires auxquels l'électeur peut reprendre sa délégation à tout moment dans le cas où la parole est peu, pas ou mal portée. Le pouvoir ne doit plus être une sinécure personnelle et doit redevenir une obligation contractuelle. L'élu est l'obligé de qui le mandate et non son parasite.

Le marxisme-léninisme est la forme aboutie du jacobinisme. N'oublions pas que cette idéologie reste l'horizon intellectuel de Mélenchon et de sa garde rapprochée. La dictature du prolétariat préconisée par Marx dans le texte a été réalisée par Lénine, puis par Trotski, puis par Staline. Je ne fais pas de distinctions entre ces trois modalités d'une même dictature. Elle a été dictature *sur* le prolétariat plutôt que dictature *du* prolétariat. Le nier, c'est prendre le parti du goulag.

Dans l'aventure des Gilets jaunes, les néo-marxistes-léninistes sont embusqués : ils sont passés à côté des débuts de l'insurrection qu'ils ont même, pour tel ou telle, je songe à Clémentine Autain, regardée avec un certain mépris. Depuis qu'ils sont arrivés quatrièmes à la présidentielle et très mauvais perdants, ils ont raté la convergence des luttes ; ils n'ont pas réussi à fédérer lors de manifestations qu'ils voulaient grandioses ; ils perdent des points dans les sondages ; ils accumulent les scandales d'argent et d'affaires, de népotisme et de passe-droits qui touchent l'un ou l'autre dans leur camp.

Or *ce grand petit peuple* a réalisé tout seul ce que ces politiciens professionnels ne sont pas parvenus à faire avec beaucoup d'argent, des communicants, des experts, des salariés, et même des autoentrepreneurs… Aujourd'hui, disons-le de façon métaphorique, les néorobespierristes remontent la foule en direction des premières places du cortège…

À droite, Marine Le Pen offre une autre version de ce même jacobinisme. Elle croit au chef charismatique, certes, elle sollicite le référendum sur les questions sociétales mais, sans la pédagogie qui le prépare, le référendum, *auquel je tiens comme exercice de démocratie directe*, est un plébiscite du chef plus qu'une expression démocratique. En nos temps d'inculture politique et civique généralisée, la démocratie plébiscitaire s'avère l'une des modalités de la tyrannie – celle de l'opinion que ne construit plus l'école qui fut jadis républicaine, mais que fabriquent aujourd'hui les médias dominants et les contre-médias tout aussi insoucieux de vérité, de réalité, de justice et de justesse les uns que les autres. Condorcet a déjà expliqué en son temps combien la démocratie sans éducation rendait toute élection problématique.

Ces deux modalités du jacobinisme que sont Mélenchon et Le Pen n'ont pas été plus claires l'une que l'autre sur la question de la souveraineté nationale : on les comprend car ces professionnels de la politique sont obsédés par leur boutique et il s'agit toujours pour eux de ne pas effrayer les électeurs potentiels. Or, les choses sont simples : faut-il oui ou non rester dans la configuration de l'Europe libérale qui empêche les décisions nationales en faveur des citoyens les plus pauvres ? Doit-on garder l'euro, monnaie unique, en sachant qu'il ne permet pas de mener une politique économique autonome, ce qu'en revanche permettrait une monnaie commune ? En fait, si l'on y regarde de plus près, l'un et l'autre ont déjà tranché à leur manière : Mélenchon en évinçant de son staff Djordje Kuzmanovic et François Cocq qui défendaient une ligne clairement souverainiste, et Marine Le Pen en agissant de la même manière avec Florian Philippot qui campait sur des positions semblables.

Dès lors, faute de recouvrer notre souveraineté politique, on ne peut pas dire qu'on soutient les revendications des GJ puisque celles-ci ne pourraient être satisfaites tant que la France restera dans la configuration de l'État maastrichtien.

La souffrance de ce peuple en jaune explose après un quart de siècle de privations imposées à ces laborieux qui n'en peuvent plus de la misère et de la pauvreté qu'on leur inflige au nom des critères de l'Europe, qu'ils soient économiques, fiscaux, monétaires ou écologiques.

Car, dans cette aventure, Macron mène la politique de l'Europe et non celle de la France, ce qui, *de facto*, lui interdit toute marge de manœuvre politique nationale. Il y a peu, dans *Les Terriens du dimanche* (2 décembre 2018), Aurélien Taché, député La République en marche, a dit tout haut ce que Macron pense tout bas : « Le fait de transférer une grande partie de la souveraineté nationale au niveau européen, c'est le cœur de ce qu'on proposera aux élections européennes, ça c'est très clair » – c'est très clair en effet…

Macron prend prétexte de sauver la planète pour serrer la ceinture des pauvres (tout en desserrant celle des riches dispensés d'impôt sur la fortune) afin de les soumettre à la règle maastrichtienne des 3 %. Mais il s'agit moins pour lui de sauver la planète que de sauvegarder l'Europe libérale, une espèce en péril – sinon, pourquoi ne pas taxer les supertankers, les avions de ligne, les aéronefs commerciaux, les paquebots de croisière, les entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles ayant fraudé sur leurs émissions de carbone, plutôt que l'infirmière qui effectue ses visites en campagne ?

Dès lors, quiconque croit pouvoir répondre favorablement aux demandes des GJ sans envisager une sortie de l'Europe maastrichtienne ment éhontément : les Républicains et le Parti socialiste, la France insoumise et le Rassemblement national, le Modem et le Parti communiste français sont à mettre dans le même sac. Il n'y a donc aucune raison de faire confiance à cette classe politique jacobine, parisienne, mondaine, partidaire qui se trouve à l'origine du malaise qu'elle prétend désormais vouloir combattre… si on l'installe à nouveau au pouvoir ! On ne peut créer les conditions du chaos depuis des décennies puis vouloir y mettre fin avec la politique qui a causé ces dégâts !

Par ailleurs, je comprends que les GJ aient des réactions épidermiques avec les porte-parole autoproclamés, qu'ils évincent tel ou tel parce qu'il est journaliste ou bien parce qu'il est encarté dans un parti ou un syndicat, qu'ils réprimandent celui ou celle qui ne s'autorise que de lui-même pour parler au

nom des autres : ceux qui ont fait profession de justifier le système depuis vingt-cinq ans ne sont pas crédibles pour guérir la maladie qu'ils ont consciencieusement inoculée. Qu'ils laissent la place ! Qu'un authentique dégagisme voie le jour qui renvoie à la retraite les professionnels de l'État maastrichtien – partis politiques et syndicats, journalistes et intellectuels du système, ainsi que tous les voyageurs de commerce de cet idéal populicide qui a mis tous ces gens dans la rue quand l'épuisement s'est pour eux trouvé maximal.

Que faire ? S'il faut éviter la solution jacobine, *il faut également éviter la solution spontanéiste* : du chaos il ne sort que plus de chaos encore, mais jamais un ordre nouveau. Ceux que l'on nomme les casseurs et qui signent leurs forfaits avec des slogans sans ambiguïté, notamment avec des sigles comme celui du A dans un cercle, qui est clairement la signature anarchiste, ne partagent pas les intérêts de ce petit peuple malheureux. Leur sociologie est celle des urbains cultivés et surdiplômés, politisés et organisés. La source de leur révolte est bien plutôt dans le gauchisme culturel de Giorgio Agamben ou de Toni Negri (un fervent partisan du oui au traité constitutionnel européen d'ailleurs…), que dans l'impossibilité d'acheter des cadeaux à leurs enfants au prochain Noël…

J'ouvre une parenthèse pour signaler que j'ai entendu une journaliste commenter le A dans son cercle de l'anarchie tagué sur l'Arc de Triomphe en disant qu'il était la signature des antifas. Parfait ! Tout va bien, car ce sont donc des amis politiques des médias du système, puisqu'ils sont censés lutter contre le fascisme casqué, armé, botté, militarisé – celui de Marine Le Pen bien sûr ! Or, pour l'heure, s'il est bien des gens armés, casqués, bottés, militarisés, ils semblent plutôt se trouver chez ces prétendus antifascistes que du côté des GJ dont il est facile de revêtir le vêtement pour commettre des forfaits, d'autant plus que le pouvoir et les médias de l'État maastrichtien n'attendent que cela pour stigmatiser le mouvement.

Cette anarchie-là n'est pas la mienne. C'est celle de l'idéaliste hégélien Bakounine qui croyait (comme un libéral dans sa candeur…) que la liberté de la révolte accoucherait naturellement de la révolution comme en sortant de la cuisse de Jupiter ! Laissez faire les repris de justice et les artistes, les poètes et

les fous, les chômeurs et les clochards, écrit-il dans *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, et de leur colère naîtra comme par enchantement un nouvel ordre révolutionnaire ! Il faut sacrément ignorer la nature humaine pour penser l'anarchie d'une façon aussi simple, sinon simpliste, pour tout dire infantile ou adolescente… La violence n'est pas accoucheuse de l'Histoire : elle l'est surtout de la violence ! L'Histoire est ensuite construction, et l'on peut construire ailleurs sans avoir besoin de détruire ici.

Comment faut-il s'y prendre pour construire ailleurs sans avoir besoin de détruire ? En tournant le dos à l'idéalisme allemand du Russe Bakounine et de ses émules qui croient aujourd'hui que le pavé lancé sur les forces de l'ordre et l'incendie des voitures, le cocktail Molotov balancé sur les CRS et la fronde pour leur envoyer des boulons, le taguage des bâtiments historiques et le pillage des boutiques de souvenirs, la destruction des vitrines des magasins de luxe ou le ravage des terrasses de café, la barre de fer et la batte de base-ball, tout cela sert à accélérer l'instauration de la justice sociale. C'est une pensée courte, simpliste et simplette, car cette violence ne contribue pas à l'avènement du Grand Soir, mais juste à la riposte violente du pouvoir qui s'en trouve d'autant légitimé qu'il invoque la protection des citoyens, sans parler de ses grandes tirades médiatiques sur la République, la démocratie et la liberté en danger…

Pour trouver une issue politique à cette insurrection inédite, *il faut réactiver quelques propositions du socialisme libertaire de Proudhon* : il estimait que la Révolution française avait accouché de beaux principes, certes, bien sûr, évidemment, mais de rien qui soit utile à ceux qui voulaient du pain pour leur famille ; il détestait le sang et la Terreur, le Tribunal révolutionnaire et Robespierre, la guillotine et le gouvernement révolutionnaire ; il n'aimait pas Marx et avait prévu que son système déboucherait sur un régime autoritaire – ce qui fut le cas quelques décennies plus tard ; il n'était pas communiste et refusait d'ailleurs cette idée avec vigueur, car il souhaitait étendre la petite propriété privée au plus grand nombre ; il ne se gargarisait pas de grands mots et de belles idées, car ce fils de tonnelier qui fut bouvier savait ce qu'était le peuple, il en venait, au contraire de Marx dont le père était avocat ; il a construit son

socialisme libertaire de façon pratique et concrète, anti-autoritaire et non violente.

Nulle cité radieuse ou nul lendemain paradisiaque chez lui : il souhaite réaliser un ordre libertaire et, pour ce faire, il invite à une organisation rigoureuse : son anarchie est le contraire du désordre ! C'est un autre ordre : celui de la justice. Dans *Théorie de la propriété*, un ouvrage de sa fin de vie qui fut courte, il théorise cette organisation libertaire et pense la nécessité d'un État libertaire. Pour éviter le double écueil du capitalisme sauvage, qui crée les inégalités et l'exploitation, et du socialisme autoritaire, qui produit l'oppression et la misère (n'est-ce pas notre actualité ?), il propose l'autogestion, le mutualisme, la fédération, la coopération, l'une comme l'autre dans l'organisation et sans violence.

L'organisation non violente : voilà ce que les GJ devraient faire pour éviter les écueils qui se profilent : à savoir la récupération par les jacobins et les professionnels de la politique, ou bien le basculement dans le chaos spontanéiste, l'une comme l'autre signifiant à coup sûr la mort de cette énergie insurrectionnelle.

Proudhon ne donne pas les clés du pouvoir aux intellectuels – il ne le faut jamais ! Robespierre en était un, Lénine, Staline et Trotski aussi, Mao et Pol Pot également – ce dernier avait étudié à la Sorbonne, aimait Rousseau et Sartre… Il les donne à ceux sur lesquels le pouvoir doit s'exercer : la démocratie représentative française, chacun l'a constaté depuis des années, ne représente plus que les intérêts d'une bourgeoisie qui a détourné la lettre de la Ve République au profit de l'esprit maastrichtien – quinquennat, cohabitation, usage du 49.3, refus de la proportionnelle… Le verrouillage idéologique et politique fait désormais de l'Assemblée nationale et du Sénat deux Chambres d'enregistrement de la volonté du chef de l'État. Si ce dernier est au service du peuple, c'est la meilleure des choses ; s'il veut le peuple à son service, c'est la pire ! Ces deux instances extrêmement coûteuses en impôts perdent leur temps dans d'infinis amendements qui dénaturent les projets afin de parvenir à un *statu quo* : droite ou gauche, peu importe, il faut que les libéraux de droite et de gauche gouvernent chacun leur tour – Mitterrand et Chirac, Sarkozy et Hollande,

puis Macron qui, peu ou prou, question de style, ont mené la même politique… Pendant ce temps, la droite et la gauche non libérales font de la figuration, protestent, se font voir et entendre, existent médiatiquement, tombent la cravate et la veste en estimant qu'elles ont ainsi tout dit, puis roulent carrosse et mènent la belle vie aux frais du contribuable !

Les GJ gagneraient à réactiver cette démocratie directe à laquelle Proudhon aspirait : c'est une question de vie ou de mort pour eux car ils sont nombreux, pas forcément là où on le croit, les charognards qui attendent le pourrissement, la décomposition, la fin, la disparition, la mort de ce mouvement sur lequel ils ne peuvent rien. Il n'est qu'à regarder les commentaires de la classe politique, médiatique et intellectuelle…

Concrètement : le principe susceptible d'être activé est celui de la coordination et de la coopération. À l'ère d'Internet et des réseaux sociaux, le dispositif est facile à mettre en place. Il permet à la base, sur le lieu de chaque présence des GJ, rond-point ou route, bretelle d'accès ou parking de supermarché, dépôt ou entrée de magasin, lycée ou usine, village et commune, de constituer un collectif qui s'exprime là où il est. Ces collectifs doivent se fédérer et ces fédérations doivent se fédérer elles aussi afin d'élire des représentants. Chaque délégué est un élu soumis au mandat impératif : il porte le message d'un groupe et ne parle pas pour lui ; il donne voix au collectif dont il formule la parole : il est le ventriloque du groupe. Là où il est, quand il parle, il doit être vu et entendu par ceux qui, en fonction de leur faculté à représenter véritablement, ou pas, lui conserveront ou lui retireront son mandat.

Le principe est simple, la mise en œuvre plus difficile : il ne faut pas sous-estimer les effets pervers de ces logiques – l'activation de la testostérone de quelques-uns qui accèdent à la lumière médiatique et les risques de dérapages ; le rabattage du problème politique général sur une histoire particulière, fût-elle émouvante et touchante, concrète et pourtant pédagogique ; la stratégie médiatique qui consiste à choisir le moins déluré des GJ pour en faire une figure emblématique du mouvement et le mettre en lumière pour générer du discrédit ou de la pitié ; le mandat donné à qui n'est pas capable de porter la parole

collective intellectuellement ou verbalement, psychologiquement ou humainement ; le danger du noyautage par tel ou tel beau parleur qui roulerait en sous-main pour des syndicats ou des partis politiques, sinon pour le pouvoir qui a intérêt à installer le ver dans le fruit – il existe des gens dont c'est d'ailleurs le métier et qui sont depuis toujours payés par l'État pour effectuer ce genre de travail…

Voici donc un dispositif, une machine : elle ne peut fonctionner sans se mettre au service de revendications respectables – il faut viser plus de justice sociale. Toutes sont légitimes pourvu qu'elles visent à rendre leur dignité aux victimes de l'État maastrichtien.

Le principe du cahier de doléances est une bonne chose : il faut élire des rédacteurs capables de mettre en mots les revendications esquissées et remontées en réseau sur l'intranet des GJ. On néglige trop les leçons données par les cahiers de doléances de la Révolution française : mieux que les États généraux, ils parlaient de choses très concrètes, ce qui est le fond de toute politique digne de ce nom – et comme c'est le cas avec les GJ…

Enfin, il ne faut pas se tromper d'adversaires : les blocages mettent en péril d'autres travailleurs pour lesquels la vie n'est pas facile non plus, je songe aux petits patrons, aux artisans, aux commerçants, aux employés, aux personnels de santé, et tant d'autres qui relèvent eux aussi d'un genre de condition néoprolétarienne. Ils ne doivent pas payer une dette qui n'est pas la leur. La faillite des gens modestes, la fermeture de petites unités industrielles ou commerciales, de production ou d'artisanat ne sont pas souhaitables. C'est faire fausse route.

Il faut au contraire s'appuyer sur le savoir-faire technique ou fiscal, commercial ou juridique, intellectuel ou informatique de ces catégories socio-professionnelles afin d'augmenter la puissance du mouvement par l'effet dynamique de son organisation. Des coordinations sont nécessaires afin d'éviter que des travailleurs modestes occasionnent la chute et la mort de travailleurs un tout petit peu moins modestes qu'eux. Dans la logique de la lutte des classes, l'ennemi n'est pas dans le camp des plus ou moins modestes que soi, mais dans celui d'en face où se trouvent les véritables puissants dont la peur et la haine

sont palpables. Il y a peu, Emmanuel Macron travaillait dans une banque d'affaires qui est la leur.

À défaut d'organisation, les GJ auront été un feu de paille. L'histoire des révolutions l'enseigne – il n'est qu'à lire ou à relire *La Ferme des animaux* d'Orwell : l'énergie rebelle des premiers temps insurrectionnels risque de se faire capter, détourner et renverser par les professionnels de la politique et du pouvoir.

On peut ainsi se référer aux révolutions du Printemps arabe qui, faute d'organisation, de coordination, de programme commun, mais surtout d'unité et, pour tout dire, de fraternité, ont bien mis à bas des régimes tyranniques, mais pour laisser la place à des régimes autoritaires d'un autre style.

Macron en appelle aux corps intermédiaires afin qu'ils invitent les GJ au calme – les syndicats, les partis politiques et le patronat. Le masque tombe. Le chef de l'État, qui est de moins en moins chef d'un État de plus en plus résiduel, prouve ainsi deux choses : le pouvoir lui échappe et le président se retourne vers ses alliés naturels que sont les officiels de la représentation du système – les ficelles de la très vieille politique politicienne… Le pouvoir qu'il a perdu se trouve désormais dans la rue. Ce président de la République ne peut plus sortir, il est hué dans la rue, son convoi officiel est bloqué au Puy-en-Velay où il est pourtant venu incognito. Sa légitimité est contestée. Peut-être sont-ils désormais plus nombreux, les citoyens qui auraient *enfin* compris l'utilité d'instrumentaliser la famille Le Pen pendant des années afin de la faire parvenir au second tour tout en la criminalisant, de sorte que l'élection du second tour soit jouée le soir du premier et que, comme par hasard, l'électeur berné ait le choix entre le diable prétendument fasciste et le bon Dieu libéral réellement maastrichtien ! Ces derniers temps, ce genre de bon Dieu est subclaquant.

Le roi est nu. La chose est désormais vue et sue. Elle l'est même, sue et vue, de façon planétaire grâce aux télévisions du monde entier. Jupiter a vécu. Qu'on se souvienne de ce que j'ai jadis nommé dans un livre le principe de Gulliver : Gulliver peut être terrassé et anéanti par les lilliputiens, autrement dit, les nains peuvent avoir raison d'un géant, disons-le d'une autre façon encore, les Gilets

jaunes ont potentiellement les moyens d'abolir Macron qui n'est que le faux nez du système : il suffit pour ce faire d'un *programme commun*, d'une *fraternité d'action*, d'une *méthode avec une stratégie* (que veut-on ?) *et une tactique* (comment s'y prend-on pour y parvenir ?), enfin, d'une *volonté*.

Le programme commun s'élabore avec les comités fédérés ; la fraternité d'action surgit à l'occasion de la mise en place de ces comités ; la méthode est celle de la coopération libertaire qui suppose le mandat impératif afin de désigner des représentants, puis une fédération de ces représentants avec une fédération de fédérations afin de disposer d'un comité directeur révocable lui aussi ; la stratégie vise l'alternative à la démocratie représentative par l'instauration d'une démocratie directe ; la tactique pour y parvenir consiste à ne rien lâcher dans l'action revendicative, puis à multiplier les actions de façon ciblée, tout en se désolidarisant des violences et en les empêchant. La volonté est là : elle est jaune vif.

Macron qui, non sans arrogance juvénile, voulait tous les dégager et a cru y parvenir semble lui aussi prendre la vague qu'il a initiée. C'est la jurisprudence du boomerang… Ironie du sort, il voulait *faire de la politique autrement* : ce pourrait bien être le programme de ceux qui ne veulent plus de lui et de ses semblables. Ce si jeune Jupiter nous apparaît dès lors vraiment pour ce qu'il est : vieux, terriblement vieux…

1. Jacques Chirac était alors encore vivant.

7

Le pouvoir aux abois

Comment salir les Gilets jaunes ?

Le pouvoir a usé et abusé de plusieurs stratégies pour disqualifier le mouvement des GJ. Il y a d'abord eu *le traitement par le mépris* : « Ça leur passera, c'est un genre d'éruption cutanée, ils finiront par rejoindre le rang ! Il suffit de laisser pourrir, d'attendre, de tabler sur la fatigue. » Un genre de variations sur le thème du « Salauds de pauvres ! ». Mais ça n'a pas suffi. Ce petit peuple qui dit n'en plus pouvoir d'être étranglé par le pouvoir de l'État maastrichtien n'a plus rien à perdre : strangulé depuis des années, fatigué, épuisé, exsangue, harassé, éreinté, qu'a-t-il désormais à perdre ? Plus rien…

Il y a eu ensuite *le traitement par le mensonge* : le ministre de l'Intérieur y est allé fort : il a livré à la presse, qui s'est empressée de les reprendre et de les diffuser largement, des chiffres fantaisistes concernant la participation aux manifestations à la décimale près en expliquant que ce n'était rien, peu de chose, pas grand-chose. Les images avaient beau montrer le contraire à jet continu, rien n'y faisait : le pouvoir disait que c'était quantité négligeable – donc gens négligeables.

Dans la foulée, il y a eu *le traitement par la criminalisation*. On a ainsi vu ce fameux Castaner posant dans un PC sécurité avec des fonctionnaires aux ordres en leur demandant devant les caméras de confirmer qu'il y avait bien eu un mort. La conversation ressemblait à ça : « Un mort, oui, c'est ça, j'ai bien entendu, il y a eu un mort, vous pouvez me confirmer qu'il y a donc bien eu un mort à cause

des Gilets jaunes ? C'est bien ça ? » Or, s'il y a bien eu des morts, ils ne l'ont pas été du fait des Gilets jaunes, mais du fait de ceux qui, comme Castaner, refusaient les GJ, et fonçaient dans le tas…

Puis il y a eu *le traitement par la diabolisation* : on a parlé de fascisme, de vichysme, de poujadisme, de lepénisme, de populisme, de peste brune, d'antisémitisme, d'homophobie, de racisme. *Libération* et *Le Monde*, France Inter et le service public dans sa totalité, ainsi que les journaux subventionnés par l'argent du contribuable, y sont allés comme un seul BHL ! Mais cette technique qui a fait mouche pendant quelques années ne marche plus. Le peuple a compris les ficelles. Depuis qu'il en fait lui-même les frais et qu'il sait qu'il n'est ni fasciste, ni antisémite, ni nazi, ni homophobe, il comprend que ces éléments de langage sont préparés et distillés par les médias du système afin de le maintenir en place et de n'y rien changer. Mais il y a eu mithridatisation : ce poison inoculé depuis des années ne produit plus aucun effet. C'est tout juste devenu l'eau bénite des maastrichtiens avec laquelle ils essaient en vain de conjurer ce qu'ils prétendent être le diable…

Ajoutons aux forfaits déjà listés le *traitement par l'attaque ad hominem* : les journaux du système sont allés chercher des poux dans la tête de tel ou tel pour trouver le spécimen le plus à même de servir de repoussoir. Il y eut cette femme qui avait fait un tabac avec sa vidéo, tout au départ du mouvement, et dont on a vidé les poubelles afin de savoir s'il n'y avait pas chez elle quelque chose qui réjouirait la basse police intellectuelle. On a trouvé de l'hypnose (comme chez Freud…), de la croyance à des propos assez peu scientifiques (comme chez Freud…), du complotisme (comme chez Freud…), mais comme elle ne se réclamait pas du docteur viennois, les journalistes parisiens qui habituellement souscrivent aux fictions de la psychanalyse considéraient que, à celle qui vivait en province et n'était pas diplômée en pensée magique freudienne, on ne pouvait accorder aucun crédit et que, de ce fait, c'est tout le mouvement qui cessait d'être crédible – chez ceux-là mêmes qui, soit dit en passant, n'avaient jamais estimé une seule seconde qu'il fût ou crédible ou défendable…

Il fallut également compter avec *le traitement par l'essentialisation*. De sorte qu'un propos raciste tenu ici par un Gilet jaune qui bloque une voiture conduite

par un non-Blanc (on ne sait plus comment dire sans risquer la prison…) bien décidé à forcer le barrage, et voilà que c'est tout le mouvement qui est raciste ! Et l'on fait de même avec un Gilet jaune qui a tenu un propos homophobe après avoir estimé que le conducteur énervé d'un autre véhicule ne lui semblait pas hétérosexuel (toujours la crainte de la prison…), et voilà que tout le mouvement devient homophobe ! Il est bien évident qu'il n'y a aucune espèce de tolérance à avoir à l'endroit de qui est raciste ou homophobe, antisémite ou phallocrate, mais, sur les millions d'électeurs de Macron, on pourrait également trouver des racistes et des homophobes : personne n'en conclurait, surtout pas les journalistes du système, que Macron lui-même l'est ou bien, pire encore, la totalité du mouvement En marche !.

Pour suivre, il y a eu aussi *le traitement par la déconsidération* : il fallait absolument assimiler le mouvement aux casseurs. Consignes furent donc données aux forces de l'ordre de laisser casser : sinon, pourquoi aurais-je vu pendant si longtemps sur BFM des manifestants desceller des pavés de l'avenue des Champs-Élysées ? Ce que les journalistes pouvaient filmer sans problème, en prenant leur temps, ce que les téléspectateurs pouvaient voir, bien assis dans leurs fauteuils, les services de police pouvaient eux aussi le voir, ils pouvaient donc agir, donner des ordres et empêcher que les pavés soient descellés. Auquel cas, sans pavés descellés, il n'y aurait pas eu de forces de police attaquées, pas de vitrines de magasins défoncées, et rien de ce qui a permis aux journalistes de s'apitoyer longuement sur le spectacle déplorable, sur la violence des GJ, sur leur vandalisme, sur leur sauvagerie… Qui était sauvage ? Qui était vandale ? Le président de la République, le Premier ministre, le ministre de l'Intérieur qui avaient les moyens d'empêcher la violence et qui s'y sont refusés afin de pouvoir ensuite l'instrumentaliser à des fins de déconsidération.

De même a-t-on eu droit à *un traitement par la dramatisation*. Avec l'un d'entre les GJ qui disait qu'il fallait marcher sur l'Élysée afin de pouvoir y être reçu pour présenter ses doléances, on fit une scène médiatique formidable : les GJ voulaient faire un « putsch », fut-il dit. Un « coup d'État », ont ajouté certains ! Il a suffi qu'on sorte le propos d'un autre qui voulait qu'on confie Matignon au général de Villiers pour que la presse effectue une nouvelle

variation sur le thème du fascisme des GJ. Il n'est pas venu à l'esprit de ces journalistes qu'un réel putsch a vraiment eu lieu en France il y a quelques années : c'était le 29 mai 2005 et on le devait aux libéraux maastrichtiens, de droite et de gauche, quand ils ont jeté aux ordures le référendum par lequel 54,68 % des Français ont fait savoir qu'ils ne voulaient plus de cette Europe maastrichtienne libérale qui a créé la paupérisation générant ce mouvement des GJ.

Mépris, mensonge, criminalisation, diabolisation, attaque *ad hominem*, essentialisation, déconsidération, dramatisation : Emmanuel Macron ne recule devant rien quand il s'agit de cogner sur le peuple afin de défendre l'Europe maastrichtienne.

L'image des blindés de la gendarmerie stationnés en haut des Champs-Élysées renseigne bien sur ce qu'il en est désormais du pouvoir personnel d'Emmanuel Macron… Mais ce ne sont pas des véhicules militaires, a dit une crétine de BFM, parce qu'ils n'étaient pas équipés de mitraillettes – des « sulfateuses », a même surenchéri un consultant expert de la chaîne ! Il y avait presque un regret chez ces gens-là qu'on ne sulfate pas le peuple qui se contente de demander du pain.

8

Grandeur du petit peuple

J'ai dit quels moyens le pouvoir utilisait pour salir et discréditer le mouvement des Gilets jaunes – mépris, mensonge, criminalisation, diabolisation, attaque *ad hominem*, essentialisation, déconsidération, dramatisation. On peut en ajouter un autre : *le procès en immaturité politique* – la dévalorisation. Ces gens-là sont trop bêtes, trop provinciaux, trop incultes, trop illettrés, trop débiles, trop « beaufs », fut-il dit un peu partout, ils sont trop sous-diplômés. On n'a pas dit : « affreux, sales et méchants », mais il s'en est fallu de peu.

Depuis Maastricht (1992), ce sont les mêmes éléments de langage avariés qui sont servis par les dominants afin de discréditer quiconque ne souscrit pas à l'Europe libérale, non pas parce qu'elle est « Europe », ce que personne ne refuse plus, mais parce qu'elle est « libérale », ce que beaucoup repoussent. Ce sont les mêmes insultes qui ont été sorties pour les partisans du Brexit – qui n'a toujours pas eu lieu car, méditons cette belle leçon de démocratie, pour sortir de l'Europe maastrichtienne, il faut l'autorisation de l'Europe maastrichtienne ! C'est ainsi que fonctionnent toutes les dictatures : on ne peut en sortir légalement – ce que les GJ ont compris…

Le système maastrichtien a son clergé. Il est formé à l'École nationale d'administration, à Sciences Po, dans les écoles de journalisme, à Polytechnique, à l'École normale supérieure. Pendant leurs années d'études, on gave les impétrants d'une idéologie qu'ils rabâchent, répètent, réitèrent, reproduisent, ressassent ensuite dans tous les endroits où ils sont embauchés : grands corps d'État, haute administration, universités, journalisme, édition, direction des

médias, Conseil d'État, sans oublier la politique politicienne qui est le prolétariat de ces gens-là.

Tout ce petit monde a la tête bien pleine, mais très mal faite. Cette engeance est formée comme des commandos de rhéteurs et de sophistes, de beaux parleurs et d'enfumeurs, de dialecticiens et de casuistes, d'orateurs et d'ergoteurs. Elle produit son meilleur effet dans un conseil d'administration, dans un comité de rédaction ou de lecture, dans un amphithéâtre, dans les colonnes d'un éditorial ou dans les réunions des patrons de médias, à l'Assemblée nationale ou au Sénat, dans un Conseil des ministres ou dans les palais de la République, sur un plateau de télévision ou comme « consultants » ou « experts » sur les chaînes d'information continue – ou au Siècle, un club très fermé où l'on mange du Gilet jaune à tous les repas…

Comme les sophistes grecs, cette caste peut soutenir n'importe quelle cause parce que la formation de ses membres met le paquet sur la forme, rien que la forme, tout sur la forme, et qu'elle se contente, pour tout fond, de l'idéologie dominante. Ces gros cerveaux de compétition sont ceux de petits perroquets.

Bien sûr, ces gens-là estiment que les Gilets jaunes ne sont pas habilités à faire de la politique, sous prétexte qu'il faut laisser ces choses-là, trop sérieuses pour le peuple, aux experts que sont les instances dirigeantes des syndicats et des partis (qui sont de mèche avec les autres puissants contre leurs bases…), et aux élus de tous les échelons de la politique politicienne. La démocratie doit être représentative, disent-ils, et non pas directe. Nous, oui ; eux, non.

Or chacun a pu voir comment le référendum sur le traité européen *qui était l'expression de la démocratie directe*, bien que le non ait largement gagné, a été jugé comme nul et non avenu par les députés et les sénateurs *qui étaient l'expression de la démocratie indirecte*. Réunis à Versailles, lieu symbolique s'il en est un, il fut dit au Congrès qu'on se moquait de ce que le peuple pensait après qu'on lui eut tout de même demandé son avis. Ce coup d'État fut une leçon que le peuple a mise dans un coin de sa tête : avec lui, la démocratie indirecte a joué au grand jour un jeu contraire à celui de la démocratie véritable, qui est gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple et non par ses seuls

délégués. Les représentants du peuple ont dit au peuple qu'ils n'avaient que faire de son avis et que, d'ailleurs, ils iraient contre lui.

Les GJ sont dans la rue parce qu'ils savent que l'Assemblée nationale et le Sénat sont leurs ennemis puisqu'ils ne les représentent pas sociologiquement ni politiquement. Le système représentatif, tant qu'il ne sera pas intégralement proportionnel, générera une oligarchie, une aristocratie, une caste, une tribu qui disposera de tous les pouvoirs : ce ne sera jamais une démocratie. Le pouvoir des élus n'est pas autre chose que la résultante d'un calcul tordu avec découpages électoraux effectués par le ministère de l'Intérieur et l'Élysée afin de déboucher sur une bipolarisation de la société : non plus entre droite et gauche, mais entre *maastrichtiens libéraux de droite et de gauche* et *anti-maastrichtiens de droite et de gauche*. Aux maastrichtiens libéraux de droite et de gauche sont réservés tous les pouvoirs – économiques, médiatiques, politiques, sociaux, universitaires, journalistiques ; aux anti-maastrichtiens de droite et de gauche, les premiers abandonnent le pouvoir verbal de l'opposant avec pour seule perspective de parler à vide indéfiniment…

Avec les GJ dans la rue, toute cette aristocratie maastrichtienne se trouve mise à mal, critiquée, menacée. Certes, elle dispose de tous les pouvoirs, y compris celui d'insulter, de mépriser, de calomnier, de salir le peuple sur lequel s'exerce son pouvoir et ne s'en prive pas. Mais elle voit d'un très mauvais œil ce surgissement de velléités de démocratie directe.

« Ça n'a jamais marché », pérore Christophe Barbier sur BFM le samedi 8 décembre 2018 : ça marche pourtant en Suisse… La notice Wikipédia de ce normalien pas agrégé ayant fait une école de journalisme nous apprend ceci : « En 2017, il déclare notamment au *Journal du dimanche* : “Se confronter au terrain pollue l'esprit de l'éditorialiste. Son rôle est de donner son opinion, d'affirmer ses certitudes, par essence improuvables. Afficher avec force ses convictions permet aux lecteurs de s'y frotter pour former les leurs.” » Et plus loin : « L'éditorialiste est comme un tuteur sur lequel le peuple, comme du lierre rampant, peut s'élever. » On comprend qu'il n'ait pas besoin de se confronter au terrain des GJ, ce « lierre rampant », afin d'éviter de se polluer l'esprit et de pouvoir affirmer en toute objectivité ses certitudes improuvables ! En passant, on

apprend également qu'il a composé un rap en l'honneur d'Emmanuel Macron… Christophe Barbier est l'un des personnages emblématiques de cette aristocratie qui enjambe le peuple.

Or, quand on va sur le terrain, non content de ne pas s'y polluer l'esprit, on se l'éclaire et l'on peut obtenir un certain nombre de certitudes susceptibles d'être prouvées. J'en veux pour preuve ce tract ramassé dans une rue de Paris et envoyé par un ami. Il dit ceci :

NOS 8 DOLÉANCES

Nous rentrerons chez nous quand ces mesures seront appliquées :

1. Nous voulons de la démocratie directe à tous les niveaux. Nous voulons un gouvernement d'union nationale avec une régence d'exception pour éviter que les partis politiques, qui sont disqualifiés, n'instrumentalisent notre détresse et notre colère.
2. Nous voulons une baisse de 20 % de toutes les taxes et les charges touchant la classe moyenne, les travailleurs pauvres et les entrepreneurs. Baisser ces taxes, c'est monter nos salaires. Nous voulons une action immédiate pour taxer ce qui vaut la peine d'être taxé : les GAFA et les transactions financières.
3. Nous voulons que la France arrête de vivre au-dessus de ses moyens et arrête d'accueillir la misère du monde parce qu'elle est déjà dans la misère avec ses millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté. Nous voulons une immigration choisie, qui ne nous détruise pas culturellement. Nous demandons ainsi un retrait du pacte de l'immigration de l'ONU.
4. Nous voulons une relocalisation de toutes les décisions dans les régions, les villes et les communes. L'État et ses fonctionnaires à Paris ne sont pas qualifiés pour décider de l'avenir de nos communes.
5. Nous voulons une sortie de la PAC qui corrompt nos agriculteurs en n'allouant ses aides qu'aux productivistes et aux empoisonneurs répandant le cancer en France. Nos impôts ne doivent en aucun cas servir à financer Bayer-Monsanto.
6. Nous voulons la création de barrières commerciales pour empêcher l'Allemagne de nous vendre des produits fabriqués en Roumanie, sous le label *Deutsche Qualität*, et de détruire ainsi nos emplois.
7. Nous voulons le retrait de toutes les aides à la presse pour une vraie séparation des pouvoirs médiatiques et politiques.

8. Nous voulons une action immédiate pour arrêter l’intégration dans l’Europe car elle ne se construit que sur la ruine des petites gens.

Qui dira qu’il n’y a pas là d’intelligence pratique ? C’est un véritable programme politique. Il est anonyme, aucune signature, aucune de ces propositions ne ressemble à quoi que ce soit de connu chez les jacobins. Il est débarrassé du verbiage technocratique ou qui relèverait de la politique politicienne.

C’est simple, clair, net, direct et programmatique : la démocratie directe ; un gouvernement d’union nationale constitué en dehors des partis politiques parce qu’ils sont discrédités et qu’ils guettent la récupération ; une baisse des taxes et des charges pour la population la plus éprouvée ; une augmentation des salaires ; une taxation des GAFA et de ceux qui font de l’argent avec l’argent ; une politique migratoire rationnelle qui ne soit ni celle de la passoire ni celle du mur ; un communalisme et un régionalisme effectifs ; une autre politique agricole que celle du productivisme qui fait le jeu des multinationales, détruit la planète et intoxique les consommateurs ; l’instauration de barrières commerciales qui empêcheraient la concurrence entre les États de droit et les États voyous en matière de protection sociale ; le retrait des aides à la presse subventionnées par le contribuable afin de l’endoctriner et de le mépriser quand il refuse l’endoctrinement ; une séparation des pouvoirs médiatiques et politiques ; l’arrêt de l’intégration dans l’État maastrichtien…

J’aurais pu écrire ce tract auquel je ne retranche rien ! Il est la feuille de route de la démocratie directe. C’est sur ce projet positif, concret, dynamique, qu’il faut désormais travailler.

En écrivant mon éloge de la démocratie proudhonienne, j’ai craint un temps d’avoir placé la barre un peu haut. Avec ce tract sans nom ramassé dans la rue, je suis désormais bien convaincu que non.

9

Fin de la France et faim de la France

L’allocution du président Macron avait pour but de distribuer quelques miettes afin de pouvoir mieux conserver le gâteau pour lui, les siens et tous ceux qui l’ont mis au pouvoir et ont financé son trajet politique et sa campagne. Quel est ce gâteau dont il n’est jamais question nulle part ? L’État maastrichtien libéral qu’il faut sauver avec quelques opérations de transfert de caisse susceptibles d’être présentées par les médias comme de véritables concessions faites aux GJ, qui devraient s’en satisfaire et rentrer chez eux. Ce message s’adressait moins au peuple, qu’il amadoue avec cette danse des mots comme s’il s’agissait d’une danse du ventre, qu’à ceux qui partagent sa vision populicide du monde et qu’il rassure par la même occasion.

Des augmentations sont annoncées, la plus spectaculaire étant celle du SMIC. De même, les taxes prévues sur les automobilistes et les retraités les plus modestes sont annulées, tout cela est formulé solennellement. Or, la solennité, chez quelqu’un qui se fait si souvent photographier dans des postures si peu solennelles, n’est plus crédible, sauf auprès des esprits faibles.

Par ailleurs : cet argent que Macron semble donner et ne plus prendre n’est pas de l’argent qui vivrait dans le ciel des idées. Il ne vient ni de la poche de Macron, évidemment, ni de celle de l’Europe qui est pleine de l’or dont le peuple se défait, bien sûr, ni de celle des plus fortunés (les multinationales, les industries polluantes, les GAFA, les fortunes placées dans les paradis fiscaux), mais de l’impôt des citoyens de base. Donc : c’est l’argent des Gilets jaunes que le roi lui rend parcimonieusement…

Ce que Macron a annoncé avec sérieux et force trémolos dans la voix est ni plus ni moins une variation sur le thème de l'antique jeu de bonneteau qui permet, avec trois gobelets et une pièce, de faire apparaître, disparaître, réapparaître la pièce là où l'on croit qu'elle est, alors qu'elle a été subtilisée, escamotée et qu'elle reste dans la main du maître de jeu : le joueur perd tout le temps, sauf quand le magicien le laisse gagner une fois dans les nuées afin de laisser croire que le jeu n'est pas pipé. Quelques jours avant, le magicien a fait croire qu'on pouvait gagner au jeu de bonneteau.

Or Macron ment. J'en veux pour preuve cet aveu qu'il fit d'entrée de jeu qu'avec la crise des GJ « ce sont quarante années de malaise qui s'expriment ». *Pourquoi dès lors n'a-t-il pas été question une seule fois de l'Europe maastrichtienne,* de cet État molosse et moloch, de cet Empire qui nous gouverne jusque dans les moindres détails et qui interdit à l'État-nation de vouloir librement parce que le véritable pouvoir est celui des technocrates du marché libre de Bruxelles et de Strasbourg, mais non pas Macron qui en est le voyageur de commerce ? Pourquoi ce silence en effet ?

Deuxième mensonge : « je prends ma part de responsabilité ». C'est faux. Car, si tel avait été le cas, *ce qui s'imposait, c'était d'annoncer un changement de cap.* Or, c'est précisément ce que demandent les GJ. On ne peut parler d'une crise qui couve depuis quarante ans sans désigner les coupables que sont les présidents de la République depuis Mitterrand jusqu'à lui-même. Car tous, sans exception, ont piloté le bateau avec un seul et même cap : celui de l'Europe libérale. Et, pour mémoire, Macron au si jeune âge eut tout de même le temps d'être le ministre de l'un de ces présidents après en avoir été le conseiller préféré…

Or, c'est ce cap que remettent en cause les GJ, et c'est ce même cap dont Emmanuel Macron nous dit qu'il sera gardé… La rue exprime avec vérité que nous voguons vers l'abîme – je le dis depuis des années… Macron affirme qu'il a compris le message et, pour ce faire, il distribue des quignons de pain aux rameurs de la galère que sont les GJ. Puis il confirme qu'il faut encore et toujours avancer dans la même direction ! Il a parlé impôts, charges, primes, heures défiscalisées, hausse de la CSG, maintien de la suppression de l'ISF,

investissement, création d'emplois, fortune immobilière, fiscalité, mais les GJ veulent une autre façon de faire *une autre politique*, et non pas une autre façon de faire *la même politique*.

Dans les manifestations, on a vu nombre de drapeaux bleu blanc rouge, mais aussi des drapeaux de région – la fière tête de Maure noire sur fond blanc de la Corse, les bandes blanches et noires avec les mouchetures d'hermine de la Bretagne ou les deux léopards d'or sur fond rouge de la Normandie. Lui est-il venu à l'idée, à ce président, qu'il n'y en eut pas un seul qui fût le drapeau européen qu'il arborait derrière lui pendant son discours, un drapeau dans les plis duquel le drapeau français se perd depuis des décennies ? On a également entendu des *Marseillaise* chantées avec ferveur : a-t-on un seul exemple qu'il fut entonné ici, là, ou n'importe où ailleurs en France, l'*Hymne à la Joie* qu'Emmanuel Macron fit symboliquement jouer devant la pyramide du Louvre le soir de son élection à la présidence de la République ?

Cette intervention fut également l'occasion de mensonges par omission. C'est l'une des modalités du mensonge, on l'oublie trop souvent – et sa plus subtile, sa plus fine, sa plus retorse. Car il y fut question de représentation, de diversité, de vote blanc, d'organisation de l'État, de centralisation, de service public dans les territoires, mais rien de concret, du vent, du verbe, des mots. Tout juste l'habituel jeu de pipeau des présidents de la République qui, une fois élus, semblent ne pas se souvenir qu'ils l'ont été et qui ne font pas des discours de président, mais des discours de candidat à la présidence de la République.

« Je veux », « Je veux », « Je veux » n'a cessé de dire cet homme qui, pour la galerie médiatique, joue les modestes, fait semblant de reconnaître des erreurs de communication, des fautes de style existentiel, mais qui manifeste de la sorte qu'il se croit toujours Jupiter alors qu'il n'en montre que les attributs – comme un collégien qui, au club théâtre, croirait être Dieu parce qu'il serait grimé avec son costume et une longue barbe blanche !

Autre mensonge : quand il annonce qu'il a bien entendu qu'il y avait des problèmes avec l'immigration et l'identité de la nation et qu'il propose « un débat sans précédent » sur ces questions. De qui se moque-t-il ? Il a envoyé *le jour même* Jean-Baptiste Lemoyne, son secrétaire d'État auprès du ministre… *de*

l’Europe et des Affaires étrangères [*sic*] représenter la France lors de la signature du pacte mondial sur les migrations à Marrakech. Apprécions d’ailleurs en passant que cet intitulé avalise l’idée que l’Europe c’est la France, la France c’est l’Europe et qu’en dehors de ce conglomérat il s’agit d’affaires étrangères ! Il n’est pas besoin de lire la totalité du pacte. Il suffit de prendre connaissance des attendus formulés dans l’article 8 de son préambule : « Par le présent pacte mondial, nous nous engageons collectivement à améliorer la coopération en matière de migration internationale. Les migrations ont toujours fait partie de l’expérience humaine depuis les débuts de l’Histoire, et nous reconnaissons qu’à l’heure de la mondialisation, elles sont facteurs de prospérité [*sic*], d’innovation [*sic*] et de développement durable [*sic*] et qu’une meilleure gouvernance peut permettre d’optimiser ces effets positifs [*sic*]. » Que l’immigration soit un facteur de prospérité et d’innovation et qu’elle ait des effets positifs, cela reste à prouver… Il n’est de toute façon pas sûr que cette prospérité bénéficie à ceux qui manifestent avec un gilet jaune. Quant à la relation entre développement durable et immigration, elle manque également d’une démonstration convaincante. Et pour ce qui est des effets positifs : il manque un Post-it sur lequel ils seraient listés… Des « migrations bénéfiques à tous », voilà le projet formulé dans l’article 9 du préambule. On nous dit que la signature de ce pacte n’est pas contraignante : pourquoi dès lors perdre du temps, de l’argent, de l’énergie, à rédiger des textes, à réunir des gens afin de parapher un document qui n’engagerait à rien ? On se moque du monde…

Question subsidiaire : quelle a été la trace carbone des avions privés de tous les signataires de ce pacte dont on dit qu’il n’engage à rien et qui sont venus du monde entier à Marrakech ? Combien de CO_2 a été envoyé dans l’atmosphère pour cette seule messe internationale du politiquement correct ? Et si l’on convertissait ce CO_2 officiel en CO_2 de voiture de Gilet jaune obligé de rouler pour effectuer son travail ? Pour la trace carbone de l’avion du secrétaire d’État français, combien d’équivalent CO_2 en provenance des voitures de Gilets jaunes ?

Pour résoudre les problèmes de la ruralité abandonnée, des provinces oubliées, des campagnes sinistrées, désertées, de la disparition des services

publics dans les communes, les petites villes, les sous-préfectures, Macron a une solution : il va rencontrer les maires… « Misère à poil », comme on dit dans mon village ! Cette fausse montagne accouche d'une véritable souris. Les maires, il les a déjà reçus le 15 novembre 2018 à l'Élysée et, devant ma télévision, j'avais été sidéré par le brouhaha dans lequel ils accueillaient son discours ! En riant jaune, Macron a été obligé de rappeler à l'ordre plusieurs fois les élus qui préféraient parler entre eux plutôt que de l'écouter ! J'avais assisté en direct à une terrible leçon sur le défaut d'autorité du personnage. Jupiter ne parvenait pas même à faire la loi dans ce genre de classe d'un collège qui piaillait, pépiait et se moquait absolument de ce que le prof avait à dire.

Macron distribue quelques billets *de leur argent* aux gueux en les invitant à rentrer chez eux et en espérant qu'ils vont croire son boniment : il affirme qu'il a compris cette crise profonde de la société qui remonte à quarante ans, mais, *en même temps*, il assure qu'il va garder le cap qui a conduit à cette crise ; il affirme qu'il a compris le malaise social et sociétal et qu'il va y répondre demain, demain étant le jour où l'on rase gratis, mais, *en même temps*, il assure qu'il ne changera pas le cap qui a conduit à ce malaise ; il affirme qu'il a compris que l'immigration posait un problème, mais, *en même temps*, il signe le pacte selon lequel l'immigration n'est pas la cause d'un malaise, mais la chance d'une « prospérité » – c'est le mot du pacte ; il affirme qu'il a compris la souffrance du pays en dehors de Paris et promet qu'il va voir les maires de France mais, *en même temps*, il les a déjà vus à Paris et ils lui ont signifié qu'ils n'en avaient rien à faire de son laïus. De qui se moque-t-il ? Du peuple, comme toujours…

Macron a été, il est et il restera jusqu'à son dernier souffle politique, l'homme lige de l'Europe libérale, de l'État maastrichtien devenu Empire. Il a été mis en place pour ça par les milieux d'affaires dont il fait la politique – et non celle du peuple qui se trouve aujourd'hui dans la rue. Le problème n'est pas entre *la fin du monde et la fin du mois*, comme le formulent habilement les conseillers du président à destination des journalistes benêts, trop contents d'avoir une formule à ânonner, mais, s'il faut une formule, entre *la fin de la France et la faim de la France* – car cette fin de la France voulue par Macron comme prix de l'Europe maastrichtienne se paie de la faim de la France. Lui qui

a choisi la fin de la France se moque comme d'une guigne de la faim de la France. C'est logique car cela découle de son cap, qu'il ne veut pas changer. Au balcon médiatique, il a jeté quelques pièces de menue monnaie au peuple qui l'écoutait en contrebas. Si le peuple croit ce bateleur, Macron aura eu raison de jouer du pipeau.

Pour l'heure, souvenons-nous de la leçon de La Boétie : le pouvoir tient sa force du seul fait que nous y souscrivons. Il nous suffit de ne plus vouloir être esclave pour commencer à cesser de l'être. Mais, pour ce faire, encore faut-il ne pas se laisser séduire par les sirènes de la communication présidentielle relayées par les médias du système. Ce fut du vent, rien que du vent, des mots, rien que des mots.

10

Vider les poubelles des Gilets jaunes

La tentation est grande, dans les médias qui roulent pour le pouvoir maastrichtien et qui, de ce fait, cherchent à discréditer les GJ, de vider consciencieusement toutes les poubelles afin d’y trouver matière à leurs opérations de basse police. Si d’aventure on dénichait sur l’ordinateur de l’un d’entre eux les traces d’un fichier pédopornographique, ce qui est bien sûr condamnable, nul doute que toute cette presse ferait ses choux gras d’une telle information et en déduirait que tous les GJ sont pédophiles ! Dans la foulée, ces plumes serviles concluraient à l’illégitimité de leurs demandes !

C’est ce que j’appelle une joffrinade : un seul Gilet jaune pédophile et tous le deviendraient ; dès lors, le fait que les GJ demandent de quoi vivre dignement se trouverait vite assimilé à une revendication de pédophile, qui fut une cause d’ailleurs longtemps défendue par *Libération*, *Le Monde* ou *Le Nouvel Observateur*[1]… C’est ainsi qu’on pense dans les journaux où l’on ne pense pas. Cette engeance a déjà trouvé dans les poubelles de cette Histoire en cours un raciste, *tous les GJ étaient donc* racistes, un homophobe, *ils étaient donc tous* homophobes, un partisan d’un général à Matignon, *ils étaient donc tous* fascinés par la dictature, un qui voulait aller porter ses revendications à l’Élysée, *ils étaient donc tous putschistes*. Ceux qui sont prompts à dénoncer l’amalgame dans le camp d’en face sont des professionnels de ce procédé dans leur propre camp.

Ainsi, les charognards ont sorti des tas d’ordures du Net des propos complotistes. La belle affaire ! Les GJ complotistes ! On a déjà eu peu ou prou

les Gilets jaunes *climato-sceptiques*, injure majeure dans le néocatéchisme du politiquement correct, parce qu'ils polluent au diesel, un carburant sale de gens sales, alors que BHL et les siens, Hulot compris, Macron, ses ministres et ses conseillers polluent au kérosène, le carburant propre de gens propres, les voilà donc *complotistes* ! Pour quelles raisons ?

L'attentat islamiste (la bonne presse évite scrupuleusement l'épithète…) de Strasbourg, le 11 décembre 2018, a en effet fourni une aubaine aux journaux d'information continue qui peuvent ainsi passer à autre chose. Fin des Gilets jaunes et des verbigérations de journalistes sur les ronds-points, fin des micros-trottoirs pour sélectionner les avis orientés dans le sens de la chaîne, fin des faux débats sur « pour ou contre les GJ », désormais, gros plan sur les bougies, les fleurs et les peluches, les « Je suis Strasbourg » et les variations sur « Vous n'aurez pas ma haine » ! On court après le fugitif qui a commencé à remplir son casier judiciaire dès l'âge de 10 ans et n'a cessé d'y travailler depuis puisqu'il y a inscrit depuis pas moins de vingt-sept condamnations – et ce en dix-neuf années, soit une condamnation presque tous les neuf mois pendant vingt ans – à quoi il faudrait retrancher le temps passé en prison, ce qui doit faire une tous les six mois… La presse de la bien-pensance a matraqué que le jeune homme était français, né en France, qu'il avait grandi en France et fait ses études en France. Que voulait-on dire par là ? Quel était le message destiné au neuneu devant son petit écran ? Il n'a pas commis son attentat au cri de : « Vive la France ! » que je sache, mais à celui d'« Allah Akbar ». Qu'il ait été français ne fait rien à cette affaire. En revanche, son cri de guerre aurait mérité le même zèle suggestif de la part de la journaliste. Or, comme prévu, nul souci de comprendre le sens de l'invocation au Dieu de l'islam pour perpétrer ce massacre… Sur une chaîne d'information continue, ce serait pourtant un sujet inépuisable et instructif. Dans sa dernière allocution, le président Emmanuel Macron n'a-t-il d'ailleurs pas appelé à ce qu'il y ait un grand débat sur le sujet ? Chiche… Commençons aujourd'hui.

Il y eut donc des GJ pour dire que cet attentat tombait à pic pour les journalistes parce qu'ils pouvaient ainsi ne plus couvrir l'actualité des GJ. Or, dans un monde médiatique, *pas vu à la télé, pas de réalité*. BHL l'a bien

compris, qui exhorte régulièrement sur son compte les chaînes d'info continue à en faire moins, voire à ne plus rien faire du tout… Lui plus qu'un autre, parce qu'il fut la créature du petit écran plus que d'une œuvre, sait que *ce que la télé dit est* et que *ce que la télé ne dit pas n'est pas*. L'attentat de Strasbourg permet en effet aux rédactions de braquer le projecteur ailleurs, et les GJ, qui sont sans connivence avec la presse, savent bien que les médias peuvent assécher leur réel en refusant d'en montrer les images. Mais l'argent, qui fait la loi dans les chaînes, ne peut faire l'économie de ce dossier chaud, car il met des téléspectateurs devant leur écran en nombre, ce qui rapporte une foultitude d'investissements publicitaires… Si BFM fait silence, une autre chaîne ne se taira pas, pour des raisons de concurrence, elle verra dès lors ses parts de marché augmenter pendant que sa concurrente s'effondrera. Il vaut donc mieux pour elle rester sur le créneau et continuer la désinformation en prétextant informer : c'est politiquement, donc économiquement, plus rentable…

Croire que l'attentat allait être instrumentalisé par le pouvoir était légitime puisque, dans la foulée, à la matinale du 13 décembre 2018, sur France Inter, le président de l'Assemblée nationale a clairement dit : « Il faut que le mouvement s'arrête. » Macron a fait des propositions, l'économie souffre, le terrorisme menace : on fait un paquet de tout cela et Richard Ferrand siffle la fin de la récréation, il invite purement et simplement à la fin du mouvement des GJ ! Tout aura vraiment été instrumentalisé par le pouvoir pour éteindre cet incendie social et, s'il y a de l'indécence, de l'obscénité, de l'impudeur, elle consiste à inviter à la fin du mouvement sous prétexte de danger terroriste. Si la concentration de personnes était véritablement en cause, alors il faudrait interdire l'ouverture des hyper et des supermarchés pendant tout ce mois de Noël, qui est celui de la grande fête consumériste, car un carnage dans l'un de ces temples de la consommation ferait probablement plus de victimes que sur un rond-point du Cantal…

On voit bien que la concentration de public n'est pas la véritable raison pour laquelle le pouvoir invite à la fin du mouvement. Tant que les hypermarchés ne seront pas fermés, l'invocation de cette raison sera nulle et non avenue. C'est un prétexte politique macronien, pas une raison sécuritaire destinée à protéger les

Français, qui sont tous exposés au terrorisme islamiste depuis des années partout où ils se trouvent, ronds-points de GJ compris.

Ce qui se dit dans cette affaire, c'est que le pouvoir a bien compris que le petit peuple des GJ n'est pas formé à la langue de bois des économistes et des politiciens, des journalistes et des intellectuels, il ne sort pas des grandes écoles où l'on apprend à mentir sans mentir tout en mentant avec force rhétorique et sophistique, à l'aide d'interminables exposés en trois points, avec des chevilles verbales, des trucs de logique, des ficelles expressives. Il ne parle pas pointu, comme à Saint-Germain-des-Prés, mais avec l'accent de sa province ; il ne pense pas pointu, comme dans la capitale, mais avec le bon sens des ruraux ; il ne formule pas pointu, comme sur les plateaux de télévision ou devant les micros parisiens, mais avec un style rude, une syntaxe parfois chancelante, un vocabulaire compté, une colère non contenue parfois également, une émotion non feinte, des phrases à la va-comme-je-te-pousse et c'est, pour ma part, ce qui me touche et m'émeut : c'est la *forme rugueuse et râpeuse des provinces* mise au service d'un fond juste, la justice sociale en faveur des dominés, contre la *forme parfumée et policée de la capitale* pour un fond idéologique au service des dominants.

Quand un Gilet jaune dit, seul et excité comme une puce devant la webcam de son ordinateur parce qu'il sait que les journalistes le verront peut-être : « Un attentat à Strasbourg, comme par hasard ! », on peut entendre deux choses. La première, malveillante : il dit que l'attentat a été commandité par l'Élysée, le salaud. On pourrait donner la liste de qui pense comme ça… La seconde, bienveillante : il dit que cet attentat va être instrumentalisé par l'Élysée. Et comment donner tort à ceux qui pensent ainsi, puisque le pouvoir instrumentalise effectivement !

Par ailleurs, s'il y a des complotistes, d'où viennent-ils ? Le complotisme est la maladie infantile de la réinformation : face à l'information officielle qui s'apparente si souvent à de la désinformation, un mouvement de balancier inverse fait chercher la vérité là où l'on sait qu'elle n'est pas, en dehors des médias officiels. Or, dans ce *no man's land* intellectuel on trouve le meilleur, de véritables informations, et le pire, des désinformations majeures, des théories

farfelues, des idéologies dangereuses, criminelles, des opinions illégales (négationnisme, révisionnisme, antisémitisme…), des fausses nouvelles massivement diffusées par des États qui inondent la planète de contre-informations avec leurs hackers d'État – russes, chinois, turcs, américains, européens… – dont la journée consiste à faire circuler leurs virus idéologiques étatiques. Le complotisme est souvent le délire de qui a compris qu'on ne pouvait plus croire les médias dominants. Car le quidam sait qu'on y distribue à jet continu les éléments de langage de l'idéologie au pouvoir, donc il cherche ailleurs le sens qu'on ne lui donne plus. Et, là où il cherche à comprendre, des vendeurs de mythes placent leurs marchandises frelatées : les complots.

Mais dire qu'il existe une lutte des classes, des dominants et des dominés, un pouvoir secret et discret des décideurs à des niveaux nationaux et internationaux avec des médias sans micros ni caméras ni stylos, qu'il existe des diplomaties secrètes et des compromis politiques passés hors cadres démocratiques, qu'il existe une activité fiévreuse des services secrets avec leurs agents, des polices du renseignement et de l'infiltration avec leurs fonctionnaires, des cellules confidentielles pour lancer des rumeurs, c'est l'évidence. Il faut n'avoir jamais lu Machiavel ou *Le Canard enchaîné* pour croire et affirmer le contraire.

Que le petit peuple des GJ ignore les détails de ces machines de pouvoir, c'est une chose ; mais qu'il en suppose l'existence par les effets induits qui sont ceux de la propagande d'État diffusée complaisamment par les médias d'État, il n'y a là rien que de très normal. La maladie complotiste a été inoculée par les médias menteurs. Nietzsche écrivait : « Ce qui me gêne, ça n'est pas que tu m'aies menti, c'est que désormais je ne pourrai plus te croire. » Un complotiste ne croit plus les menteurs qui prétendent l'informer et qui, sous prétexte de séparer l'info de l'intox, intoxiquent avec leurs infos : il a raison ; mais il se tourne vers n'importe qui pour trouver de véritables informations et du sens là même où se trouvent d'autres menteurs du même acabit : il a tort.

Réfléchir et penser par soi-même suffit : les faits parlent d'eux-mêmes et la meilleure hygiène suppose qu'on passe outre le commentaire du journaliste qui est l'ivraie afin de faire la part du bon grain des faits. Il y a eu un attentat islamiste à Strasbourg, ce sont les faits et ils sont terribles, condamnables, ils

invitent à la décence pour les familles des victimes et leurs proches ; mais cette décence oblige à éviter la récupération, en premier lieu, celle du pouvoir qui estime que la sécurité nationale ayant été ébranlée par l'événement alsacien, les GJ doivent *de ce fait* rentrer chez eux. Car la maladresse d'un Gilet jaune complotiste qui s'essaie à penser par lui-même dans la jungle cynique de l'information où l'idéologie fait la loi me paraît plus compréhensible que le cynisme du pouvoir qui fait des mots une arme de domination massive sur les dominés.

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Apologie_de_la_p%C3%A9dophilie : un article de Wikipédia intitulé « Apologie de la pédophilie ».

11

Propagande, acte V

Tout à sa propagande, le régime macronien en fait des tonnes : comme il fallait s'y attendre, il instrumentalise les morts de l'attentat de Strasbourg en prétendant que les GJ, s'ils ont un peu de décence, bien sûr, ne pourront que suspendre leur mouvement. Il fait savoir par la presse qui relaie les éléments de langage du gouvernement en long, en large et en travers que ces GJ, qui sont déjà des casseurs, des anarchistes, des racistes, des homophobes, des crétins, des antisémites, des chemises brunes, des vichystes, des pollueurs, des climato-sceptiques – en grattant juste un peu on pourrait même peut-être aussi trouver des nazis –, seraient des moins que rien qui danseraient sur les tombes des cadavres d'un attentat s'ils descendaient dans les rues de la capitale ce cinquième samedi afin de défendre leurs idées.

Libération, qui est l'instrument de la propagande des idées de ce régime, a pondu la une de la semaine : un petit bandeau pour un ixième attentat islamiste sur le territoire national et le restant de la page consacré aux casseurs lycéens assis sous surveillance policière : ici, en passant, un acte terroriste islamiste, *peanuts selon la rédaction* ; là, une ribambelle d'ados qui sentent encore l'essence du cocktail Molotov présentés comme des victimes d'une police fascistoïde, *l'information majeure du jour selon la même rédaction* ! Cette minoration du terrorisme et cette majoration d'une opération de maintien de l'ordre républicain révèlent bien la ligne de ce journal qui donne le ton – à Paris : l'ennemi n'est pas Chérif Chekatt, un combattant clairement revendiqué par

l’État islamique, non, mais la préfecture de Mantes-la-Jolie. Pauvre et sinistre Joffrin !

Après avoir criminalisé les GJ qui manifesteraient à Paris tout en décriminalisant le terroriste islamiste de Strasbourg, le pouvoir a donné ses chiffres du samedi 15 décembre 2018 qui, en fin de journée, arrivent en rafale sur l’écran de mon portable avec les alertes : moins de gens, manifestations moins suivies, moindre participation, chiffres en baisse, essoufflement des GJ – c’est, en cascade, une variation sur ce même thème.

Or les chiffres sont donnés par le ministre de l’Intérieur Christophe Castaner et l’on sait combien les écarts entre les estimations de la police et celles des organisateurs sont depuis toujours caricaturaux : jadis, 15 personnes selon Gérard Collomb, c’étaient 15 000 selon Mélenchon quand il s’agissait d’une manifestation de la France insoumise – même chose avec les autres organisateurs de manifestations, quelles qu’en aient été les couleurs… Mais quand il y a deux menteurs en lice, les deux mensonges s’annulent : on savait que le chiffre se trouvait quelque part entre plus de 15 et moins de 15 000 !

Or, dans le cas des GJ, il n’y a qu’un seul menteur puisque les GJ n’ont pas un seul meneur qui pourrait en retour lui aussi mentir : par conséquent, le ministre dispose d’un boulevard pour affirmer n’importe quoi et donner le chiffre de son choix – comme lors des soirées électorales dans les pays tenus par des dictateurs : il sait que ses amis journalistes lui donneront l’écho médiatique nécessaire, pourquoi dès lors se l’interdire ? Dire n’importe quoi, Castaner ne s’en prive pas, à presque chacune de ses interventions d’ailleurs. De sorte que, sur ce boulevard, on le voit rouler à tombeau ouvert pour y klaxonner ses contre-vérités, y claironner les éléments de langage fournis par l’Élysée, y jouer de la trompe de chasse avec la propagande des communicants du château. Il y a peu, ce benêt donnait une estimation de la participation d’une journée des GJ sur toute la France *à l’unité près* en ne s’apercevant même pas, c’est dire la finesse et l’intelligence du personnage, que pareil détail tue puisqu’il ne dispose d’aucun moyen de comptabiliser les participants de ce mouvement de contestation sociale sur la totalité du territoire français. Autant annoncer, faussement savant, le

nombre de grains de sable de Paris-Plage à l'unité près ! N'importe qui se tordrait de rire en présence d'une telle mystification – *sauf les journalistes…*

Cependant, il se peut que les manifestants soient venus moins nombreux… à Paris. Si l'on veut faire pièce à la mine réjouie du pouvoir qui croit que la mobilisation faiblit et que le mouvement pourrit, on peut essayer de penser cet événement qu'est la foule amoindrie.

D'abord, il y a ceux qui en ont assez, parmi les GJ, d'être traités de tous les noms – rappelons-les : casseurs, anarchistes, racistes, homophobes, crétins, antisémites, chemises brunes, vichystes, pollueurs, climato-sceptiques… Il faut avoir le cuir dur pour supporter ces insultes déversées en permanence dans les médias et l'on ne peut mésestimer que d'aucuns, dans leurs discussions avec des amis, des copains, des camarades, des collègues, des voisins, n'en peuvent plus de passer pour ce qu'ils ne sont pas alors qu'ils réclament seulement que l'État maastrichtien, puisqu'il n'y a plus d'État français, cesse de les étrangler. Je le rappelle : ces fascistes, ces vichystes, ces racistes, etc., demandent juste de quoi préparer Noël. Passer pour un casseur ou un antisémite, pour un raciste ou un homophobe peut peser trop lourd, à force, chez tel ou tel qui peut décider de poser sa valise…

Par décence, et Orwell n'a cessé de rappeler qu'il existe un sens de la « décence commune » chez les gens simples, certains n'ont peut-être pas souhaité non plus passer pour des charognards en se déplaçant à Paris alors que le pouvoir avait culpabilisé les manifestants en annonçant que manifester malgré les morts de l'attentat de Strasbourg, ce serait se comporter comme un chien.

En dehors de la haine, du mépris, de la culpabilité, de la décence, il peut y avoir également de la fatigue : à quoi bon ? se disent certains qui comprennent très bien que le gouvernement joue le pourrissement à quelques encablures de Noël. Macron va vers un Noël au champagne (sorti des caves de l'Élysée et payé par le contribuable…) pendant que nombre de GJ vont vers un Noël au mousseux (acheté au Lidl d'à côté et payé avec les économies faites explicitement pour préparer cette fête familiale)…

Et puis, il faut également compter avec des GJ abusés, trompés, embobinés, enfumés. Car, dans son allocution télévisée, Macron a annoncé un certain nombre de propositions – dont une hausse du SMIC de 100 euros. C'est spectaculaire, même si nombre d'économistes[1] ont depuis démontré qu'il s'agissait d'un enfumage puisque le jeu de bonneteau ne permet pas à proprement parler une hausse du SMIC ! Mais une partie des GJ ont pu se contenter de ces miettes et baisser les bras pour le reste en estimant qu'ils n'obtiendraient ni la démission de Macron, ni de nouvelles institutions, ni une dissolution de l'Assemblée nationale, ni quoi que ce soit de spectaculaire. Le président de la République savait qu'avec ce menu fretin il pêcherait tout de même quelques poissons. Quelques-uns ont été hameçonnés. Pour qui a faim, un quignon de pain rassis suffit à sa peine : à quoi bon se battre pour réclamer l'autogestion de la boulangerie ?

Enfin, et il me semble que c'est la raison majeure : il y a le coût que représente pour des gens pauvres ou modestes un déplacement à Paris. On peut en effet se faire insulter et mépriser, culpabiliser et criminaliser sans courber l'échine : les pauvres sont gens durs à la douleur et ils ne sont pas du genre à geindre, à se plaindre, à chouiner – ou à demander une consultation sur un divan…

Symboliquement, ce fut pour les GJ une performance de venir à Paris – d'y « monter », comme il est dit parfois avec un peu de la déférence et la crainte qu'il y a à se diriger vers les marches du château où loge son patron. Les mêmes ajoutent qu'on « descend en province ». Cette façon de parler suppose qu'il existerait une ascension vers le ciel parisien qui se doublerait d'une descente vers la campagne. On monte au ciel de Paris et on descend aux enfers des régions…

Car, parmi ces journalistes qui gagnent entre quatre ou *plus de quarante* fois le SMIC – les noms sont à lire en note[2]… –, qui peut avoir présent à l'esprit ce que signifie une journée de manifestation à Paris ? En voiture, en train ou en bus – pas en avion, ça c'est le moyen de transport de ceux qui crachent sur les GJ traités de pollueurs… –, il faut payer le voyage ; on peut certes emporter un casse-croûte, mais il en faut au moins deux quand on fait l'aller et retour dans la

journée car il est impensable qu'un Gilet jaune s'offre une chambre pour rester le soir à Paris ! Trop cher… Impossible… Inconcevable… Si l'on veut prendre une bière dans la capitale avec son sandwich, tout dépend du quartier, mais il est certain que la commande fera un trou dans le budget. Quand on manque d'argent pour vivre, on ne peut distraire cinq fois de suite un budget qui se compte en une vingtaine d'euros pour un samedi ou en une centaine d'euros pour cinq samedis. Un Gilet jaune est à cinq euros près.

Quel journaliste le dira ? Quel éditorialiste spécialisé en économie sur une chaîne d'information continue diligentera un sujet qui permettrait de chiffrer la journée d'un Gilet jaune qui a décidé de venir du Finistère ou du Bas-Rhin, des Pyrénées-Orientales ou de l'Hérault pour manifester à Paris ? Lequel donnerait en même temps le salaire des journalistes vedettes de sa chaîne ? Ou le sien ?

Macron, qui fut banquier à la banque Rothschild, sait que les pauvres ne peuvent venir indéfiniment à Paris avec leurs salaires de misère. Pour l'heure, il s'essaie à tout : la calomnie et l'insulte, le mépris et la criminalisation, la culpabilisation et l'essoufflement, l'enfumage et le pourrissement. Avec lui, les journalistes sont au taquet.

À Paris, au palais de l'Élysée et dans les rédactions des journaux maastrichtiens, on regarde les provinciaux souffrir et mourir comme un sadique observe dans le terrarium le serpent constrictor qui étouffe sa victime : *il sait que le lapin va crever, c'est écrit…* C'est un spectacle digne des empereurs romains de la décadence. Mais il peut aussi donner envie de vomir à qui dispose encore d'humanité. Vomir ou continuer ailleurs qu'à Paris.

Les GJ sont un mouvement girondin et provincial, régional et rural : aller à Paris, c'était faire le jeu du jacobinisme. Il était tentant d'exprimer sa colère dans la capitale, d'aller faire entendre ses slogans et ses revendications sous le balcon d'un roi retranché dans ses appartements. La chose a eu lieu ; c'est bon.

Mais il s'agit maintenant de continuer ailleurs que sur le terrain de l'adversaire, qui dispose de tous ses moyens dans la capitale, chez lui – il y a ses blindés et ses journalistes, ses médias et ses escadrons, ses provocateurs et ses casseurs faciles à instrumentaliser.

Dans Paris, le mouvement des Gilets jaunes est médiatiquement saisissable, donc politiquement maîtrisable, en même temps que politiquement saisissable, donc médiatiquement maîtrisable. Partout ailleurs qu'à Paris, il devient insaisissable. En se faisant girondin et non jacobin, il devient plus fort. S'il n'a qu'une seule tête, il est facile à décapiter, s'il en a des milliers, il est une nouvelle Hydre de Lerne dont seul un Hercule pourrait avoir raison. Or celui qui se veut Jupiter n'a rien d'un Hercule : sa statue ne tient que parce que les GJ la portent encore…

1. https://www.marianne.net/societe/que-se-cache-t-il-vraiment-derriere-les-100-euros-promis-aux-smicards

2. https://www.ledauphine.com/france-monde/2018/04/17/les-salaires-indecents-des-animateurs-du-petit-ecran

12

Techniques du coup d’État

Jadis le coup d’État était casqué, armé, botté, il mettait des chars et des militaires dans la rue, il investissait les lieux stratégiques du pouvoir : maison de la radio et télévision, universités et central téléphonique, gares et aéroports, ponts et routes. On voyait du kaki dans la rue, de la tenue de camouflage et des armes à feu, des blindés et des mouvements de troupe. Il y avait des tirs et des rafales d’armes automatiques. C’était clair. L’ennemi était visible, il se montrait, il était facile à haïr et à combattre.

Il faudrait aujourd’hui écrire une suite à la *Technique du coup d’État* de Malaparte.

1. Elle prendrait acte de l’impossibilité du coup d’État classique : pour quelles raisons investir la maison de la radio ou la télévision quand elles sont déjà aux ordres ? À quoi bon mettre un casque sur la tête des journalistes des chaînes de télévision et des patrons de la presse maastrichtienne, ou bien même une vareuse caca-d’oie, puisqu’ils ont déjà un képi dans la tête et des galons dans le cerveau ?

2. Elle expliquerait combien il ne sert à rien de prendre le pouvoir dans les universités puisqu’elles sont déjà dirigées par des soldats du régime maastrichtien. Certes, certains sont de droite, d’autres de gauche, mais ils font partie d’une même armée qui a émasculé toute droite et toute gauche dignes de ce nom au profit de l’idéologie libérale de Maastricht.

3. Elle dirait qu’il n’y a aucune raison de prendre d’assaut un central téléphonique puisqu’un logiciel comme Pégase permet à tous les pouvoirs, mais

aussi aux particuliers, de pirater tout ce qui se trouve sur un ordinateur ciblé. La publicité en libre accès sur Internet de ce logiciel dit qu'il « enregistre l'ensemble des textes saisis au clavier – dans n'importe quel logiciel –, les photos, les programmes utilisés, les sites Web visités et les éléments copiés dans le presse-papiers. Le logiciel réalise des sauvegardes de l'écran à intervalle de temps régulier. Le logiciel espion envoie les rapports d'activité par e-mail ». Quand n'importe quel particulier peut l'acheter sur Internet, quel intérêt y aurait-il pour l'État, qui doit disposer de versions autrement plus efficaces et perfectionnées, à remplacer par la soldatesque les dames du central téléphonique qui n'existent plus depuis belle lurette ?

4. Elle raconterait pourquoi il ne sert à rien de bloquer les ponts, les routes, les carrefours, les bretelles d'accès aux autoroutes, les autoroutes elles-mêmes, les gares et les aéroports puisque le téléphone portable que nous portons sur nous comme un doudou pour adulte, grâce à ces logiciels espions, donne en temps réel les informations concernant le citoyen ciblé par le pouvoir. Il suffit alors, comme avec Julien Coupat, de le cueillir dans sa voiture sans que la population s'émeuve des conditions dans lesquelles cette arrestation illégale a pu être menée ! Thomas Legrand va pouvoir continuer à dire que je suis un complotiste sur France Inter, radio dite du service public, mais : comment peut-on expliquer que Julien Coupat, l'un des acteurs de Tarnac, ait été interpellé par plusieurs policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre, est-il dit, des contrôles préventifs d'avant une manifestation de GJ ? La police a trouvé un gilet jaune dans sa voiture ! La belle affaire : l'Europe oblige chaque conducteur à en posséder un dans son véhicule ! À ce titre-là, ce sont des millions de Français qu'il faudra bientôt interpeller : on rouvrira les stades pour les parquer… Julien Coupat avait également une bombe de peinture. Et alors ? Est-ce avec ce genre d'arme de destruction massive qu'on égorge dans la rue, qu'on tue en rafale des dizaines de gens dans une salle de concert, ou qu'on fait exploser des édifices qui font des victimes innocentes ? Il y avait aussi un masque de chantier : mais, dans une configuration où la police a tiré 13 500 grenades dans une seule journée[1], n'était-il pas pour le moins judicieux de se munir de ce genre de protection ? On sait en effet que nombre de manifestants

pacifiques ont été arrosés par des canons à eau, asphyxiés au gaz lacrymogène, tabassés jusqu'au sang[2]… Concernant Julien Coupat, le parquet de Paris a ouvert une enquête de flagrance pour « participation à un groupement formé en vue de la commission de dégradations ou de violences ». Il a été mis en garde à vue. Dans l'État maastrichtien, l'ordre est plus facile à faire régner contre un lecteur d'Agamben ou de Zizek qui trimballe une bombe de peinture dans sa voiture que contre des fichés S susceptibles de transporter des bonbonnes de gaz avec des détonateurs dans leur véhicule[3].

5. Ce supplément à la *Technique du coup d'État* montrerait également qu'outre les usages policiers du téléphone portable, qui est devenu l'instrument majeur de notre servitude volontaire, il existe encore de bonnes vieilles méthodes qui relèvent de l'opération de police politique à l'ancienne. Elles complètent avec les muscles et la matraque ce que la propagande médiatique obtient de son côté avec le cerveau et les écrans.

Je dois quelques informations aux lecteurs de mes textes qui les commentent en ligne et me renseigner sur ce que bien sûr on n'apprendra pas en lisant la presse à la botte, en écoutant les radios du service public aux ordres, en regardant la télévision du service public elle aussi le doigt sur la couture du pantalon. J'en veux pour seule preuve cette information qui, en régime démocratique, obligerait le directeur de la chaîne à démissionner : dans le « Soir 3 » du 15 décembre 2018, sa journaliste vedette s'entretient avec des GJ avec, derrière elle, une photo qui montre, face à la police montée, deux Gilets jaunes dont l'un porte une pancarte sur laquelle on peut lire « Macron ». Il faut être un vrai crétin de GJ selon les médias pour arborer une pancarte dont le seul slogan serait « Macron » ! Macron quoi ? Macron président tant qu'à y aller… Or, cette photo de l'AFP a été truquée ! Oui, truquée, comme dans la grande période de la propagande marxiste-léniniste : on a effacé son contenu véritable qui est « Macron, dégage » – ce qui, convenons-en, ne signifie pas exactement la même chose ! Comment réagit la rédaction quand on lui apporte la preuve de cette *fake news* maison ? C'est à l'insu de son plein gré… Un tweet sur le compte du JT du week-end donne ses raisons : « Nous en avons identifié l'origine. Cela ne se renouvellera pas. » France 3 indique ailleurs qu'il s'agissait d'une « erreur

humaine ». Et puis ceci : « Une personne opérationnelle est intervenue, la rédaction en chef n'a pas décelé la modification[4] » ! On n'a peur de rien à France 3 ! C'est quelqu'un qui, en passant, a effectué cette entreprise de propagande qui est un cas d'école, on sait qui c'est, on ne nous dit pas qui, mais on affirme que ça ne recommencera pas : mon œil ! Ça continuera, c'est comme ça depuis le début, c'est comme ça maintenant et ce sera comme ça jusqu'à la fin. On n'est pas nommé par hasard patron d'un média du service public : la personne lige est là pour incarner la ligne du chef de l'État. Fermez le ban.

Retour à ces informations données par des lecteurs dont je disais, et pour cause, qu'on ne les trouverait pas dans les médias dominants. J'ai indiqué des raisons à la moindre participation lors de l'acte V des GJ à Paris. Je rappelle brièvement *les techniques idéologiques* utilisées par l'État, son chef et son ministre de l'Intérieur appuyés par ses relais médiatiques et son élite parisienne, afin de faire régner l'ordre maastrichtien faussement présenté comme l'ordre républicain : la calomnie et l'insulte, le mépris et la criminalisation, la culpabilisation et l'essoufflement, l'enfumage et le pourrissement. Dans ces techniques idéologiques, je n'oublie pas, bien sûr, et ce depuis des années : le matraquage doctrinal permanent, la criminalisation de l'opposition intellectuelle à Maastricht, les bidouillages avec redécoupage des cartes électorales, la mise aux ordures d'un résultat de référendum *inapproprié*, comme on dit aujourd'hui, le passage en force contre le peuple avec lesdits représentants du peuple, l'impossibilité de sortir de l'Europe libérale sans l'autorisation de cette même Europe libérale…

Ajoutons à ces techniques idéologiques du coup d'État permanent des maastrichtiens les techniques classiques aussi vieilles que la police ! C'est ici qu'apparaissent les informations données par mes lecteurs, je les cite : sur l'hypothétique affaiblissement des GJ à Paris : « Non non, ne vous inquiétez pas, c'est juste qu'avec l'attentat à Strasbourg, les stations fermées, les policiers, Paris n'est plus trop une zone à privilégier. À Lyon, toujours 3 000 personnes, et à Bordeaux, 4 500, c'est beaucoup plus que la semaine précédente pour Bordeaux. Je vais vous dire, je suis quasi-cheminot (bientôt), j'ai des collègues à la gare Saint-Jean qui ont filmé discrètement des CRS bloquant tous les gens qui

voulaient monter dans des trains à destination de la capitale ; alors voyez, on fait tout pour nous empêcher de manifester aussi. » Une autre intervenante : « Tout cela est vrai, mais Michel Onfray a omis d'ajouter, concernant les causes de la baisse du nombre des manifestants à Paris, les milliers d'interpellations et surtout le blocage des Gilets jaunes par les forces de l'ordre, parfois depuis la province, pour les empêcher de venir manifester à Paris. Des cars entiers bloqués aux péages, des centaines de voyageurs bloqués dans les grandes gares (bien qu'ils aient payé leurs billets) avec interdiction de partir. »

Des voyageurs empêchés de monter dans des trains par la force publique, des cars interdits de circuler par la force publique, des manifestants interdits de manifester par la force publique : la police du président Macron n'est plus au service de *l'ordre républicain* qui autorise le droit de manifester, mais au service de *l'État maastrichtien* dont l'ordre libéral est menacé par les GJ. C'est une milice. Je gage que ce rôle ne lui plaît pas totalement…

Il y a peu de chances que l'on puisse disposer de ce genre d'informations sur le service public.

1. https://www.ouest-france.fr/societe/gilets-jaunes/gilets-jaunes-plus-de-13-500-grenades-ont-ete-tirees-samedi-paris-6108694

2. http://www.revolutionpermanente.fr/Gilets-Jaunes-Nouvelles-mutilations-de-manifestants-par-la-police-ce-samedi

3. https://www.lexpress.fr/actualite/societe/fait-divers/voiture-abandonnee-avec-bonbonnes-de-gaz-a-paris-notre-dame_1828457.html

4. http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/16/97001-20181216FILWWW00085-gilets-jaunes-france-3-se-justifie-apres-des-accusations-de-censure.php

13

Quand tombe le masque des populicides

Quelle que soit l'issue du mouvement des GJ, et l'Histoire qui est tragique par essence contraint à ne pas être véritablement très optimiste, il aura au moins eu un mérite : mettre à nu les rouages de ce régime corrompu jusqu'à la moelle depuis que les politiciens de tous bords, néo-gaullistes compris, ont décidé de déconstruire ce qui fut le contrat social de la Ve République. À force de modifications, de changements, d'altérations, de rectifications, de retouches, ni l'esprit ni la lettre de cette Constitution ne sont plus respectés. Nous vivons depuis des années avec une règle du jeu édictée par des faussaires ayant pour noms : Mitterrand et Chirac, Sarkozy et Hollande.

Les logiciens connaissent bien l'argument du bateau de Thésée rapporté par Plutarque : pendant des siècles, on a gardé respectueusement la barque de Thésée, qui avait combattu le Minotaure. Régulièrement, les Athéniens changeaient les planches qui s'abîmaient. Un jour, il n'y eut plus une seule planche d'origine. Certains dirent alors que ce n'était plus son bateau ; d'autres affirmaient au contraire que si ; pendant que d'autres encore débattaient pour savoir avec quelle planche – la première rajoutée, la dernière enlevée, ou bien celle après laquelle les planches d'origine ont cessé d'être majoritaires – le bateau de Thésée n'a plus été le bateau de Thésée.

Vingt-quatre lois ont modifié la Constitution de 1958 jusqu'à ce jour ! Sur les 92 articles de départ, il n'en reste plus que 30 d'origine ! Elle est donc morte depuis longtemps… On fait semblant de la révérer, or elle est sans cesse piétinée

par la classe politique dans l'intérêt de ses opérations de basse police, droite et gauche confondues. Qui peut bien imaginer que la cohabitation et le quinquennat puissent relever de l'esprit gaullien ? Qu'un référendum perdu puisse être purement et simplement annulé par la coalition des politiciens maastrichtiens de droite et de gauche ? Qui ?

Depuis Maastricht, les révisions qui concernent l'Europe vont dans le sens d'une destruction de la nation française au profit de l'État maastrichtien – traité de Maastricht en 1992, traité de Lisbonne en 2008. Cette Constitution de 1958 est morte : elle est devenue un chiffon de papier, un torchon, une serpillière. Merci Mitterrand, merci Chirac, merci Sarkozy, merci Hollande – et merci Macron qui est un mixte des vices de tous ceux-là : cynisme, démagogie, vulgarité et incompétence…

Les Français en général, et les GJ en particulier, ont bien compris que, depuis plusieurs décennies, leur Constitution leur avait été volée. De Gaulle avait voulu l'élection du président de la République au suffrage universel direct à deux tours ; un septennat avec des législatives à mi-mandat, ce qui permettait au chef de l'État de savoir où il en était avec le peuple et où le peuple en était avec lui : en cas de perte de la majorité à l'Assemblée nationale, le président démissionnait, c'était la sanction du peuple ; il pouvait alors se représenter et être réélu, ou pas ; le référendum permettait au peuple de donner son avis sur des questions de société majeures : une fois l'avis donné, on le respectait. Quand de Gaulle perd le référendum sur *la régionalisation*, il n'a pas nié le résultat, il n'a pas fait voter les députés pour l'annuler, il n'en a pas fait un second, il n'a pas fait le contraire de ce qu'avait décidé le peuple : il lui a obéi et a quitté le pouvoir. Il y avait dans la lettre, mais aussi et surtout dans l'esprit de cette Constitution, un lien entre le peuple et son souverain, qui était alors son obligé.

Aujourd'hui, c'est l'inverse : c'est le peuple qui est l'obligé de son président élu après que la propagande a fait le nécessaire, c'est-à-dire des tonnes, pour installer au pouvoir l'un des voyageurs de commerce de l'État maastrichtien – depuis Mitterrand en 1983, ils le sont tous… Le vote ne s'effectue plus de manière sereine et républicaine, libre et autonome, mais de façon faussée et binaire avec d'un côté le bien maastrichtien et de l'autre le mal souverainiste – la

plupart du temps assimilé au fascisme. Cette caricature est massivement vendue par la propagande médiatique d'État ou de la presse subventionnée par lui. L'élection législative perdue n'induit plus la démission, mais la cohabitation ; le référendum perdu n'entraîne plus l'abdication, mais sa propre négation. Quand le peuple dit au président qu'il ne veut plus de lui, le président reste… Et quand il part à la fin de son mandat, certes, on change de tête, mais la politique menée demeure la même.

Tout le monde a bien compris depuis des années que *les institutions françaises sont pourries*, vermoulues, comme une charpente minée par les termites et la mérule : il s'en faut de peu que la maison s'effondre d'un seul coup, avec juste un léger coup de vent. Les GJ sont, pour l'heure, un léger coup de vent…

De même, tout le monde a bien compris que *la représentation nationale n'est pas représentative* : la sociologie des élus, députés et sénateurs, ne correspond pas du tout à la sociologie de la France. Il suffit de consulter la biographie des mandatés : ceux qui sont sur les ronds-points avec leurs Gilets jaunes ne risquent pas d'avoir des collègues au Palais-Bourbon ou au palais du Luxembourg ! Où sont les paysans et les ouvriers, les artisans et les commerçants, les marins pêcheurs et les employés, les balayeurs et les veilleurs de nuit, les chauffeurs de taxi et les ambulanciers dans ces deux chambres ? Nulle part… Les ouvriers représentent la moitié de la population active : *il n'y en a aucun au Palais-Bourbon* – le PCF qui ne fonctionne qu'avec des permanents devrait s'interroger sur ce chiffre pour comprendre les raisons de sa crise… En revanche, on y trouve pas mal d'enseignants et de professions libérales, de notaires et d'avocats, des journalistes aussi. Les cadres et professions intellectuelles représentent 76 % des élus : c'est quatre fois et demie plus que leur part dans la population active. L'Observatoire des inégalités a publié un texte intitulé *L'Assemblée nationale ne compte quasi plus de représentants de milieux populaires* (29 novembre 2018) qui détaille cette évidence : le peuple n'est plus à l'Assemblée nationale. Pour parler le langage de Bourdieu, on n'y trouve aucun dominé mais plus que des dominants. Dans les GJ, c'est très exactement l'inverse : pas de dominants, que des dominés !

Si la sociologie des élus est à ce point *peu populaire*, on comprend qu'elle soit devenue *antipopulaire*. Il n'est pas besoin d'aller chercher très loin les raisons du vote négatif du peuple au référendum sur le traité européen ni celles qui ont fait des élus les fossoyeurs de ce même vote populaire. La démocratie directe a dit non ? La démocratie indirecte lui a dit : bien sûr que si, ce sera tout de même oui. Je date du traité de Lisbonne ce clair divorce du peuple d'avec ses prétendus représentants.

Qui peut croire que ces Assemblées qui ne représentent déjà pas le peuple dans sa totalité puissent être crédibles quand chacun peut constater que le parti de Mélenchon, qui arrive quatrième au premier tour de l'élection présidentielle et n'est pas présent au second, dispose de *dix-sept* députés, pendant que celui de Marine Le Pen, qui arrive deuxième et qui se trouve qualifiée au second tour, n'en a que *huit* ? Quelle étrange machinerie politique permet à celui qui arrive quatrième d'avoir plus du double d'élus que celui qui arrive deuxième ? Sûrement pas une machine démocratique…

Pas besoin d'être polytechnicien pour comprendre que : le mode de recrutement des élus est partidaire et non populaire ; les découpages électoraux et les logiques du code électoral sélectionnent des professionnels de la politique affiliés à des partis qui les mandatent et non des citoyens de base qui ne peuvent gagner sans le soutien d'un parti ; une fois au chaud dans les institutions, les élus font de la figuration dans un système qui évince le peuple et préserve les membres d'un caste qui se partage le gâteau en faisant des moulinets médiatiques afin de laisser croire qu'ils s'écharpent et ne pensent pas la même chose, or sur l'essentiel, ils sont d'accord : ils ne remettent pas en cause la règle du jeu qui les a placés là ; au bout du compte, ceux qui gagnent sont toujours les défenseurs de l'État maastrichtien. Les GJ savent que le Code électoral, associé au découpage électoral opéré par le ministère de l'Intérieur avec l'Élysée, génère *un régime illibéral* – pour utiliser et retourner une épithète abondamment utilisée par les maastrichtiens pour salir les régimes qui ne les aiment pas, donc qu'ils n'aiment pas. Ce régime est illibéral parce qu'il gouverne sans les gens modestes, sans les pauvres, sans les démunis, sans les plus précaires, sans eux et malgré eux, voire contre eux. Sans ceux qui, aujourd'hui, portent le gilet jaune.

C’est donc fort de ce savoir acquis par l’expérience que le peuple des GJ ne veut plus rien entendre des partis, des syndicats, des élus, des corps intermédiaires, des députés ou des sénateurs, du chef de l’État et de ses ministres, des élus de la majorité ou de ceux de l’opposition, mais aussi des journalistes qui, de la rubrique locale à l’éditorial du journal national, font partie de tous ces gens qui ont mis la France dans cet état et ce peuple dans cette souffrance. La démocratie indirecte, le système représentatif, le cirque des élections : ils n’y croient plus. Qui pourrait leur donner tort ?

Voilà pour quelles raisons quelques GJ proposent aujourd’hui le RIC – le référendum d’initiative citoyenne. Les journalistes qui estiment que les GJ ne pensent pas, que leur mouvement c’est tout et n’importe quoi, qu’ils disent une chose et son contraire, qu’ils ne sont que dans la colère ou le ressentiment, de vilaines passions tristes que tel ou tel éditorialiste condamne dans son fauteuil de nanti, qu’ils sont des anarchistes ou des casseurs, qu’ils ne proposent jamais rien, ces journalistes, donc, sont bien obligés, en face de cette *proposition majeure*, de jouer les professeurs devant une classe de primaire en expliquant que le RIC, c’est du délire.

C’est pourtant, au contraire, une pharmacopée majeure très adaptée à cette démocratie malade, sinon mourante. C’est un authentique remède de cheval qui donne la frousse aux dominants, aux corps intermédiaires, aux élus, aux rouages du système, parce qu’ils voient d’un seul coup leur pouvoir mis en péril alors qu’ils le croyaient acquis pour toujours ! Quoi ? « Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple, mais vous n’y pensez pas ? Quelle idée saugrenue ! » Si, messieurs, justement : c’est la définition que donne le dictionnaire de la démocratie !

Qu’est-ce que ce RIC ? La possibilité pour les citoyens de réunir un certain nombre de signatures qui obligent le pouvoir à examiner la question faisant l’objet du RIC, soit au Parlement, soit sous forme référendaire. « Impossible ! » disent les éditocrates comme un seul homme. Or ils oublient que c’est possible depuis des siècles en Suisse et que c’est d’ailleurs ce qui fait de la Confédération

helvétique antijacobine une démocratie bien plus sûrement que notre régime oligarchique.

À tout seigneur, tout honneur : le chevau-léger Stanislas Guerini (*Marianne*, 17 décembre 2018), dont tout le monde ne sait peut-être pas encore qu'il est le patron de LREM, procède avec subtilité : le RIC, c'est la possibilité demain de restaurer la peine de mort ! Le RIC, c'est la certitude de la castration chimique pour les délinquants ! Le RIC, ce pourrait même être, rendez-vous compte, il ne le dit pas, mais on voit bien qu'il le pense, la possibilité de sortir de l'État maastrichtien !

À La République en marche, on n'aime pas le peuple, trop grossier, trop débile, trop crétin, trop pauvre, trop bête aussi… Il suffit d'écouter cette fois-ci le président du groupe LREM à l'Assemblée nationale, Gilles Le Gendre, qui affirme, quant à lui, sans rire : « Nous avons insuffisamment expliqué ce que nous faisons. Nous nous donnons beaucoup de mal, il faut le faire mieux. Et une deuxième erreur a été faite, dont nous portons tous la responsabilité : le fait d'avoir été trop intelligents [*sic*], trop subtils [*sic*], trop techniques [*sic*] dans les mesures de pouvoir d'achat » (*Marianne*, 17 décembre 2018).

On ne peut mieux dire que le ramassis d'anciens socialistes, d'anciens hollandistes, d'anciens Modem, d'anciens écologistes, d'anciens LR, d'anciens EELV, d'anciens juppéistes, d'anciens sarkozystes, enfin d'anciens anciens qui constituent la modernité révolutionnaire dégagiste de LREM, méprise clairement le peuple jugé trop débile pour comprendre que l'augmentation des taxes sur l'essence, sous prétexte de transition écologique, est un impôt prélevé sur les pauvres sans qu'ils puissent y échapper, puisqu'ils sont contraints de remplir le réservoir de leur voiture pour travailler.

Certes, Gilles Le Gendre est un intellectuel haut de gamme, puisqu'il dispose d'une triple casquette : journaliste, économiste, homme politique, ce qui, avouons-le, constitue trois titres de gloire dans l'État maastrichtien en général et, en particulier, dans la France, l'une de ses provinces depuis 1992. Lui qui a été élève à Neuilly est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, puis du Centre de formation des journalistes de Paris, qui a travaillé à Europe 1, au *Nouvel Économiste*, à *L'Expansion*, à *Challenge*, à *L'Événement du jeudi* de JFK

aussi, qui accumule les jetons dans les conseils d'administration, comme la FNAC, qui a créé une boîte de consulting, cet homme, donc, est aussi président d'un Observatoire de l'élection présidentielle – prière de ne pas rire… Il a été giscardien en 1974 – et n'a cessé de l'être depuis cette date…

Quelle morgue ! Quelle arrogance ! Quelle suffisance d'affirmer que le peuple est inculte, abruti, obtus, alors qu'il comprend très bien qu'on le tond depuis des années et qu'il ne le veut plus ! En 2005, lors de la campagne contre le non au traité européen, j'ai assisté à des réunions publiques où des gens simples et modestes qui ne sortaient pas d'une école de Neuilly, qui n'avaient pas usé leur fond de culotte à l'IEP ou au CFJ, qui n'avaient pas dirigé des journaux économiques libéraux, avaient sur les genoux ce fameux traité annoté, souligné, surligné, stabiloté : ils en avaient très bien compris les tenants et les aboutissants. À l'époque, ils ne voulaient pas être mangés à cette sauce-là. Ils ont donc massivement dit non. Des gens comme Le Gendre et d'autres giscardiens de droite et de gauche, dont les socialistes, le leur ont tout de même fait manger de force, ce brouet. Mais cette fois-ci, les GJ le disent dans la rue : ils ne veulent plus de ces gens, de leurs idées populicides, de leur monde dont Alain Minc dit qu'il est « le cercle de la raison », alors qu'il est bien plutôt le *cycle de la déraison*.

Avec les GJ, je prends une leçon : ce peuple que des années de politique éducative et culturelle libérale ont essayé d'abrutir, d'hébéter, d'abêtir, de crétiniser, ce peuple abîmé par des décennies d'école déculturée, de programmes télévisés décérébrés, de productions livresques formatées, de discours propagandistes relayés de façon massive par une presse écrite, parlée, télévisée aux ordres, ce peuple gavé comme des oies à la téléréalité et à la variété, à la religion du football et à l'opium de la Française des jeux, ce peuple-là, celui dont j'ai dit un jour qu'il était le *peuple old school* et que je l'aimais, ce peuple : il pense. Et il pense juste et droit. Bien mieux que Macron, dont il est dit qu'il fut l'assistant de Paul Ricœur, et sa cour ou ses élus godillots.

On entend peu, très peu, pour ne pas dire pas du tout, le *peuple new school* jadis célébré par le think tank Terra Nova. Quand il parle, c'est plutôt d'ailleurs pour dire son soutien, donc sa collusion, avec les gens du système honni par les

GJ – voyez l'emblématique Mathieu Kassovitz qui tweete : « Le peuple qui se bat pour protéger son confort, je ne l'aime pas » (25 novembre 2018) – « *protéger son confort* », quand on est smicard ou à peine !

Sinon, ils sont bien silencieux, les gens du show-biz, du cinéma, de la littérature, de la chanson, eux qu'on voit si souvent dans les médias pour combattre la Faim et la Misère, avec des majuscules, pourvu qu'on ne les oblige pas à prendre parti pour les faméliques et les miséreux, avec des minuscules, qui vivent au pied de chez eux… Ce retour de l'ancien peuple qui fait l'Histoire et souhaite dégager le vieux monde – le faux projet avoué de Macron – me donne le sourire.

14

1001eBooks

« Vote, connard[1] ! »

Voilà que Francis Lalanne a décidé, pour les GJ, qu'il leur faudrait entrer au Parlement européen et que, pour ce faire, ils devaient constituer une liste. Il a trouvé de l'argent, beaucoup d'argent, on parle de 800 000 euros, il a l'imprimeur des affiches et des tracts, il a le nom possible, les Gilets jaunes citoyens, on se doute bien qu'il devrait aussi disposer de celui de la tête de liste… J'ai cru comprendre que c'était également le souhait d'Alexandre Jardin, qui a commencé la dernière présidentielle en girondin revendiqué avant de la finir en Robespierre décapitant son association[2] – avant la Bérézina…

Une liste Gilets jaunes aux prochaines échéances européennes : Emmanuel Macron en rêve ! Car cette liste, si elle devait exister, ne prendrait aucune voix à celle de Macron, aucune. En revanche, elle siphonnerait celles de Dupont-Aignan, de Le Pen et de Mélenchon : ce trio couturé, c'est tout gagnant pour le président puisque le danger pour lui, ce sont eux ! De sorte qu'une liste GJ serait un plébiscite pour Macron !

Les GJ ne veulent plus du libéralisme forcené qui les opprime dans leur vie quotidienne depuis des années. Debout la France, le Rassemblement national et la France insoumise, sinon l'extrême gauche, sont sur les mêmes positions, en même temps que des millions de Français qui, comme moi, ne se reconnaissent dans aucun de ces trois partis.

Or, Macron incarne le *giscardisme*, comme tous les présidents depuis 1983, y compris ceux qui se sont dits de gauche. Qu'est-ce que le giscardisme ? Moins de France, plus d'Europe ; moins de république, plus de libéralisme ; moins de

protection sociale, plus de marché ; moins de droit du travail, plus de conventions négociées ; moins de culture, plus de divertissements rentables ; moins de grandeur, plus de people ; moins d'écrivains, plus de banquiers ; moins de gaullisme, plus de nanisme ; moins de grande Histoire, plus de petites histoires ; moins de Racine ou de Corneille, plus de Danièle Gilbert ou de Marlène Jobert – réactualisons : plus de frères Bogdanov et de Stéphane Bern.

Une liste aux européennes : pour quoi faire ? De la figuration, à quoi obligerait même un bon score, et rien que de la figuration dans l'opposition. Pendant ce temps, les giscardiens comme je viens de les définir gouverneront puisqu'ils seront majoritaires et d'autant plus majoritaires qu'avec leur liste, les GJ auront affaibli ceux qui, sans en avoir l'air, jouent tout de même le jeu de l'Europe, mais à leur façon : bien au chaud dans l'opposition, confortablement rémunérés.

Ceux qui disent aux GJ ce qu'ils devraient faire en estimant, comme Lalanne, qu'il conviendrait de souscrire aux jeux du vieux monde dont ils ne veulent plus ou, comme Jardin, qu'il leur faudrait remettre leurs doléances entre les mains des présidents de région encartés, qui sont tous gens du vieux monde que les GJ veulent écarter, montrent qu'ils n'ont rien compris à ce que souhaitent les GJ : ils ne veulent plus de leurs jeux, de leurs règles du jeu, de leurs habitudes, de leurs coups tordus, de leurs magouilles, de leurs arrangements, de leurs combines, mais aussi de leurs intellectuels, de leurs penseurs, de leurs éditocrates, de leurs journalistes, de leurs acteurs, de leurs comédiens, de leurs chanteurs, de leurs comiques – de leurs philosophes… Ils veulent juste la démocratie, rien que la démocratie, toute la démocratie, autrement dit : la république, rien que la république, toute la république, qui est chose publique et gestion de la chose publique par les citoyens. Laissez-les faire.

1. Titre d’un dessin de Daumier qui illustre la pochette du disque de Léo Ferré, « La Frime », 1977.

2. Il avait en effet annoncé seul sa candidature en passant par-dessus la tête des membres de son association qui avaient appris la chose en ouvrant leur journal… En juillet 2016, il était au meeting de Macron à la Mutualité.

15

Les racines d’une fleur du mal

Jour de Noël 2018

Je dis souvent, et partout, que le travail du philosophe ne consiste pas à hurler avec les loups de la moraline, mais à fouiller le sol en profondeur comme un sanglier afin de trouver les racines de la fleur – fût-elle du mal. Le loup chasse en meute, le sanglier est connu pour être un solitaire : j’ai choisi depuis longtemps d’être un sanglier – il est vrai que le spectacle de quelques loups croisés dans mon existence, sinon de quelques colonies de rats ou de nœuds de vipères, d’une théorie de cafards ou d’une poignée de puces, m’y a beaucoup aidé : la solitude ne me fait pas peur…

On l’a bien vu, la chasse aux GJ est ouverte depuis que le Gilet jaune existe. Ce gibier fluorescent a d’abord été traqué par des meutes, puis, parce que cela ne suffisait pas, par des meutes de meutes : des politiciens et des journalistes, c’est le couple le plus célèbre et c’est aussi celui qui vient immédiatement à l’esprit, des universitaires et des philosophes parisiens, des éditocrates et des éditeurs, des « économistes » et des sondeurs, des communicants et des publicitaires, des people du show-biz, bien qu’ils fassent profil bas, le public populaire est si vite perdu, et des « consultants », comme il est dit, des historiens spécialisés en mouvements sociaux et des chercheurs au CNRS qui cherchent, c’est sûr, ne trouvent pas souvent, c’est certain, mais n’évoluent pas plus dans la science que les frères Bogdanov ou Françoise Dolto…

Tous sont d'accord : les GJ sentent le peuple, c'est-à-dire l'ail et le vin rouge, le tabac et le diesel, la sueur et la crasse, la civette et le putois… Les caméras cherchent sur les ronds-points : il faut trouver des spécimens sales et édentés, obèses et avinés. S'ils éructent ou bégayent, s'ils sont grossiers ou vulgaires, c'est encore mieux… Ils sont déjà homophobes et antisémites, misogynes et phallocrates, racistes et complotistes, climato-sceptiques et putschistes, fascistes et lepénistes, montrez-les beaufs et crades, c'est bon pour tous ceux qui ne disposent pas d'un gros QI, grâce à l'école des pédagogues et à la télévision libérale, et qui sont aujourd'hui pléthore : ils seront faciles à faire basculer dans le camp du bien – le fameux « cercle de la raison » d'Alain Minc. Il suffit de trois minutes de reportage présentées en boucle…

Ces temps-ci, le sport des populicides consiste à chasser l'Étienne Chouard. La chose suppose d'abord qu'on l'enduise du goudron complotiste et qu'on y ajoute les plumes soraliennes. Avec ce traitement de faveur médiatique, la proie est déjà morte, mais il faut la chasser tout de même : Étienne Chouard dit qu'il parle avec tout le monde et, chez les professionnels de la tolérance, ça ne passe pas car, chez ces gens-là, on ne parle qu'à ceux qui pensent comme soi, les autres, on les exécute… Parmi nombre d'autres combats, dont le tirage au sort des élus ou la révocabilité des mandats, Étienne Chouard milite depuis des années pour le fameux référendum d'initiative citoyenne. Or, quelques GJ sont pour, donc Étienne Chouard est leur maître à penser ! Les mêmes qui nous disent que les GJ sont une nébuleuse impossible à saisir, tant on y dit tout et n'importe quoi, sont pourtant bien aise de pointer *un seul* qui dira ou fera une sottise afin de mettre en route la machine à pratiquer l'amalgame qui permet d'extrapoler le comportement de deux ou trois à la totalité des GJ.

Existe-t-il, *et c'est vrai et condamnable*, un rond-point sur lequel se trouve plantée, donc photographiée, donc multipliée de façon virale sur le Net, une banderole sur laquelle s'accumulent, sans contestation possible, les signes antisémites et antimaçonniques, que les belles âmes, BHL en tête, tweetent immédiatement que la preuve est faite que la totalité des GJ sont antisémites !

Pareil procédé est aussi ridicule que de conclure, parce que BHL a savamment disserté un jour sur un philosophe qui n'existe pas (ce que ni ses

« recherchistes », comme on dit au Canada, ni lui n'avaient repéré…), que tous les philosophes parlent de penseurs qu'ils n'ont pas lus ou que leurs recherchistes n'ont rien compris à ce qu'ils ont mis en fiches !

On apprend également qu'un chant antisémite a été entonné sur les marches du Sacré-Cœur à Montmartre[1]. Il s'agit de *La Quenelle*, un texte de Dieudonné chanté sur la musique… du *Chant des partisans* ! C'est du plus mauvais goût et politiquement à vomir. Il y a eu dans la grande Résistance historique du 18 juin 1940, et non dans la Résistance ensuite fantasmée pour les besoins de la mythologie nationale, des gens qui, par leur action, risquaient leur peau, ce qui n'est pas exactement la même chose qu'aujourd'hui où ces pauvres types, qu'ils portent le gilet jaune ou non, risquent juste de devenir les héros d'un jour sur le site d'Alain Soral… On est loin de la torture et du peloton d'exécution nazi.

BHL a relayé les images de la scène sur son compte et je ne saurais lui donner tort : c'est de bonne guerre puisque les GJ eux-mêmes apportent leur eau sale à son moulin. Avec ce genre d'action, ils fournissent en effet un sacré coup de pouce à sa thèse, qui est aussi celle du gouvernement et du système qui chérit ce genre de crétins et appelle de ses vœux à leur multiplication.

Toutefois, je souhaite ne pas en rester à la condamnation morale – qui est nécessaire et je la réitère : on ne prend pas en otages les morts de la guerre, que ce soit Macron à Oradour-sur-Glane ou au Mémorial de la Shoah quelques jours avant son élection, ou ces abrutis qui, en plus de ce détournement du *Chant des partisans*, veulent sodomiser (ils utilisent un autre mot…) Macron, ou le décapiter comme en 1793, sinon lui brûler le corps, ce qu'ils font en effigie : *tout ceci est insupportable*.

Pour n'en pas rester à cette condamnation, et éviter de regarder le doigt du sage qui montre la lune, je voudrais poser la question généalogique : pour quelles raisons le site Égalité et Réconciliation d'Alain Soral ou celui d'Étienne Chouard sont-ils à ce point sollicités ? Parce qu'en matière d'informations, la presse nationale, dans son apparente diversité, appartient en fait à très peu de gens[2] qui tous défendent la même idéologie : celle de l'État maastrichtien. La presse française est à l'évidence une presse de propagande.

(J’ouvre une parenthèse pour signaler que, dans tout ce que je lis, regarde, vois ou entends sur la question des GJ, la connexion de cette révolte avec les conditions de vie imposées par plusieurs décennies d’État maastrichtien se trouve soigneusement évitée par cette presse qui défend l’ordre de cet État devenu Empire ! Il n’est en effet pas question *pour eux* de signaler cette relation généalogique, car désigner clairement la nature du mal fragiliserait le système. Une coalition antilibérale, anti-maastrichtienne indépendante des partis serait susceptible de mettre vraiment en péril ce pouvoir libéral populicide de droite et de gauche – ce que ne parviendront jamais à faire ni Marine Le Pen toute seule, ni Jean-Luc Mélenchon tout seul, car la question de l’immigration les sépare – une chance pour la France insoumise, un péril pour le Rassemblement national et son allié Debout la France ! Tant que la connexion intellectuelle Gilets jaunes / refus des directives de l’État maastrichtien ne sera pas établie, le système n’aura rien à craindre et le peuple des GJ aucun avenir. Je ferme cette parenthèse.)

Cette presse prétendument diverse s’avère extrêmement homogène[3] : il ne faut donc pas s’étonner qu’elle répande une même idéologie… Ajoutons à cela que, bien que détenue par des milliardaires, elle se trouve abondamment subventionnée par l’État, autrement dit par l’impôt ! Que des milliardaires reçoivent l’argent du contribuable et ce afin de l’enfumer idéologiquement est tout simplement un véritable scandale[4] ! L’État donne beaucoup d’argent aux dix milliardaires français qui possèdent la presse française pendant qu’il ponctionne les pauvres qui roulent au diesel, sous couvert d’écologie.

Après *Le Parisien*, les trois journaux les plus subventionnés sont *Libération*, *Le Figaro*, *Le Monde*. Viennent ensuite *La Croix*, *Ouest-France* et… *L’Humanité*. Rappelons que *Le Parisien* appartient à LVMH (Moët Hennessy, Louis Vuitton), *Libération* à Ledoux et Drahi, *Le Monde* à feu Bergé, Niel et Pigasse… Que des pauvres, dont on comprend qu’ils aient besoin de l’argent de l’impôt des citoyens afin d’endoctriner les masses – dont les GJ qui se font copieusement cracher dessus par cette presse… Étonnant, non ?

C’est parce que les GJ ont compris qu’ils étaient trompés par cette presse d’État (le service public est devenu un lieu d’endoctrinement éhonté…), par la presse privée (qui donne un même son de cloche idéologique, mais *également*

avec l’argent des citoyens qui permet des bénéfices redistribués aux actionnaires) qu’ils cherchent ailleurs matière à être informés sans être endoctrinés. Leurs raisons sont bonnes, la démarche se comprend.

Or, qui se trouve embusqué là-derrière ? Des cancrelats tout aussi idéologisés, tout aussi médiocres, tout autant aux ordres, mais pour le compte de nébuleuses sidérantes : non pas l’idéologie maastrichtienne, qui dispose des gros supports de masse financés par ceux qu’elle enfume, mais tout ce qui, sur la toile, vit de déraison et de haine, de bêtise et de méchanceté, de ressentiment et de crétinerie, d’inculture et de malveillance. D’où le négationnisme, le révisionnisme, le conspirationnisme, l’antisémitisme, le néonazisme, le stalinisme, le néobolchevisme, le raëlisme et autres sectarismes, dont l’islamisme.

C’est l’écœurement qui conduit le citoyen de base, désormais conscient d’être abusé, à chercher, ailleurs que dans les médias qui intoxiquent sous prétexte d’informer, une information sur des médias dits de réinformation, qui intoxiquent eux aussi sous prétexte de réinformer. Il fuit la peste des médias maastrichtiens, on ne saurait l’en blâmer, mais pour se donner corps et âme au choléra du Darknet ou de ses satellites.

On comprend dès lors que, ne voulant plus d’une presse dont ils s’aperçoivent, notamment à la faveur de leur traitement du mouvement des GJ, qu’elle est juge et partie, certains vont chercher comme des désespérés, avides d’un sens que la République ne leur offre plus, un décryptage du monde qui les enfume de la même manière… Or, le site Libération de Joffrin ne pèse pas plus lourd en matière d’objectivité, de vérité, d’honnêteté, de loyauté, de probité, d’intégrité, que le site Égalité et Réconciliation de Soral. C’est bonnet blanc et blanc bonnet ! L’avers et le revers d’une même médaille sale.

Si l’on ne se contente pas de la moraline, en méprisant les gens qui vocifèrent Dieudonné sur la musique du *Chant des partisans*, et que l’on souhaite réfléchir et faire la généalogie de cet événement, les choses sont claires : *la monstruosité des quenelleurs*, qu’on me permette ce néologisme, a été créée par la monstruosité des médias du système tout à leur propagande. À force de mentir, d’endoctriner, de salir le juste et d’encenser l’injuste, de mépriser

l’adversaire et de jeter l’anathème, d’intoxiquer sans limites, ces médias ont créé ces chiens perdus qui vomissent aujourd’hui leur haine.

Je relis ces temps-ci les premiers jours de la Révolution française racontés par Taine, si lucide sur l’âme humaine : ce genre de furie grossit le troupeau des bêtes furieuses qui, un jour, après avoir ravagé et incendié, molesté et saccagé, décapitent à la faux, mettent les têtes au bout des piques, puis président le Tribunal révolutionnaire et pourvoient la guillotine en chair fraîche : ces créatures excitées par le sang ne sortent pas de rien, elles ont été dressées au mal par de plus mauvais qu’elles.

1. http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/12/22/01016-20181222ARTFIG00118-gilets-jaunes-une-fin-de-semaine-marquee-par-des-actions-choquantes-et-polemiques.php

2. https://www.acrimed.org/Medias-francais-qui-possede-quoi

3. http://www.informaction.info/image-problematique-sociale-qui-possede-les-medias-francais : Qui sont les dix milliardaires français qui possèdent la plupart des titres français ? « Ils sont cinq à faire partie du cercle des dix premières fortunes de France : Bernard Arnault, P-DG du groupe de luxe LVMH (patron des *Échos*, du *Parisien*), Serge Dassault (*Le Figaro*), François Pinault (*Le Point*), Patrick Drahi, principal actionnaire de SFR (*Libération*, *L'Express*, BFM-TV, RMC), Vincent Bolloré (Canal+). On trouve ensuite Xavier Niel, patron de l'opérateur de téléphonie Free et 11e fortune de France, qui s'est associé avec Pierre Bergé, héritier du couturier Yves Saint Laurent, et avec le banquier Matthieu Pigasse, pour devenir propriétaire du groupe *Le Monde* (*L'Obs*, *Télérama*, *La Vie…*). Matthieu Pigasse possède également Radio Nova et l'hebdomadaire *Les Inrocks*. Martin Bouygues, 30e fortune de France, est propriétaire du groupe TF1. La famille Mohn, qui contrôle le groupe allemand Bertelsmann, est propriétaire de M6, RTL, *Gala*, *Femme actuelle*, *VSD*, *Capital…* Viennent ensuite Arnaud Lagardère, propriétaire d'Europe 1, de *Paris Match*, du *JDD*, de Virgin radio, de RFM, de *Télé 7 jours*, et Marie-Odile Amaury, qui possède *L'Équipe* (et dont le groupe est, par l'une de ses filiales, organisateur du Tour de France notamment). Petite précision : ces deux derniers ne sont “que” millionnaires, avec tout de même une fortune évaluée entre 200 et 300 millions d'euros. À ce Top 10, on pourrait ajouter la famille Bettencourt qui finance le journal ultra-libéral *L'Opinion*. Ou le milliardaire d'origine libanaise Iskandar Safa, 71e fortune de France et propriétaire du très réac *Valeurs actuelles.* » Constatons que tous ces titres roulent pour l'État maastrichtien…

4. https://www.ojim.fr/aides-a-la-presse-les-dix-quotidiens-les-plus-subventionnes-sont-souvent-les-plus-riches/

16

Tous les curés jaunes sont des gilets

Aux abois, les apparatchiks du système maastrichtien témoignent sans discontinuer d'une frénésie dans la désinformation : on a vu combien le premier crétin antisémite venu, pourvu qu'il porte un gilet jaune, permettrait aux stipendiés du système d'invoquer Auschwitz et de décréter que *tous les Gilets jaunes étaient antisémites*. De même avec le premier homophobe, le premier raciste, le premier complotiste, le premier climato-sceptique, le premier soralien venus qui permettaient à ces mêmes soldats du système d'annoncer que *tous les GJ étaient homophobes, racistes, complotistes, climato-sceptiques, soraliens*.

Les journalistes n'ont pas cherché un Gilet jaune qui aurait voté Macron deux fois, une fois au premier tour parce qu'il aurait souscrit à la désinformation massive des médias qui affirmaient que ce jeune garçon représentait une véritable rupture avec l'ancien monde, une deuxième fois au second tour parce que ce même jeune homme aurait été un rempart contre l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler, de retour d'Argentine où il vivait caché depuis 1945, afin de conclure que *tous les GJ étaient macroniens…*

Pourtant, si leur logique illogique devait faire la loi partout, ces idiots utiles du système auraient dû accoucher de ce même genre de paralogisme ! Mais non : la logique de ces gardes-chiourme est celle des gens qui ont perdu la raison ou qui n'en ont jamais eu. Ces chiens de garde fonctionnent avec des signaux primaires : qui leur donne à manger dit vrai, qui ne les nourrit pas dit faux…

Car, à Noël, un fait divers prouve combien la logique de ces employés du système est celle du pouvoir. J'aurais aimé savoir où et avec quels semblables

BHL qui vomit les GJ a réveillonné : avec DSK ? avec Sarko ? avec Jean-Michel Aphatie ? avec Alain Minc ? Jacques Attali ? avec Alexandre Benalla ? Ruth Elkrief ? Laurent Joffrin ? avec Claude Askolovitch ? J'aime le citer car le pauvre chéri se met en rage et convoque illico tous ses amis subventionnés par l'argent public pour me vomir dessus ensuite dans les médias où il a son rond de serviette… Avec les patrons de chaîne de Radio France ou de France Télévision ? avec les frères Bogdanov ? avec Barack Obama ? avec les patrons de presse ? Pigasse ou Niel, Pinault ou Arnault ? avec Line Renaud ? On ne sait pas…

Mais sûrement pas à Somain, dans la Somme, près de Douai, où le père Joseph Nurchi a célébré la messe de minuit sur le rond-point des Quatre-Chemins avec 250 Gilets jaunes – 3 selon Castaner qui a relevé le nom de Jésus, de Marie et de Joseph, mais de personne d'autre… *La Croix* raconte : le père Nurchi, qui a été ouvrier, soutient les GJ depuis le début. Bravo curé ! Moi l'athée, qui dis souvent que je préfère un curé qui pense juste à un athée qui pense faux, me voilà comblé !

Le prêtre porte un gilet jaune offert par un couple de réfugiés nord-coréens à l'occasion de son ordination. Il fait chanter *Douce nuit*, *Il est né le divin enfant* ou bien *Les Anges dans nos campagnes*. C'est assez pour mériter le bûcher des neuneus de la gauche culturelle qui estiment que ces chants de guerre, au nom desquels on égorge et on assassine en France aujourd'hui, sont politiquement incorrects et méritent une descente de la police du politiquement correct, suivie d'une condamnation au pilori médiatique !

Le curé fait une génuflexion devant le politiquement correct du Vatican et parle d'un « peuple de France, avec des chrétiens, des musulmans, des athées ». Très bien, sa hiérarchie appréciera, c'est un bon point pour finir évêque un jour. Il annonce à ses fidèles : « Nous allons célébrer la messe avec l'eucharistie et je souhaite qu'on ait l'attitude qui convienne. » Les chrétiens qui sont là, surtout après Vatican II, ne devraient rien trouver à redire, pas plus que les musulmans ou les athées, puisqu'ils sont là…

On distribue des feuilles de chant, la messe commence. *La Croix* poursuit : il y a des enfants, ils portent des bonnets de père Noël ; ils s'amusent à côté de

l’assemblée qui chante et prie ; les adultes non pratiquants « se tiennent un peu plus loin pour ne pas gêner »… Mohamed est là ; le prénom n’a pas été modifié, chacun comprendra pourquoi ; il est avec ses enfants et dit : « Je suis d’origine musulmane, je suis là pour la paix et la non-violence. C’est une belle messe des peuples, c’est l’Église aux portes ouvertes. » Formidable, le pape François est aux anges – si je puis dire… À la fin de la messe, l’assemblée se sépare et s’éparpille autour du rond-point avec des lumignons pour former un cœur. Très bien : la bougie et le cœur sont très tendance, un peu plus que l’encens.

Je n’entrerai pas dans un débat théologique sur ces messes qui accueillent les non-chrétiens, car ni les synagogues ni les mosquées ne jubilent d’accueillir des musulmans pour les premières ou des mécréants pour les secondes – c’est le signe d’une religion épuisée que de remplir ses églises avec les fidèles d’une autre religion ou avec des gens qui sont sans religion, puis de s’en réjouir… Laissons cela et revenons aux Gilets jaunes.

« Bravo curé », disais-je. Car un prêtre qui choisit les humiliés et les offensés au pied de sa porte, c’est un abbé plus proche de la douceur de Jésus que de l’épée de saint Paul. C’est déjà ça…

Le rapport avec les Gilets jaunes ? Eh bien, je n’ai pas lu sous la plume d’un seul journaliste du système, eu égard à cette messe qui a rassemblé 250 personnes, une généralisation du genre : *tous les GJ vont à la messe* ! Pas plus que je n’ai vu ces mêmes fourriers de l’État maastrichtien ouvrir leurs journaux sur cette information qu’un seul curé ayant célébré une messe de minuit avec des Gilets jaunes, *tous les curés étaient des Gilets jaunes*, voire que *tous les Gilets jaunes étaient des curés* – sinon, soyons fous, *que tous les curés jaunes étaient des Gilets*. Les paralogismes auraient été trop visibles…

Qu’on cesse donc de croire aux paralogismes médiatiques en vertu desquels un Gilet jaune soralien fait de tous les GJ des soraliens, un Gilet jaune antisémite fait de tous les GJ des antisémites, un Gilet jaune homophobe fait de tous les GJ des homophobes, puisque 250 GJ qui vont à la messe ou un curé soutenant les GJ ne permettent pas de conclure aux élites parisiennes que tous les GJ vont à la messe et que tous les curés portent un gilet jaune.

17

Lutte des classes et paupérisation

Le retour du refoulé maastrichtien

> « Le peuple-roi ne peut exercer la souveraineté par lui-même ; il est obligé de la déléguer à des fondés de pouvoir : c'est ce qu'ont soin de lui répéter assidûment ceux qui cherchent à capter ses bonnes grâces. Que ces fondés de pouvoir soient cinq, dix, cent, mille, qu'importe le nombre et que fait le nom ? c'est toujours le gouvernement de l'homme, le règne de la volonté et du bon plaisir. Je demande ce que la prétendue révolution a révolutionné. »
>
> Proudhon, *Qu'est-ce que la propriété ?*

Si besoin en était encore, l'aventure des Gilets jaunes apporte la démonstration qu'un certain nombre de concepts de l'analyse socialiste sont encore et toujours pertinents. Je songe à la lutte des classes et à la paupérisation. Je vois mal comment on pourrait analyser ce phénomène sans y renvoyer.

Qui niera en effet qu'avec les Gilets jaunes, il ne s'agisse de paupérisation ? Des riches de plus en plus riches et de moins en moins nombreux, des pauvres de plus en plus pauvres et de plus en plus nombreux : voilà ce qui définit la paupérisation. Pendant que Carlos Ghosn, grand patron franco-libano-brésilien, gagne 16 millions d'euros par an et se trouve dans une prison japonaise pour une suspicion de fraude à l'impôt, on voit sur les plateaux de télévision des jeunes mères de famille vivant seules qui expliquent qu'elles portent ce fameux gilet parce qu'elles n'en peuvent plus de subsister avec juste un peu plus de mille euros par mois.

Le P-DG de Renault, entreprise française nationalisée, est actuellement soutenu par des gens qui tombent le masque : le patronat, des journalistes, des éditorialistes, des libéraux. Cette caste qui invoque la présomption d'innocence, le coup monté par des patrons jaloux contre ce patron trop génial, voire le coup bas d'une poignée d'autres capitaines d'industrie afin d'empêcher ses sublimes projets de fusion, justifie ce salaire stupéfiant sous prétexte qu'il n'y a pas de limites aux gratifications offertes à un patron qui gagne de l'argent, alors qu'en revanche des plafonds s'imposeraient aux salariés qui rendent possible cette fortune en s'en faisant les prolétaires actifs sous le régime de ce que Proudhon nomme l'aubaine – autrement dit : l'exploitation d'une force de travail sous-payée. Si l'argent du contribuable ne payait pas cet homme si cher, il officierait ailleurs, nous dit-on. Et alors ? Je parie qu'il ne manquerait pas de remplaçants aussi compétents pour un salaire moindre et une moindre morgue…

De même : *qui niera qu'avec les Gilets jaunes il ne s'agisse de lutte des classes* ? Car l'intérêt de Carlos Ghosn et celui de l'ouvrier qui travaille chez Renault ne sont pas les mêmes ! Leurs salaires, leurs modes de vie également. Leurs aspirations non plus. Ne parlons pas de leur espérance de vie… On comprend que le monde de Carlos Ghosn soit en phase avec l'État maastrichtien, voire son devenir Empire, qu'il ait besoin de l'euro comme monnaie unique d'une zone de marchandisation qu'on nous fait prendre pour une zone de culture – or ce sont des routes et des ponts qu'on trouve sur les billets de banque du nouvel État, autrement dit des figures emblématiques du flux commercial, et non des portraits des grands Européens de la culture que sont Mozart et Debussy, Dante ou Cervantès, Shakespeare ou Goethe…

On comprend également que ce même monde ne fasse pas l'affaire du précaire et du smicard taxés avec leurs véhicules, car la formule « Le marché fait la loi » est clairement devenue la devise de l'État maastrichtien. Cette nouvelle devise maastrichtienne a remplacé l'ancienne : une fois passée à la moulinette du nouvel État, la formule française *Liberté, Égalité, Fraternité* est désormais à comprendre ainsi : « Liberté pour les riches d'être riches à leur mesure et pour les pauvres de l'être à la leur ; égalité des riches entre eux et des pauvres entre eux ; fraternité des riches entre eux et des pauvres entre eux. » Autrement dit

Liberté, Égalité, Fraternité à deux vitesses. L'une pour ceux qui ont tout ; l'autre pour ceux qui n'ont rien.

Le mouvement des Gilets jaunes est le retour du refoulé de l'État maastrichtien. Depuis près d'un quart de siècle, la propagande libérale de gauche et de droite vante les mérites d'une Europe transnationale, mais libérale, qui assurerait le bonheur et la liberté de tous, le travail et le plein-emploi de tous, l'amitié entre tous les peuples, la fin de la guerre entre tous – c'est ainsi qu'a été vendu le vote pour Maastricht en 1992. Les éléments de langage sont bien connus : les nations, c'est la guerre ; or qui peut vouloir la guerre ? Personne ; donc il faut vouloir l'Europe libérale maastrichtienne, à défaut c'est aspirer à l'embrasement du continent…

Quand, comme un seul homme, tous les présidents de la République le disent depuis des décennies – Giscard et Mitterrand, Chirac et Sarkozy, Hollande et Macron –, quand tous les journaux libéraux subventionnés par l'État le disent, quand le service public de la radio nationale et de la télé nationale le dit à jet continu avec des « journalistes » et des éditorialistes, des « humoristes » et des « économistes », des universitaires et des artistes, des écrivains et des sociologues, des psychanalystes et des sportifs, des chanteurs et des comédiens, quand la chose est ressassée à l'école dès le plus jeune âge : qui peut résister intellectuellement à pareil matraquage ?

Or cette Europe transnationale qu'est l'Europe libérale de Maastricht est une nation… Je l'ai déjà dit : avec sa devise, son hymne, son drapeau, sa monnaie, sa langue officielle, son territoire, ses frontières, sa constitution, son Parlement, sa banque, ses intellectuels, ses lobbies, ses journalistes aux ordres. Cette nation qui ne se dit pas comme telle n'existe que par l'ingestion, la digestion et l'excrétion des nations qui la constituent. Pour que la nation européenne soit, il faut que la nation française ne soit plus – la nation française et les autres nations constitutives de ce nouvel État. Ces nations intégrées, effacées, diluées, font donc un État qui est un Empire.

D'où cette formule de François Mitterrand en Allemagne : « Le nationalisme c'est la guerre. » Les libéraux de droite et de gauche n'ont que cette sentence à la

bouche. Mais si elle est vraie, *alors le nationalisme européen c'est aussi la guerre…* Et ce nationalisme se montre plus belliqueux et plus agressif, plus toxique et plus impérieux, plus dictatorial et plus intolérant que le simple nationalisme français qui est devenu un nationalisme de résistance. Le premier nationalisme, celui de Maastricht, est célébré dans les écoles et il n'y a désormais plus une cérémonie officielle sans sa chorale prépubère qui chante les mérites du nationalisme maastrichtien avec son *Hymne à la joie,* alors que la première chorale de village qui chanterait *La Marseillaise* un 14 Juillet devant le monument aux morts aurait droit à une campagne de presse qui stigmatiserait le vichysme, le pétainisme, le maurrassisme, le néofascisme, le populisme d'une pareille célébration. Gageons qu'un instituteur qui en aurait pris l'initiative se ferait exclure illico de l'Éducation nationale – Jean-Michel Blanquer ou pas…

Une fois le petit peuple ingéré et digéré, la misère devient l'excrétion de ce nouvel État – un Léviathan nouveau, un Béhémoth nouveau pour utiliser les mots de Hobbes. Or cette excrétion est cachée, comme toute excrétion, par ceux qui ne veulent pas qu'on suspecte l'ingestion et la digestion préalables. Quand le peuple comprend qu'il a été abusé et n'a pas obtenu ce qu'on lui avait promis, puis qu'il le fait savoir massivement lors d'un référendum, *la caste* qui impose cet État envoie aux latrines l'expression de cette volonté populaire. Quand en 2015 le Danemark fait de même, cette oligarchie prévoit un nouveau vote. Quand en 2015, avec Tsipras, les Grecs disent qu'ils ne veulent pas d'Europe, elle circonscrit Tsipras (comment ? on ne sait…) qui tourne casaque. Quand en 2017 le Brexit est clairement signifié, elle fait savoir qu'il faut songer à un second vote pour confirmer le premier. Qui a eu de ces pudeurs quand les résultats du vote pour Maastricht (1992) ont été si serrés que l'apparition de François Mitterrand au journal de vingt heures a créé sur le mode performatif un résultat dont très peu ont pu matériellement savoir quel il était véritablement – hormis le ministère de l'Intérieur et l'Élysée qui étaient juges et parties, ce qui, chacun en conviendra, induit un préjugé favorable pour la vérité…

Avec les Gilets jaunes, on entend donc enfin la parole de ce peuple sacrifié par l'Europe maastrichtienne. Le jaune est la couleur de ce sacrifice. Dans la presse acquise à l'État maastrichtien, on reprend les éléments de langage du

ministère de l’Intérieur : on parle donc de peste brune et de racisme, d’homophobie et d’antisémitisme, d’années 1930 et de poujadisme, de populisme et de « beaufitude », d’extrême droite et d’ultra-droite, on stigmatise l’inculture économique (*Le Monde*) ou le ressentiment (*Le Point*) des Gilets jaunes…

Dès qu’ils sont sur un plateau de télévision, ces nazis, ces fascistes, ces pétainistes, ces extrémistes de droite, ces antisémites, ces misogynes, ces phallocrates, ces homophobes, ces incultes, ces puants, ces clopeurs, ces sans-dents, ces provinciaux, ces ruraux, ces « bac moins 5 » comme il est dit quasi partout, parlent de jouets de Noël impossibles à payer aux enfants ou aux petits-enfants, de dents qu’on ne peut faire soigner ou de choix entre « dents en inox ou en émail », ai-je même entendu, de lunettes qu’on ne peut changer, de visites espacées chez le gynécologue parce qu’elles coûtent trop cher, de vacances inenvisageables, de vêtements des enfants payés par les grands-parents…

Avec ces doléances de gens simples et modestes qui veulent *vivre dignement de leur travail*, était-il question de restaurer l’étoile jaune ou le triangle rose ? S’agissait-il d’envoyer des gens à la chambre à gaz ? Se proposait-on de renverser la République pour instaurer une dictature ? Réactivait-on la Cagoule ? Non : il était juste question pour des parents et des grands-parents ou pour des mères célibataires qui travaillent de ne pas pleurer le jour de Noël parce qu’ils n’auraient pas grand-chose à mettre sous le sapin de leurs enfants… Rien d’autre. Invoquer Auschwitz en présence de pareils souhaits est une obscénité sans nom qui vaut poudre répandue. Qui a intérêt à pareil populicide ? Sinon l’État maastrichtien et ses serviteurs qui doivent être bien inquiets pour en arriver à pareilles insultes…

Dans la foulée, Macron, qui comprend le malaise du peuple, en a profité pour annoncer que l’électricité augmenterait en janvier, en même temps que l’essence… Magnanime, en attendant janvier, il permet aux pauvres que le sapin soit encore un peu illuminé à moindre coût le jour de Noël. Ne doutons pas de l’humanité de cet homme ni de son dévouement à l’État – à l’État maastrichtien bien sûr…

18

La République attaquée par un transpalette

Griveaux rigolo…

Ce que les médias maastrichtiens aiment par-dessus tout, c’est ce qu’ils reprochent à leurs ennemis : l’amalgame. Ces temps-ci, chacun le voit dans les journaux, radios et télés du système : une seule hirondelle morveuse fait pour cette engeance le printemps des Gilets jaunes. On a pu ainsi constater avec eux, et ce *ad nauseam*, combien *un* homophobe, *un* raciste, *un* antisémite, *un* complotiste surgissant parmi les GJ faisait de *tous* les GJ des coupables de ces crimes listés.

Or, est-ce que le passé d’*un* joueur de poker compagnon de quelques spécimens de la pègre marseillaise devenu ministre de l’Intérieur de Macron fait de *tous* les ministres de Macron des joueurs de poker compagnons de la pègre marseillaise ? Je pense que même Castaner dirait que non… C’est pourtant ainsi qu’on procède chez les ennemis des GJ – car ils sont moins traités par eux en adversaires respectables et respectés qu’en ennemis à supprimer…

Des GJ ont lancé un *transpalette* électrique (donc écoresponsable et non polluant : un bon point pour eux…) contre la porte du ministère de Benjamin Griveaux. La belle affaire ! Voici donc qu’en guise de résumé de ce nouveau samedi jaune le transpalette est presque présenté par les journalistes comme un char d’assaut, un Rafale de la dernière génération, un sous-marin à propulsion

nucléaire, un engin de guerre furtif, le dernier cri de la technologie meurtrière d'État, le petit bijou secret de Dassault.

On nous dit également que le transpalette a été lancé contre la République en personne. Tudieu ! Si la République est mise en péril par un transpalette, soit le pouvoir du transpalette est grand, soit la République est bien faible, soit encore ceux qui tiennent ce genre de discours prennent leurs auditeurs pour des imbéciles. Je tiens plutôt pour cette dernière hypothèse…

Je remarque au passage que, reprenant comme un seul homme les éléments de langage du ministre, les journalistes parlent d'un « engin de chantier » alors que, comme son étymologie l'indique (mais encore faut-il ne pas ignorer le mot, donc la chose, bien connus de la plupart des GJ…), le transpalette permet de déplacer des palettes dans des entrepôts, des hangars, des halles, des dépôts, des remises, ce qui ne relève pas à proprement parler du chantier… Plus intelligente que le ministre, ses conseillers, ses communicants et les (ses…) journalistes, ce qui n'est pas peu dire, la notice Wikipédia du transpalette dit : « On retrouve les transpalettes dans les centres de distribution, entrepôts, commerces de détail, camions, etc. » Un sophiste des communicants du Palais dirait que cet « etc. » cache le mot « chantier »… Sylvain Faure, la plume du président, qui, je le sais, lisait attentivement mes chroniques et qui vient de quitter le navire avec les rats, n'est plus là pour rédiger une note avec cet élément de langage.

L'amalgame, ici, c'est de résumer l'acte VIII des GJ à cette affaire de la République attaquée par un transpalette ! *Un seul* transpalette défonce la porte d'*un* ministère et ce sont *tous* les transpalettes qui défoncent en même temps *toutes* les portes des ministères avec pour objectif de faire tomber la République ! Concluons que ce modeste transpalette, sur lequel étaient juchés des personnages sortis tout droit de Rabelais et qui se marraient en défonçant une porte, avait pour but avoué de fomenter un coup d'État – comme jadis Pinochet avec les chars de l'armée chilienne… Rien de moins, sinon, quoi ?

Écoutons en effet le macronien qui voudrait se faire passer pour le président socialiste chilien réfugié dans son ministère pendant que gronde le bruit de moteur électrique du transpalette : l'homme a sauvé sa vie avec une exfiltration du genre commando – en fait, avec son couteau et son portable sous le bras, il est

parti sans encombre par une autre porte… Il confie au journal *Vingt minutes* : « Ce n'est pas moi qui suis visé, c'est la République [*sic*] », par « ceux qui souhaitent l'insurrection, renverser le gouvernement », mais « la République tient debout ». L'a-t-on bien compris ? Ce que ce transpalette venait faire, c'était faire chuter la République en entrant dans son bureau – ce qui, pour un transpalette, reste une performance logistique inédite à ce jour, même chevauché par un quarteron de Pieds nickelés…

Le Monde, journal ami de Macron et ennemi des GJ, était comme par hasard justement dans le bureau du pauvre homme afin de relayer la bonne parole macronienne à ses lecteurs de la gauche de droite. Le journal titre : « Récit de l'évacuation [*sic*] de Benjamin Griveaux après l'irruption [*sic*] de manifestants dans son ministère ». On tremble… On apprend par ce reportage de guerre que la République a été sauvée par la fuite du ministre et des journalistes « dans la précipitation mais sans heurt [*sic*] à travers le jardin du ministère et la cour intérieure d'un immeuble voisin. Une “sortie de secours” [*sic*] qui débouche dans une petite rue adjacente à la rue de Grenelle dont le 101 accueille le ministère du Porte-Parolat. Le “passage secret” [*sic*] avait déjà été utilisé lors d'une première intrusion le jour de l'acte II des Gilets jaunes ». Où l'on voit que l'on a échappé à un carnage, car le transpalette aurait pu réussir tout seul à grimper les étages, à se frayer un passage dans le labyrinthe des couloirs, avant de se retrouver devant le bureau vide du ministre ! Une fois arrivé, il aurait probablement pu tirer, bien qu'il ne possède pas de canon ou de mitrailleuse… À BFM, on aurait pu soutenir cette thèse, à France Inter aussi !

Sur Twitter, le chef de l'État se fend de ce commentaire : « Une fois encore [*sic*], une extrême violence [*sic*] est venue attaquer la République [*sic*] – ses gardiens, ses représentants, ses symboles[1]. Ceux qui commettent ces actes oublient le cœur de notre pacte civique [*sic*]. Justice sera faite. Chacun doit se ressaisir pour faire advenir le débat et le dialogue. » Que raconte ce message concocté par les communicants du Palais ?

« Une fois encore » dit que les GJ ne sont que dans la violence, mais jamais dans la revendication pacifique, jamais sur les ronds-points dans l'occupation fraternelle et débonnaire, amicale et festive, jamais dans les manifestations bon

enfant. Pour comprendre un peu d'où vient cette violence, il serait intéressant de savoir où se trouvent depuis quelques semaines *certains* policiers dont le métier a toujours consisté, sous tous les régimes, à infiltrer les défilés pour initier les violences qui permettent ensuite de discréditer les manifestants. C'est vieux comme le monde… Depuis que Benalla ne fait plus ce travail, après avoir été filmé la main dans le sac, où sont ses semblables ?

« Une extrême violence » ? Mais alors comment doit-on qualifier le massacre physique de nombre de GJ présents dans les manifestations et qui ont été défigurés, énucléés, explosés, ravagés ? Des photos montrent un grand nombre de victimes ayant perdu un œil, dont les dents ont sauté, les arcades sourcilières explosé, qui ont perdu des morceaux d'os, des lambeaux de cuir chevelu, voire une partie du visage ? Si un trou dans une porte qui se remplace c'est « une extrême violence », alors comment qualifier des trous dans le visage de gens définitivement défigurés ?

Une « attaque de la République » ? Mais comment peut-on faire passer ce monôme de quelques secondes, montées puis montrées en boucle par BFM pendant toute la journée, pour une tentative de putsch ? Juchés sur leur transpalette, comment les tenants de cet attelage auraient-ils pu croire une seule seconde qu'avec ce véhicule électrique ils avaient pour projet avoué de faire tomber le régime ?

Par ailleurs : comment Macron ose-t-il parler du « pacte civique », lui qui a conseillé et accompagné longtemps François Hollande dans une politique dont le cœur est le mépris de ce pacte qui exige le sacrifice du peuple pour tracer la route libérale de l'État maastrichtien contre l'État français ? Si les GJ sont dans la rue, c'est parce que ce pacte civique a été rompu par tous les politiciens maastrichtiens depuis des années – dont Macron.

Car, qui se moque de la République ? Les Gilets jaunes ou bien Macron et les siens ? Un ami bien inspiré, merci Jean-Yves, m'a envoyé un article paru dans Mediapart signé Juan Branco et intitulé : « Sur un certain Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement ». Ce formidable texte[2] permet de

répondre clairement à cette question : s'il existe bien des gens qui se moquent de la République, ce sont nommément Macron et Griveaux. Jugez-en :

Le jeune Benjamin Griveaux était payé très cher (10 000 euros mensuels) quand il travaillait au cabinet de Marisol Touraine ; il a quitté ce poste en 2014 pour un autre plus juteux (17 000 euros mensuels) afin de monnayer son carnet d'adresses avec un objectif bien précis : « s'assurer que personne au ministère des Finances ne propose d'abolir une niche fiscale favorable à l'entreprise. Ses moyens ? Les réseaux que l'État lui avait confiés ». Pendant ce temps, il charge son ami Gabriel Attal, 23 ans, sans expérience, sans diplôme du supérieur, de recruter des chargés de mission socialistes pour faire la campagne de Macron en sous-main. L'État, via le ministère de la Santé et des Affaires sociales, le payait pour faire la campagne du candidat Macron… Le même État mettait pour ce faire à son service chauffeurs et voitures de fonction, cuisiniers et secrétaires. Juan Branco signale à quoi ressemblait cette machine de guerre illégale et antirépublicaine. Les amis et amies de Griveaux sont très bien servis dans ce panier de crabes. Les noms de Benalla, de Mimi Marchand, de Xavier Niel, de Lagardère, de Bruno Jeudy apparaissent – ce qui n'est guère étonnant…

Juan Branco conclut son article ainsi : « Ces êtres ne sont pas corrompus. Ils sont la corruption. » Chapeau, l'artiste.

Nous avons donc la réponse : quand ce transpalette défonce la porte du ministère de Griveaux, il ne s'attaque pas à la République pour l'abolir, mais à ceux qui, corrompus, la voudraient à leur image. C'est précisément ce que refusent les GJ : que ces gens-là continuent leurs forfaits en toute impunité et en continuant à saigner le peuple – que la République ait cessé d'être républicaine.

Pas sûr que les Zorro du transpalette aient su tout ça, encore que, mais ils ont juste pu se souvenir que Griveaux les méprisait au début de leur mouvement en disant qu'ils étaient « des fumeurs de clopes qui roulaient au diesel[3] ». Sur ce transpalette qui fonctionne à l'électricité, il semble que ces GJ n'avaient pas la clope au bec ! Pareille insulte suffisait pour lui faire tâter un peu du transpalette, même de loin. Pas de quoi faire chuter la République ni se prendre pour Allende ! Ce fut juste un pétard de fête que lui et les siens, dont les journalistes,

présentent aujourd’hui, en guise de résumé de l’acte VIII des GJ, comme un genre d’attentat au lance-roquettes.

Guignols…

1. J’ignorais qu’une porte et un pare-brise puissent être des symboles de la République… Je m’en faisais une autre idée.

2. https://blogs.mediapart.fr/juan-branco/blog/101218/sur-un-certain-benjamin-griveaux-porte-parole-du-gouvernement

3. http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2018/10/29/31002-20181029ARTFIG00214-le-mepris-siderant-de-griveaux-pour-les-gars-qui-fument-des-clopes-et-roulent-au-diesel.php

19

Une légitime défense

Qui produit la haine ?

« Si tout le monde agresse tout le monde, la société se défait. »

Macron, *Lettre aux Français.*

Neuvième acte des GJ. Envie de vomir en écoutant les commentaires des journalistes ou de philosophes comme Ferry ou BHL qui veulent absolument associer la violence aux Gilets jaunes alors qu'avec leurs discours, auxquels il faut ajouter ceux du pouvoir et de Macron, ils font tout pour la créer.

Je songe par exemple à cette galette des rois au cours de laquelle Macron en a profité pour gifler à nouveau les Gilets jaunes. Chacun a bien compris le message présidentiel quand il dit : « Les troubles que notre société traverse sont aussi parfois dus, liés au fait que beaucoup trop de nos concitoyens pensent qu'on peut obtenir sans que cet effort soit apporté. Parfois on a trop souvent oublié qu'à côté des droits de chacun dans la République – et notre République n'a rien à envier à beaucoup d'autres – il y a des devoirs. Et s'il n'y a pas ce sens de l'effort, le fait que chaque citoyen apporte sa pierre à l'édifice par son engagement au travail, notre pays ne pourra jamais pleinement recouvrer sa force, sa cohésion, ce qui fait son histoire, son présent et son avenir. »

Cette déclaration est un authentique crachat lancé au visage de ceux qui, à la moitié du mois, alors qu'ils travaillent dur et ne sont ni des professionnels de l'allocation ni des assistés, ne peuvent plus faire face aux dépenses de base !

Après l'illettrisme, l'alcoolisme, le tabagisme, l'intelligence limitée des pauvres face à sa pensée complexe, les gens qui ne sont rien parce qu'ils n'ont rien, voilà une nouvelle variation sur le thème du mépris : la fainéantise des gens modestes. Qui crée la haine ? Qui la sème ? Qui ne cesse d'en faire usage ? Qui l'excite et l'énerve alors qu'il est en son pouvoir de la calmer ?

Je ne cesse de dire que notre époque s'effondre sous les coups de boutoir de la *moraline*. Nos temps ont mis derrière elle la *généalogie* qui, jadis, avec les Lumières en moment emblématique permettait de se demander *d'où venaient les choses* et non *s'il fallait en rire ou en pleurer* comme les esprits contaminés par la moraline ne cessent de faire aujourd'hui.

Les chaînes d'information continue attendent la cogne, elles guettent la castagne, elles s'impatientent devant les foules calmes : c'est leur nourriture. Des crétins qu'on nous présente comme des journalistes – l'un d'entre eux n'a cessé de parler la veille des « planches en bois » apposées sur les vitrines des banques… – sont à l'affût du moindre vélo retourné ou de la moindre poubelle répandue sur le sol afin d'envoyer le message de la présidence et du ministère de l'Intérieur : les GJ sont violents. Hors dictatures, on n'avait jamais vu à un tel point la collusion entre pouvoir d'État et journalisme.

Faisons de la généalogie.

1. Le temps des ronds-points

Je rappelle qu'au commencement, *c'était le temps des ronds-points*, les Gilets jaunes revendiquaient des choses simples : du pain et de la dignité. Rien d'autre. Ils ne sont pas contre les impôts, comme le disent d'autres crétins[1] qui affabulent, car où et quand l'auraient-ils fait savoir ? Une seule phrase d'un seul GJ disant qu'il ne voulait plus du tout payer d'impôts et je m'incline… Les GJ ont juste dit deux choses. La première : « Nous ne refusons pas de payer des

impôts mais pourquoi, alors qu'ils devraient financer le service public, le voit-on disparaître dans les provinces ? Nous payons des impôts directs et indirects et les écoles ferment, les maternités et les hôpitaux aussi, les mairies disparaissent, ainsi que les lignes de chemin de fer et les petites gares de campagne. Il existe des plans pour les banlieues pour lesquelles les milliards coulent depuis des années, et personne n'a rien à redire à cela, mais pourquoi dans le même temps n'y en a-t-il aucun pour les campagnes ? » Il n'y a donc pas refus de l'impôt mais revendication d'un droit de regard sur son affectation, ce qui ne fait pas une revendication de droite, voire d'extrême droite ou bien encore poujadiste, mais clairement républicaine.

Je rappelle que l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme stipule ceci : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses de l'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. »

L'article suivant, quant à lui, dit ceci : « Les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Ces deux articles font-ils de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen un bréviaire de la haine ? Un manifeste poujadiste ? Un tract d'extrême droite ? Un marqueur rouge-brun du refus de l'impôt ? Allons donc ! Il faut raison garder…

Les GJ demandent rien de moins que le respect des droits de l'homme : personne chez eux n'a jamais parlé contre l'impôt dans l'absolu, en soi, sur le principe, car tous savent que la force publique et l'administration de l'État sont indispensables et qu'il faut les financer. Aucun n'a souhaité l'abolition de la police et de l'armée, du statut de fonctionnaire dans les écoles, les hôpitaux, les gares, ni même dans l'administration du recouvrement de l'impôt puisqu'ils demandent même la pérennité et la multiplication du service public.

Ils souhaitent en revanche, et c'est le contenu de l'article 13, que l'impôt soit également réparti entre tous les citoyens « en raison de leurs facultés ». Ils ont par exemple l'impression que Carlos Ghosn ou les grandes entreprises des

GAFA ne paient pas l'impôt proportionnellement à ce qu'ils peuvent. Ils savent en même temps qu'eux paient plein pot, si je puis dire, puisque la taxe sur le diesel était un impôt clairement levé sur les plus modestes, que l'État prenait ainsi sciemment à la gorge. On ne sache pas que Ghosn roule (enfin roulait…) autrement qu'en véhicule hybride avec chauffeur – des voitures payées par la Régie, donc par le contribuable – ou en jet privé dont le kérosène n'est pas polluant… puisqu'il n'est pas taxé ! À quoi l'on voit d'ailleurs que l'écologie était un pur prétexte.

Par ailleurs, les GJ veulent également, c'est cette fois-ci le contenu de l'article 14 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, « constater par eux-mêmes » la nécessité de la contribution publique. « Par eux-mêmes » parce qu'avec le temps ils ont compris que leurs représentants ne les représentaient pas sur ce terrain parce qu'ils étaient juges et parties. Ils veulent consentir librement à l'impôt, mais ne pas être les seuls à subir celui que Macron leur impose à l'instant même où il en libère les plus riches.

Ils veulent avoir leur mot à dire sur la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée de l'impôt. Autrement dit : ils souhaitent faire l'impôt par le peuple, pour le peuple, et non le subir quand il est concocté par les politiciens populicides de Maastricht. Les GJ savent en effet que l'impôt macronien, quand il porte sur les campagnards qui se déplacent dans de vieilles voitures diesel et non dans des avions privés, n'est pas équitable, juste, égal, proportionné : cet impôt se montre faible avec les forts et fort avec les faibles.

2. Le temps des pavés

Le temps des ronds-points a été suivi par *le temps des pavés*. Le mouvement est d'abord profus, divers, multiple et surtout provincial. C'est l'époque où la France insoumise se tâte et se pince le nez. Clémentine Autain affirme qu'elle ne participera pas à la manifestation du 17 novembre 2018 : trop de ploucs, trop de

pécores, trop de péquenots, trop de provinciaux, trop de pauvres en vrai, pas assez du bon peuple relooké par Terra Nova…

Cette gauche intellectuelle et urbaine, mondaine et parisienne n’aime pas ce peuple *old school* qu’elle estime trop proche de Marine Le Pen – et pour cause : cette gauche germanopratine ayant tourné le dos à ce peuple, il s’est retourné vers ceux qui lui ouvraient les bras : la force du Rassemblement national s’initie dans le mépris de cette gauche mondaine pour ce peuple de gens simples et modestes, dont c’est aujourd’hui le retour en jaune.

Ce fameux think tank Terra Nova a invité à jeter ce peuple aux poubelles de l’Histoire afin de lui préférer le néo-peuple constitué par les marges de ce même peuple – femmes du féminisme et LGBT, immigrants et « racisés », comme il est dit dans le vocabulaire néoraciste, phallocrate, misogyne, violent et antisémite des banlieues, pourvu que ce soit au nom de l’islam.

Or ce néo-peuple n’est pas un anti-peuple ni même un contre-peuple, mais une partie du peuple, une partie et pas son entièreté. Une partie ne saurait revendiquer d’être le tout, sauf coup d’État idéologique. La gauche culturelle, l’extrême gauche, la gauche mondaine et parisienne ont effectué ce coup d’État idéologique sans vergogne : ce peuple qui « fume des clopes et roule en diesel » détesté par Griveaux qui vient de la gauche maastrichtienne, la gauche culturelle l’a envoyé se faire voir chez les Le Pen. Il y est allé.

Sauf BHL qui parle pour elle, ou Ferry qui l’accompagne sur le siège arrière de son véhicule idéologique, le silence de la gauche germanopratine si prompte à se mobiliser pour les grandes causes humanistes, pourvu qu’elles ne sentent pas la nicotine et le gazole, fait sens. Où sont en effet les chanteurs et les acteurs, les comédiens et les écrivains, les sportifs et les artistes, les people et les « humoristes » qui, parfois lucides, se présentent de temps en temps comme des enfoirés ?

Si l’on évite la moraline qui fait de ce peuple méprisé par la gauche mondaine de méchantes chemises brunes, fascistes, racistes, homophobes, antisémites, soraliennes, complotistes, populistes, et qu’on veut procéder en généalogiste du refoulement par la porte de ce peuple qui revient par la fenêtre, on voit bien qui il faut remercier !

Ce temps des pavés est celui des récupérations. C’est toujours un moment stratégique déterminant dans l’économie des révolutions lors de ses premiers temps. C’est aussi le moment le plus dangereux. Les sans-culottes, les sections, la Commune de Paris et les Enragés qui portaient la parole populaire après 1789 ont été instrumentalisés par Robespierre et les siens. Les lois sur les suspects, le Tribunal révolutionnaire et la guillotine se trouvaient au bout de ce chemin.

On ne comprend les tergiversations de Mélenchon, donc celles de la France insoumise qui le suit le doigt sur la couture du pantalon, qu’en regard de son opportunisme carriériste. Comment parler de conviction chez un homme qui fut si longtemps sénateur socialiste, ministre de Jospin, admirateur, encore aujourd’hui, de Mitterrand (au point parfois de le singer avec galurin noir et écharpe rouge…), mais surtout fervent partisan et thuriféraire de l’État maastrichtien pour lequel il a fait campagne en 1992, un programme qu’il n’a critiqué que bien longtemps après pour en faire son fonds de commerce aujourd’hui ?

Je ne confonds pas les électeurs et les sympathisants ni même les membres de la France insoumise et Mélenchon, leur chef. J’ai même dit ma sympathie politique pour François Ruffin. Mais il faut avoir la mémoire courte pour ne pas se souvenir que Mélenchon ne fut acquis à la cause des Gilets jaunes que bien après qu’ils eurent montré leur force et leur constance. Il adhère, mais comme la tique au chien.

Je n’oublie pas non plus que, toujours pour des raisons électoralistes, et nullement pour le bien du peuple et du pays, Mélenchon hésite entre deux lignes : un rassemblement de la gauche *old school* ou la fédération d’un souverainisme de gauche. Ce sont deux lignes de fracture puisqu’elles séparent la gauche libérale, maastrichtienne et écologiste de Hamon, et la gauche antilibérale anti-maastrichtienne. La gauche de Hamon a échoué après avoir eu les pleins pouvoirs depuis 1992. Elle avait pour objectif de réaliser le programme de l’État maastrichtien dont la police tabasse aujourd’hui les GJ dans la rue : Hamon devrait être modeste, toute sa carrière politique s’est faite contre ces gens qui affirment aujourd’hui en avoir par-dessus la tête…

J’aime, dans la France insoumise, le lignage souverainiste de gauche. Or, Mélenchon ne sait pas s’il est rentable électoralement. Voilà la raison pour laquelle il ne le porte pas, après avoir tout de même tenté deux ou trois sorties dans cette direction en forme de ballon d’essai.

Pour l’heure, il a clairement éjecté sans ménagement[2], et par le seul fait du Prince rouge, deux personnes de qualité qui incarnaient cette ligne de force : Djordje Kuzmanovic et François Cocq. Ces deux hommes auraient dû être les fers de lance d’une ligne qui tourne le dos au gauchisme mondain, urbain et parisien, souvent islamo-gauchiste, qui pèse lourd dans le logiciel électoraliste de Mélenchon.

Ce geste politique digne d’un dictateur vieux style montre que Mélenchon décide de la ligne tout seul – ou avec une garde prétorienne à ses ordres. S’il écrit droit et clair, pourquoi pas. Mais il écrit de travers, cherche et se cherche, puis triomphe moins dans le courage politique d’une ligne claire que dans ce qu’il sait le mieux faire : la harangue médiatique dans la logique de la vieille politique politicienne.

Le voilà qui fait l’éloge d’Éric Drouet en confessant une « fascination » – le mot est fort, mais Mélenchon adore se prosterner devant les leaders virils. Car Drouet, c’est aussi le nom d’un acteur de la Révolution française, ce qui met le Lider minimo en transe. Qui était-il ? Rien de moins qu’à Varennes le *délateur* qui donne le roi et toute sa famille… Or, Louis XVI n’est pas un assassin, lui : il n’a pas fait tirer sur la foule, il n’a rien mis en place qui ressemblerait, sur le terrain de l’injustice, à un Tribunal révolutionnaire où la défense est interdite, ou, sur la façon d’appliquer cette justice, à l’activation de la guillotine en place publique. Drouet, c’est aussi un homme qui, élu à la Convention pour prix de cette dénonciation qui va induire la mort d’un homme, d’une femme et d’un enfant, excusez du peu, peut proclamer à la tribune : « C’est le moment de verser le sang des coupables. Qu’avons-nous besoin de notre réputation en Europe ? De tous les côtés ne vous appelle-t-on pas des scélérats, des brigands, des assassins ? Eh bien, puisque notre vertu, notre modération, nos idées philosophiques ne nous ont servi de rien, soyons brigands pour le bonheur du peuple ! » Après la Révolution, l’homme fut sous-préfet à Sainte-Menehould,

une cité bien connue pour ses pieds de cochon, et finit comme pâtissier à Mâcon, ce qui, sous la plume de Mélenchon, donne : « Le Drouet de Varennes est resté un révolutionnaire républicain jusqu'à son dernier souffle. » On ne sache pourtant pas qu'il ait révolutionné la pâtisserie.

Quand Mélenchon était trotskiste, son pseudonyme était Santerre. Qui était Santerre ? Le commandant de la Garde nationale qui, au pied de l'échafaud, fit rouler les tambours afin d'empêcher que la foule entende ce que Louis XVI avait à lui dire avant d'être assassiné. C'est aussi l'homme qui, grande gueule, demanda un commandement pour aller massacrer en Vendée, une idée de Robespierre, et s'y montra si nul qu'il fut rappelé à Paris. Il spécula sur les biens nationaux mais, même là, il fut tellement mauvais qu'il fit faillite et mourut ruiné. Quand il nomme ses héros de la Révolution française et qu'il ne choisit pas Robespierre, un tyran, Mélenchon avance les noms d'un délateur, Drouet, et d'une nullité doublée d'un trafiquant, Santerre… Chez lui qui passe pour cultivé auprès des journalistes incultes, notamment en matière de Révolution française, le choix de ces références renseigne sur sa véritable nature. Serait-il bon que Mélenchon s'empare des Gilets jaunes à la manière dont Dolmancé possède l'Eugénie du marquis de Sade ? Je ne le crois pas…

Il existe une autre récupération, et elle me semble bien plus dangereuse car elle a l'appui et le soutien du pouvoir, c'est celle des casseurs – nommons-les comme ça. N'importe quel observateur de l'actualité sait qu'il existe depuis des années une frange d'individus pour lesquels la violence est en soi révolutionnaire – du moins, qui croient qu'elle précipiterait l'avènement d'une société sans classes.

On trouve ces milices armées aux G20, à Notre-Dame-des-Landes, à Davos, lors des rencontres internationales ou à l'occasion de sommets avec des chefs d'État, elles sont présentes à la moindre manifestation syndicale mais sont plus ou moins contenues par les services d'ordre desdits syndicats. On connaît leurs actions rapportées par quantité de journaux télévisés depuis des années, bien avant les Gilets jaunes.

Ces milices laissent des traces avec des bombages clairement d’extrême gauche : ils ont été abondamment photographiés et filmés sur l’Arc de Triomphe. On pouvait y lire ceci : « Justice pour Adama », « Anarchiste » et son sigle, un A dans un cercle, « L’ultra-droite perdra », des signatures d’extrême gauche et bien d’autres slogans parmi lesquels un « Les Gilets jaunes vaincront ».

Il est étonnant que *Le Parisien*, *Vingt minutes*, France Info TV, *Paris Match*, LCI, pour ne prendre que quelques médias consultables sur le Net et qui arrivent en tête des consultations quand on tape « tag Arc de Triomphe », publient des photos sur lesquelles *tous les slogans sont effacés, sauf le dernier*. Les formules de toutes les couleurs, de toutes les graphies qui maculent le monument ont miraculeusement disparu des clichés, sauf celui qui désigne explicitement les GJ comme seuls et uniques tagueurs…

J’ai déjà dit mon étonnement que des casseurs puissent dépaver l’avenue des Champs-Élysées sous le regard des caméras qui diffusent les images en direct sans que le ministère de l’Intérieur donne l’ordre de les arrêter afin d’empêcher ce qui ne manquera pas d’arriver après que les pavés auront été dégagés : ils seront balancés sur la police et dans les vitrines… Il semble que le principe de précaution, si cher au politiquement correct quand il faut pourrir la vie du citoyen lambda, cesse d’être d’actualité quand il s’agit d’empêcher les dégradations.

Mais on comprend dès le lendemain pourquoi ces détériorations ont été nécessaires au pouvoir : elles permettent aux journalistes de planter leurs caméras devant l’une des trois ou quatre vitrines cassées sur les Champs-Élysées afin d’illustrer leur direct qui effectue d’infinies variations sur le thème des sauvages qui ont dégradé la plus belle avenue du monde ! Pendant ce temps, on ne parle pas des revendications citoyennes et républicaines des GJ : on montre, images à l’appui, que ce sont tous des casseurs qui détruisent, salopent, cassent, brisent, brûlent, incendient, sans une seule fois se demander pourquoi, alors que tous les Français ont pu voir tout cela tranquillement se dérouler sur leurs écrans, la police n’intervenait pas… Place Beauvau, le mot d’ordre était : « Laissez dépaver, laissez empaver, avec ça, nous allons les dépraver… »

On ne verra jamais les journalistes qui filment la casse prendre à part un casseur afin d'effectuer leur travail de journaliste en lui demandant qui il est, quel est son travail, quel est son niveau d'études, d'où il vient, quel est son revenu mensuel, quelles sont ses revendications. Le micro-trottoir fait pourtant partie des ficelles du métier chez les paresseux idéologisés. Le journaliste laisse croire qu'il interroge au hasard quelqu'un qui passe par là et à qui on demande son avis, alors qu'il a soigneusement sélectionné le péquin à qui il fera tenir le discours officiel du média. Le casting des pigeons fait partie du métier. Mais on n'aura jamais vu un casseur filmé qui aurait été sollicité verbalement par un journaliste afin de témoigner, même à visage couvert : et pour cause, on découvrirait alors que ces violents sont là pour la violence et qu'il leur suffit de porter un gilet jaune pour se fondre tranquillement dans la foule – et au passage discréditer le mouvement dans sa totalité avec les services du ministère de l'Intérieur et des journalistes, des éditorialistes et des intellectuels du système maastrichtien.

Il faudrait également disposer de quelques renseignements sur le noyautage des casseurs par la police. C'est une histoire vieille comme le monde. On sait en effet que le pouvoir a intérêt à créer la violence qu'il instrumentalise ensuite en prétendant qu'elle vient d'ailleurs. C'est le b.a.-ba du métier d'envoyer des fonctionnaires de police fomenter la violence qui agrège à elle les mécontentements de ceux qui se trouvent dans la rue justement parce qu'ils ont déjà des motifs de ne pas être contents ! Le premier qui arrache un poteau de signalisation, tape dans une voiture, balance un Vélib, brûle un véhicule, tague ou défonce une vitrine, crée un appel d'air dans lequel s'engouffrent des gens surchauffés par les slogans de la foule, l'ambiance fraternelle des masses, le délire festif des rassemblements, la clameur sonore des pétards et des sirènes. Pas besoin d'avoir lu la *Psychologie des foules* de Gustave Le Bon ou *Masse et Puissance* d'Elias Canetti pour savoir comment conduire une foule où l'on veut – pour le meilleur et, bien souvent, pour le pire.

C'est dans cette perspective qu'il faut inscrire l'épopée du boxeur qui fait reculer tout seul quelques policiers casqués, armés, protégés par le Kevlar de

leurs gilets, le Plexiglas de leurs boucliers et leur savoir-faire d'assaut – c'est leur métier. Cet homme seul cogne, cogne, cogne et met la police de l'État en déroute, le tout devant les caméras de télévision du monde entier.

Les images de cette scène incroyable ont été montrées par les médias du système *après avoir été montées*. Hors montage, *quand on montre ce qui n'a pas été monté*, le film brut, on voit bien le déchaînement de violence de la police contre un groupe dans lequel se trouve le nouveau Marcel Cerdan *avant* son pétage de plombs. On enlève les images d'avant car elles expliquent les images d'après, qui sont isolées et diffusées : il s'agit en effet de montrer une violence qui sortirait de nulle part et qui serait à elle-même sa propre cause et sa propre fin. Une violence dont la cause serait le caractère délinquant du seul boxeur.

Il suffit ensuite de transformer *ce* boxeur en figure emblématique de ces Gilets jaunes pour en faire le porte-parole idéal : « Voyez-vous comme ils sont tous ? Regardez cet homme qui boxe pour boxer. Tout est là. » Ni les défenseurs du système ni les victimes du système ne s'y sont trompés.

Côté défenseur du système, le sommet a été atteint par Luc Ferry, qui estime que l'une des plus grandes armées du monde devrait régler le problème en tirant – avec des armes non létales, dira-t-il le lendemain, après le buzz, en feignant d'ignorer que ces armes non létales sont déjà tellement utilisées depuis le début qu'elles ont défiguré un très grand nombre de personnes. Dans son esprit il s'agissait bien d'armes létales, car, sauf à mépriser la logique, on ne saurait conseiller d'utiliser des armes dont l'usage est avéré depuis des semaines.

Côté victimes du système, une cagnotte a été organisée. Le système y est allé de sa propagande : « Une cagnotte pour payer ceux qui veulent tuer les flics. » Qui a dit cela ? Quand ? Où ? Cette cagnotte a été initiée par des gens qui savent que, quand on se trouve entre les mains de la justice, qui plus est de la justice d'État, et opposé à ce monstre froid, on n'a pas intérêt à être impécunieux. Cette solidarité était celle de pauvres à l'égard de l'un d'entre eux et non une gratification destinée à récompenser celui qui aurait invité à tuer les policiers ! Il n'y a que ceux qui paient et se font payer en tout pour ne pas comprendre que l'argent est ici le nerf d'une guerre juridique. Dans l'immédiat, le boxeur est en prison. Il vaut mieux boxer des policiers dans les territoires perdus de la

République, où le cogneur ne craint rien, que dans le centre de Paris un jour d'échauffourées, pris entre le pouvoir qui envoie ses forces de l'ordre pour maintenir un ordre injuste et les sujets qui se font tabasser pour avoir demandé en vain du pain et de la dignité depuis des semaines.

Le pouvoir a organisé une contre-cagnotte pour les policiers. Je me suis amusé des arguments convaincants de ceux qui ont estimé que les dons arrivaient surtout groupés et la nuit, ce qui pose la question d'un robot à clics – si j'osais : un robot à flics… –, et des contre-arguments pas convaincants du tout du patron du site incriminé.

Les Français aiment leur police, sauf quelques gauchistes attardés. Ils savent que les CRS ne sont pas des « SS », ni les gendarmes mobiles, ni les policiers qui sont bien souvent eux aussi des prolétaires de l'État maastrichtien – modestes paies, conditions de travail pénibles, absence de soutien de l'État en cas, dixit la presse de gauchisme culturel, de « bavures ». Quelques policiers qui regardent ma WebTV m'écrivent discrètement pour me raconter leur quotidien : il est plus proche de celui des GJ que des profiteurs de l'État maastrichtien qu'ils sont malgré tout professionnellement obligés de protéger et de défendre.

Après les robespierristes embusqués, les casseurs masqués, la récupération est également à craindre du côté du Rassemblement national. Car ce parti godille depuis des années en tirant des bords entre l'ultralibéralisme de Jean-Marie Le Pen et l'ultra-protectionnisme de la ligne Philippot. Entre l'homophobie du premier et l'homosexualité du second, entre l'antisémitisme du père et le philosémitisme de la fille, entre la complaisance pour Pétain, Vichy, la troupe nazie, l'Algérie française du géniteur et l'aveu, effectué par sa fille, que la Shoah fut la plus grande catastrophe du XXe siècle, on se perd.

Si l'on prend acte que le Rassemblement national n'est plus le Front national, car un changement de tête et un nouveau nom ne sont pas rien, les choses ne paraissent pas plus claires : entre l'ultralibéralisme du grand-père repris et porté par sa petite-fille Marion Maréchal, très suivie dans le parti, et le protectionnisme social de sa tante, quelle ligne est celle du RN ? Et puis, on l'a vu lors de ce fameux débat d'entre les deux tours de la présidentielle, qu'en est-il

de l’euro ? De la monnaie unique ? De l’Europe ? Faut-il un Frexit ? Doit-on sortir de l’État maastrichtien ? Est-il envisageable de revenir au franc ? Est-ce qu’une monnaie commune pourrait exister en lieu et place d’une monnaie unique ? Sur ces sujets Marine Le Pen godille sévère.

Or, le mouvement des GJ est très clairement le signe d’une souffrance induite par l’État maastrichtien depuis 1992. Les médias du régime parviennent à éviter cette question, *qui est totalement absente des débats*, pourtant nombreux, parce que c’est la véritable généalogie de ce qui advient.

In fine, la généalogie des généalogies du mouvement des GJ, c’est celle-ci : l’État maastrichtien broie les plus faibles depuis plus d’un quart de siècle pendant qu’il rend la mondialisation heureuse à une aristocratie arrogante et cynique, suffisante et insultante.

On ne voit pas que Marine Le Pen ait envie de remettre en cause cet État-là par une proposition dont j’estime qu’elle devrait être *communaliste libertaire*, afin de permettre un réel pouvoir du peuple par le peuple pour le peuple. Sous la pression du réel, Marine Le Pen à Matignon ou à l’Élysée, ce ne serait guère plus que le retour de Charles Pasqua.

3. Le temps des provinces

L’acte IX semble ouvrir *un troisième temps : celui des provinces*. C’est également celui des brassards blancs. Après le temps des ronds-points, le temps des pavés, voici donc venu le temps des provinces. « Monter à Paris » était tentant : c’est le lieu du pouvoir, c’est la ville du cynisme et de l’opportunisme, c’est le champ d’action des Rastignac, on y trouve toute la France d’en haut qui tient dans une main de fer toute la France d’en bas. L’envie d’aller narguer ces gens-là était compréhensible. Mais c’était se jeter dans la gueule du loup.

Le centralisme de l’État français depuis Philippe le Bel, confirmé par Louis XIV, les Jacobins de 1793, Napoléon, Pétain ou le général de Gaulle, a fait de la capitale la tête – l’étymologie en témoigne – d’un corps fait de provinces

ponctionnées et aux ordres. Ce *chef*, toujours l'étymologie, se nourrit du sang et de l'énergie des régions. Les Girondins, décapités par Robespierre et les siens, n'ont pas demandé par hasard que Paris soit réduit à 1/83e de son influence – autrement dit : que cette ville pèse autant qu'un autre département français et pas plus.

Le repli stratégique en province avec dissémination géographique rend le mouvement insaisissable par la police, l'armée et les journalistes qui tiennent leur camp à Paris. Il devient incontrôlable et les casseurs qui sont peu ne pourront être partout. L'infiltration par la police n'est plus possible pour les mêmes raisons. D'autant qu'en province chacun se connaît et il est plus facile de repérer les casseurs venus d'ailleurs, le GJ qui dérape entraîné par eux ou le policier qui travaille à ce que l'on appelait jadis les renseignements généraux.

Un seul foyer parisien se noyaute facilement : c'est un cas d'école pour les forces de l'ordre. Une multiplicité de foyers dispersés, éparpillés, donne moins un signe de faiblesse qu'un témoignage d'une force recouvrée ailleurs et autrement. S'il fallait recourir à des métaphores militaires, renvoyons à ce que Clausewitz nommait la « petite guerre », la guérilla, capable de faire pièce à la « grande guerre » ancien modèle.

Précisons que cette petite guerre doit être pacifique : la non-violence est supérieure à la violence pour parvenir à ses fins. L'apparition de brassards blancs qui distinguent le service d'ordre est le premier pas positif vers l'organisation nécessaire afin d'écarter les charognards de la politique politicienne, tous, sans exception, et pour couper à la base toute velléité d'instrumentalisation médiatico-politique.

Quitter les pavés de Paris, revenir en province, là où tout a commencé, mais ailleurs que sur les ronds-points, voilà qui fait sens. Solliciter les brassards blancs pour le service d'ordre, voilà un autre signe que du désordre peut naître un ordre nouveau. Voici une pulsion, une impulsion, une énergie qui prend forme, donc force.

Les provinces sont les lieux historiques de cette révolte contre l'État maastrichtien devenu Empire. Créer un Parlement délibératif dans chacune d'entre elles, mais pas seulement, serait un grand pas. Aller en mairie pour

répondre aux questions du catéchisme maastrichtien proposées par Macron n’est pas la solution : il enfume et embrouille. Il n’en fera rien, il l’a déjà dit : il ne changera pas de cap. Voici l’heure venue des Girondins contre les Jacobins. Cet acte IX pourrait bien être l’acte I d’une nouvelle pièce… À voir.

1. Christophe Bourseiller : « Les gilets jaunes évoluent dans une orbite idéologique de droite » : https://www.marianne.net/politique/christophe-bourseiller-les-gilets-jaunes-evoluent-dans-une-orbite-ideologique-de-droite

2. https://www.marianne.net/politique/melenchon-bannit-cocq-les-enseignements-tres-politiques-d-une-querelle-entre-insoumis

20

Le monologue de la pipe

Ceci n’est pas une presse

« C’est de la pipe. »

(15 janvier 2019,
Macron à Bourgtheroulde en ignorant qu’il parlait de lui…)

Macron doit beaucoup à la presse : pendant des mois, elle l’a constitué à coups de couvertures et de publireportages, elle a semé les embûches sur le trajet de tel ou tel candidat choisi à dessein, elle l’a porté au pouvoir, elle s’est réjouie de son accès à l’Élysée, elle a encensé ses premiers jours et ses premières semaines, elle s’est confondue en éloges sur sa jeunesse, son talent, sa culture, son corps royal qui ne dormait jamais et travaillait tout le temps, qui mémorisait plus que tout autre humain normalement constitué, elle a aussi traité de fascistes tous ceux qui auraient le front, si je puis dire, de voter pour Marine Le Pen.

J’ouvre une parenthèse pour remarquer que BFM, qui n’est pas le dernier média de ce dispositif politique maastrichtien, a consacré un reportage à la famille Le Pen, intitulé *Le Pen, secrets, pardons et trahisons*. À aucun moment de ces cinquante-six minutes on ne retrouve la litanie des propos politiques habituellement tenus sur eux. Pendant presque une heure, cette famille, au sujet de laquelle, à l’approche des élections, on parle toujours de Vichy et de Pétain, d’Hitler et d’Auschwitz, de l’antisémitisme et des chambres à gaz, sinon, quand c’est Macron qui effectue lui-même le travail avec l’aide de la presse maastrichtienne, d’Oradour-sur-Glane et de la Shoah – qu’on se souvienne des

deux visites de Macron entre les deux tours de présidentielles… –, pendant presque une heure, donc, il ne fut question que de gens respectables comme s'il s'était agi d'un reportage chez les Hollande ou les Macron… Preuve est ainsi faite que ce genre de publireportage contribue à pousser et à tenir les Le Pen au-devant de la scène autant que faire se peut afin qu'ils s'y trouvent, et dès les résultats tombés du premier tour, de déclarer la chasse aux nazis le soir même en appelant à faire barrage à une femme qui mettrait la démocratie, la République et les droits de l'homme en danger. Si elle est vraiment ce danger pour la République, quelle raison y a-t-il à produire ce long film et à le diffuser en boucle sans rappeler ces éléments de langage maastrichtiens ? Étonnant, n'est-il pas ? Parenthèse fermée…

Faut-il s'étonner que les journalistes qui contribuent à ce travail idéologique maastrichtien ne soient pas en odeur de sainteté auprès de quelques Gilets jaunes qui se souviennent que, depuis des décennies, avant même qu'ils ne se retrouvent sous cette couleur, on les traitait[1], aussi bien dans *Charlie Hebdo* sous la plume de Val que dans *Libération* dans les éditoriaux de Joffrin, mais aussi dans *Le Monde* ou dans *L'Obs*, de citoyens *nationaux et socialistes* ?

On invite sur tous les plateaux télé Jean-Michel Aphatie qui tient ce discours depuis qu'il est né sans oublier de débiter des propos complotistes en disant que les GJ sont payés par l'étranger – les staliniens disaient jadis : stipendiés par la CIA – pour se défendre d'avoir été interpellé et filmé dans la rue par un GJ – qui ne l'a pas, lui, insulté… Ces pauvres chéris s'étonnent qu'on ne les aime pas, eux qui depuis des années détestent et insultent les rebelles de l'État maastrichtien dans la presse payée par les impôts mêmes de ce petit peuple ! Après un quart de siècle de bons et loyaux services au profit de l'idéologie dominante qui méprise ceux qui sont aujourd'hui devenus Gilets jaunes, la presse récolte ce qu'elle a semé. Elle ne peut gagner tout le temps et sur tous les tableaux.

Quand *la* presse, comme il est dit par une certaine presse, se réunit le samedi de l'acte X afin de réclamer un « droit d'informer », il ne lui vient pas à l'idée, toute au vice de son époque qui ne réclame que des droits, mais ne se reconnaît jamais aucun devoir, qu'elle mériterait ce droit si et seulement si elle s'appliquait

d’abord *le devoir d’informer* – et non celui de formater l’opinion publique à coups d’éloges de sa vision du monde et d’anathèmes contre ceux qui ne la partagent pas. Quand Aphatie et ses copains auront pratiqué pendant vingt ans le devoir d’informer en lieu et place du droit de désinformer, ils pourront légitimement demander qu’on les respecte. Rendez-vous dans vingt ans. En attendant, le respect peut attendre…

Invité avec ledit Aphatie sur un plateau de télévision où l’on commentait la prétendue performance de Macron à Bourgtheroulde, j’ai fait savoir qu’un journaliste digne de ce nom ne devrait pas enfiler les perles pour saluer la longueur de l’exposé, c’est ce que fait un professeur dans sa classe, je l’ai fait pendant vingt ans, mais faire son métier en se demandant : comment cette rencontre a-t-elle été préparée ? Quel élu était invité et comment ? Lequel ne l’était pas et pourquoi ? Comment les questions étaient-elles rédigées ? Par qui ? Le président et ses conseillers pouvaient-ils en prendre connaissance avant ? Donc préparer les réponses et fourbir leurs éléments de langage ?

Rien de tout cela. Au contraire. À la sortie, jamais les fameux micros-trottoirs n’ont autant mérité leur nom : les micros faisaient vraiment le trottoir ! Ce fut rhubarbe et séné, guimauve et pétales, confettis et parfums ! Pour disposer d’un gramme d’esprit critique et se frayer un passage dans cette boue courtisane, il fallut les réseaux sociaux par lesquels on apprit en effet, donc en dehors de la presse officielle, subventionnée, maastrichtienne : que des ministres sont chargés de l’intendance de ces prétendus débats avec les préfets, qui sont donc juges et parties ; que les préfets ont choisi les intervenants, donc qu’ils en ont écarté d’autres – notamment tel ou tel du Rassemblement national ; que des maires dits coordinateurs ont été chargés de rédiger des questions qui ont été ensuite attribuées à deux autres élus dont les noms ont été donnés en amont aux préfets ; qu’on a demandé au vice-président de la communauté urbaine d’Alençon, le bien nommé Lenormand, une question en rapport avec les Gilets jaunes, alors qu’un autre élu a été sollicité pour une question sur l’ISF ! Un débat sous ces auspices, c’est très exactement un discours selon Fidel Castro, un homme politique dont on connaît l’attachement à la liberté d’expression et à la liberté tout court !

Cette émission dans laquelle j'avais invité les journalistes à vraiment faire leur travail s'était terminée tard dans la nuit. Au petit matin, vers sept heures, la production m'a envoyé un texto avec un lien qui annonçait ce bidouillage des pseudo-rencontres de Macron avec ce message : « Vous aviez raison »… Malheureusement, oui…

Une fois de plus, preuve est faite que la presse maastrichtienne ment et relaie les mensonges, qu'elle ne fait pas un travail d'information mais de désinformation. Dès lors, si l'on veut savoir la vérité, il faut aller la chercher ailleurs, donc sur le Net où, hélas, non dupes de la presse aux ordres, un grand nombre se font dupes de la presse alternative. On peut donc expliquer que, fuyant le mensonge d'État subventionné par l'impôt public, beaucoup se jettent dans les bras des médias alternatifs tout aussi déformants et souscrivent aux sites sur lesquels Soral se retrouve en bonne place, mais ce n'est réjouissant ni pour la vérité ni pour la liberté, ni pour la justice ni pour la justesse.

Macron a donc appelé au « débat » avec une lettre dans laquelle il fait savoir qu'il n'est pas question de changer le cap dont, *justement*, les GJ lui disent depuis des semaines qu'il n'est pas le bon. Il veut bien parler, certes, bien sûr, évidemment, certainement, mais pas du motif qui met les gens dans la rue. Qu'est-ce qu'un dialogue à l'entrée duquel on dit, d'une part, qu'il ne permettra pas de tout dire parce qu'il sera orienté dans le sens voulu par l'Élysée, puis, d'autre part, qu'il ne changera rien à ce qui motive le mécontentement populaire – que les journalistes préfèrent nommer une « grogne » pour laisser entendre que les GJ sont des chiens prêts à mordre ou des loups possédés par la rage ?

Cette lettre dit : vous allez pouvoir me poser ces trente-cinq questions que je soumets à votre réflexion – mais aucune autre. On évite par exemple l'ISF et le RIC, ce qui est pourtant le cœur du sujet et des revendications… Le référendum d'initiative citoyenne, Macron est contre et, quand il donne ses arguments, il met à nu, donc à vif, le mécanisme populicide de cette démocratie représentative moribonde qu'il incarne si bien : pas question, dit-il à Bourgtheroulde, qu'après un vote de l'Assemblée nationale le peuple demande un référendum parce qu'il ne serait pas d'accord avec ce vote ! On ne peut mieux dire que le vote de la

démocratie directe ne serait pas le vote de la démocratie représentative ! Et pourquoi donc ? Car là est la vraie question. Voilà qui vaut aveu franc et massif de la part du président de la République lui-même que *la démocratie représentative ne représente pas le peuple*, mais les intérêts de ceux qui prétendent parler pour lui, en son nom, alors qu'ils s'en servent comme d'un marchepied pour leur vie politique mondaine. Pas bien fin, le garçon, quand il pérore en bras de chemise dans les salles polyvalentes…

Ces pages laborieuses descendent du ciel élyséen afin de ruisseler, puisqu'il aime cette image, jusque sur les plumes du peuple en bas. Il décide en haut, de façon jupitérienne, puis les gueux d'en bas reçoivent une lettre qui, pour une fois, arrive à l'heure, ne se perd pas ou n'oblige pas à aller la chercher à la poste qui se trouve exceptionnellement fermée. Voilà l'idée qu'Emmanuel Macron se fait du dialogue : « Je pense, donc tu me suis. »

La nuit tombe ce dixième samedi consécutif, au moment où j'écris ces lignes. À cette heure, la journée semble avoir été impeccable : le service d'ordre a contenu les violences ; BFM a tout particulièrement aimé que, dans une ville de province, un militaire qui aurait manifesté des sympathies pour l'extrême droite, est-il dit, ait piloté le service en question. Cette information a été utile pour distiller les habituels sous-entendus qui depuis le début voudraient que les Gilets jaunes cachent des chemises brunes. Il est vrai que, pour assurer les services d'ordre, BFM pense probablement qu'il vaudrait mieux recruter chez les objecteurs de conscience qui font un service civil citoyen et écoresponsable en comptant les mouettes sur les plages.

Pas de violences, pas de casse, pas de poubelles ou de voitures brûlées, pas de rues dépavées, pas de transpalette qui aurait pu faire tomber ce soir la République, pas de sang versé, pas de bras cassés, pas d'yeux énucléés, pas de tags sur les monuments publics, pas de Gilets jaunes ou de policiers dans le coma, pas de morts – « Mince alors ! » doit-on penser dans les rédactions qui confondent droit d'informer et devoir de désinformer. Tout ça va finir par devenir sérieux !

Rien de tout cela, hélas pour eux, mais – tant mieux pour ceux qui, comme moi, les soutiennent – des slogans intelligents et drôles, des propositions politiques véritables qui concernent l'urgence de la démocratie directe, la nécessité d'une banque vraiment populaire, la double revendication de dignité et de justice, le retour de la fraternité, la police et la justice au service du peuple et non des exilés fiscaux, la demande que les efforts soient également partagés, y compris et surtout par la classe politique au pouvoir qui pourrait commencer par donner l'exemple.

Il y eut aussi un début d'organisation avec le service d'ordre, le service secouriste et le service comptage, qui donne enfin des chiffres à mettre en face de la propagande d'État débitée par Castaner, complaisamment relayée par les médias amis. Preuve que l'organisation est possible, qu'elle a lieu et qu'elle produit *déjà* de beaux effets.

De fausses questions présidentielles, des débats biaisés, de la communication élyséenne dupliquée avec l'aide des préfets de la République réquisitionnés et de ministres le doigt sur la couture du pantalon : tout cela pèse de moins en moins lourd pendant que les Gilets jaunes parviennent à empêcher les violences et, de ce fait, à créer des énergies. L'Histoire se fait devant nos yeux. Qui dit, depuis *La Fin de l'histoire et le dernier homme* (1992) de Fukuyama, qu'elle était morte ? Ceux qu'aujourd'hui sa vérité effraie.

1. Sur Europe 1, le 14 décembre 2018, un journaliste que je ne parviens pas à identifier déclare : « Dans ce mouvement informel, gazeux – moi je le pense depuis le début –, il y a une organisation souterraine, cachée, il y a des tireurs de ficelles, des gens beaucoup plus politisés et politiciens qu'on ne le croit, et qui apparaissent aujourd'hui » – plus complotiste que ça, tu meurs…

21

L’or et le jaune

On parle beaucoup du fossé entre « le peuple » et « l’élite » en généralisant de part et d’autre, chacun disant que le peuple est nulle part puisqu’il est partout, vu que Macron ou Aphatie en font partie, ou que l’élite c’est l’autre, mais pas soi, surtout quand on est patron d’un grand parti, fût-il d’opposition, responsable d’un syndicat de gauche, rédacteur en chef d’un journal bien-pensant, rappeur couvert d’or et issu des banlieues, ou bien, venu du même endroit, footballeur dévorant des entrecôtes recouvertes d’or[1]…

Un angle d’attaque permet pourtant de comprendre que certains vivent sur une planète pendant qu’en face un autre peuple se bat pour survivre dans un autre monde : c’est celui des Gilets jaunes. C’est une variation sur le thème de la lutte des classes. Mais cette lutte des classes n’oppose plus seulement, comme jadis chez Marx, les bourgeois qui possèdent les moyens de production et les prolétaires qui ne les possèdent pas car, à cette aune, le petit boulanger propriétaire de son fonds de commerce qu’il rembourse à sa banque depuis des années est un « bourgeois », pendant que Carlos Ghosn, qui ne possède pas Renault-Nissan-Mitsubishi, n’en étant que le président-directeur général, est, si l’on en croit l’auteur du *Capital*, un prolétaire…

La France est fracturée entre ceux qui n’ont pas besoin de compter et peuvent dépenser sans regarder au coût avec pour seul souci, quand ils *achètent le superflu*, leur désir, leur plaisir, leur envie, et ceux qui sont obligés, pour *acquérir le nécessaire*, de compter à l’euro près en sachant que la plupart des biens de consommation leur sont interdits – l’étal du poissonnier avec ses

coquilles Saint-Jacques ces temps-ci ou le magasin du caviste qui vend vins et champagnes, les restaurants référencés sur Trip Advisor et les cafés branchés des centres-villes, les pâtisseries chics et les salons de thé, et je ne parle que d'alimentation…

Cette coupure radicale est une chose, une autre est que ceux qui bénéficient de cette coupure en se trouvant du bon côté ignorent les conditions de vie de ceux qui comptent pour acheter leurs pâtes et leurs boîtes de conserve dans des magasins Lidl. De ce côté de la barricade, il y a ceux qui ignorent et ceux qui méprisent.

Cette fameuse entrecôte que Ribéry mange puis expose à la vue de tout le monde sur son compte lui vaut une avalanche de commentaires agressifs. Il ne comprend pas. Voici sa réponse : « Commençons par les envieux, les rageux [*sic*], nés sûrement d'une capote trouée : niquez vos mères, vos grand-mères et même votre arbre généalogique. Je ne vous dois rien, ma réussite c'est avant tout grâce à Dieu, à moi, à mes proches et à ceux qui ont cru en moi, pour les autres, vous n'étiez que des cailloux dans mes chaussettes. » Il faut qu'Allah soit bien grand et très magnanime pour trouver le temps de conférer du talent sportif à ce garçon, encore un petit effort pour lui donner un gramme de sens moral…

Les salaires obscènes de sportifs, d'acteurs, de comédiens, de rappeurs, mais aussi de journalistes[2] ou de politiciens qui se trouvent au top de la hiérarchie dans leur secteur, déconnectent véritablement leurs bénéficiaires des conditions de vie réelles de millions de Français.

Il n'y a rien à redire à une hiérarchie des salaires qui récompense les talents. En revanche, il y a à redire sur le grand écart de cette échelle de salaires. Et il y a vraiment à redire sur la terrible misère des revenus des malheureux qui se trouvent au bas de l'échelle sociale et qui vont du dénuement le plus absolu, la rue, à des salaires si bas qu'ils ne leur permettent pas de vivre, en passant par le quotidien chahuté par les précarités cumulées. On ne dit pas assez que des gens qui travaillent dorment dans leur voiture parce que leur salaire est insuffisant pour payer un loyer.

Le *Huffington Post* nous apprend que, sur la planète, « les 26 plus riches ont autant d'argent que la moitié de l'humanité[3] »… Pourtant, les Gilets jaunes n'ont

pas manifesté de haine à l'endroit des hauts salaires, ils ne carburent pas au mépris des riches, ils ne fonctionnent pas au ressentiment envers ceux qui ont, ils ne disent nulle part leur envie que les riches soient vraiment moins riches, sinon franchement pauvres : ils veulent juste qu'on augmente leurs salaires de misère. À charge pour les hommes politiques de faire en sorte que, dans la piscine dans laquelle Picsou prend des bains d'or, on prélève la poignée qui leur permettra de vivre décemment, genre ISF, un prélèvement dont ledit Picsou ne se rendrait même pas compte tant ses nombreuses piscines regorgent d'or…

On ne s'étonnera pas que les Gilets jaunes aient une dent contre certains journalistes qui font partie des mieux payés de leur profession (je n'oublie pas qu'il existe de nombreux prolétaires dans le métier, ce qui ne les rend pas pour autant moins complices du système qui les exploite…), qu'ils estiment également que certains hommes politiques, mais jamais le maire d'une petite commune, méritent également leur énervement parce qu'ils passent à la caisse et touchent des revenus considérables – payés par l'argent du contribuable.

Ce qui m'étonne, c'est l'étonnement de ceux que ça étonne ! Ainsi Jacques Toubon, jadis porteur d'eau sale d'un Jacques Chirac qui soutenait alors des thèses[4] que le Rassemblement national n'ose même plus défendre en matière d'immigration, se retrouve aujourd'hui « défenseur des droits » (prière de ne pas rire…). Cet homme « ne comprend pas[5] » que son revenu puisse choquer : il ne gagne en effet *que dans les 30 000 euros* par mois !

De même, comment l'Élysée a-t-il pu choisir Chantal Jouanno[6], ancienne ministre très proche de Sarkozy, comme responsable du désormais fameux Grand Débat, alors qu'elle touche près de *15 000 euros mensuels* avec pour seule fonction d'animer des réunions dans le cadre de la Commission nationale du débat public ? Ce bidule ressemble à l'une de ces usines à gaz financées par le contribuable dans lesquelles la classe politique reclasse les copains et les coquins de la République après qu'ils ont un temps fait de la figuration dans un gouvernement maastrichtien. Après s'être retrouvée au centre d'une polémique dans laquelle, reconnaissons-le, elle a estimé qu'en effet on pouvait trouver déplacée pareille rémunération dans un tel contexte, elle a jeté l'éponge : elle

n'animera donc pas les débats, mais, mais, mais : elle conserve son salaire ! Elle sera donc payée le même prix, 15 000 euros, mais sans travailler. Qui dit mieux ?

Quant à Benjamin Griveaux, macronien emblématique qui avait conseillé à Chantal Jouanno de démissionner, car cet homme a de la morale, il estime qu'en gagnant presque 8 000 euros par mois il ne peut être propriétaire à Paris, une ville dont il voudrait pourtant être le maire[7]. En même temps, comme on dit chez lui, il affirme qu'il a quitté le privé dans lequel il était directeur de la communication et des affaires publiques de la société Unibail-Rodamco – une société spécialisée… dans l'immobilier commercial ! À ce poste, il gagnait *plus de 10 000 euros* par mois : si avec ce salaire il n'a pu acheter un appartement à Paris, c'est qu'il a claqué son argent… Le magazine *Capital* estime en effet qu'il aurait pu trouver un 80 mètres carrés dans un quartier de Paris – mais pas forcément dans celui où Toubon, Jouanno et quelques autres ont leurs pénates, ou bien encore Jack Lang place des Vosges, Laurent Fabius près du Panthéon ou Chirac quai Voltaire.

Le jaune des Gilets du même nom fonctionne comme un contre-pouvoir à l'or de ceux qui ne voient même plus qu'ils sont des privilégiés – ce que je suis, pour ma part, mais sans jamais l'oublier, dans quelque circonstance où je me trouve.

Les GJ revendiquent de la dignité et de la décence. Ils ne veulent pas voler les riches ni même les rendre franchement pauvres en s'appuyant sur l'idéologie ressentimenteuse d'un gauchisme ou d'un communisme dont ils ne se réclament pas.

On comprend dès lors le silence d'Alain Badiou qui, pour ce que j'en sais, semble regarder le mouvement de travers. Il suffit de lire les franches réticences du philosophe robespierriste Zizek[8], qui fonctionne sur le même logiciel que Badiou et qui renvoie les GJ du côté de Trump, pour constater que le communisme marxiste-léniniste de papa ne fait pas recette chez les GJ qui n'ont pas le goût du sang mais celui de la justice. Pour qui n'aime ni la droite cynique ni la gauche des barbelés, il y a comme qui dirait une ouverture…

1. https://o.nouvelobs.com/people/20190105.OBS8007/entrecote-aux-feuilles-d-or-franck-ribery-regle-ses-comptes-et-epingle-audrey-pulvar.html

2. https://www.parismatch.com/Culture/Medias/Les-salaires-des-stars-de-la-tele-1156337

3. https://www.huffingtonpost.fr/

4. https://www.20minutes.fr/politique/365864-20091124-parti-etranger-le-bruit-odeur-precedents-derapages-jacques-chirac

5. https://www.francetvinfo.fr/politique/moralisation-de-la-vie-politique/jacques-toubon-ne-comprend-pas-que-son-niveau-de-remuneration-puisse-choquer_3149385.html

6. https://rmc.bfmtv.com/emission/les-14-700-euros-bruts-mensuels-de-chantal-jouanno-ne-passent-pas-pour-les-gilets-jaunes-1606437.html

7. https://www.capital.fr/economie-politique/mais-si-benjamin-griveaux-peut-tres-bien-acheter-a-paris-1323769

8. https://www.courrierinternational.com/article/point-de-vue-pourquoi-les-gilets-jaunes-ne-changeront-pas-la-politique-francaise

22

Le baiser de Judas

La pensée complexe d’Ingrid Levavasseur

Moi qui suis intellectuellement curieux de la façon dont le pouvoir tue la parole du peuple, je dois dire que, ces temps-ci, je suis servi ! Ces *techniques populicides* sont bien connues depuis des années : endoctrinement massif dès le plus jeune âge à l’école, construction et proclamation d’une culture dominante utilisée sur le principe de la propagande, mobilisation permanente des médias de masse à son service, subvention publique du catéchisme d’État, élections idéologiquement truquées, criminalisation de l’adversaire, mépris du vote quand il ne convient pas.

Pour tuer le mouvement des Gilets jaunes, on l’a vu de façon éhontée, le pouvoir n’y est pas allé de main morte. La pensée subtile de Jupiter a besoin de la brutalité soldatesque afin de prouver sa nature subtile à ceux qui en douteraient encore. Le président de la République croit que la pensée d’Emmanuel Macron, trop complexe pour être vraiment comprise, entrera plus vite dans la tête des citoyens avec l’aide des flashballs. Tout aux ordres de la raison jupitérienne, le pouvoir casse des dents, brise des os, fait sortir des yeux de leurs orbites, fracasse des mâchoires, arrache des mains, handicape, invalide, fracture, blesse. Il faudra aussi un jour examiner quelle part aura prise la rigidité présidentielle dans la mort, à ce jour, de onze personnes – qui n’ont pas été tuées

par les Gilets jaunes… Cette réponse armée illustre *la part du lion* dont Machiavel nous dit qu'avec celle du renard elles se partagent le gâteau politique. Macron ne l'ignore pas, la presse nous a rebattu les oreilles avec un travail d'étudiant qu'il aurait rédigé sur l'auteur du *Prince*.

La *part du renard* est celle de la ruse, elle a bien sûr été utilisée. Dans l'allocution du 10 décembre 2018, le renard en chef annonce qu'une grosse enveloppe fabriquée vite fait bien fait va permettre de distribuer un peu d'argent. Il calme la poignée qui renonce au combat pour sa dignité avec quelques euros. L'aumône a toujours été le contraire de la justice. Ruse du riche qui achète le renoncement du pauvre à être digne avec l'argent qu'il lui prend, tout en épargnant la richesse de l'indigne qui possède vraiment. C'est la vieille histoire du plat de lentilles avec lequel on s'offre ce qui, sinon, aurait pu devenir un Empire.

De même, Goupil en chef annonce un long débat entre mi-décembre et mi-mars. Il y aura donc du débat, c'est-à-dire de l'échange, du dialogue, de la conversation, de l'entretien, de la discussion. Au lieu de cela, on assiste à un enchaînement de monologues devant un public captif, trié sur le volet par les préfets dont c'est le métier de porter la parole présidentielle. Les maires, il y a peu méprisés et maltraités avec une loi qui supprime l'humanité des petites communes au profit d'une prolifération de communautés de communes inhumaines, assistent à un spectacle que les chaînes d'information continue relaient servilement. Les maires gênants ne sont pas invités et, sur le principe du pâté d'alouette, on invite une tonne de cheval docile qui applaudit, opine du chef, sourit aux bons mots, conclut la prétendue performance avec une *standing ovation*, et un gramme d'alouette, un maire qui, d'ailleurs, se fait huer quand il pose une question non complaisante.

Les journalistes du régime, je songe à Patrick Cohen qui m'a récemment fait le coup sur France 5, contribuent à l'endoctrinement. Sur une chaîne du service public, il lui suffit d'extraire vingt secondes de cette impertinence dans les six heures complaisantes puis de dire, faussement naïf, après la diffusion du sujet : « Alors, ils sont truqués, ces débats ? Vous voyez bien qu'on peut y dire ce que

l’on veut. » Il est bien évident qu’avec ce montage on peut, en analysant le gramme d’alouette dans une éprouvette médiatique, conclure à la tonne de cheval dans le pâté politique ! Ce faux Grand Débat est un vrai Faux Débat : il n’est que ruse d’un rhéteur et d’un sophiste sachant qu’il va pouvoir enfumer des gens qui ne maîtrisent ni la langue ni la rhétorique, ni la sophistique ni la dialectique, ni les idées ni les concepts, ni les informations ni les notes techniques. Il sait qu’il obtiendra d’eux la croyance à un débat alors qu’il a prévenu dès le départ : on parlera, mais la ligne politique ne changera pas. Tout était dit : qui en a alors conclu que ce débat n’en était donc pas un ? Surtout pas les journalistes maastrichtiens, pour qui cette mauvaise pièce de théâtre donnée en tournée dans les salles polyvalentes françaises relève du grand répertoire français. Jadis, déjà, à Néron qui se donnait en spectacle avec ses mauvais vers, sa mauvaise voix, sa mauvaise lyre et sa mauvaise déclamation, les courtisans ne parvenaient pas à dire qu’il était mauvais…

Après la ruse de qui achète avec de l’argent ou la ruse de qui achète avec de la sophistique, il y a également la ruse de qui achète avec du symbolique – ce qui n’exclut pas l’argent…

C’est en effet une vieille technique de renard que d’*acheter* les leaders des mouvements contestataires : combien de révolutionnaires en peau de lapin sur les barricades de Mai 68 sont devenus de gentils toutous dans le journalisme et la politique quand on leur a offert des voitures avec chauffeur et des enveloppes de frais *ad libitum*[1] ? Combien de dirigeants de manifestations étudiantes hirsutes et débraillés ont fait ensuite carrière dans les ministères ou dans des comités Théodule, bien payés après qu’on leur eut offert le pilotage d’une commission destinée à envisager la faisabilité de leurs projets ?

Passer d’une existence obscure à la lumière des sunlights au prix d’un abandon de ses convictions est une ficelle vieille comme le monde quand il s’agit d’acheter une âme à vendre. C’est la ruse du visible connu et reconnu qui achète l’invisible méconnu ou inconnu en lui offrant un peu de lumière symbolique ou médiatique. Le partage entre riches et pauvres existe, certes, tout autant que la séparation entre ceux qui possèdent la culture et ceux qui en sont privés. Mais il existe également un partage entre *ceux sur lesquels s’exerce le*

pouvoir, je nomme cette partie le peuple, ma définition est simple, et *ceux qui exercent le pouvoir sur le peuple*. Le pouvoir s'achète parfois des miettes de peuple comme un pauvre les bas morceaux du boucher.

La fracture existe aussi entre ceux qui disposent d'une visibilité médiatique fait main – je la dirais : « à compte d'auteur », c'est celle des réseaux sociaux – et ceux qui en face bénéficient de la visibilité médiatique des réseaux officiels, celle des chaînes d'info continue ou des plateaux de télévision qui « débattent ». Mettre en scène sa vie sur son compte avec une dizaine d'amis est une chose ; une autre est de la raconter chez Cyril Hanouna ou David Pujadas, sur BFM ou sur CNEWS…

Il faut une colonne vertébrale intellectuelle et une pensée bien structurée pour ne pas succomber aux maladies médiatiques. « Passer à la télévision » n'est pas sans effets secondaires ! Je me souviens que ma pâtissière m'avait dit un jour : « Ah ! mais nous avons deux célébrités maintenant à Argentan : monsieur X et vous. » Ce monsieur X avait en effet participé à « Questions pour un champion » – une émission où, soit dit en passant, Macron ferait un malheur, car il est fait pour ça…

Ces effets secondaires sont de deux types : auprès de qui regarde, auprès de qui s'expose. Pour qui s'expose, être reconnu donne l'impression d'être connu, donc d'être important : c'est ce qui explique l'ardeur que montrent certains à vouloir absolument se trouver dans le champ d'un journaliste qui effectue un direct en extérieur. On peut alors remarquer plusieurs comportements : celui qui affecte la fausse indifférence de qui se trouve, comme par hasard, juste derrière le journaliste et qui feint de regarder ailleurs ; celui qui multiplie les grimaces et les pitreries infantiles, les cornes ou les doigts d'honneur, les langues tirées ou les gestes hystériques afin qu'on le remarque ; celui qui téléphone en même temps en expliquant qu'il faut le regarder à la télévision parce qu'il y passe en direct, même s'il y occupe, dans l'arrière-plan, la même place qu'une voiture, une poubelle ou une pissotière ; celui qui passe, repasse, vient, revient, et repart, avant de revenir en sifflotant ou presque. C'est dire le terrible effet d'abêtissement produit par la présence d'une caméra !

Pour qui regarde, ce qui est vu à la télé devient vrai, puisque, dans notre époque pixélisée qui confond le réel et le virtuel, le vrai n'existe que lorsqu'il est montré sur un écran. La folie des selfies devant les monuments de la planète en témoigne : moi et les pyramides, moi et le Parthénon, moi et le Colisée, moi et les cocotiers… Le monde n'existe que pour servir d'écrin à ma personne – les pyramides m'attendaient… L'écran est le révélateur photographique de l'être de qui, sinon, n'est pas – du moins : croit ne pas être.

L'objectif de l'appareil qui photographie ou filme transfigure l'être qui, une fois sorti de son corps de façon virtuelle, peut très bien ne jamais réintégrer son corps véritable s'il n'a pas compris la nature fictive de son image exposée, de sa parole montée ou instrumentalisée.

Cette schizophrénie qui sépare la personne réelle du personnage montré peut déboucher sur une étrange illusion : la personne réelle peut en effet finir par croire qu'elle n'est que la personne montrée. L'adrénaline qui existe sur un plateau de télévision lors de ces sorties de son corps réel afin d'entrer dans le corps virtuel, *et retour*, peut devenir une drogue dure chez ceux dont les deux figures ne coïncident pas. Si *ce que l'on est dans la vie simple* n'est guère reluisant, *ce que l'on paraît dans cette vie filmée* semblera admirable : d'où l'intérêt à n'être plus que *celui qu'on montre*. La télévision est une machine à produire des fous – le téléphone portable aussi.

Or, cette télévision prélève des Gilets jaunes afin de les installer sur ses plateaux : comment ? De quelle manière ? Quel producteur est responsable du casting ? Selon quels critères ? Qui les choisit et pourquoi ? Pourquoi celui-ci, boudiné dans une parka recouverte d'un gilet jaune et qui, de toute l'émission, n'ôtera pas sa casquette vissée jusqu'aux yeux, alors qu'il se trouve dans l'étuve d'un plateau télé, ou bien encore ce collégien vu chez Hanouna qui porte le nœud papillon à 14 ans comme moi le survêtement aujourd'hui ?

Cette télévision fait de même avec les GJ qu'elle interroge lors de faux micros-trottoirs : on sait très bien que, pour un qui passe à l'antenne, il faut un casting d'une quinzaine d'impétrants afin d'élire celui qui portera le message que le patron de la chaîne veut faire passer – car ce dirigeant n'est pas là, choisi

par son employeur, sélectionné pour sa pensée probe, payé si cher, avec tant d'avantages, pour laisser la parole à n'importe qui ! De sorte que, sur les ronds-points, dans les rues, dans les manifestations, dans les lieux de blocage, le journaliste chasse le pigeon qui fera un excellent gibier pour le repas de ses employeurs, eux-mêmes employés du pouvoir. Quel journaliste montrera l'envers du décor en expliquant comment la télévision fabrique l'opinion ?

Il se fait que, sur ces fameux plateaux de télévision, on a vu apparaître dès les premiers temps Ingrid Levavasseur. Jolie jeune femme qui parle bien, avec les yeux bleu-vert et une chevelure rousse, mère célibataire avec deux enfants, aide-soignante en province, dans l'Eure, en Normandie. Si l'on s'en tient au registre de la *moraline*, elle fait impression sur le plateau de David Pujadas, « La Grande Explication. Le dialogue de toutes [*sic*] les France », fin novembre 2018. Elle n'est surtout pas politique, elle raconte, comme une bonne candidate de Karine Le Marchand qui chercherait le bonheur dans le pré citoyen, la souffrance d'une femme Gilet jaune parmi tant d'autres – le divorce, les deux enfants, la vie seule, le travail mal payé, l'assistanat presque préférable mais pourtant refusé, l'impossibilité de finir le mois, le fait qu'elle ne se fait pas « sauter par le patron d'EDF » : c'est le triomphe de la moraline et le degré zéro de la généalogie. Voilà qui s'avère conceptuellement suffisant pour les médias qui ne vivent que perfusés de moraline, d'autant plus qu'elle n'assortit ses apparitions d'aucune analyse politique. Avec elle on ne risque pas une mise en perspective de sa misère avec la déréliction de la classe politique, la responsabilité de l'État maastrichtien, l'endoctrinement via la collusion de la presse et du libéralisme européen, c'est parfait. Dès lors, les médias se l'arrachent, elle fait l'objet d'un nombre incroyable de papiers dans la presse et, cerise sur le gâteau, BFM lui propose de devenir chroniqueuse sur sa chaîne ! On se doute que la proposition n'a pas été faite au citoyen Drouet… On se demande bien pourquoi !

Au citoyen Drouet ou au citoyen Cauchy. Car, un débat a opposé ces deux GJ sur la chaîne LCI : Ingrid Levavasseur, qui a voté Macron aux présidentielles, et Benjamin Cauchy qui, lui, est structuré politiquement – Aphatie créera sûrement une fois encore la *fake news* qu'il a voté Le Pen… En direct, Benjamin Cauchy fait savoir que Tapie, qui soutient l'initiative de la dame de présenter une

liste aux européennes et qui, pour ce faire, a prêté des locaux, a été condamné pour corruption, fraude fiscale, abus de biens sociaux ; il aurait pu ajouter qu'il avait aussi fait de la prison ferme pour ces faits, mais également pour subornation de témoins, faux, recel et usage de faux, abus de confiance, et qu'il est actuellement mis en examen pour escroquerie en bande organisée et détournement de fonds publics… Imaginons que Mme Levavasseur ne l'ait pas su avant, Benjamin Cauchy le lui apprend sur le plateau. Que lui répond-elle dans la foulée ? « M. Tapie est un soutien moral » (*sic*) ! Et de un…

Comme si cela ne suffisait pas, alors que Benjamin Cauchy continuait dans la même voie en lui disant qu'elle menait une aventure personnelle sans porter la revendication des GJ, elle a avoué naïvement qu'en effet elle n'avait pas de programme et qu'elle demanderait aux autres lequel il faudrait défendre ! L'important est d'y aller, peu importe pour quel projet. Et de deux…

Benjamin Cauchy lui pose *la question majeure*, celle qui tue : puisque Ingrid Levavasseur se lance aux européennes avec une liste GJ qui pourrait la porter au Parlement européen, il lui demande quelle Europe elle défendra, dans quel groupe elle siégera, ce que seront ses propositions : l'« Europe fédéraliste » libérale des maastrichtiens, qui entre en grande part dans les malheurs d'Ingrid Levavasseur ? Ou une « Europe des nations », qui recouvrerait sa souveraineté et pourrait mener ainsi une politique en faveur des GJ ? Elle ne sait pas. Vrai : *elle ne sait pas* ! Benjamin Cauchy lui demande : « Vous êtes tête de liste aux européennes 2019 et n'avez pas de convictions politiques ? » Elle répond avec un grand sourire : « Tout à fait… » Elle dira ce qu'on lui dira de dire, c'est son projet. Tapie jubile ; Macron aussi. Et de trois…

Jean-Michel Aphatie qui participait à l'émission, où l'on venait d'ailleurs de l'inviter à venir chaque jour s'il le souhaitait, buvait du petit-lait ! Il n'aurait jamais pu imaginer qu'on lui apporterait ainsi sur un plateau la tête des Gilets jaunes ! Avec la gourmandise d'un chat qui tient la souris entre les pattes, il invitait benoîtement Cauchy à donner à Levavasseur les idées qui lui faisaient défaut : ce plateau opposait une femme Gilet jaune avouant avec un grand sourire qu'elle ne savait rien à rien de l'Europe, mais qu'elle voulait faire une

liste aux européennes, et un Gilet jaune qui, lui, était très au fait de la question et liait la misère des GJ aux pleins pouvoirs du régime maastrichtien. Pour cette raison, Levavasseur et Aphatie comme un seul homme – n'est-ce pas étonnant ? – renvoyaient Cauchy aux odeurs nauséabondes du Rassemblement national, de Debout la France et des Républicains qui avaient eu le malheur de l'approcher… Il est vrai qu'il ne fut pas dit que Levavasseur avait voté Macron quelques mois plus tôt. Et de quatre…

Benjamin Cauchy rapporta alors un propos qu'Ingrid Levavasseur avait tenu dans une autre émission et selon lequel il fallait « intégrer le système » ! En lui proposant de devenir chroniqueuse sur sa chaîne, BFM ne s'y était donc pas trompé… Elle prétendit avoir refusé parce que les GJ l'en auraient dissuadée par la menace. Avec cette liste, elle prenait sa revanche – en pire. Et de cinq.

À la cellule communication de l'Élysée, au ministère de l'Intérieur, dans l'hôtel particulier parisien de Bernard Tapie, dans l'un des nombreux appartements de BHL, à Paris ou à Tanger, à Marrakech ou à New York, mais aussi à *Libé* ou à *L'Obs*, au *Monde* ou sur France Inter, chez Jean-Claude Juncker et chez Angela Merkel, chez Daniel Cohn-Bendit et chez Giscard d'Estaing, on a dû se taper les cuisses et partir d'un grand éclat de rire inextinguible en écoutant Ingrid Levavasseur ! Joffrin et Quatremer ont dû s'en décrocher la mâchoire ! Macron a dû multiplier les doigts d'honneur en effectuant la danse du scalp autour de son bureau, à BFM on a dû faire péter le champagne ! Sûr qu'ils vont l'aider à monter sa liste !

Pas sûr en revanche que les Gilets jaunes aient pris ce genre de charge de police venue de qui fut l'une des leurs avec la même jubilation : les cinq balles tirées par ses soins sur ce seul plateau de LCI ont considérablement blessé les Gilets jaunes qui ne veulent pas, eux, intégrer le système, mais le changer. Avec cette liste baptisée très cyniquement RIC, pour Ralliement d'initiative citoyenne et non, puisque c'est contre lui, Référendum d'initiative citoyenne, Macron est certain d'arriver en tête et de distancer nettement les autres. Macron peut-il rêver meilleure légitimité pour continuer à tabasser les Gilets jaunes – les vrais ?

Ce petit poisson croit qu'elle va pouvoir entrer dans le bassin des requins maastrichtiens et qu'on lui fera une place… Sûr qu'elle en aura une, de place :

dans l’estomac de l’un de ces gros squales ! Au premier débat télévisé de la campagne des européennes, chez David Pujadas ou Léa Salamé, en face de Cohn-Bendit ou de Moscovici par exemple, les carnassiers de la politique et de la presse lui feront la peau en deux temps trois mouvements. Une autre façon de faire couler le sang des Gilets jaunes.

1. On lira avec profit de Guy Hocquenghem la *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary* (Albin Michel), un ouvrage de 1986 qui mériterait d'être complété… Mais, hélas, Guy Hocquenghem n'est plus depuis 1988.

23

Le choix de la guerre civile

Alors qu'il est en Égypte et visite les pyramides avec un aréopage dans lequel figure l'increvable Jack Lang, Emmanuel Macron répond ainsi à la question d'un journaliste concernant les Gilets jaunes à la faveur d'une conférence de presse : « Je déplore que onze de nos concitoyens aient perdu la vie durant cette crise. […] Je note qu'ils ont bien souvent perdu la vie en raison de la bêtise humaine mais qu'aucun d'eux [*sic*] n'a été la victime des forces de l'ordre[1]. »

De la part d'un philosophe aguerri qui ne perd pas une occasion de rappeler qu'il a limé sa cervelle contre celle de Machiavel et de Hegel, puis de Paul Ricœur et d'Habermas, on attendrait une sentence moins bas de plafond !

N'allons pas chercher les chiffres du ministère de l'Intérieur, ils sont donnés par des propagandistes qui ont désormais le souci de sauver un régime discrédité par ses acteurs et leurs actions plus que la République.

Lisons tout simplement la notice Wikipédia : « Onze personnes meurent lors des manifestations, dont dix à la suite d'un choc avec un véhicule. Le 17 novembre 2018, au Pont-de-Beauvoisin (Isère), une conductrice d'un 4x4, arrêtée à un barrage de manifestants à un rond-point, redémarre son véhicule et renverse une manifestante de 63 ans, qui est tuée ; au vu des images d'une caméra de vidéosurveillance, le parquet déclare qu'il est "impossible de qualifier l'acte d'involontaire". Entre le 19 novembre et le 21 décembre, sept conducteurs meurent après avoir percuté des véhicules. Le 2 décembre, à Marseille, une femme de 80 ans meurt à l'hôpital "d'un choc opératoire", après avoir reçu dans

le visage des éléments d'une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait les volets de son appartement. Les 13 et 20 décembre, deux Gilets jaunes trouvent la mort après avoir été renversés par un camion. Par ailleurs, plusieurs automobilistes forcent des barrages, renversant des manifestants ou des membres des forces de l'ordre. »

Grâce à cet état des lieux simple et sobre, chacun, même Macron, dispose des informations qui permettent d'exposer une authentique généalogie de ces disparitions : *une* femme a été délibérément écrasée, *deux* personnes ont été renversées par des camions qui ont forcé un barrage ou voulu l'éviter en faisant une manœuvre brutale, *sept* ont trouvé la mort en percutant des véhicules arrêtés, *une* dame est morte suite à des blessures liées à une opération de police. Ce qui n'empêche pas le président de la République de faire savoir, *ce qui est un mensonge flagrant*, qu'aucun n'est mort à cause des forces de l'ordre !

Or, Mme Zineb Redouane, 80 ans, a reçu des éclats de grenade dans la figure pendant qu'elle fermait les volets de son appartement à Marseille alors que les projectiles lancés par la police partaient dans tous les sens. Voici le témoignage de son fils : « Samedi vers 17 h 30, entendant le brouhaha dans la rue, ma mère en refermant les volets de sa fenêtre pour éviter les fumées a croisé le regard d'un CRS positionné en face de son immeuble. Celui-ci l'a immédiatement mise en joue et a tiré une grenade avec son fusil, il l'a atteinte en plein visage. Ses voisins l'ont immédiatement évacuée à l'hôpital[2]. » Une voisine ajoute : « Quand je suis arrivée, elle sortait de la salle de bains une serviette en sang sur la mâchoire. Elle criait : “Ils m'ont visée, ils m'ont visée !” L'appartement était rempli d'une fumée noire. Elle m'a raconté que deux policiers en tenue se trouvaient sur le trottoir d'en face de la Canebière et lui ont tiré dessus. » Admise à l'hôpital pour y être soignée, elle est morte sur le billard alors qu'on l'opérait. Victime de la « bêtise humaine » ? Ou de l'ultra-violence du président de la République Emmanuel Macron qui répond par les armes à la demande légitime d'un peuple qui souhaite ne plus être exclu des décisions politiques qui se prennent malgré lui et si souvent contre lui.

Invoquer la « bêtise humaine », c'est *couvrir les ennemis des Gilets jaunes* qui ont délibérément foncé sur eux, en voiture ou en camion – le premier mort

entre dans cette catégorie, le parquet ayant conclu qu'au vu des images d'une caméra de vidéosurveillance, il est « impossible de qualifier l'acte d'involontaire[3] », puisque la conductrice a volontairement redémarré – ce qui relève donc de la violence volontaire.

Invoquer la « bêtise humaine », c'est aussi *couvrir des chauffards* qui, énervés, on en a vu, sont probablement arrivés à fond sur des barrages alors que le Code de la route invite à la maîtrise de son véhicule et qu'on ne découvre pas un barrage composé d'un rassemblement de Gilets jaunes, donc vêtus avec des gilets fluorescents extrêmement visibles en cas de danger, juste en arrivant dessus, au point de ne pouvoir freiner à temps, sauf à rouler trop vite, volontairement ou non ; de même, c'est couvrir ces conducteurs qui ne respectaient pas le Code de la route en faisant des demi-tours sur la chaussée – ce qui, dans un cas comme dans l'autre, relève de l'infraction, donc de la violence routière.

Invoquer la « bêtise humaine », c'est également *couvrir des policiers déchaînés*, ivres de la liberté que leur offre le pouvoir qui leur garantit l'impunité, via les discours de morgue de Castaner, de tirer dans le tas et de mutiler à qui mieux mieux – ce qui relève de la violence d'État.

Or, couvrir les ennemis des Gilets jaunes, couvrir les chauffards qui utilisent leur véhicule comme une « arme par destination », comme il est dit quand on trouve un coupe-ongles dans un sac à dos de Gilet jaune, couvrir des policiers déchaînés, c'est continuer dans la direction empruntée depuis le début par le chef de l'État : faire le choix de la guerre civile.

1. https://www.capital.fr/economie-politique/gilets-jaunes-macron-deplore-les-11-morts-aucun-du-fait-des-forces-de-lordre-1325213

2. https://www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/gilets-jaunes-ce-que-l-on-sait-de-la-mort-d-une-octogenaire-blessee-par-une-grenade-lacrymogene-a-marseille_3084379.html

3. http://www.francesoir.fr/societe-faits-divers/mort-dune-gilet-jaune-en-savoie-la-conductrice-volontairement-redemarre

24



La brute

Généalogie de la première violence

« Je suis le fruit d'une forme de brutalité de l'Histoire. »

Macron, le 13 février 2018,
devant la presse présidentielle

Certes, l'État définit bien ce Moloch qui dispose du monopole de la violence légale : mais *pour quoi faire ?* Sauf irénisme radical, la nature humaine étant ce qu'elle est, il n'est en effet pas question d'imaginer un monde dans lequel on n'aurait plus besoin d'armée ou de police, de tribunaux ou de prisons, de lois et de droit. Si l'on estime qu'un violeur n'est pas un violé, un agresseur un agressé, un voleur un volé, un pilleur un pillé, un frappeur un frappé, il faut bien qu'une série de mécaniques sociales permettent d'appréhender le violeur, l'agresseur, le voleur, le frappeur afin de le déférer aux tribunaux qui jugent des faits au regard de la loi et du droit, et envoient la personne jugée coupable purger sa peine au nom de la réparation du violé, de l'agressé, du volé, du pillé, du frappé, mais aussi dans la perspective de protéger d'autres citoyens de la dangerosité de ces délinquants. Qu'il existe des circonstances aggravantes ou atténuantes, que chacun, quel que soit ce qu'on lui reproche, ait droit à la défense, puis à la réparation une fois la peine accomplie, tout cela est acquis.

La violence légale suppose qu'elle puisse être utilisée afin de maintenir la légalité – ce devrait être une lapalissade… Or, quand, mi-septembre 2018, les Gilets jaunes font savoir, au début de leur colère, que leur pouvoir d'achat ne

leur permettra pas de payer des taxes supplémentaires que le pouvoir inflige en augmentant le prix des carburants à la pompe, ils ne mettent pas en péril la démocratie et la République puisqu'ils en appellent aux articles 13 et 14 de la Déclaration des droits de l'homme et, ne l'oublions pas, du citoyen. Par leur mouvement, ils revendiquent l'un de ces droits que ce texte majeur leur accorde. Je l'ai déjà signalé, mais rappelons en effet que l'article 13 de la Déclaration des droits de l'homme dit ceci : « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses de l'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés. » Et l'article suivant, ceci : « Les citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. » Les Gilets jaunes n'ont pas refusé l'impôt, comme la propagande médiatique le rabâche depuis des semaines afin de les assimiler aux populismes fascisants, mais ils font juste savoir qu'ils n'ont plus financièrement les moyens de les payer ! D'un point de vue gouvernemental, une réponse appropriée aurait permis d'étouffer la colère dans l'œuf. Au lieu de cela, la riposte a été tout de suite belliqueuse : *c'est l'origine de la violence*.

Ce bellicisme a pris la forme que l'on sait : des éléments de langage du pouvoir macronien ont été fournis puis abondamment relayés par les « élites » : le mouvement des Gilets jaunes était une jacquerie d'extrême droite, une revendication populiste qui sentait sa chemise brune, un mouvement qui puait le « facho ». BHL le fit savoir illico en même temps que… Mélenchon et Clémentine Autain, Coquerel et la CGT qui rejoignaient ainsi dans leur concert populicide tous les éditorialistes de la presse maastrichtienne.

Macron n'est pas bien malin. Pompidou, lui, mit fin à Mai 68 avec un cynisme qui aurait pu l'inspirer : deux inconnus à l'époque, Henri Krasucki de la CGT, donc du PCF, et Jacques Chirac, alors secrétaire d'État à l'Emploi auprès du ministre des Affaires sociales, se rencontrent dans le cabinet d'un avocat communiste. Chirac dira qu'il s'agissait d'une chambre de bonne et prétendra qu'il s'y était rendu armé… Il y aura plusieurs réunions avant qu'officiellement

Georges Séguy et les autres syndicats ne rencontrent Chirac et… Balladur, alors conseiller de Chirac, pour préparer ce qui deviendra les accords de Grenelle. La négociation a grandement payé : hausse des salaires spectaculaire, augmentation du SMIC sans précédent, réduction de la durée hebdomadaire du travail, élargissement du droit syndical, coup de pouce aux allocations familiales, augmentation de la prestation offerte aux personnes âgées, paiement des journées de grève, baisse du ticket modérateur de la sécu. La CGT revient près de sa base avec ces propositions : les ouvriers refusent ; les accords signés unilatéralement par le pouvoir sont tout de même appliqués – déjà la collusion des pouvoirs gouvernementaux et syndicaux, les fameux corps intermédiaires. Le travail reprend quelques jours plus tard. Le pouvoir joue sur l'inflation : deux ou trois mois après, les avantages consentis disparaissent avec l'augmentation du coût de la vie. Exit Mai 68 ! Leçon de cynisme politique, mais également leçon sur le cynisme de ce qu'il est donc convenu d'appeler les corps intermédiaires : le pouvoir néogaulliste et le pouvoir néocommuniste se séparaient moins sur leurs options politiques qu'ils ne se rassemblaient sur ce fromage qu'est toujours la représentation, qui permet de laisser croire au peuple qu'on travaille pour lui alors qu'on œuvre bien souvent à ses dépens pour sa seule boutique.

Revenons aux Gilets jaunes : Macron fait annoncer par son Premier ministre un moratoire sur le prix de l'essence début décembre. Mais un moratoire est la formule qui permet de reculer pour mieux sauter – en l'occurrence : sauter par-dessus les élections européennes pour lesquelles, chacun l'a désormais bien compris, le président de la République est en campagne. C'est la raison pour laquelle il instrumentalise la crise des Gilets jaunes pour son propre compte et celui du camp maastrichtien. Il n'y a pas d'autres raisons à son Grand Débat national puisqu'il a bien pris soin d'en donner la règle du jeu dès le départ : on parle, enfin : il parle, mais pas question de changer de cap. Pourquoi donc parler ? À quoi bon ? Pour quoi faire ?

Après l'annonce d'un moratoire pour signifier qu'on accorde un délai avant d'actionner tout de même la guillotine, *première* violence symbolique, il y a eu l'assimilation par le président de la République des Gilets jaunes à « une foule haineuse » constituée d'antisémites, d'homophobes, de racistes lors des vœux de

2019, ce fut la *deuxième* violence symbolique. Elle a été suivie par une *troisième* avec cette annonce de LA solution avec un Grand Débat national doublé du refus d'un changement de cap. D'autres violences sont depuis régulièrement infligées. Ainsi avec cette série de gifles distribuées au gré de ses apparitions publiques : une *quatrième* à la galette des rois quand le Prince fait savoir que tous les Français n'ont pas le goût de l'effort en laissant entendre que c'est le cas des GJ (11 janvier 2019) ; une *cinquième* lors d'un meeting présenté comme un débat, quand il affirme que, parmi certains qui touchent les minimas sociaux, « il y en a qui déconnent » (15 janvier 2019) en n'ignorant pas que cette catégorie sociologique est surreprésentée chez les GJ ; une *sixième* en faisant savoir de façon quelque peu méprisante, toujours lors d'un de ces meetings de campagne maastrichtiens, que « la vraie réforme, elle va avec la contrainte, les enfants ! C'est pas *open bar*. Le bar, c'est le nôtre » (24 janvier 2019 à Bourg-de-Péage) – la vraie réforme, c'est donc la sienne, pas celle des GJ ; les « enfants » qu'on toise de façon méprisante, ce sont ces mêmes GJ ; et la mention du bar, c'est encore aux GJ que l'image s'adresse, on ne peut mieux dire que, pour le chef de l'État, les GJ sont de faux réformateurs qui pensent comme des enfants identifiés à des piliers de bistrot…

Ces violences symboliques sont copieusement démultipliées par le pouvoir médiatique maastrichtien. On l'a vu. Il s'agit d'assimiler les GJ à des gens violents et tout ce qui peut illustrer cette thèse se trouve savamment mis en images et en mots par les médias qui se contentent de relayer les éléments de langage venus de la cellule communication de l'Élysée, de celle de Matignon ou bien encore de celle du ministère de l'Intérieur. Macron est un enfant-roi colérique et intolérant à la frustration, Édouard Philippe un animal à sang froid bien cravaté, propre sur lui et poli, Castaner un gouailleur, mais c'est le même discours : les GJ sont violents, ils attaquent la République, y compris avec un transpalette moins gros qu'une voiture sans permis, ils mettent en péril la démocratie, ils annoncent une révolution néofasciste… BHL prête sa chemise à ces discours. Les éditorialistes pensent comme cette chemise. D'autres « intellectuels » offrent une partie de leur anatomie à cette même chemise.

Cette *violence symbolique*, dont le bras armé est constitué par les médias du système, se double d'une violence policière. On sait que les mots tuent, mais pour ce faire, il leur faut des acteurs violents : le pouvoir en dispose avec un certain nombre de gens de justice et de gens de la police qui, sachant qu'ils bénéficient d'une couverture venue du ministère de l'Intérieur, donc de Matignon, donc de l'Élysée, donc d'Emmanuel Macron, s'en donnent à cœur joie.

Je me suis retrouvé sur un plateau de télévision avec Jean-Marc Michaud, qui a perdu un œil à cause d'un tir de flashball. Il a dit toute sa colère contre le tireur – et je le comprends. C'est le premier mouvement, quand on a été violenté, de vouloir riposter de la même manière. On reçoit un coup, on n'a pas envie d'autre chose que de le rendre au centuple. Le cerveau reptilien fait la loi tant que le cortex n'effectue pas son travail.

Certes, il y a une responsabilité du tireur : mais si ce tireur sait qu'il aura des comptes à rendre à la justice si sa hiérarchie lui reproche de s'être mal comporté en ne respectant pas les procédures – dont celle, majeure, de ne jamais viser la tête… –, alors il se comportera probablement autrement.

Mais, quand on sait que l'on bénéficiera de l'impunité du pouvoir, alors on tire ou on tabasse sans états d'âme et, pour l'avoir constaté par moi-même à Caen, avec certains spectateurs de ces opérations, une jubilation non feinte à cogner, à taper, à tabasser, à projeter violemment au sol, à menotter, mais aussi, dans certains cas, à dénuder et à palper…

J'ai déjà dit ailleurs que je supposais que certains policiers noyautaient les casseurs pour nourrir la thèse du pouvoir selon laquelle tous les Gilets jaunes sont violents. Après que j'ai donné cette information, d'aucuns parmi les Gilets jaunes m'ont fait savoir par courrier qu'ils en détenaient les preuves. Je reviendrai sur ce sujet le moment venu.

Mais sans se focaliser sur ce cas particulier, il suffit de lire, sous la plume du maire divers droite – donc pas un gauchiste –, Xavier Lemoine, une intéressante information. Il affirme dans *Le Figaro* qu'en tant que maire de Montfermeil il a constaté que « la police a moins réprimé les émeutes en banlieues en 2005 que les Gilets jaunes » (mardi 29 janvier 2019). Tout est dit.

Ce maire constate qu'en 2005 il n'y a eu aucun mort et peu de blessés parmi les émeutiers bien que ces derniers aient utilisé la violence comme unique moyen d'expression. Il en donne la raison : la police avait alors choisi une opération de maintien de l'ordre et non, comme Macron, une logique de répression. Or, maintenir l'ordre n'est pas réprimer. Ce sont deux choix politiques extrêmement différents idéologiquement, politiquement, stratégiquement, tactiquement – et aussi moralement. Emmanuel Macron a sciemment décidé de réprimer et non pas de maintenir l'ordre. Le chef de l'État n'a donc pas voulu *contenir les violences revendicatives* mais *déchaîner les violences d'État*. C'est à dessein.

Xavier Lemoine constate que le choix du maintien de l'ordre vise, comme les mots l'indiquent, avant tout à maintenir l'ordre, donc à éviter le désordre. J'y reviens : on ne me fera pas croire que laisser dépaver l'avenue des Champs-Élysées sous les objectifs des caméras de BFM pendant presque une heure ne témoigne pas du fait que les forces de l'ordre n'avaient pas eu pour consigne d'empêcher le désordre, c'était facile à faire sans violence, mais, au contraire, de le favoriser en laissant ces pavés devenir des projectiles en attente de leurs cibles humaines ou matérielles…

Parlant de sa ville, Xavier Lemoine dit : « En 2005, la totalité [*sic*] des revendications se sont exprimées par la violence. Or, à l'époque, les forces de l'ordre ont adopté le mode d'intervention le plus approprié qui soit pour faire retomber cette violence. D'un point de vue technique, leur attaque a été souple et remarquable. Alors qu'ils étaient pris pour cibles par les émeutiers, policiers et gendarmes ont montré une grande retenue dans l'usage de la force. Aujourd'hui, au contraire, nul ne peut prétendre que toutes les revendications des Gilets jaunes s'expriment par la violence. En outre, en 2005, il n'y avait aucune femme parmi les émeutiers, alors que les femmes sont présentes massivement dans les rangs des Gilets jaunes. Ne pas le prendre en compte, c'est se priver d'un élément d'analyse fondamental. Contrairement à ce que la puissance des images peut laisser penser, la majorité des Gilets jaunes ne participe pas aux violences condamnables commises lors de ce mouvement. Pourtant, depuis le samedi 8 décembre, les forces de l'ordre privilégient la répression, et non le maintien de

l’ordre. » Au journaliste qui lui demande de préciser ce qui distingue maintien de l’ordre et répression, Xavier Lemoine répond : « Le maintien de l’ordre consiste d’une part à permettre à une manifestation de s’écouler de la manière la plus pacifique qui soit, et d’autre part à contenir la violence en vue de la faire diminuer. Cet objectif n’interdit pas aux policiers d’intervenir contre des personnes déterminées à des actes de violence » – je songe à ceux qui dépavent l’avenue des Champs-Élysées… Il poursuit : « Mais il est toujours laissé aux manifestants pacifiques des portes de sortie. Les intéressés peuvent ainsi quitter les lieux quand ça dégénère. La répression, elle, consiste à en découdre contre des groupes sans faire nécessairement la distinction entre les individus violents et les manifestants paisibles, qui peuvent se trouver loin d’eux. Or, dans la crise actuelle, les forces de l’ordre recourent trop souvent aux “nasses”, qui empêchent les personnes encerclées de quitter les lieux. Il est facile alors de faire des amalgames entre des manifestants très différents. Parmi les éborgnés, combien avaient cassé des vitrines, retourné des voitures, pillé des magasins ? De même, le souci de différencier les casseurs “confirmés” et les primo-délinquants devrait être beaucoup plus net. »

Pour Xavier Lemoine, les forces de l’ordre obéissent à un pouvoir qui a choisi la répression et la brutalité. Elles obéissent. Le responsable, donc le coupable, est celui qui donne l’ordre. Et, comme on ne peut imaginer que Castaner ou Philippe prennent la décision seuls, c’est au chef de l’État qu’il faut imputer le choix de la répression, donc chaque blessure infligée. Quand ce même chef de l’État affirme éhontément en Égypte que les forces de l’ordre n’ont causé aucun mort alors qu’on leur doit celle de Mme Redouane à Marseille, il ment. Et il est personnellement responsable de cette mort[1]. La brute, c’est lui.

Lisons encore Xavier Lemoine : « Je n’incrimine en rien les forces de l’ordre, qui obéissent, comme il est naturel, aux instructions du ministre de l’Intérieur. Mais je blâme ces instructions, qui me paraissent traduire une volonté de monter aux extrêmes, d’accroître la violence pour justifier une répression. Je n’ai aucune complaisance pour les violences préméditées des casseurs ou des groupuscules extrémistes. Mais la responsabilité du politique est aussi de savoir désamorcer un cri de détresse, au lieu de l’alimenter en diabolisant les Gilets

jaunes. Jamais les gouvernants, en 2005, n'ont tenu des propos aussi méprisants envers les émeutiers d'alors. Actuellement, une partie importante des violences émane de manifestants sans casier judiciaire, désespérés et chauffés à blanc. Ils se sentent provoqués par la rigidité de la riposte de la police. La dynamique de foule aidant, ils se "radicalisent". Leur réflexe vital s'exprime de façon brutale. En 2005, aucune manifestation n'avait été déclarée en préfecture et toutes dégénéraient en émeutes. Pourtant, à l'époque, en Seine-Saint-Denis, il n'y a eu aucune charge de CRS, ni de policiers à cheval. Aujourd'hui, si. Voilà quatorze ans, les forces de l'ordre n'ont pas recouru au tir tendu, à l'horizontale, à face d'homme et à courte distance. Aujourd'hui, si. Pourquoi ces deux poids, deux mesures de l'État entre les émeutes urbaines de 2005 et les scènes d'émeutes des Gilets jaunes ? Je ne juge pas que les forces de l'ordre ont été laxistes en 2005 ; j'affirme qu'elles sont trop "dures" aujourd'hui. »

Que le président Macron ait choisi *la ligne dure de la répression* contre la ligne républicaine du maintien de l'ordre est donc avéré. Il a à son service *la presse maastrichtienne*, autrement dit les médias dominants, dont ceux du service public, il a mis à son service la police, l'armée, donc *les forces de l'ordre*, il a également essayé d'y adjoindre *la machine judiciaire*. Ce dont témoigne un article du *Canard enchaîné* (30 janvier 2019) intitulé « Les incroyables consignes du parquet sur les Gilets jaunes », qui rapporte dans le détail comment le ministère dit de la Justice a communiqué par courriel avec les magistrats du parquet de Paris sur la façon de traiter les GJ : après une arrestation, même si elle a été effectuée par erreur, il faut tout de même maintenir l'inscription au fichier du traitement des antécédents judiciaires (TAJ), y compris « lorsque les faits ne sont pas constitués ». Le courrier précise également qu'il faut ficher, même si « les faits sont ténus » et même dans le cas avéré d'« une irrégularité de procédure » ! Dans ces cas-là, arrestation par erreur, infraction non motivée, irrégularité de procédure, il est conseillé de maintenir les gardes à vue et de ne les lever qu'après les manifestations du samedi afin d'éviter que les citoyens fautivement interpellés puissent exercer leur droit de

grève, faut-il le rappeler ?, un droit garanti par la Constitution, alinéa 7 du préambule…

Ajoutons à cela que le projet de loi dit anti-casseurs, voulu par Macron, se propose purement et simplement d'instaurer *une présomption de culpabilité* à l'endroit de quiconque serait suspecté d'être sympathisant de la cause des GJ. Suspecté par qui ? Par la même justice à laquelle le pouvoir demande, *premièrement*, de conserver en garde à vue une personne même si elle a été arrêtée par erreur, *deuxièmement*, de ne la relâcher qu'après la fin des manifestations, *troisièmement*, d'agir de même y compris dans le cas d'une erreur de procédure, *quatrièmement*, de ne pas se soucier du fait que les faits ne sont pas avérés, la ténuité suffisant pourvu que la justice macronienne soutenue par la police macronienne elle-même aux ordres de l'idéologie macronienne, qui est purement et simplement celle de l'État maastrichtien, ait décidé qu'il en soit ainsi. Mélenchon a pu parler à ce propos du retour de la lettre de cachet, il n'a pas tort sur ce sujet.

La violence généalogique, celle qui se révèle fondatrice des premières revendications des Gilets jaunes, c'est d'abord et avant tout *celle qu'impose le système politique libéral installé de façon impérieuse par l'État maastrichtien depuis 1992.* Quand Macron dit que les racines du mal sont anciennes, il ne le sait que trop, car il est l'un des hommes dont la courte vie a été entièrement consacrée à l'instauration de ce programme libéral qui se montre fort avec les faibles, on le voit dans les rues depuis douze semaines, et faible avec les forts, on le constate avec la législation qui leur est favorable – de la suppression de l'ISF au refus de s'attaquer aux paradis fiscaux en passant par la tolérance du fait que les GAFA échappent à l'impôt.

La violence de cet État maastrichtien sur les plus faibles, les plus désarmés, les moins diplômés, les plus éloignés de Paris ou des mégapoles françaises ; la violence de cet État maastrichtien sur les plus précaires en tout, sur les gens modestes qui portent tout seuls le poids d'une mondialisation heureuse pour d'autres qui les conchient à longueur d'apparition médiatique ; la violence de cet État maastrichtien sur les oubliés des nouvelles compassions du politiquement

correct ; la violence de cet État maastrichtien sur les femmes seules, les mères célibataires, les veuves aux pensions de retraite amputées, les femmes contraintes de louer leur utérus pour qu'on y dépose un sperme mercenaire, les victimes des violences conjugales surgies de la misère, les jeunes garçons ou les jeunes filles qui se prostituent pour payer leurs études ; la violence de cet État maastrichtien sur les ruraux privés jour après jour du service public que leurs impôts indirects financent pourtant ; la violence de cet État maastrichtien sur les paysans qui se pendent tous les jours parce que la profession de foi écologiste des maastrichtiens urbains ne s'encombre pas d'écologie quand il s'agit de l'assiette des Français qu'ils remplissent de viandes avariées, de produits toxiques, de chimie cancérigène, d'aliments en provenance du bout de la planète sans souci de la trace carbone et qui peuvent même être bio ; la violence de cet État maastrichtien sur les générations d'enfants crétinisés par une école qui a cessé d'être républicaine et qui laisse aux seuls *filles et fils de* la possibilité de s'en sortir, non pas grâce à leurs talents, mais avec l'aide du piston de leur famille bien née ; la violence de cet État maastrichtien qui a prolétarisé des jeunes n'ayant plus pour seul espoir que la sécurité de l'emploi du policier, du gendarme, du militaire ou du gardien de prison et dont le métier consiste à gérer par la violence légale les déchets du système libéral ; la violence de cet État maastrichtien sur les petits patrons, les commerçants, les artisans qui ignorent les vacances, les loisirs, les week-ends, les sorties – ces violences-là, oui, sont les violences premières. Ce sont celles qui n'ont pas généré de violence, mais juste une première manifestation contre l'augmentation du plein d'essence.

La réponse du pouvoir, donc de Macron, à cet aveu de pauvreté des pauvres a été tout de suite la criminalisation idéologique. Les médias aux ordres ont crié au loup fasciste. Depuis plusieurs mois, c'est leur pain quotidien : selon les riches qui les gouvernent, les pauvres seraient donc antisémites, racistes, homophobes, violents, complotistes – « salauds », dit même BHL chez Ruquier. C'est la vieille variation sur le thème : classes laborieuses, classes dangereuses. C'est l'antienne de tous les pouvoirs bourgeois quand ils ont peur.

Le pouvoir de l'État maastrichtien manœuvre assez bien pour que, jusqu'à ce jour, la responsabilité de ce fameux État maastrichtien ne soit jamais mise en

cause. C’est pourtant lui le problème ! C’est tellement lui le problème que Macron veut en faire la solution en expliquant que le problème de l’Europe libérale, c’est qu’il n’y en a pas assez alors que les GJ lui disent justement qu’il y en a trop – non pas d’Europe, mais de libéralisme.

Dès lors, le chef de l’État mobilise les médias qui désinforment, la police qui traque les manifestants, la justice qui les coffre sévèrement, la prison qui les parque quand l’hôpital ne les soigne pas après les tabassages. À partir de quel moment comprendra-t-on que nous disposons là des pièces d’un puzzle despotique ?

1. Pour mémoire, voir plus haut, p. 217.

25

Les Gilets jaunes votent Hitler

Si Hitler n’avait pas existé, il est probable que BHL l’eût inventé – lui et tous les européistes qui le remettent sans cesse en selle, partout, tout le temps, en permanence, et ce *ad nauseam*, dans la moindre de leurs interventions dès qu’il s’agit de discréditer leurs adversaires… Pour ce genre de propagandiste, le monde se partage entre ceux qui défendent les mêmes préjugés qu’eux, la crème de l’humanité, et les autres, tous les autres : la lie.

On sent bien que, comme Saint-Just, les européistes aimeraient bien que tous ceux qui ne pensent pas comme eux n’aient qu’une seule tête afin de pouvoir la leur couper en une seule fois ! Ces bien-pensants sont les dignes héritiers de la loi robespierriste sur les suspects, du Tribunal révolutionnaire qui abolit les droits de la défense et de la guillotine qui règle tous les conflits de façon tranchante : on a le droit de penser, certes, mais comme eux, sinon on perd la tête qu’ils font rouler dans la sciure médiatique à l’aide de journalistes liges qui agissent en exécuteurs de leurs basses œuvres.

J’ai nommé ailleurs négationnisme cette façon d’utiliser de façon inadéquate Hitler, le nazisme, la Shoah, les chambres à gaz. Car, si les CRS sont des SS, comme le disaient les soixante-huitards qui invitent aujourd’hui Macron à ne pas trop se gauchiser et à taper fort contre les pauvres (Daniel Cohn-Bendit et Romain Goupil, Henri Weber et Serge July, BHL et Pascal Bruckner par exemple…), alors ces SS de Mai 68, *qui n’ont tué personne,* permettent de relativiser ce que furent les SS auxquels on doit vraiment *la mort de millions de gens*…

Si Emmanuel Macron croit bon, avant le deuxième tour de la présidentielle, de se rendre à Oradour-sur-Glane, le village martyr ravagé par la division SS, des vrais ceux-là, « Das Reich », puis au musée Mémorial de la Shoah qui commémore six millions de morts, des vrais eux aussi, c'est pour faire comprendre que Marine Le Pen est la candidate des nazis alors que lui serait celui des victimes et des opposants au national-socialisme !

Si Marine Le Pen c'est Hitler, alors il faut le dire et le montrer : quel est son projet génocidaire ? Qui veut-elle tuer ? Lesquels a-t-elle pour projet d'exterminer ? Les Roms, les juifs, les homosexuels, les francs-maçons, les communistes, les témoins de Jéhovah ? Avec quels moyens ? Des rafles ? Des déportations ? Des convois de trains vers des camps d'extermination ? Où sont ses chambres à gaz ? S'agit-il de ses universités d'été ? Avec quel Zyklon B ? Sont-ce ses passages sur BFM ou France Inter ? Qui sont ses SS ? Les dénommés Gilbert Collard ou Wallerand de Saint-Just ?

Comment les professeurs vont-ils pouvoir enseigner l'Histoire à des jeunes si le CRS est un SS, si Marine Le Pen c'est Hitler, si la présence de Marine Le Pen au second tour de l'élection c'est la destruction d'un village comme Oradour ou bien encore le projet de Solution finale ? Pourrait-on un peu raison garder et ne pas instrumentaliser les victimes du nazisme aux petites fins électoralistes des petites politiques politiciennes ?

Après ce viol perpétuel de l'Histoire, quel professeur pourra encore enseigner la Shoah dans les classes de collèges et de lycées des banlieues où sévit un antisémitisme rabique ? Ce détournement du national-socialisme se retourne contre ses utilisateurs : en relativisant le nazisme, ils gravent l'avers d'une médaille sur laquelle on trouve en revers les négationnistes du genre Faurisson. Ce dernier disait que la Shoah n'avait pas eu lieu, les autres disent qu'elle est assimilable au refus de voter Macron aux prochaines élections européennes, ce qui est une même façon d'insulter la mémoire des millions de victimes juives.

J'exagère ?

Hélas non.

En voici deux preuves.

La première.

Le dimanche 27 janvier 2019, Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes, qui fut directrice de l'École nationale d'administration après avoir fait Sciences Po, catholique pratiquante, juppéiste devenue macronienne, commémore le 74e anniversaire de la libération d'Auschwitz avec deux tweets. Le premier instrumentalise le visage, le nom et les mots de Simone Veil avec une photo qui accompagne son post : « La construction européenne est née en réaction à la barbarie du XXe siècle. Qu'ont donc en tête ceux qui aujourd'hui veulent affaiblir l'UE ? En ce jour de la commémoration d'Auschwitz, n'ayons pas la mémoire courte. » Comme si l'obscénité de cette récupération intellectuelle ne suffisait pas, la dame en remet une couche trois heures plus tard, toujours dans un tweet, car il semble que ce soit dans ce format que sa pensée complexe brille le mieux : « Ma grand-mère devait porter une étoile jaune sur son manteau. Moi j'ai de la chance d'avoir douze étoiles sur mon [*sic*] drapeau ! » Au cas où les mots n'auraient pas suffi, elle ajoute un dessin d'enfant – à moins qu'il ne soit d'elle… Puis ceci : « L'étoile jaune fut la honte de l'Europe. Les douze étoiles du drapeau européen nous le rappellent : plus jamais ça. » Qu'on comprenne donc la ministre : *quiconque n'ira pas voter Macron en mai prochain travaille au retour de la Solution finale*…

Deuxième preuve.

Deux jours plus tard, le mardi 29 janvier 2019, Serge, Beate et Arno Klarsfeld et les Fils et Filles des déportés juifs de France achètent une pleine page du *Figaro* pour y publier un texte intitulé : « L'Union européenne est la chance et l'avenir des Européens ». Pourquoi pas, encore que cela reste à démontrer. On ne s'étonnera pas que, dans cette page vendue par le service publicité du journal, les arguments soient ceux de la réclame mais nullement ceux de la vérité historique.

Voici l'entrée en matière : « Il y a soixante-dix ans, le 27 janvier 1945, à Auschwitz, combien parmi les survivants de l'extermination des juifs pouvaient

croire à une réconciliation de la France et des juifs avec l'Allemagne ? Et pourtant elle a eu lieu ! On doit cette réconciliation à la construction progressive de l'Europe par la CECA, la CEE et par l'Union européenne, ainsi que par la volonté d'une pléiade d'hommes et de femmes d'État français et allemands. »

Suit alors un éloge de l'Europe à laquelle on devrait : protection, paix, croissance, « avancées sociales », barrage à l'antisémitisme. Mais « le retour des populismes, avant-garde nauséabonde [*sic*] d'une extrême droite ardente à ranimer un antisémitisme populaire, est un danger si évident que les juifs en Europe doivent se mobiliser pour s'y opposer ou se préparer à devoir quitter l'Europe ».

Il s'agit d'extrême droite ; chacun aura donc compris que Marine Le Pen est ici visée. Dès lors, on aimerait les preuves que l'antisémitisme populaire qui se trouve effectivement ranimé ces temps-ci l'est plus par elle (où ? quand ? comment ? par qui ? avec qui ? avec quels propos ? et quelles plaintes en justice ?) que par l'islamo-gauchisme qui infuse *tous les partis de gauche* à des degrés divers. Dénoncer « l'islam fondamentaliste » sans jamais dénoncer la gauche coupable de lui trouver des excuses est intellectuellement malhonnête et politiquement partisan – ou bien, ce qui revient au même, politiquement partisan, donc intellectuellement malhonnête.

Cette publicité politique qui instrumentalise la Solution finale à des fins de politique politicienne appelle « à défendre les valeurs humanistes en allant voter pour des partis pro-européens ». Et puis ceci : « L'immense tragédie de la Shoah s'est déroulée sur tout le continent ; on ne peut faire obstacle à la haine antijuive qu'en renforçant l'Union européenne. » On n'a pas demandé son avis à Anne Frank, mais on lui fait voter Macron ! J'ai honte, pour sa mémoire, de cette profanation !

L'utilisation d'Hitler par les européistes qui voient d'un mauvais œil les Gilets jaunes questionner leur modèle libéral semble en progression constante. Si l'on en croit la réclame des Klarsfeld, cette Europe libérale apporte « protection », mais, à mes yeux, pas à tous, « paix », mais pour certains seulement, « croissance », pour moins de personnes encore, « avancées

sociales », chacun s'en sera rendu compte, et « barrage à l'antisémitisme », il suffit de porter une kippa dans les territoires perdus de la République (dont les collectivités locales sont aux mains du Rassemblement national, comme il est facile de s'en persuader, bien sûr…), pour en être convaincu ! Mais si l'on en croit le réel, les choses sont moins jolies que cela – les Gilets jaunes en apportent la démonstration flagrante depuis des semaines en faisant revenir sur le devant de la scène le réel congédié par les européistes.

Faire silence est une façon médiatique des plus redoutables de traiter une information. Si j'en juge par la multiplication des affiches des GJ à Caen, les revendications ne sont pas ce que les médias du système rapportent sans cesse. Il existe en effet chez eux une mise en cause radicale de l'Europe maastrichtienne dont la presse évite soigneusement de parler. On braque le projecteur sur d'autres sujets (RIC, ISF, 80 kilomètres à l'heure…) afin d'éviter d'aborder ce sujet qui dérange.

Naïvement, je m'étonnais que l'Europe maastrichtienne ne soit pas remise en cause par les Gilets jaunes : or, elle l'est. Mais les médias passent sous silence cette revendication centrale pour interdire les questions qui fâchent et les vrais débats qui pourraient dessiller les Français. Il faut sauver le soldat Macron qui combat en première ligne pour la cause de l'État libéral maastrichtien.

Le président de la République parle tous les jours (quand travaille-t-il ?) de choses majeures pour la République : isolation des greniers et permis de conduire, limitation de vitesse sur les routes et orientation dans les collèges, retraite des veuves et remboursement des prothèses auditives, parc de voitures électriques et harcèlement scolaire, dyslexie et autisme…

Mais il évite absolument que LA question soit posée : celle qui veut qu'avec le traité de Maastricht aucune politique intérieure française ne soit plus possible en dehors des ukases de l'État maastrichtien. La France n'est plus un État souverain : elle ne peut donc plus faire autre chose que ce que l'État maastrichtien veut pour elle à sa place. À quoi bon dès lors pinailler à propos de ce sur quoi la France n'a pas ou plus de pouvoir depuis 1992 ?

Les Gilets jaunes souhaitent que le peuple français reprenne la parole parce qu'il a constaté que ses propres élus la lui confisquent – notamment depuis la

négation de son vote de 2005 contre le traité européen. Ils aspirent à un référendum d'initiative citoyenne pour recouvrer leur souveraineté confisquée par leurs élus constitués en castes qui se réclament du peuple pour mieux gouverner sans lui, malgré lui ou contre lui. La revendication du RIC s'enracine dans ce coup d'État du Congrès qui décide en 2008 d'aller à rebours du peuple *en votant contre son vote*.

Si la démocratie représentative représentait vraiment, alors les électeurs auraient confiance en elle. Mais comme elle ne les représente pas, puisqu'elle agit régulièrement contre eux, ou sans prendre leur avis, alors la proposition de démocratie directe apparaît comme le meilleur remède à cette maladie de la démocratie qu'est l'oligarchie dans laquelle nous vivons. Si l'élu se moque depuis longtemps de l'électeur une fois investi, alors l'électeur se moque depuis peu d'un élu qui obéit plus à son parti qu'à son mandataire. D'où le surgissement d'un désir de démocratie directe et le souhait du référendum d'initiative citoyenne.

C'est ici qu'Hitler reprend du service…

On l'a vu lors du Brexit, et on le voit chaque fois que l'Europe libérale est refusée par les peuples lors de consultations électorales, les oligarques maastrichtiens mettent tout en œuvre pour négliger, passer outre, dédaigner, mépriser le vote populaire. Il s'agit d'un véritable populicide dont les exemples abondent – le dernier en date est l'épisode de l'empêchement du Brexit, puisque, pour quitter l'État maastrichtien, il faut obtenir son autorisation ! Si Louis XVI avait dû donner son autorisation pour que soit abolie la monarchie, nul doute qu'on y serait encore.

Parmi les éléments de langage des intellectuels tout au service de cette cause, l'idée que le peuple peut parfois mal voter ! « Errer », dit même explicitement BHL. À l'époque du Brexit, outre BHL, Minc, Cohn-Bendit, Ferry, un grand nombre d'intellectuels organiques du pouvoir maastrichtien avaient pris pour élément de langage que le peuple pouvait se tromper en votant, la preuve : *Hitler avait été élu démocratiquement*.

Cette variation sur le thème du point Godwin[1] est régulièrement réactivée par les mêmes aujourd'hui quand ils veulent discréditer ou disqualifier le souhait

qu'ont les GJ d'instaurer un référendum d'initiative citoyenne. Puisque Hitler aurait été élu démocratiquement par le peuple, le RIC du peuple serait l'occasion d'élire de nouveaux Hitler. Et pourquoi pas sa fille naturelle, Marine Le Pen ? N'est-ce pas ?

Or si l'on veut penser, et non pas insulter, il faut faire un peu d'histoire afin de montrer que, d'une part, *le peuple n'a pas voté pour Hitler au suffrage universel direct*, comme si la république de Weimar avait été relookée par le général de Gaulle, et que, d'autre part, *l'accession d'Hitler au pouvoir et la politique qui s'ensuivit ont été massivement préparées et nourries par la collaboration de professeurs, de scientifiques, de journalistes, d'écrivains, de juristes, de philosophes, mais aussi de banquiers, d'industriels, de militaires – autrement dit moins par le petit peuple que par… les élites !*

Précisons.

Le peuple n'a pas voté pour Hitler au suffrage universel direct. Je m'appuie pour ma démonstration sur le remarquable travail de Ian Kershaw[2]. Électoralement, Hitler est toujours minoritaire : ce qui veut dire que le peuple ne le porte pas massivement au pouvoir. Entre 1924 et 1933, il y a sept élections législatives dans la république de Weimar : il ne passe jamais la barre des 50 % d'électeurs. Il est majoritaire par un jeu qui ne relève pas du suffrage universel direct, mais de combines électoralistes des partis – déjà… –, grâce auxquelles il se trouve propulsé à la tête du gouvernement. En novembre 1932, c'est-à-dire quelques semaines avant son arrivée au pouvoir le 30 janvier 1933, la majorité échoit à une coalition de gauche et du centre, donc nullement aux nazis. Le président du Reich, le maréchal Hindenburg, propose un gouvernement d'union nationale à ces deux partis gagnants. Or les socio-démocrates refusent. C'est donc leur refus qui conduit le président Hindenburg à proposer le poste de chancelier à Hitler. Ce n'est donc pas le peuple qui a porté Hitler démocratiquement au pouvoir, mais la gauche après qu'elle a refusé une alliance avec le centre… De la cuisine de politique politicienne : voilà la généalogie de l'arrivée d'Hitler au pouvoir – et non un vote massif du peuple pour le dictateur.

Il faut également faire rendre gorge à une deuxième mythologie en vertu de laquelle le peuple, et lui seul encore, aurait rendu possible le nazisme. Pour ce

faire, l’adhésion aveugle des foules aux discours des tribuns fanatiques est présentée comme une vérité de psychologie sociale expliquant tout. Il est en effet facile d’en appeler aux thèses de Gustave Le Bon sur la *psychologie des foules* pour accabler une fois de plus le peuple coupable, par sa bêtise et sa naïveté, sa candeur et son imbécillité, son ignorance et son inculture, de succomber au pouvoir hypnotique de l’orateur hystérique.

Mais c’est oublier *la responsabilité des « élites »*, pour parler le langage du jour, dans la construction du national-socialisme, mais aussi dans sa propagation et dans son expansion.

Cette fois-ci, je m’appuie sur les travaux d’un autre historien, Max Weinreich, *Hitler et les professeurs* (Les Belles Lettres), qui a été publié juste après la chute du IIIe Reich. À l’issue d’une enquête accablante pour les universitaires et les scientifiques, les écrivains et les journalistes, Weinreich écrit dans les dernières lignes de son livre : « Aucune des disciplines scientifiques pouvant être utiles au régime ne se déroba. Les centaines [*sic*] de noms que nous avons rencontrés proviennent de tous les champs du savoir, de l’anthropologie physique et culturelle à la philosophie, l’histoire, le droit, l’économie, la géographie et la démographie, la théologie, la linguistique et la médecine. Seuls les noms des ingénieurs qui ont mis tant d’habileté à construire les chambres à gaz et les fours crématoires sont demeurés dans l’ombre, mais leurs réalisations plaident en leur faveur, ils connaissaient leur métier » (p. 337-338)… L’auteur conclut à la culpabilité des « élites intellectuelles » (p. 340) dans la préparation, l’avènement, l’être, la force, la puissance et la durée de la barbarie hitlérienne.

Dénoncer la seule culpabilité du peuple dans l’arrivée d’Hitler au pouvoir est donc bien la thèse de ceux qui, justement, ont rendu possibles cette créature et son œuvre maléfique : la caste des politiciens professionnels, les acteurs du petit jeu électoraliste des partis, les intellectuels au service du pouvoir, mais aussi les banquiers qui ne prêtent qu’aux riches et les bourgeois qui défendent leurs privilèges, les propriétaires soucieux de protéger leurs biens du péril rouge et les militaires obsédés par l’ordre. *Rien n’a vraiment changé*, y compris dans l’art d’attribuer aux autres, en l’occurrence le peuple, à savoir ceux sur lesquels s’exerce le pouvoir, ce dont l’élite est elle-même responsable.

Si la rue est aujourd’hui pleine de colères qui se disent enfin après une accumulation silencieuse et digne pendant de si longues années, la faute en incombe moins à ceux qui dénoncent la misère qu’à ceux qui en sont à l’origine et qui, de ce fait, en sont responsables – donc coupables. Hitler n’a pas été produit par le peuple mais par ceux qui n’ont que mépris pour lui.

1. Wikipédia : « La loi de Godwin est une règle empirique provenant d'un énoncé fait en 1990 par Mike Godwin relatif au réseau Usenet, et popularisée depuis sur Internet : "Plus une discussion en ligne dure longtemps, plus la probabilité d'y trouver une comparaison impliquant les nazis ou Adolf Hitler s'approche de 1." »

2. Parlant de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, Ian Kershaw écrit : « Les événements de janvier 1933 forment un extraordinaire drame politique, *mais un drame qui se joua largement loin des yeux du peuple allemand* » (*Hitler*, Flammarion, 1991, p. 301) – c'est moi qui souligne.

26

Pour une police en jaune

Penser la force de l’ordre

Je n’ai jamais fait partie de ces irénistes de gauche qui, excités et énervés par la « pensée 68 », ont appelé à l’ouverture des prisons, à la haine de la police, à la dissolution de l’armée, au refus des services secrets, à l’interdiction des cartes d’identité biométriques. Sauf à se faire une idée de la nature humaine qui écarte les faits, selon le souhait méthodologique de Rousseau, qui est le père de toute la gauche culturelle, il faut dans une société de quoi faire régner un ordre, pourvu qu’il soit vraiment républicain et ne soit pas celui d’une minorité, d’une caste, d’une oligarchie qui soumet la majorité à sa puissance.

Les forces de l’ordre, si elles sont la force d’un ordre injuste, sont critiquables. La police de Vichy n’est pas la police de Macron, quoi que d’aucuns puissent en dire. La première avait massivement le droit de vie et de mort sur les citoyens, la seconde ne l’a pas. On sait que le défaut de police républicaine génère l’émergence d’un désir de police privée. Les « Voisins vigilants », par exemple, pallient l’impéritie de la police, débordée par les cambriolages, en effectuant une surveillance que je dirai populaire. Je n’y vois rien à redire.

Hobbes avait théorisé la chose : il faut renoncer à sa liberté individuelle afin d’obtenir, en la créant, une sécurité sociale. C’est la nature du contrat social : je renonce à la loi de la jungle et j’obtiens, par cette renonciation constitutive du contrat, la certitude que la société me protégera.

Mais, et tout Hobbes se trouve dans ce « mais », si la société ne fait pas sa part, si elle ne tient pas sa parole, si elle ne me protège pas, si elle m'expose à la loi de la jungle des autres, alors je recouvre *de facto* mon droit à me défendre moi-même. Autrement dit : si la police faillit, j'ai le droit de m'y substituer. À défaut, une police impuissante ne saurait disposer d'une légitimité à être et à rester police. À quoi bon des forces de l'ordre qui n'ont pas de force et ne parviennent pas à maintenir l'ordre ?

Le mouvement des Gilets jaunes est travaillé par de puissantes tensions : entre une aile d'extrême gauche et une aile d'extrême droite, en passant par un centre de droite et de gauche, des maastrichtiens et des souverainistes, toutes les sensibilités politiques françaises s'y retrouvent. Comment pourrait-il en être autrement ? Ingrid Levavasseur apparaît en pleine page du *Figaro* pour faire l'éloge de l'Europe maastrichtienne… Cette femme est du pain béni pour les médias. Éric Drouet quant à lui, qui tient pour la version brutale des GJ, n'aura pas la faveur d'une pleine page dans le même support pour exposer ses idées…

De même, il existe dans les GJ tout et le contraire de tout en matière d'intelligence et de culture : des gens cultivés, ayant lu les bons auteurs, capables de penser et de réfléchir en regard d'un savoir historique, ainsi que de parfaits crétins. Il s'y trouve aussi des gens cultivés, ayant lu les bons auteurs, mais qui sont incapables de penser et de réfléchir en regard d'un savoir historique, en même temps que de parfaits crétins qui ne maîtrisent pas les règles de la grammaire, de la syntaxe, de l'orthographe, ce dont témoignent des captures d'écran de leurs comptes diffusées avec une gourmandise non feinte par telle ou telle rédaction, bien qu'ils affirment un peu dans le désordre et de manière chaotique des idées de bon sens. La culture et l'intelligence ne sont pas des garanties de bon sens – et vice versa.

Je suis en relation avec certains GJ qui m'invitent à lire des ouvrages dont j'ignorais l'existence avant qu'ils attirent mon attention sur eux. Nous échangeons sur leurs lectures : l'un souligne et annote *Du contrat social* de Rousseau, l'autre me demande quoi lire de Proudhon, un troisième veut savoir ce qu'est le programme politique des Girondins pendant la Révolution française ou ce qu'est le communalisme libertaire dont je dis du bien.

À l’heure où j’écris, je vois de mon bureau une vingtaine de GJ rassemblés au pied de la statue de Jeanne d’Arc sur la place de la Résistance à Caen. L’un d’entre eux grimpe sur la statue équestre et fait porter le Gilet jaune à l’héroïne. Alentour, dans le petit groupe, une jeune fille crie : « Jeanne d’Arc, quel est ton métier ? » et tous répondent en chœur : « Avoue, avoue ! » Je fais une vidéo, pour moi. Je la mets sur une clé USB. Je l’efface de mon portable dont une source sûre m’a fait savoir qu’il pourrait bien intéresser d’autres personnes que mes interlocuteurs habituels… Pas question de la mettre en ligne pour que la police descende chez ceux qu’elle aurait reconnus et qu’ils finissent en garde à vue, puis en prison.

Il y a donc des Gilets jaunes qui méditent les grands auteurs de philosophie politique et des GJ qui théâtralisent leur fraternité de façon festive et bon enfant. Il se peut d’ailleurs que certains soient les mêmes. On le voit nationalement, il y a des GJ qui défilent pacifiquement et d’autres qui jouent avec le feu, à tous les sens du terme. Il y a des GJ qui ont des sympathies pour le Rassemblement national et d’autres pour la France insoumise. Il y en a aussi qui votent blanc ou qui ne votent plus depuis longtemps, alors que d’autres ont voté Macron et sont des déçus de sa politique.

J’ai dit plus haut que la violence montait depuis des semaines à cause de la stratégie adoptée par le gouvernement et plus particulièrement par le chef de l’État : les propos méprisants, les fins de non-recevoir, les moratoires stratégiques en lieu et place des renoncements de bon sens, la criminalisation de tous au nom d’une poignée, l’organisation d’une tournée provinciale narcissique abondamment médiatisée et présentée comme une occasion de questionner les Français sur leurs problèmes non sans avoir dit au préalable que, quoi qu’il en soit des conclusions rédigées dans plusieurs mois, le cap politique maastrichtien sera maintenu…

Semaine après semaine, le pouvoir ne lâche rien et hausse le ton. Chacun le sait pour l’avoir expérimenté lors d’un repas de famille : cette stratégie offre la meilleure probabilité pour que la table soit renversée avant la fin des agapes… Sauf en dictature, le pouvoir écoute ce que le peuple lui dit quand il exprime sa souffrance. Sauf en dictature, le pouvoir répond aux demandes par la

négociation, dont le candidat Macron, à grand renfort de citations du philosophe Habermas, avait dit qu'elle était le cœur nucléaire de sa politique. Mais « l'agir communicationnel » du philosophe allemand n'est plus à l'ordre du jour chez le président de la République, qui revendique une pensée complexe… Sauf en dictature, le pouvoir prend acte de la parole du peuple et agit en conséquence avec en tête le désir de calmer le jeu. Le chef de l'État ne le calme pas. Il semble même prendre plaisir à jeter de l'huile sur le feu.

J'ai écrit que la police était grandement instrumentalisée dans la riposte répressive à *cette demande originaire de refondation de la démocratie* – car c'est de cela qu'il s'agit. On ne saurait satisfaire une pareille demande en jetant sur la table une enveloppe de dix milliards, avec ce genre de geste trivial et vulgaire du client qui achète la sujétion de sa prostituée. Ce paquet de billets de banque (l'argent du contribuable…) fait dire à François Berléand (un ami du président, que des photos souriantes montrent en compagnie joyeuse de Romain Goupil et de Daniel Cohn-Bendit…) que les GJ auraient dû se faire acheter, la fermer et retourner au bagne la queue entre les jambes. Ne parle-t-on pas dans les médias et chez ces gens-là de la « grogne » d'un peuple qui dit sa souffrance comme on parlerait de la grogne de chiens enragés ?

Il y a dans les forces de l'ordre tout et le contraire de tout : des cow-boys qui aiment taper, cogner, qui jouissent de tabasser, de molester, d'ajuster le tir tendu en visant un visage qu'ils s'apprêtent à défigurer avec la sale jubilation propre aux gens malsains. Mais il y a aussi des fonctionnaires de police qui croient à la République, à la loi, au droit, à la justice et qui n'aiment pas que le pouvoir leur fasse jouer le rôle d'une milice gouvernementale qui fait moins respecter l'ordre public qu'elle ne protège les intérêts privés de particuliers qui se servent de la République plus qu'ils ne la servent.

Chacun aura vu que le gouvernement, le ministre de l'Intérieur et le président de la République en première ligne assurent les cow-boys de toute impunité. C'est la meilleure façon d'ajouter de l'huile sur le feu. Le choix de la répression est toutefois à géométrie variable.

Car, c'est indéniable, il existe des casseurs dans les manifestations des GJ. J'ai régulièrement fait savoir que les forces de l'ordre avaient laissé dépaver

tranquillement l'avenue des Champs-Élysées, ce qui était aveu que le pouvoir avait envie et besoin de ces violences pavées. J'ai également raconté que je disposais d'informations attestant que certains de ceux qui avaient provoqué des violences dans Caen certes arboraient le gilet jaune, mais avaient été vus sortant de voitures habituellement affectées aux métiers plutôt destinés à empêcher les manifestations de Gilets jaunes…

Il existe aussi des « black blocs », comme il est dit, que le pouvoir a intérêt, sinon à noyauter, du moins à laisser faire. C'est tout bénéfice d'un point de vue médiatique puisque les manifestations seront vidées de leur contenu politique et revendicatif pour devenir des explosions de colère, des manifestations de barbarie, des déchaînements de sauvagerie, des ravages de hordes sauvages… Il faut obtenir du Français moyen derrière son écran qu'il puisse penser qu'il n'est pas contre les manifestations mais que, là, ça commence à bien faire… C'est le b.a.-ba de la propagande d'État.

Le paradoxe est le suivant : si on ne peut faire confiance à la police pour faire la police, doit-on renoncer à toute police ? La réponse est bien évidemment : Non. Où l'on retrouve Hobbes et la justification que le citoyen peut recouvrer son droit abandonné si l'État ne lui accorde plus sa protection, pire, si, non content de ne pas lui apporter sa protection, l'État lui assure désormais bien plutôt la répression !

Il y a urgence pour les GJ à ne pas tomber dans le piège que le pouvoir leur tend de nourrir la surenchère de violence. Les attaques *ad hominem*, la vandalisation de maisons d'élus, celle des commerces, il y a peu, le ravage d'une librairie parisienne, les menaces anonymes postées sur les réseaux sociaux, y compris la haine renvoyée en retour aux haineux – je songe à Berléand et à d'autres opposants… –, l'incendie du domicile breton du président de l'Assemblée nationale, celle du restaurant de la banlieue de Toulouse dont le chef a signifié qu'il n'était pas solidaire du mouvement : tout cela est généalogiquement explicable mais moralement et politiquement inexcusable.

C'est très exactement ce que veulent Macron et les siens : la surenchère de violence qui légitimera la surenchère de répression, laquelle générera automatiquement la remontée du chef de l'État dans les sondages – donc son

succès aux prochaines élections européennes. *Quiconque fait le choix de la violence vote donc paradoxalement pour Macron !*

Et puis, et puis, hélas, trois fois hélas, il y a dans ce mouvement un indéniable courant antisémite. Je me suis battu pour qu'on n'assimile pas tous les Gilets jaunes au comportement d'un seul, de deux, voire de quelques-uns. Mais un seul, deux ou quelques-uns, ça n'est pas rien non plus.

Un ami Gilet jaune m'a envoyé une quantité d'affiches apposées sur les murs de Caen qui disent ce que souhaitent ses compagnons. Il est beaucoup question de justice sociale et fiscale, de responsabilité de l'Europe maastrichtienne, de déni de démocratie, d'oubli du peuple, de responsabilité du MEDEF, de République sociale, de répression policière, de RIC, de collusion de Macron avec le monde des affaires, de chômage, de mutilations policières, on y trouve aussi des caricatures d'Emmanuel Macron, de Christophe Castaner, de Luc Ferry, de Benalla, c'est le jeu politique, mais aussi, or elle ne l'a mérité en rien et rien ne les justifie, de Brigitte Macron.

Je dispose très exactement de 151 affiches. L'une d'entre elles, certes, c'est une seule sur 151, mais c'est une de trop, est à vomir. On y voit un homme qui ressemble à un vieux juif lisant un livre qui pourrait bien être le Talmud et à qui les concepteurs graphistes font dire : « Il doit bien y avoir une formule pour se débarrasser de tous ces cons… » Cette affiche est vraiment de trop. Elle ramasse tous les poncifs antisémites et prête aux juifs le projet de se « débarrasser » des GJ comme d'aucuns en leur temps ont souhaité se débarrasser des juifs. Les ennemis des Gilets jaunes disposent ainsi d'un boulevard pour affirmer que les GJ d'aujourd'hui sont les antisémites de 1933. Comment dès lors leur donner tort ? Que leur répondre puisqu'ils sont désormais fondés à utiliser cet argument que certains leur apportent sur un plateau ?

Des actes antisémites existent depuis le début dans ce mouvement des Gilets jaunes. Je me bats pour éviter l'amalgame entre *ces gestes* et *la geste* des Gilets jaunes. Une amie me fait parvenir la photo d'une vitrine parisienne de bagels taguée avec le mot « *Juden* » en jaune… Je suis stupéfait, indigné, effondré, mortifié de voir une pareille chose… Qui a tagué cela ? Qui ? On sait que

nombreux ont intérêt à ne pas savoir qui est à l'origine de cette infamie afin de pouvoir l'attribuer aux GJ. Mais il se peut aussi que ce soit l'œuvre d'un Gilet jaune.

Tout est possible : d'authentiques antisémites sont évidemment envisageables, des provocateurs venus de partout, de l'extrême droite (c'est-à-dire de la droite d'après Marine Le Pen) à l'extrême gauche (c'est-à-dire de la gauche d'après Jean-Luc Mélenchon), toutes deux judéophobes, sans oublier certaines officines d'État… On imagine bien que, dans le doute, puisque le crime profite aux adversaires et aux ennemis des Gilets jaunes, il n'y aura pas grand zèle du côté de l'État pour trouver le ou les coupables de cette inscription qui, hélas, entre dans l'Histoire.

Raison de plus pour que les GJ se dotent d'un véritable service d'ordre qui fera ce que ne font plus un certain nombre de policiers, et ce pour de multiples raisons : zèle, idéologie, débordement, obéissance à leur hiérarchie… Que les GJ demandent aux responsables des services d'ordre des syndicats et des partis politiques des conseils pour s'organiser en urgence : c'est leur métier de contenir les pulsions du cerveau reptilien. Les quenelles, les propos antisémites, les affiches qui attaquent des rabbins, les insinuations judéophobes, les tags explicitement nazis parce que rédigés en allemand, tout cela doit être empêché par les GJ eux-mêmes.

À défaut, ce combat des GJ cessera immédiatement d'être le mien.

27

Le jaune et le vert

Lors du quatorzième acte de la manifestation des Gilets jaunes, Alain Finkielkraut a été pris à partie dans la rue, puis invectivé de façon clairement antisémite. La presse, la classe politique, un grand nombre d'anonymes, mais également le président de la République, le ministre de l'Intérieur, tous se sont légitimement offusqués et ont manifesté leur soutien au philosophe. Je suis terriblement offusqué moi aussi, et je manifeste mon soutien total à l'auteur de *La Défaite de la pensée*. En voyant ces images et en entendant la bande-son qui l'accompagne, j'ai eu un haut-le-cœur physique, j'ai ressenti un malaise empathique. La vision du corps voûté du philosophe, comme s'il cherchait en vain à se protéger corporellement des insultes, des cris, des vociférations, son visage sidéré, son regard hagard, tout cela m'a immédiatement rappelé ces photographies de juifs à la silhouette abattue, accablée, écrasée en présence de soldats nazis. Je ne suis pourtant pas suspect de banaliser le nazisme et d'y renvoyer mal à propos ! Dès lors, l'heure venue, et, hélas, elle est venue, je peux vraiment dire que, cette fois-ci, ces images m'ont fait penser aux juifs du ghetto de Varsovie traqués par la soldatesque national-socialiste. Ma peine pour cet homme est grande.

Peut-on penser ce qui est advenu ?

J'ai la faiblesse de croire que oui et la certitude que, pour ce faire, il me faut dire un certain nombre de choses que la presse ne dit pas. Et dire ce que la presse ne dit pas en précisant, justement, qu'elle ne le dit pas, puis dire pourquoi elle ne

le dit pas, c’est aller au-devant d’un lynchage. Ce n’est pas bien grave, j’ai l’habitude, ce ne sera pas la première fois. Ce ne sera pas la dernière non plus.

Qu’est-ce que la presse n’a pas dit dans cette affaire ? Que le propos antisémite tenu par un homme vociférant, et j’espère que Castaner va être actif pour le retrouver afin qu’on connaisse son identité et qu’on établisse son portrait politique et sociologique en bonne et due forme, que ce propos a été tenu par un musulman. Cela ne fait aucun doute. Pourquoi la chose n’a-t-elle pas été dite ? On a stigmatisé le propos antisémite, et on a eu raison, mais pas du tout l’origine islamique de ce propos. Et on a eu tort. Je vais dire pourquoi.

Établissons les faits : un paquet de gens qui portent le gilet jaune sifflent, crient, vocifèrent, insultent, invectivent, hurlent. Ils semblent une grosse dizaine. On y trouve les habituelles mentions scatologiques – « grosse merde », « enculé »… Ou bien encore le désormais fameux « Nique ta mère », une insulte née dans les banlieues, sûrement pas à Saint-Flour dans le Cantal. On y entend surtout : « Palestine », à plusieurs reprises. L’un des plus actifs porte le keffieh palestinien enroulé sur sa tête. L’autre arbore une barbe dans l’esprit salafiste – avec la lèvre supérieure rasée.

Cette fameuse presse qui se tait sur l’origine de cet antisémitisme, notamment celle du service public, ne dira pas que c’est *un musulman* qui est en cause, pour la bonne et simple raison qu’en pareil cas elle charge systématiquement ce qu’elle nomme « l’extrême droite », à savoir Marine Le Pen. Elle est tellement utile pour servir d’attraction au premier tour des présidentielles, puis de répulsion au second, afin que le candidat maastrichtien soit largement élu pour faire barrage à un prétendu fascisme, qu’il faut politiquement, donc médiatiquement, en user sur le mode attraction-répulsion !

Quand ce qui reste du Parti socialiste prend l’initiative d’un rassemblement public contre l’augmentation vertigineuse des actes antisémites en France, il prend bien soin de ne pas inviter le Rassemblement national puis, en regard de son absence, il conclut… à la preuve de son antisémitisme ! La France insoumise, elle, a été invitée, mais la preuve qu’il existe une frange islamo-gauchiste active dans la FI est avérée[1]. Or cet islamo-gauchisme est clairement

antisémite. Mais cela ne gêne pas le PS qui appelle certains antisémites à manifester contre l'antisémitisme…

Qu'on se souvienne que, lors de la présidentielle de 2012, Mohammed Merah a tué des enfants juifs avec une arme à bout touchant. Sarkozy et Hollande avaient annulé leurs passages à la télévision au nom d'une trêve de décence. À la demande de Marine Le Pen elle-même, une émission de télévision qui devait lui être consacrée sur le service public a été annulée. Mélenchon, quant à lui, a continué sa campagne[2]. Qu'aurait-on dit s'il s'était agi de Marine Le Pen ?

S'il existe une complaisance à l'endroit de la frange radicale de l'islam, ce n'est pas au RN qu'on peut la trouver mais à gauche, hélas. L'antisémitisme de droite a existé, c'est celui des catholiques pour lesquels les Juifs sont le peuple qui a tué Jésus au nom d'une foi dont les fidèles du pape François estiment que leur héraut l'aurait dépassée par la vérité de son message. L'Église catholique a fait amende honorable en 1965 avec le concile Vatican II en abolissant la thèse du peuple déicide. On ne peut faire comme si la chose n'avait pas eu lieu. Quand il existe, cet antisémitisme de droite est résiduel, ponctuel, individuel.

L'antisémitisme de gauche a existé lui aussi. On le trouve chez nombre de penseurs socialistes du XIXe siècle, dont Marx, qui était lui-même juif. Qu'on lise *La Question juive* (1843). À gauche, on estimait alors que le judaïsme, c'était l'argent, les banques, donc le capitalisme. Lutter contre le pouvoir de l'argent et du capital équivalait à lutter contre le pouvoir des juifs. Cet antisémitisme existe toujours, et dans les mêmes formes. Et il n'est, hélas, ni résiduel, ni ponctuel, ni individuel, mais structurel.

Il prend notamment aujourd'hui la forme de l'antisionisme. Une équation simple qui réjouit les simplistes pose que juifs = argent = capital = capitalisme = États-Unis = Israël = sionisme… Cette équation qui désigne *l'Ennemi* se double d'une figure qui est celle de *l'Ami* : le Palestinien. Ce « personnage conceptuel », pour parler le langage de Deleuze, autorise des variations sur des thèmes multiples : l'Arabe, le Maghrébin, le Musulman, le Djihadiste, le Migrant, jadis l'Immigrant ou l'Immigré. Cette série très hétérogène mériterait d'abondantes précisions sémantiques et philosophiques, mais elle devient un

bloc homogène chez les antisémites qui posent une autre équation simple qui réjouit elle aussi les simplistes : Arabe = Maghrébin = musulman = djihadiste = migrant, avec un mot pour homogénéiser cette série : « Palestine ».

C'est justement ce mot-là qui a été utilisé contre Alain Finkielkraut par *des* Gilets jaunes.

Des photographies circulent sur le Net qui montrent une femme de dos portant un foulard islamique et arborant un Gilet jaune sur lequel est écrit le texte que voici : « Les banques nous enculent et l'État lubrifie. #Rothschild #Sachs #Attali. » Puis ceci : « À nos [*sic*] morts, à nos [*sic*] mutilés, à nos [*sic*] prisonniers, à nos [*sic*] blessés. » Enfin : « Ni oubli ni pardon. » Il existe également d'autres moments antisémites chez les GJ. C'est incontestable. Les quenelles qui se répandent en témoignent.

La multiplication des propos, des gestes, des actes antisémites est indéniable. Le 11 septembre 2018, *Le Monde*, journal emblématique du politiquement correct, rendait compte de ce triste bilan[3] avec ce titre « Les actes antisémites en hausse de 69 % en France ». Ce média parvenait à réaliser une performance sophistique en ne faisant *jamais* référence à l'antisémitisme des banlieues, fomenté par un islam belliqueux ! Avec ses gros sabots politiquement corrects, le Premier ministre Édouard Philippe commente ainsi ce chiffre : « Chaque agression perpétrée contre un de nos concitoyens parce qu'il est juif résonne comme un nouveau bris de cristal. » Bonne fille, la presse qui comprend l'allusion grosse comme un éléphant, c'est intellectuellement dans ses cordes, effectue des variations sur le thème : on renvoie à « la funeste nuit de Cristal et ses exactions nazies contre les juifs en Allemagne, le 9 novembre 1938 ». Puis le premier des ministres de Macron ajoute : « Pourquoi rappeler, en 2018, un aussi pénible souvenir ? Parce que nous sommes très loin d'en avoir fini avec l'antisémitisme. » Apparaissent alors les noms de Pétain et d'Élie Wiesel dans les rôles respectifs d'une théâtralisation convenue qui empêche de penser, certes, mais surtout qui interdit d'évoquer, d'effleurer, de frôler la question qu'il faudrait poser : quelle est la part d'un certain islam dans ces actes antisémites ? Il est bien évident que, selon la formule consacrée, quiconque pose cette

question *fait le jeu de Marine Le Pen – Libération* me mit un jour en une avec ce sophisme, *Le Monde* lui emboîta le pas trois jours plus tard…

L'islam antisémite s'appuie sur un grand nombre de versets du Coran qui invitent au massacre des juifs. Il peut également invoquer quantité de propos tenus par le Prophète et rapportés dans les hadiths. Il peut également en appeler à la biographie de Mahomet qui a combattu les juifs les armes à la main, qui a procédé à des assassinats et à des massacres de juifs. Je m'appuie pour ce faire sur des textes que les musulmans eux-mêmes reconnaissent comme les leurs : le Coran, les hadiths et la Sîra. Est-ce que citer les textes que les musulmans revendiquent c'est faire preuve d'islamophobie[4] ? Il faut croire que, pour la gauche culturelle qui défend l'islamo-gauchisme, la réponse est oui. Je sais de quoi je parle…

À cause de leur refus dommageable de s'organiser, les Gilets jaunes font l'objet de perpétuelles récupérations. On parle d'extrême droite, c'est facile et attendu : tout ce qui met en cause l'État maastrichtien et son ordre libéral est systématiquement renvoyé du côté du pétainisme, du vichysme, du fascisme, du nazisme, le tout ramassé sous le syntagme simple d'« extrême droite » – avec de temps en temps des variations du genre : nationaliste, raciste, xénophobe, homophobe… « Grossophobe » n'a pas encore été utilisé, mais son temps viendra.

Or il existe deux récupérations des GJ dont on parle peu : la récupération par la gauche et la récupération par les islamistes.

Commençons par la récupération de gauche

Je ne prends pas de notes quand je regarde les informations. J'ai tort. Car je me souviens de la véhémence médiatique des propos d'Éric Coquerel contre les Gilets jaunes dans les jours qui ont suivi le 17 novembre 2018. Il est l'un des hommes politiques les plus invités dans les médias[5]. On a du mal à croire qu'il

se soit tu sur cette question *pendant dix jours* : c'est pourtant ce qui apparaît quand on consulte le Net et que, comme moi, on souhaite retrouver ce qu'on a vu et entendu une fois… À la France insoumise, on a un bon *community manager* qui sait comment faire pour enterrer dans le plus sombre du Net ce qu'on n'a pas intérêt à laisser traîner dans la lumière !

Mais, tout de même. Qu'on se souvienne : *la gauche tout entière* a pincé du bec quand, mi-novembre, il a été question des premières revendications des GJ. Elle n'était pas loin de Macron sur le sujet…

La France insoumise, le Parti socialiste, le Parti communiste, le Nouveau Parti anticapitaliste ont tous tergiversé en estimant qu'il n'était pas question de manifester avec des gens que soutenaient le Rassemblement national et Debout la France.

Or ceux qui refusent de se trouver aux côtés des Gilets jaunes soutenus par le RN et DLF se trouvent beaucoup moins gênés de côtoyer telle ou telle figure de gauche dans des manifestations qui fleurent bon l'islamo-gauchisme.

Jean-Luc Mélenchon n'a pas ces pudeurs de gazelle quand il s'agit de maintenir dans son groupe la France insoumise une Danièle Obono pour qui la laïcité à la française qui interdit le voile dans l'espace public est surtout une arme contre l'islam ; pour qui le racisme anti-Blanc n'existe pas puisque tout « racisé », du fait que lui ou ses ancêtres ont fait l'objet de racisme même il y a plusieurs siècles, a le droit de pratiquer la discrimination raciale, autrement dit : d'être raciste ; pour qui il faut comprendre ceux qui ne sont pas *Charlie* parce que ce journal les a insultés avec des caricatures du Prophète ; pour qui des réunions dites antiracistes peuvent exclure des Blancs, des réunions féministes sont fondées à interdire des hommes, des réunions LGBT sont habilitées à refuser l'entrée à des hétérosexuels ; pour qui le compagnonnage avec Houria Bouteldja, photographiée près d'une pancarte qui dit : « Les sionistes au goulag », ne pose aucun problème ; pour qui la chanson *Nique la France*, qui fait du pays dont elle est député un pays « puant », mérite d'être défendue ; pour qui un musulman qui refuse de conduire un bus après qu'une femme l'a elle-même piloté ne présente aucun problème ; pour qui la censure contre Dieudonné n'est pas légitime. En effet, la France insoumise peut être légitimement invitée par le

PS à manifester contre l'augmentation des actes antisémites en France ! Qui se ressemble s'assemble.

Toute cette gauche plus ou moins complaisante à l'endroit des « antisionistes » se retrouve aujourd'hui à courir derrière les Gilets jaunes qui ont fini par se faire rattraper.

Or seuls les GJ auraient pu, un temps hélas écoulé, fédérer un refus de l'État maastrichtien sur une base souverainiste en économisant les partis dont ils ne veulent plus – la France insoumise de Mélenchon, le Rassemblement national de Marine Le Pen et Debout la France de Dupont-Aignan –, et ils ont raison.

Mais, malheureusement, faute d'organisation, ils ont laissé les loups entrer dans la bergerie. La haine dont Alain Finkielkraut a fait l'objet lors de ce quatorzième acte prend sa source dans cette gauche dont l'anticapitalisme, à des degrés divers, s'accompagne de près ou de loin d'un antisionisme qui est en fait un franc antisémitisme.

Examinons la récupération par un certain islam

Le compagnonnage entre une gauche anticapitaliste, donc antisioniste, de fait antisémite, et un islam venu des banlieues est avéré. Il signe la collusion entre l'anticapitalisme et l'islamisme. Ce mélange est explosif. Il est en passe d'emporter le mouvement des Gilets jaunes.

Ceux qui s'en réjouissent, Macron et les siens, ont bien tort. Car, dans ses suites, pareille convergence des luttes n'emporterait pas seulement les GJ, elle ouvrirait également la voie à une libération de la violence dont le pouvoir, déjà débordé par beaucoup moins, ne saurait que faire…

Ce compagnonnage du jaune et du vert était déjà visible le jour des dégradations effectuées à l'Arc de Triomphe. Le film qui montre les ravages et la jubilation des vandales qui exhibent leurs trophées en atteste. Le pouvoir a utilisé ces images pour discréditer le mouvement des GJ. C'était rentable du

point de vue de la petite politique politicienne mais c'était mortel sur le terrain de l'avenir du pays. Bien pour le journal de vingt heures, mais nul pour l'avenir et le destin de la France.

Dans la mouvance salafiste, du côté des Frères musulmans, dans les pays comme le Qatar, le mouvement des GJ est perçu comme une occasion de faire tomber l'Occident pensé comme judéo-chrétien, donc comme un adversaire rabique. Une fois tombé l'édifice, il ne resterait plus qu'à y installer une idéologie nouvelle.

Dans une analyse fouillée et touffue de la récupération du mouvement par les salafistes, intitulée « Gilets jaunes et Alexandre Benalla : l'ours islamiste est sorti de ses banlieues (les preuves) », Mohamed Louizi[6] cite ce propos de l'islamiste Élias d'Imzalène : « Il nous appartient donc à nous, muslim, de réimpulser une contestation politique intégrale de l'*American way of life*. Il nous faut faire mentir Fukuyama et prouver au monde que l'histoire n'est pas encore finie […]. À nous donc de donner un sens politique à cette révolte. Le but n'est donc plus de contester simplement cette hausse des taxes mais bien ce système politique qui l'induit. Et pour qui douterait encore, qui de plus légitime que le muslim politique assumant sa fonction de réveil des masses et de refus de l'oppression comme avant-garde de cette révolte ? Ne possédons-nous pas dans notre logiciel originel même (l'islam) cette contestation de la société de consommation basée sur l'exploitation des masses par un système financier reposant sur l'usure et la spéculation ? Ce n'est donc pas pour contrer l'extrême droite ou encore pour nous ranger derrière d'autres que nous nous devons de soutenir ce mouvement. Mais c'est bien pour accomplir en plein jour les objectifs primordiaux de notre logos (l'islamisme) que nous devons nous lever pour la justice sociale et contre ce système oppressif. (…) Cette révolte sera ce que l'on en fera… Alors oui il faut être des Gilets jaunes ! » En passant, Mohamed Louizi fournit des pistes intéressantes sur Alexandre Benalla…

La presse de « gauche » calomnie évidemment Mohamed Louizi. Les tribunaux le poursuivent. J'y verrais pour ma part bien plutôt une confirmation qu'il dit vrai…

Quoi qu’il en soit, ce groupe qui attaque Alain Finkielkraut[7] prouve que les Gilets jaunes sont au moins infiltrés par ceux-là, qui se sont montrés à visage découvert.

Si les GJ ne s’organisent pas urgemment, s’ils ne font pas le nécessaire pour se démarquer et se dissocier clairement de cette pathologie sociale, politique et intellectuelle qu’est l’antisémitisme, s’ils ne surmontent pas leurs petites divergences afin d’éviter par la fédération de leurs forces girondines que de plus forts, de plus rusés, de plus malins qu’eux emportent la mise de leur mouvement, alors ils vont mourir, mangés tout crus par l’islamo-gauchisme, quelle qu’en soit la forme : les partis ou les syndicats dits de gauche dans une version *light*, c’est celle du *Soumission* de Houellebecq, ou bien les organisations salafistes dans la version *hard*, c’est celle de *Guérilla*, le roman de Laurent Obertone. Le moment est historique : les Gilets jaunes ont le choix entre s’organiser ou se faire absorber par les prédateurs aux aguets.

1. http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2016/08/29/31001-20160829ARTFIG00117-le-camarade-melenchon-converti-a-l-islamo-gauchisme.php ; https://www.lejdd.fr/Politique/laicite-pourquoi-jean-luc-melenchon-ne-desavoue-pas-daniele-obono-3477842

2. https://www.la-croix.com/Actualite/France/En-2012-une-courte-parenthese-dans-la-presidentielle-2015-11-22-1383479

3. https://www.lemonde.fr/religions/article/2018/11/09/les-actes-antisemites-en-hausse-de-69-en-2018-en-france_5380962_1653130.html

4. On trouvera le détail de ces textes, de ces citations, de ces faits et gestes, dans *Penser l'islam*, Grasset (2016). Je défends publiquement ces thèses depuis le *Traité d'athéologie* (2005).

5. https://www.politiquemedia.com/personnalites-475.html

6. http://mohamedlouizi.eu/2018/12/29/gilets-jaunes-et-alexandre-benalla-lours-islamiste-est-sorti-de-ses-banlieues-les-preuves/#_ftnref233.

7. À l'heure où je termine d'écrire ce texte, dimanche 17 février 2019 à 16 heures, je découvre qu'à « gauche » des voix minimisent, voire justifient, l'agression dont a été victime Alain Finkielkraut… On y retrouve comme par hasard des gens de la France insoumise, du Média et du Parti socialiste avec Jean-Pierre Mignard, ami intime de François Hollande et… président du comité d'Éthique [*sic*] de la campagne présidentielle d'Emmanuel Macron – prière de ne pas rire… Dans cette liste édifiante, on trouve également l'« humoriste » Yassine Belattar, nommé par Emmanuel Macron au sein du Conseil présidentiel des villes : http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2019/02/17/01016-20190217ARTFIG00072-des-voix-minimisent-l-agression-dont-a-ete-victime-alain-finkielkraut.php

28

Peut-on penser les Le Pen ?

L'agression d'Alain Finkielkraut, par un antisémite dont l'enquête policière nous a appris depuis qu'il s'agissait d'un radicalisé de l'islam politique, nous a permis de constater ce qu'il faut penser d'un certain nombre de figures connues à gauche comme à droite.

On a vu que l'*islamo-gauchisme* qui travaillait les belles consciences de gauche, celles qui s'autorisent à être homophobes, phallocrates, sexistes, racistes, obscènes, insultantes, ordurières, *et, bien sûr, antisémites*, pourvu qu'elles collaborent à France Inter ou à *Télérama*, aux *Inrockuptibles* ou à *Libération*[1], sinon à *Slate*, fait des ravages dans la gauche institutionnelle – disons : la gauche d'État, qu'elle soit au pouvoir ou dans l'opposition… Depuis son *Pour les musulmans*, Edwy Plenel avance sans discontinuer que les musulmans d'aujourd'hui sont les juifs des années 1930 – on cherche pourtant l'équivalent des lois antijuives pour les musulmans ou bien encore celui d'un signe les stigmatisant comme jadis l'étoile jaune ; Marlène Schiappa estime que la Manif pour tous et l'État islamique, c'est idéologiquement la même chose – on aimerait savoir combien de décapitations, de crimes, de meurtres, de tortures sont à mettre au compte de ceux dont le seul forfait est d'affirmer que le mieux pour un enfant consiste à disposer d'un père et d'une mère ; Emmanuel Macron promet au Conseil représentatif des institutions juives la dissolution de factions d'extrême droite, la vraie, mais aucune dissolution d'associations antisionistes de gauche, bien qu'il clame partout, et avec raison, que l'antisionisme est la forme actuelle de l'antisémitisme ; on a vu poindre des « oui mais », du

socialiste Mignard à l'insoumis Guénolé en passant par Houria Bouteldja, mais il n'en fut pas fait grand cas médiatique ; quant à Alain Badiou, maoïste de choc, il a publié dans *Le Média* (23 février 2019) un texte qui mérite de rester dans les annales du robespierrisme français, dans lequel il agonit Alain Finkielkraut : « imposteur », « enragé de l'Occident et de la race blanche », « intellectuel bien blanc et bien réactionnaire », « académicien du suprématisme occidental », « instrument complaisant, réjoui, de provocateurs antisémites et fascisants », et puis, ce qui fleure bon la rhétorique que nous savons : « parasite haineux »… « Vipère lubrique », « tigre de papier » et « hyène dactylographe stipendiée par le capital et la CIA » ne s'y trouvent pas, mais peut-être ai-je lu trop vite. Plus complice de Macron et de Castaner, sinon de BHL, qui n'attendent que ce genre de diatribe, tu meurs…

Côté *vieil antisémitisme d'extrême droite*, on a moins commenté la réaction de Jean-Marie Le Pen. Et pour cause, car ce silence nous en apprend beaucoup sur l'usage que les médias du système font de *la famille* Le Pen… Il leur faut en effet cacher ce discours du père, car il est un véritable cas d'école antisémite à l'aune duquel n'importe quel lecteur honnête peut mesurer les propos de sa fille, qui sont, eux, franchement… philosémites.

La gauche officielle dira une fois de plus que je fais le jeu du Rassemblement national, j'en ai l'habitude, de Mélenchon à Joffrin, des universitaires aux journalistes, des socialistes aux communistes, c'est toujours la même scie musicale. Or loin de toute idéologie qui abolit l'intelligence des choses, je souhaiterais juger sur pièces et commenter des textes, des écrits, des déclarations, pas des hypothèses ou des affabulations, des fictions ou des supputations. La vérité se paie du sacrifice de l'idéologie.

Que dit le père ? Citons son « journal de bord » hebdomadaire : concernant l'agression d'Alain Finkielkraut, il s'agit d'un simple « incident de rue, qui ne devrait pas avoir la chance […] d'être présenté à l'opinion nationale par la télévision ». Ensuite, il doute des profanations constatées dans un cimetière juif et suppose que ce pourraient être des provocations d'État : « C'est fait par des professionnels, les croix gammées n'ont aucune bavure »…

Enfin, il récuse l'augmentation des actes antijuifs chiffrés par le ministère de l'Intérieur : « Il nous faudrait la liste de manière à ce qu'on puisse faire la différence entre un graffiti, un meurtre ou un croche-pied à l'école », dit-il… À quoi il ajoute : « Si la France était antisémite, il y aurait eu 300 ou 400 ou même 1 000 cimetières vandalisés. »

Par ailleurs, il met en doute l'ampleur de la mobilisation du rassemblement organisé contre l'antisémitisme du 19 février 2019. « Si la police l'avait [évalué], elle aurait dit 10 000 », estime Jean-Marie Le Pen, convaincu qu'« on ne peut pas dire que c'était un grand succès ». Arrive alors la conclusion : « Ça se comprend, parce qu'il n'y a pas d'antisémitisme en France qui justifie une mobilisation de l'opinion. » Il complète ainsi : « Ce qui est vrai, c'est que l'islamisme radical, extrapolant en quelque sorte le conflit israélo-arabe, transporte ça en France. C'est beaucoup plus de l'antisionisme que de l'antisémitisme. » Le camarade Badiou serait d'accord…

Après avoir souhaité minimiser l'agression d'Alain Finkielkraut, indûment exagérée selon lui par les médias, après avoir laissé entendre que les profanations étaient une provocation d'État, après avoir affirmé que les actes antisémites n'avaient pas augmenté en France, après avoir minimisé les chiffres de la participation au rassemblement populaire à la lutte contre l'antisémitisme, après avoir dit qu'il n'y avait pas d'antisémitisme en France mais un antisionisme causé par les Arabes et importé sur le sol national par les banlieues, après avoir expliqué qu'il n'y avait aucun antisémitisme en France qui justifierait qu'on se mobilise contre lui, Jean-Marie Le Pen conclut, faussement naïf ou vraiment cynique : « On ne peut pas dire que je sois antisémite » – en effet… On se demande ce qu'il faudrait de plus pour qu'il le soit vraiment !

Que dit Marine Le Pen sur l'agression d'Alain Finkielkraut ? Non pas : que lui fait-on dire ? que pourrait-elle bien dire ? que dit-elle, non pas dans le texte, mais de façon subliminale, entre les mots ? quelle affirmation est la sienne dont nous pourrions dire que, justement, parce qu'elle la profère avec véhémence, c'est très exactement le contraire qu'elle pense ? et autres ficelles habituelles

pour dire que le réel n’a pas eu lieu parce que la propagande doit, elle, avoir lieu ; mais *qu’a-t-elle dit vraiment ?*

Elle a envoyé une lettre au philosophe dans laquelle les choses sont claires : elle assure son récipiendaire de sa sympathie, de son admiration, de son respect ; elle salue son analyse froide et lucide de l’événement ; elle convient que l’agression mérite une riposte ; elle parle de l’antisémitisme camouflé en antisionisme ; elle fait de l’islamo-fascisme une menace contre la liberté de pensée ; elle déplore que l’islamisme conquérant se travestisse sous les oripeaux de l’antiracisme et rende ainsi la lutte difficile ; elle cite Pascal Bruckner en appui à son analyse ; elle pointe la responsabilité de l’indigénisme présent jusque dans l’hémicycle, qui empêche d’établir un diagnostic juste ; elle signale la responsabilité des idiots utiles de droite et de gauche dans ce refus du réel ; elle déplore l’instrumentalisation de cette agression par la politique politicienne et sa récupération à des fins partisanes ; elle constate enfin que l’identité de jeunes immigrés se constitue dans la haine des juifs et de la France ; elle conclut en mentionnant des divergences d’opinions normales qu’elle a avec le philosophe mais qui se trouvent relativisées par la nécessaire solidarité du moment. À quoi elle ajoute qu’elle et son parti vont déposer des fleurs sur les lieux du « martyre » des victimes de l’antisémitisme islamiste. Voilà donc le contenu de cette lettre.

Faut-il une analyse de texte pour expliquer ce qui distingue, sépare et oppose la doctrine du père, fondateur antisémite du Front national, des propositions de sa fille, philosémite qui a abandonné le père, le nom de son parti et ses thèses ? Lui estime que Finkielkraut n’est victime de rien du tout, que les médias ont tort d’en faire une affaire, que l’antisémitisme ne monte pas en puissance, qu’une mobilisation n’est pas nécessaire ; elle, pour sa part, pense que Finkielkraut est victime d’un antisémitisme dommageable, qui n’est pas créé par les médias parce qu’il procède d’une banalisation par l’islamo-fascisme, auquel une certaine gauche donne son appui ; elle appelle d’ailleurs clairement à en commémorer les victimes.

Pour ne pas voir ce qui est dit ou écrit, la première solution consiste à dire sans vergogne que la chose n’a été ni dite ni écrite ; ensuite, si l’on ne peut faire

autrement parce que c'est gros comme le nez au milieu de la figure, il faut dire que certes, la chose a été dite ou écrite, mais pas vraiment pensée : le procès d'intention suffit. Depuis Freud et son fameux texte intitulé *La Négation*, on sait que oui, c'est non, et que non, c'est oui – sauf quand oui ou non font l'affaire du prestidigitateur viennois, auquel cas oui, c'est oui, et non, c'est non… « Elle l'a dit, mais elle ne le pense pas », voilà la première technique.

L'autre technique consiste à dire que, peut-être, elle le pense, mais que ses militants, eux, ne le pensent pas et qu'on ne peut donc la croire, elle. On trouve alors un candidat aux municipales d'un village du Cantal qui a tweeté un propos antisémite permettant d'invalider Marine Le Pen tout entière, même si elle condamne le propos et exclut le tweeteur de son parti. C'est la logique du : « Si ce n'est toi, c'est donc ton frère ».

Une troisième technique suppose la transmission du péché originel paternel par la génétique… Une écrivaine bien-pensante qui a récemment balancé dans un « roman » l'ancienne femme de son nouvel amant de gauche, un député socialiste bien connu, disait il y a peu sur un plateau de télévision que l'antisémitisme était « dans l'ADN de ce parti », à savoir le FN… J'ai appris à cette occasion que les partis disposaient d'un ADN, puis que, comme chez les catholiques, le péché originel se transmettait par le sperme du père, enfin, comme chez les racistes – je n'irais pas jusqu'à dire comme chez les nazis, car ce sont plutôt les méthodes de cette dame et des siens, mais je me retiens –, comme chez les racistes donc, on est moins coupable de ce qu'on dit ou fait que de ce que la génétique nous fait être : Marine Le Pen est condamnable donc condamnée d'être née d'un père antisémite, elle a beau dire qu'elle ne l'est pas, peu importe. Cette fois-ci la formule est : « Si ce n'est toi, c'est donc ton père ».

Avec cette façon de ne pas penser, il est étonnant qu'on ne fasse pas à l'actuel patron du PCF le procès des deux années de son adhésion zélée au pacte germano-soviétique[2], car cette entente amicale entre l'URSS de Staline et l'Allemagne nazie, y compris sur le dos des juifs, pourrait, elle aussi, être considérée comme faisant partie de l'ADN du Parti communiste. D'autant que ce pacte rend possible la Seconde Guerre mondiale[3]. Mais là, non. La génétique mondaine ne fonctionne plus…

Cessons là. Je n’ai aucune sympathie pour Marine Le Pen, dont l’épine dorsale idéologique est branlante. Jadis libérale, du temps de son père, récemment souverainiste sous les auspices de Florian Philippot, anti-euro avant les élections, puis incertaine entre les deux tours, avant de devenir pour l’euro depuis que Philippot philippote à son compte, la voilà qui, à l’idée d’une dissolution de l’Assemblée nationale, se voit en Premier ministre appelée par un Macron désavoué à l’issue d’une consultation législative. Pour préparer le terrain, elle prend soin d’annoncer un peu lourdement qu’elle ne toucherait pas à l’euro et que le Frexit ne serait pas d’actualité. À cette heure, Marine Le Pen, c’est le Chirac du bruit et des odeurs des années 1980. C’est Pasqua en jupe. Et ça n’est pas ma tasse de café.

Mais je souhaiterais qu’on arrête d’hystériser cette famille pour mieux la combattre. On ne peut, comme le fit il y a peu BFM, consacrer un reportage d’une heure sur les arcanes de cette tribu sans dire un mot de ce qui fait l’essentiel de ce qui se raconte sur elle le reste du temps : à savoir qu’elle serait un danger pour la démocratie, une insulte à la République, un risque aussi grand pour la France, si l’on en croit le candidat Macron entre les deux tours, qu’Oradour-sur-Glane augmenté de la Shoah ! À quoi bon un portrait d’Hitler si le mot « Auschwitz » ne s’y trouve jamais prononcé ?

Depuis Mitterrand, qui avait bien compris la chose et mis en branle cette technique du coup d’État permanent lui permettant d’assurer sa réélection, la « gauche » fait tout pour que ce parti soit fort au point de se retrouver au second tour des élections présidentielles afin de briser la droite traditionnelle en deux puis, au second tour, après que l’épouvantail a été agité pour que le bon peuple vote pour le candidat maastrichtien, lequel, comme par hasard, ferait face au péril fasciste, au danger antirépublicain, à la menace du retour des chemises brunes. Cette technique de combat assure qu’un candidat maastrichtien se trouve sans discontinuer placé au sommet de l’État depuis le président à la francisque – un compagnonnage maréchaliste qui n’induit pas là non plus l’association d’un ADN vichyste au Parti socialiste…

Trop nombreux sont ceux qui sont encore dupes de cette technique qui exige la curée et donne lieu dans tous les médias depuis un quart de siècle aux *cérémonies de la haine* si bien analysées par Orwell dans *1984*. Je me méfie de l'Ennemi avec un E majuscule : l'Aristocrate, le Noble, le Curé, le Monarchiste avant-hier, le Capitaliste, le Marxiste, le Trotskiste, le Juif hier, l'Immigré, le Musulman aujourd'hui. L'ennemi de classe ou l'ennemi de race permet trop souvent de couper le monde en deux afin d'opposer le Bien au Mal, le Vrai au Faux. Pour mener à bien cette propagande, il faut un Bouc émissaire parce qu'il rend possible la cristallisation d'un Ami et d'un Ennemi – Carl Schmitt a tout dit sur le rôle de ces deux figures en politique.

Pas besoin de faire de Marine Le Pen une fasciste cachée, une vichyste subliminale, une antisémite refoulée, une pétainiste embusquée, une hitlérienne ontologique. Il suffit juste de la regarder, de l'écouter, de la lire : son rêve consiste à entrer à Matignon pendant que Macron serait à l'Élysée, et ce afin d'asseoir une dimension de chef d'État mise à mal par le débat télévisé d'entre les deux tours, chacun s'en souvient. Son idéal n'est pas le Grand Soir national factieux raciste et antisémite après incendie du Reichstag français, mais une cohabitation supplémentaire dans le cadre rouge et or de la Ve République. On joue à se faire peur alors qu'il y a matière à effroi véritable, mais ailleurs…

---

1. Je songe, respectivement, à l'affaire Mehdi Meklat et à l'affaire de la Ligue du LOL : voir respectivement https://fr.wikipedia.org/wiki/Mehdi_Meklat et https://fr.wikipedia.org/wiki/Ligue_du_LOL

2. Yves Santamaria, *1939, le Pacte germano-soviétique*, Complexe, 1999.

3. https://www.diploweb.com/Seconde-Guerre-mondiale-le-sens-du.html : « C'est donc bien l'alliance de deux totalitarismes – nazi et communiste – qui est à l'origine du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. En signant le pacte germano-soviétique, J. Staline donne à Adolf Hitler les garanties dont il a besoin pour lancer ses troupes sur la Pologne, puis mettre le monde à feu et à sang. Le secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique escompte alors pouvoir tirer ensuite profit du chaos pour exporter la révolution. »

29

Paris brûle-t-il ?

On l’aura désormais bien compris, en matière de crise des Gilets jaunes, Macron joue le pourrissement… C’est bien sûr une option éminemment dangereuse. C’est celle de la ville dont le prince est un enfant… Elle peut sembler rentable à cet enfant-roi qui sait que, dans la logique binaire installée par ses grands prédécesseurs, tout a été fait pour qu’aux présidentielles le choix final oppose un candidat maastrichtien et un autre qui ne l’est pas – le premier présentant le second comme le chaos fasciste. De ce fait, pareille logique contraint à porter au pouvoir n’importe quel homme lige de l’Europe maastrichtienne. Il est l’un des serviteurs de ce pouvoir-là et s’en sait fort. Mais c’est la force d’un domestique.

Voilà pour quelles raisons, dans le chaos actuel, la liste macronienne arrive malgré tout en tête des intentions de vote aux prochaines élections européennes. De sorte qu’après dix-huit semaines de mépris, d’insolences, d’insultes, de désinformation, de fausses nouvelles, de morgue, d’injures, d’offenses, d’affronts à l’endroit des Gilets jaunes, Macron persiste dans une communication dont il sait qu’elle lui est profitable : pendant que Paris brûle, que des banques sont incendiées, que le Fouquet’s est en flammes, qu’un feu allumé par les casseurs dans un immeuble menace de faire périr ses habitants, que les échauffourées sont démultipliées, que des leaders pilotés en sous-main par des politicards appellent désormais à l’insurrection violente, que les mêmes souhaitent une convergence des luttes entre black blocs et « gens des cités » sous prétexte de Gilets jaunes, que l’arrivée en masse de black blocs est annoncée par

le ministère de l'Intérieur sans que *rien ne soit fait en amont pour les empêcher de nuire*, Emmanuel Macron skie… Le roi fait du ski ! En compagnie de sa femme, de sa famille, de ses amis, peut-être même avec son ami Benalla, il fête la vie à grand renfort de raclette et de fendant ! Tout va bien à Versailles…

Pourquoi en effet devrait-il se ronger les sangs ?

Car, si la dissolution de l'Assemblée nationale avait lieu, Macron sait bien qu'il resterait président de la République. Son obligation constitutionnelle et politique se limiterait à nommer un Premier ministre issu de la nouvelle majorité… qui ne manquerait pas d'être macronienne !

Si, par une très improbable extravagance, le Rassemblement national arrivait en tête de ces élections législatives après cette hypothétique dissolution, Macron nommerait Marine Le Pen à Matignon. Le premier travail de cette dame serait de faire du Chirac des années 1980, en prenant bien soin de ne toucher ni à l'euro, ni à l'Europe libérale, ni à Maastricht, et de n'envisager en aucun cas un Frexit – elle a déjà prévenu… Ajoutons à cela que, conditionnée par des années de propagande, la rue refuserait cette nomination après que les médias aux ordres auront fait fuiter le projet : Macron aurait alors la rue pour lui… Pour éviter pareil scénario, il pourrait alors préférer Dupont-Aignan, qui arriverait en courant pour occuper le poste. La réélection de Macron lors de la présidentielle suivante serait assurée.

Si Macron démissionnait, ne rêvons pas, il sait également que ni le Parti socialiste, qui à cette heure confie les clés européennes du parti de Jaurès à Raphaël Glucksmann qui n'en a pas même la carte, ni la France insoumise, qui a montré en boucle sur les médias un Mélenchon psychiquement problématique, ni le parti de Wauquiez, qui tente de survivre en exhibant une chimère politique faite d'un jeune philosophe catholique flanqué de quelques chevaux de retour du sarkozysme guère encombrés par la morale catholique, ne sont à même de lui succéder à l'Élysée.

Tout va donc très bien pour lui.

Choisir le pourrissement, parce qu'on sait qu'il fera notre affaire, même si tout cela dessert le petit peuple, les pauvres, les miséreux, les sans-grade et tous ceux qui constituent le fond ontologique de la rébellion des Gilets jaunes, c'est

agir comme Attila ou n’importe quel autre chef barbare : c’est opter pour la politique de la terre brûlée. Après moi, ou sans moi, ou hors de moi, le déluge !

C’est donc prendre en otages les Français en croyant qu’ils sont là pour nous et non qu’on se trouve là pour eux. Cet homme qui fait semblant de placer son quinquennat sous les auspices de Jupiter et du général de Gaulle le place finalement sous celui de Peter Pan, cet enfant qui ne veut pas grandir.

Pour qui prend-il les gens ?

Il a d’abord méprisé les maires, puis il a prétendu qu’ils étaient le sel de la démocratie, avant de partir à leur rencontre pour leur faire la leçon comme un instituteur d’antan avec sa classe d’élèves en blouse et aux ordres. Les premiers magistrats, choisis et triés sur le volet par les préfets payés pour relayer la politique du président, ceints de leur écharpe tricolore, n’en sont pas revenus que le chef de l’État daigne monologuer devant eux pendant des heures.

Il a ensuite méprisé les Français – des Gaulois rétifs à la nouveauté, des râleurs éternellement rebelles, des crétins incapables de comprendre la nécessité des changements voulus par Sa Majesté, au contraire des peuples luthériens du nord de l’Europe –, avant d’organiser de faux débats, vrais monologues, tout en délaissant son métier qui est de présider la France et non de militer pour lui-même, sa cause et son succès aux prochaines élections européennes.

Il a enfin méprisé les intellectuels qui ne lui léchaient pas les bottes avant d’en inviter une soixantaine soigneusement sélectionnés – il est intéressant d’ailleurs de voir qui a été convié. Frédéric Lordon, gauchiste en chef, mais subventionné par le contribuable via le CNRS où il est directeur de recherche, l’aurait été et a bruyamment fait savoir qu’il n’irait pas. Michel Wieviorka, « sociologue », mais est-ce vraiment le cas pour ce monsieur qui affirme sans barguigner sur Canal+ que le *A entouré d’un cercle est un symbole d’extrême droite*, fait bien sûr partie des élus. Après avoir dit qu’il n’y avait pas de culture française, Macron invite donc six dizaines de ses représentants pour débattre avec eux sur France Culture, haut lieu de liberté intellectuelle s’il en est. Gageons que débattre avec soixante personnes à la fois le contraindra à une performance longue d’une quinzaine de jours non stop, à défaut, cette rencontre ne sera rien d’autre qu’une danse du ventre présidentielle devant une assemblée

captive. À moins qu’on lui offre la grille d’été sur cette chaîne du service public, le créneau est disponible, je crois, après qu’il a été occupé pendant seize années par un philosophe viré par ses soins.

Il méprise les Gilets jaunes depuis le début et traite leur souffrance par l’insulte : antisémites, homophobes, racistes, xénophobes, incultes, illettrés, avinés, fascistes, lepénistes, vichystes, pétainistes, tout est bon qui permet de dire à ceux qui se sont contentés de manifester leur souffrance sociale qu’ils sont des salauds de pauvres. Cette maladie sociale que sa politique maastrichtienne brutale diffuse comme une épidémie foudroyante est traitée par lui avec arrogance, suffisance, provocation. À quoi bon, sinon, s’afficher en train de boire un coup avec ses amis en terrasse dans une station de ski à l’heure même où Paris brûle ? Plus cynique que cela, tu meurs…

Choisir l’humiliation n’est pas de bon profit. Il faut être un demeuré fini pour l’ignorer. L’un de ces soixante intellectuels choisis par le Prince pour lui servir de miroir devrait offrir à ce faux intellectuel vrai cynique un livre que Marc Ferro a publié en 2007 et qui s’intitule *Le Ressentiment dans l’histoire*. Ce livre est rapide, indicatif et vite fait, on l’aimerait avec mille pages de plus tant ses intuitions et ses informations sont justes. Quelle est sa thèse ? On n’humilie jamais impunément les peuples et l’avilissement un jour génère une réplique toujours.

À quoi peut bien ressembler cette réplique ?

Personne ne pouvait imaginer que ce fameux débat pût accoucher d’autre chose que d’une souris. Macron avait prévenu dès le départ que le bavardage national allait avoir lieu mais qu’à son issue il n’était pas question de changer de cap. À quoi bon, dès lors, un débat, si l’on fait savoir en amont qu’il ne changera rien à l’essentiel ? On ne pouvait mieux avouer qu’il s’agirait de parler pour ne rien dire.

Il a nommé des médiateurs, des coordinateurs, des animateurs, il a créé un dispositif pour faire remonter, centraliser, synthétiser les demandes exprimées dans des cahiers de doléances aux marges étroites et aux contenus guindés, il a trouvé des budgets pour financer tout ça, il a parlé tout seul en prétendant qu’il dialoguait, il a saturé les médias avec sa présence logomachique, il a voyagé

partout en France et s’est montré dans les endroits les plus improbables de la province, il s’est fait annoncer et il est venu, il est venu sans se faire annoncer, il a pris des notes devant les caméras qui en profitaient pour effectuer un gros plan rentable du point de vue de la communication – cet homme écoute attentivement, se disait le péquin moyen, la preuve, il a sorti son stylo… –, il a tombé la veste, mouillé la chemise, fait des bons mots, il a même, rendez-vous compte, pris place auprès d’un Gilet jaune qui arborait sa fluorescence à côté de lui… Mais, on le sait, tout ça ne servira à rien puisque le cap, qui est le bon, sera maintenu !

Ce grand enfumage procède de ce qu’en son temps Ségolène Royal avait appelé la « démocratie participative » sans s’apercevoir que la nécessité de recourir à ce pléonasme était bien la preuve qu’en démocratie le peuple avait cessé de participer… C’est la même personne, Ségolène Royal, qui avait recruté et appointé le scénariste des « Guignols de l’info », afin qu’il lui trouve des petites phrases assassines pour truffer ses discours et qui soient susceptibles d’être retenues et reprises par les journalistes. Déléguer la démocratie participative à un guignol, fût-il de l’info : tout était dit, déjà…

À quoi bon partir à la rencontre des gens dans les sous-préfectures pour leur demander ce qu’ils souhaitent quand on aspire à la magistrature suprême de la Ve République, comme autrefois Mme Royal, voire quand on s’y trouve, comme M. Macron aujourd’hui ? La réponse est simple : pour les images des journaux de vingt heures : il faut en effet laisser entendre par ces mises en scène qu’en choisissant de se trouver au centre d’une assemblée réunie en rond autour du mâle dominant qui feint de jouer le rôle de Gentil Organisateur du Club Med, on écoute, on se renseigne, on prend des avis, on descend dans l’arène, on n’a pas peur, on va au contact et, surtout, qu’on est proche des gens…

On peut ne pas souscrire à cette thèse de communicant d’un niveau bac moins cinq. Car quelqu’un qui aspire à cette charge ou, pire, qui s’y trouve déjà et a malgré tout encore besoin de ces rencontres pour savoir ce que pense le peuple, avoue clairement de la sorte qu’il ignore la vie de ceux dont il souhaite administrer l’existence et, de ce fait, qu’il ne mérite pas son poste sinon de candidat, encore moins de premier élu de la nation.

Macron dit qu'il écoutera mais n'en fera rien, il l'a dit lui-même ; il organise à grand renfort de médias complices cette rencontre sous prétexte d'apprendre ce que veut le peuple ; or, les souhaits des Gilets jaunes sont connus depuis le premier jour, bien avant que la pourriture voulue par le chef de l'État ne s'y installe.

Roi de la manœuvre, avec ce Grand Débat national, Emmanuel Macron a créé la diversion parce qu'il en avait besoin pour jouer la carte du pourrissement. Toute semaine passée sans que les Gilets jaunes parviennent à s'organiser jouait en sa faveur. C'était autant de temps utile pour organiser la riposte non pas politique mais policière, qui plus est de basse police : laisser les casseurs agir, laisser faire les dépavages, donc laisser les pavés voler, laisser les black blocs taguer et piller, laisser les casseurs des banlieues se joindre à ces black blocs afin que quelques Gilets jaunes s'y agrègent de façon à disposer d'images de vandalisations à associer aux Gilets jaunes : les Champs-Élysées, parfait, l'Arc de Triomphe, mieux encore, des incendies, super, des voitures retournées et en feu, génial… Roulez, BFM & Co ! Entre deux soirées en boîte de nuit, le ministre de l'Intérieur, couvert par les médias, dénonçait ce que le pouvoir avait laissé faire : c'est ainsi qu'on instille le virus dans un corps social. Il suffit ensuite de patienter : incubation, fièvre, symptômes, la maladie est bel et bien là, il n'y a plus qu'à attendre qu'elle progresse, qu'elle empire, puis à souhaiter que la mort soit au rendez-vous. Voilà la stratégie de Macron, elle lui permet, en attendant le trépas, d'aller aux sports d'hiver tout en sachant que pareille activité n'est réservée qu'aux privilégiés de cette société malade. Cynique, arrogant, prétentieux, sûr de lui et de sa méthode, quand Paris brûle, il skie…

Mais, à la manière d'un apprenti sorcier, cet homme qui a lâché les virus pour contaminer ce corps social des Gilets jaunes a pris le risque d'une infection bien plus grande. Quand son Grand Débat va accoucher de *réformettes sociales* (pourquoi pas le retour à 90 kilomètres à l'heure sur certaines routes de campagne dont la réglementation, en la matière, pourrait être rendue aux conseils départementaux ou régionaux, comme un signe qu'on donne à la France périphérique le pouvoir qu'elle souhaitait lui voir revenir…), ou de *réformes techniques* en matière de fiscalité (auxquelles personne ne comprendra rien, sauf

les professionnels des impôts), quand il décevra avec des *réformes en trompe-l'œil* (du genre : faux référendum qu'*in fine* les élus contrôleraient par des dispositions techniques leur permettant de reprendre d'une main ce qui aurait été donné de l'autre), quand, donc, les GJ verront que le président leur offre finalement de la poudre aux yeux pour tout traitement de leurs blessures, alors le ressentiment sera plus grand encore – et avec lui la Colère majuscule.

Et que fera-t-il de cette colère décuplée, lui qui a déjà répondu à une moindre colère par une vague de répression tellement disproportionnée que le haut-commissariat aux droits de l'homme à l'Organisation des Nations unies, via Michelle Bachelet qui fut présidente du Chili, lui a fait savoir qu'il installait la France dans la catégorie des pays qu'internationalement on remarque pour leur non-respect des droits de l'homme ?

La même Michelle Bachelet a formidablement résumé la nature du mouvement des Gilets jaunes en affirmant : « En France, les Gilets jaunes protestent contre ce qu'ils perçoivent comme une exclusion des droits économiques et de la participation aux affaires publiques ». Pour Emmanuel Macron, on sait qu'il n'en est rien et qu'il s'agit bien plutôt d'un mouvement de factieux d'extrême droite homophobes, racistes, antisémites, climatosceptiques et conspirationnistes – autrement dit : une offense faite à sa propre personne…

J'ai eu recours à l'histoire de l'apprenti sorcier. Rappelons comment elle se termine chez Goethe : le jeune sorcier a besoin de son vieux maître, qui arrive pour arrêter le délire. Sauf que, dans notre réalité, il n'y a pas un vieux maître sage en attente (que Sarkozy et Hollande ne rêvent pas…), mais de jeunes sorciers aussi dépourvus de cervelle que le président de la République. C'est désormais violence d'État contre violences populeuses.

Le *peuple* est mort étranglé par Macron en dix-huit semaines. Ce populicide en chef lui a préféré la *populace* qui lui doit sa généalogie. La populace, c'est le peuple moins son cerveau, c'est la foule reptilienne, la masse acéphale, un corps sans tête, un Léviathan conduit par les instincts ; elle est l'animal aux babines retroussées, aux crocs menaçants, aux griffes sorties ; elle est faite d'hommes au cortex grillé – elle est aussi et surtout le meilleur ennemi du peuple.

Pour empêcher la naissance de cette bête enragée désormais très dangereuse, il suffisait d'écouter le peuple, de l'entendre dès les premiers jours et de lui répondre dignement. C'eût été dans la logique du contrat social qui lie le chef et son peuple par la grâce d'un transfert de souveraineté républicaine synallagmatique – et non unilatéral donc despotique.

Au lieu de cela, comme un vulgaire tyranneau de république bananière, il a lancé sa soldatesque. Une partie du peuple s'est retirée pour laisser place au ressentiment pur et simple de la populace. La bonhomie des ronds-points a laissé place à la logique incendiaire. Avec ce poison d'une hypertoxicité qu'est le ressentiment, quelques gouttes suffisent pour abattre une civilisation qui se trouve dans l'état de la nôtre. Loin du général de Gaulle, Emmanuel Macron prend le risque de laisser son nom dans l'Histoire entre ceux de Néron et de Caligula. On retiendra que, quand Paris brûlait, il skiait…

30

Intellectuels, pièges à cons

Ils sont rares les intellectuels lucides alors que la clairvoyance et le discernement devraient être leurs qualités principales. Sauf quelques très rares exceptions, songeons à Albert Camus, leur histoire est remplie de preuves qu'ils se montrent niais, naïfs, ingénus, simples sinon simplets, crédules, innocents, nigauds, dadais, benêts…

Jadis, cette candeur générait des charniers : de la Terreur de 1793 à Pol Pot, en passant par les fascismes brun ou rouge, sans oublier le maoïsme, ou bien encore aujourd'hui le compagnonnage avec l'islam politique terroriste, les « intellectuels » ont été nombreux à cautionner les entreprises politiques sanglantes. Mais comme on ne demande jamais de comptes aux compagnons de route intellectuels des génocidaires, ils peuvent continuer à se tromper sans risquer l'opprobre.

Aujourd'hui, l'errance des intellectuels, tout le monde s'en moque – pour ne pas dire : tout le monde s'en fout… Du moins, il me faut préciser : l'errance des intellectuels de gauche, tout le monde s'en fout. Car l'errance d'un intellectuel de droite est une marque infamante pour toute la vie : par exemple, Alain de Benoist paie d'avoir sympathisé avec la cause de l'Algérie française il y a un demi-siècle, même après avoir plaidé la jeunesse, mais ni BHL ni Sollers, ni Badiou ni Kristeva, ni Le Bris ni July, ni Finkielkraut ni Bruckner, aujourd'hui politiquement propres sur eux[1], n'ont eu à souffrir d'avoir été maoïstes ou gauchistes, sans jamais, eux, avoir avoué qu'ils avaient erré… Deux poids, deux mesures.

Aujourd’hui, les intellectuels qui n’ont pas appelé à voter Macron à la dernière présidentielle sous prétexte que Marine Le Pen représentait le danger fasciste, nazi, antisémite, hitlérien et apocalyptique sont à compter sur les doigts d’une main déjà amputée de quelques doigts…

Le 18 mars 2019, le Prince libéral a convoqué une soixantaine d’intellectuels chez lui, à l’Élysée. France Culture, radio d’État nationale, sinon radio de l’État national, a été priée de servir de porte-voix hexagonal à la rencontre. Ce qu’elle a fait, sachant habituellement si bien le faire. France Inter aurait tout aussi bien fait l’affaire, mais c’eût été moins classe… Les règles de la convocation n’ont pas été données. Certains, qui n’ont peut-être pas même été invités, ont fait savoir bruyamment qu’ils avaient refusé. D’autres qui l’ont été ont eux aussi fait du bruit pour faire savoir qu’ils ne s’y étaient pas rendus. Mais, de la même manière que Satie disait de Ravel, qui avait refusé la Légion d’honneur qu’on lui avait attribuée sans son accord, que toute sa musique l’acceptait, d’aucuns avaient une pensée qui méritait d’être invitée, la preuve : ils ont été conviés[2]…

Née en 1962, Dominique Méda a fait partie de ceux qui ont reçu le carton. La dame coche les bonnes cases du trajet comme il faut dans le monde intellectuel : hypokhâgne et khâgne à Henri-IV, normalienne, agrégée de philosophie, énarque, inspectrice générale des affaires sociales, responsable de missions, directrice de recherche au Centre d’études de l’emploi, thèse d’habilitation, professeur de sociologie à l’université, directrice de choses importantes cachées derrière leurs sigles, officier de la Légion d’honneur, rubricarde au journal *Le Monde*, conseillère de Benoît Hamon à la dernière présidentielle, membre associée à l’Académie royale de Belgique : de l’université à l’Académie belge, en passant par l’ordre national de la Légion d’honneur, cette dame est un intellectuel labélisé haut de gamme. Normal que Macron l’invite…

Mais voici-t’y-pas que cette dame pourvue en signes extérieurs d’intelligence signe une tribune dans *Libération*, un journal capé en anciens signes d’intelligence, parce qu’elle estime, dit le titre, « que la rencontre s’est transformée en faire-valoir présidentiel ». Tudieu ! Hypokhâgne et khâgne à

Henri-IV, agrégation de philosophie, ouvrage cosigné avec Jacques Derrida, poste de professeur à l'université, médaille de la Légion d'honneur, distinguée par le roi des Belges, membre de ceci et membre de cela, et pas capable de comprendre *avant cette réunion* qu'elle serait un marché de dupes : voilà bien une contre-performance intellectuelle !

Elle a constaté qu'il n'y a pas eu de débat – elle n'a pas vu que depuis des mois il n'y avait pas de débats là où Macron et les siens, avec l'aide des journalistes en meute, l'annoncent ? Elle écrit : « J'avais accepté l'invitation à participer pensant – bien naïvement [*sic*] je l'avoue [*sic*] – que nous pourrions au moins de temps en temps rebondir pour, à notre tour, répondre au président de la République. Mais il n'en a rien été. » Faute avouée est à moitié pardonnée – mais à moitié seulement.

Dominique Méda parle d'un « non-débat avec les intellectuels ». Faut-il qu'elle expérimente elle-même l'enfumage pour constater enfin qu'elle a fait les frais de la même méthode que les élus et les autres Français convoqués par les préfectures – ce qui n'est pas étonnant ! N'avait-elle pas vu que cette logorrhée narcissique du président était sa signature ? De deux choses l'une : soit Dominique Méda ne s'est pas tenue au courant de l'actualité depuis le début des Gilets jaunes, donc depuis quatre mois, soit elle n'y a rien compris. Dans les deux cas, pour une sociologue estampillée par l'institution, c'était une erreur de n'avoir pas regardé au moins l'un de ces multiples faux débats ; et, pour une philosophe estampillée par l'institution, c'était une erreur de n'y avoir pas vu la stratégie d'enfumage. À quoi servent hypokhâgne et khâgne à Henri-IV ? Normale sup et l'agrégation ? Le doctorat et la chaire universitaire ? Les médailles distribuées par la République française ou la monarchie belge ? Cette dame fit partie de la matière grise collective de Benoît Hamon aux dernières élections présidentielles – on comprend mieux le score…

Une soixantaine d'intellectuels invités pour un temps de parole limité, même long, c'était l'assurance pour l'intellectuel invité de parler deux minutes… Pas besoin d'être agrégé de philosophie et professeur de sociologie à l'université pour effectuer un calcul aussi simple. Un certificat d'études *old school* aurait suffi.

Or, dit la dame, des intellectuels capables de synthétiser leur intervention en deux minutes, ça n’existe pas : la corporation n’a pas la modestie de la concision. Dès lors, ce ne furent que soliloques d’une poignée d’intellectuels ayant monologué petitement face à un président de la République qui a monologué longuement. Dominique Méda s’étonne de pareilles mœurs… Je m’étonne de son étonnement.

Elle écrit : « En le regardant parler pendant huit heures, écoutant certes chacun et répondant en effet aux questions, j’ai compris à quoi nous servions. Comme les maires, nous constituions le mur sur lequel le président faisait ses balles, jouissant de la puissance de ses muscles et de la précision de ses gestes et donc de la propre expression, cent fois ressentie, de son moi. Nous étions son faire-valoir. » Ben oui… Mais, avec leur bon sens et leur intelligence, nombre de Gilets jaunes bac moins 5 auraient pu éclairer la dame avant qu’elle ne se mette sur son trente et un et lui dire qu’en effet le président de la République avait l’intention de jouer avec ces intellectuels comme le chat avec la souris… Pas besoin de « huit heures de prise d’otages », selon sa formule, pour comprendre ce qu’on pouvait savoir avant même de se déplacer…

Dominique Méda s’étonne ensuite que, sur le terrain économique, social et fiscal, sur les dépenses publiques et les impôts, Macron se soit montré ce qu’il est : un homme de la gauche de la droite ; celle de *Libération* ou du *Monde*, auquel elle donne un texte chaque mois. Emmanuel Macron n’a pas caché avant l’élection que c’était son programme. Joffrin avait invité à y souscrire en titrant entre les deux tours : « *Faites ce que vous voulez mais votez Macron* » (6-7 mai 2017) – ils ont voté Macron, il paraît saugrenu de s’étonner aujourd’hui qu’il applique son programme !

L’agrégée de philosophie s’étonne ensuite que Macron n’ait pas apporté de solutions à la crise des Gilets jaunes au cours de cette soirée : elle aurait aimé qu’à la faveur de cette initiative il fournisse de quoi en sortir. Quoi donc ? « C’est une action symbolique [*sic*] qui serait nécessaire pour apaiser la crise. » Bon sang de bonsoir ! Comment peut-on être à ce point à côté de la plaque ! Une *action symbolique* !

Mais les Gilets jaunes ne veulent pas des actions symboliques, ils aspirent à des choses éminemment concrètes et dûment revendiquées : qu'on cesse de les mépriser et de les oublier dans la vie sociale, économique, institutionnelle, politique française ; qu'on arrête de se moquer d'eux, de jeter à la poubelle leur vote quand il n'est pas maastrichtien ; que la démocratie représentative qui ne les représente pas, si tant est qu'elle les ait jamais représentés, laisse place à une démocratie directe ; que le référendum d'initiative citoyenne soit l'instrument de cette révolution institutionnelle ; qu'on revalorise leur pouvoir d'achat ; qu'on en finisse avec le jacobinisme au profit d'un girondinisme à même de redonner vie aux provinces oubliées par Paris : du réel concret, *très concret*, et pas du tout du symbolique, ce qui est vraiment du hochet d'intellectuel…

Au-delà du symbolique, Dominique Méda donne sa proposition pour sortir de la crise, celle qu'elle n'aura pas eu le temps de murmurer à l'oreille du président, qui n'en aurait de toute façon rien fait : investir massivement et, pour ce faire, augmenter le déficit. Autrement dit : emprunter pour financer la transition écologique. En d'autres termes : s'endetter pour sauver la planète. Il est certain que pareil projet serait à même de stopper immédiatement le mouvement des GJ, de tarir la source de leurs manifestations afin que les dominants puissent reprendre comme avant leur vie bien tranquille, chacun à sa place : les intellectuels et le pouvoir à l'Élysée et les Gilets jaunes au fond de la mine…

1. Constatons d'ailleurs sans surprise que ces gauchistes d'hier n'ont la plupart du temps que mépris aujourd'hui pour les Gilets jaunes…

2. Frédéric Lordon, Gérard Noiriel, Thomas Piketty, Alain Finkielkraut, Sylviane Agacinski, Patrick Boucheron, Michaël Fœssel, Dominique Wolton, Pierre Rosanvallon, Olivier Roy, Élisabeth Badinter, Hélène Carrère d'Encausse, Boris Cyrulnik, Marcel Gauchet, Rémi Brague, Gilles Kepel, Monique Canto-Sperber, Luc Boltanski, Frédéric Worms, que des gens bien ! Michel Wierviorka, qui ignore que le A dans un rond est un sigle anarchiste et prétend que c'est au contraire un signe de reconnaissance de l'extrême droite, s'y trouvait aussi ! Que des gens bien, vous dis-je…

31

Coucous, cocos, cocus

La gauche contre le peuple, une vieille histoire…

On connaît bien la stratégie du coucou qui vole le nid des autres pour y pondre ses œufs. C’est vieux comme les oiseaux, donc comme le monde avant les hommes. Il n’y a pas de raisons qu’en politique ce tropisme ne se manifeste pas, puisque c’est un monde dans lequel une cervelle d’oiseau suffit pour faire carrière.

Je suis l’aventure des Gilets jaunes avec la même émotion que celle avec laquelle j’aurais regardé les premiers moments de la Révolution française. Avec émotion et avec crainte aussi. J’ai assez lu d’histoires de cette période pour savoir que la légende est écrite à la fumée des cierges et que ce sont les vainqueurs qui tiennent la plume.

Comme ce sont les pauvres qui se sont soulevés en 1789 et se sont trouvés dans la rue pour revendiquer du pain pour leurs familles, du lait pour leurs enfants et des bougies pour leurs masures, et non l’abolition de la monarchie pour la remplacer par la république, on se doute qu’il n’y eut pas parmi eux des hommes ou des femmes à même d’écrire le détail de leur aventure, qui s’est terminée en spoliation. D’autant plus que ceux qui l’auraient pu ont été guillotinés par Robespierre et les siens. On le dit peu, mais la Terreur fut aussi un instrument d’écriture de l’Histoire par les guillotineurs. Les Enragés ont été

raccourcis par le prétendu Incorruptible ; leur histoire l’a été par la même occasion. Leur historiographie est maigre comme un pauvre affamé.

Les révolutions prennent toujours le nom de leurs récupérations. Ce sont donc les gagnants de la récupération, les Jacobins, les bourgeois et leurs intellectuels, qui ont écrit l’histoire de la Révolution française. On s’en doute, ils n’ont pas détaillé les modalités de cette récupération. Quand on commet un crime, la plupart du temps on efface les traces de son forfait.

Nous assistons, hélas, je le crains, à la même entreprise : les parasites de la politique politicienne sont sortis de leurs cloaques avec pour objectif de sucer le sang du peuple afin de pouvoir se reproduire – comme habituellement dans le cas d’un ver parasite.

Les premiers temps du mouvement des Gilets jaunes ont été, *je m’en souviens*, accueillis avec mépris par tous les partis politiques de gauche. C’était le programme commun du mépris qui réunissait La République en marche et la France insoumise, le Nouveau Parti anticapitaliste et le Parti socialiste. Mélenchon et BHL, Coquerel et Goupil, Hamon et Attali, même combat. La gauche, toute à son amour de l’idée de Peuple en même temps qu’à sa haine du peuple concret, parlait d’une seule voix.

Le Rassemblement national et Debout la France, ayant compris plus tôt que les autres qu’il y avait là du gibier pour leurs potences, y sont allés de leur soutien. Il n’en a pas fallu plus pour que la gauche estime que le mouvement était une affaire de fascistes avinés qui votaient pour les Le Pen : les fâchés étaient des fachos, pour utiliser le langage des communicants de Mélenchon.

La cervelle d’oiseau ne connaissant que deux boutons, bien et mal, gauche et droite, et, depuis peu, progressistes et nationalistes, les oiseaux dits de gauche ont, à cette époque, estimé que les GJ faisaient partie du camp du mal, de la droite, donc de l’extrême droite, et des nationalistes. Si ces GJ n’avaient eu qu’une seule tête, cette gauche qui fait semblant d’être de gauche mais finit toujours par voter Maastricht au second tour, eût aimé la lui trancher dans ces premiers jours-là.

Mais voilà, les choses ont duré…

Mélenchon, qui fit une petite mais longue carrière en apparatchik du Parti socialiste comme sénateur (et zélateur de Maastricht…), se voit depuis longtemps au plus haut de l'affiche en compagnie de ses héros : Robespierre, Lénine et Castro pour prendre des références qu'il lui est difficile de nier tant il les revendique. Il aime aussi « Drouet », parce que ce nom fut celui du délateur de Louis XVI, un homme qui a rendu possibles le meurtre de ce roi, celui de sa femme et la mort de son jeune fils Louis XVII ! Il y a en effet matière à transformer cet indicateur de police en grand homme ! On a les héros qu'on peut…

Le patron de la France insoumise se veut président de la République, chacun l'a compris. Il n'a pas digéré de ne pas l'être et estime que sa quatrième position lors de la dernière présidentielle, après Macron, puis Marine Le Pen, puis Fillon, est illégitime. Il préfère l'illusion sur lui-même qui le sécurise à cette réalité qui lui renvoie de lui une image qui ne lui convient pas. L'aspirant chef au commandement général n'aime pas constater que la troupe ne veut même pas de lui comme caporal.

Vexé et battu, hargneux et revanchard, il a opté dans les premiers mois qui ont suivi l'élection présidentielle pour une stratégie de premier opposant à Macron. L'homme ne manque pas de talent oratoire, c'est un bon client pour les audiences : il est plus fait pour la télévision que pour l'Histoire – disons qu'il est plutôt fait pour l'histoire de la télévision. Car vouloir entrer dans l'Histoire en dénouant sa cravate avant de prendre sa place au Palais-Bourbon ou de s'y faire filmer en compagnie d'un paquet de nouilles était un peu court. Bien pour le journal de vingt heures, mais nul pour prendre place dans l'histoire de France. Lui qui voulut savoir où siégeait Jaurès à l'Assemblée nationale pour poser ses fesses où furent celles du député de Carmaux a le goût des bas morceaux, or le cerveau n'en fait pas partie.

Ensuite, il a fantasmé sur la convergence des luttes. Une mayonnaise sociale qui n'a pas pris. Au PCF, on le craint, car on a besoin de lui pour ne pas disparaître plus encore. À la CGT, idem. Mariage de carpe syndicale et de lapin politique, cette chimère a fait long feu. Mélenchon annonçait un million de

personnes dans la rue, il a fallu bien du talent à ses communicants pour diffuser des plans serrés de la Bérézina et laisser croire que ce filet d'eau dans le ruisseau c'était la Volga annoncée !

Pour les observateurs les plus avertis de la chose politique, il y eut également des signes qui n'ont pas trompé. Voici la question qui se pose à Mélenchon : pour gagner la présidentielle, faut-il *opter pour la ligne union de la gauche*, ce qui oblige au baiser russe sur la bouche des islamo-gauchistes, ou *opter pour la ligne souverainiste*, ce qui veut dire penser les flux migratoires en regard de ceux qui en font les frais les premiers : les plus pauvres, les plus modestes, les plus socialement exposés, les plus déshérités des citoyens ? Choisir cette ligne, ce serait obligatoirement en finir avec l'irénisme de gauche qui consent à la misogynie, à la phallocratie, à l'antisémitisme, à l'homophobie, au bellicisme, pourvu que ces appels à la haine soient enrobés dans le drapeau vert de l'islam politique. Voilà le dilemme.

Mais Jean-Luc Mélenchon a tranché. Il a opté pour la ligne islamo-gauchiste de Clémentine Autain contre la ligne souverainiste de Djordje Kuzmanovic qu'il a évincé de son parti avec François Cocq. Ce choix engage pour la suite. Il faut à l'Iznogoud de la Ve République donner des gages à sa composante islamo-gauchiste.

Et les Gilets jaunes dans tout ça ?

Eh bien, nous y sommes. Le fameux Éric Drouet n'a pas été insensible à la déclaration d'amour que lui a faite Jean-Luc Mélenchon[1], qui a parlé de « fascination », le mot est fort, pour sa personne et, probablement, son épaisseur doctrinaire. Le chauffeur routier Gilet jaune semble n'avoir pas résisté à cette flatterie, ce qui ne serait pas humainement bien grave, si ce n'était politiquement d'une grande toxicité. Le Gilet jaune appelle désormais sur son compte Facebook à l'avènement d'une VIe République, un projet phare d'Iznogoud, le tout agrémenté de photos en compagnie de Raquel Garrido, insoumise, sur le plateau de Thierry Ardisson. La photo a été prise par son propre époux, Alexis Corbière. Le couple a agrémenté son salon d'un portrait de Lénine, la chose fut dite dans un reportage people de *Paris Match*. On nage en plein marigot liberticide.

Un selfie, voilà qui n’engage pas à grand-chose – sauf si l’on est président de la République et qu’on en profite pour faire la roue autour d’un doigt d’honneur… Mais cette complicité débouche sur une stratégie politique : le même Éric Drouet vient en effet de faire savoir qu’il appelait à un genre de convergence des luttes proprement explosif – y compris pour le peuple des Gilets jaunes qui, en cas de succès, se trouverait pulvérisé par cette déflagration…

À la faveur des événements de Grenoble au cours desquels deux jeunes gens ont perdu accidentellement la vie en fuyant la police, Éric Drouet appelle à une convergence des luttes entre les Gilets jaunes et « les gens des cités », c’est son expression, pour le prochain acte des Gilets jaunes. Voici ses mots : « Peu importe ce qu’ils ont fait. Que le voleur ait été volé ou pas, on n’en a rien à foutre. On n’a pas le droit de mourir pour si peu. Et c’est un peu la triste réalité de ce qui se passe dans nos manifestations… Il y a eu une chasse à l’homme, je ne trouve pas cela normal. Les GJ soutiennent les proches de ces deux jeunes car on vit la même chose dans le mouvement des GJ. J’aurais espéré que les deux communautés, les gens de cités et les GJ, se rejoignent. » Remarquons en passant qu’Éric Drouet écrit « les [*sic*] Gilets jaunes soutiennent les proches de ces deux jeunes » ! Comme s’il était *à lui tout seul* les Gilets jaunes et qu’il puisse de ce fait parler en leur nom afin d’établir une stratégie nationale en solitaire ! À moins qu’il ne soit pas si solitaire que cela… Ce qui est mon hypothèse.

Le petit peuple de gens modestes que j’aime et qui se trouve à l’origine de la révolte des Gilets jaunes est en train de se faire voler sa révolution par la gauche institutionnelle qui se sert, s’en sert et les dessert. Cette gauche qui méprise le peuple, mais, dans l’Histoire, y recourt toujours de façon démagogique et seulement verbale, l’utilise comme un marchepied – exactement comme les seigneurs demandaient jadis à leur domestique de se mettre à genoux afin d’utiliser son dos pour grimper sur leur cheval.

Marine Le Pen, qui aspire à une dissolution de l’Assemblée nationale afin d’entrer en majesté à Matignon en cas de victoire, attend son heure. C’est la plus

maligne, mais pas la moins désintéressée. Dupont-Aignan joue la même carte en se disant qu'un succès de Marine Le Pen pourrait lui valoir le poste, parce qu'il semble plus présentable. Mais Dupont-Aignan est un énarque qui fut rocardien, puis RPR, puis UMP bien longtemps. Enfin, un jour, il n'a pas exclu que Marine Le Pen soit… son Premier ministre en cas de succès à la présidentielle ! Aucun de ces ceux-là ne défend le Frexit ; aucun des deux ne ferait donc mieux que Mitterrand ou Chirac, Sarkozy ou Hollande, sinon Macron. Pour le petit peuple en souffrance, ils ne présentent pas plus de garanties que Mélenchon – je ne parle pas de Besancenot qui, lui, a les faveurs du Gilet jaune Jérôme Rodrigues, ou l'inverse…

L'option islamo-gauchiste de Mélenchon est donc relayée par Éric Drouet, qui le fascine. Mais on ne sait lequel des deux se trouve le plus fasciné par l'autre ! Je ne connais pas le corpus idéologique et intellectuel de Drouet. J'ai lu quelques-uns de ses messages dans leur jus – orthographe, grammaire, style, syntaxe… Entre Drouet et la totalité de l'équipe de la France insoumise, riche des millions perçus lors de la présidentielle, mais aussi d'équipes de communicants, d'informaticiens, de développeurs, d'idéologues, de doctrinaires, de *community managers*, d'économistes, de fiscalistes, de juristes, d'intellectuels, de hackers, je ne suis pas sûr qu'Éric Drouet soit en position d'influencer Jean-Luc Mélenchon. En revanche, je suis sûr et certain du contraire. Cette stratégie de la convergence des luttes entre Gilets jaunes et banlieues est celle du vieux briscard de la politique politicienne. Clairement.

Or cette option a déjà montré de quoi elle était capable. Je renvoie pour ce faire à l'épisode de l'Arc de Triomphe qui a tant fait jouir Macron. Pourquoi a-t-il fait jouir Macron et ses clones, Castaner, BHL, Goupil, etc. ? Ou bien les journalistes, leurs affidés ? Parce que d'un seul coup d'un seul, les Gilets jaunes devenaient *des ordures médiatiques* – je m'exprime mal : non pas des ordures médiatiques, ce qui est une chose, mais *des ordures selon les médias*, ce qui en est une autre : rendez-vous compte, ils avaient osé souiller l'Arc de Triomphe, une ode à la joie militaire et guerrière jacobine, notamment avec le nom de deux génocidaires de la Vendée, les généraux Turreau et Amey, mais également, la chose fut dite, ils avaient profané la tombe du soldat inconnu.

Intermède historique pour les plus ignares en matière d'Histoire : lors des événements de Mai 68, le 7 mai pour être précis, un certain Daniel Cohn-Bendit, aujourd'hui grand ami de Macron, donc grand pourfendeur des Gilets jaunes, docteur *honoris causa* de l'Université de Nanterre depuis décembre 2014, a, *lui*, pissé sur la tombe du soldat inconnu. Voilà. Dont acte.

Lorsque les Gilets jaunes s'en sont allés à l'Arc de Triomphe, je ne sache pas qu'aucun d'entre eux a agi comme le macronien emblématique. *Aucun*. En revanche, ce que les médias ont abondamment montré, et avec une jubilation non feinte, puisque tout cela allait dans le sens de leur propagande maastrichtienne, ce sont des vandales dont les images muettes permettaient tout de même de comprendre qu'il s'agissait de ce fameux peuple que Drouet appelle de ses vœux pour une convergence…

Je voudrais porter à mes lecteurs le témoignage anonyme de l'un de mes nombreux amis inconnus qui m'envoient des messages, parce qu'ils me lisent ou regardent ma WebTV, et qui témoignent sans fard de l'état du monde. Il se fait que cet ami inconnu faisait partie des forces de l'ordre ce jour-là au pied de l'Arc de Triomphe. Voici ce qu'il m'écrit – et que je reproduis avec son accord : « Sur une manif, un Gilet jaune est venu me trouver pour me dire à quel point il était triste de ce qui s'était passé à l'Arc de Triomphe. Son propre père est mort à la guerre, et son corps n'a jamais été retrouvé. Depuis, m'a-t-il dit, il se sent coupable de porter le même signe de ralliement que ceux qui, à ses yeux, ont saccagé la tombe de son père. Le silence autour de nous était total, et même s'il pleurait cet homme avait une dignité admirable. Je lui ai alors rappelé que ce sont aussi des Gilets jaunes qui ont protégé la tombe du soldat inconnu, et qu'aucun militaire ne peut l'oublier. Nous nous sommes embrassés, et je peux vous assurer que ce moment restera un temps fort de ma vie professionnelle. » Voilà, c'est tout.

Ce jour-là, il y avait *au moins* deux types de Gilets jaunes : ceux qui s'en servaient et ceux qui servaient ce gilet emblématique – ceux qui ont effectué une variation sur le thème cohn-benditien du compissage de la tombe du soldat inconnu et ceux qui l'ont protégée. Les premiers descendaient des banlieues – il faut regarder les vidéos, elles parlent d'elles-mêmes –, ce sont des spécimens du

fameux peuple adjuvant que Drouet appelle de ses vœux à le rejoindre parce que, mélenchonien à ce point, il croit que les Gilets jaunes dans leur diversité et dans leur totalité, *c'est lui et lui seul*. C'est le complexe de Néron…

De faux GJ ont arboré le gilet pour voler, piller, briser le visage de Marianne, saccager, emporter avec eux les pitoyables produits dérivés du tourisme commercial de ce monument – soit dit en passant : une autre façon de vandaliser la mémoire des morts pour la France, mais celle-ci, puisqu'elle rapporte de l'argent, dispose de l'aval des tenants de la pensée libérale de Macron. C'est cette tribu faite de sac et de corde que le héros de Mélenchon, tout gonflé de ses théories, transforme en héros…

Appeler à l'entrée dans la danse de ce peuple venu des banlieues, c'est prendre parti contre les GJ qui ont protégé la tombe du soldat inconnu et affirmer clairement qu'on choisit le camp des imposteurs qui, vêtus perfidement du gilet, s'en sont servis pour activer leur barbarie. C'est appeler les loups antisémites à rentrer dans Paris sous prétexte d'antisionisme et à généraliser le lynchage, pour l'heure verbal, d'un Alain Finkielkraut ; c'est inviter la misogynie, la phallocratie, l'homophobie et le bellicisme de gauche à étendre leurs méfaits ; c'est solliciter les territoires perdus de la République pour contaminer la République afin de la perdre plus encore – et c'est tuer le peuple premier des Gilets jaunes, dont ces barbares n'ont que faire et pour lesquels ils n'ont que mépris.

Porté par les médias qui ne vivent que du buzz, aimé par Macron parce qu'il radicalise le mouvement donc le décrédibilise et le vide de ses sympathies, courtisé par Mélenchon parce qu'il est facile à séduire et à circonvenir, Éric Drouet est un idiot utile de la gauche qui est elle-même une idiote utile de l'islamo-gauchisme qui, lui, pour le coup, est le cheval de Troie d'un fascisme vert appelé à prendre la suite dans l'Histoire de sa formule brune, national-socialiste, et rouge, marxiste-léniniste. Camus nous avait prévenus à la fin de *La Peste* : les rats contaminés ne sont jamais bien loin… Nous y sommes. Si les GJ qui ont défendu la tombe du soldat inconnu sont incapables de s'organiser, alors les faux GJ qui l'ont attaquée auront le dessus. Et l'Arc de Triomphe ne sera pour eux qu'un début : ce sera le commencement de la fin. La récupération aura

bien eu lieu et, comme dans toutes les révolutions, le petit peuple aura changé de maîtres, c’est tout.

1. https://www.europe1.fr/politique/jean-luc-melenchon-avoue-sa-fascination-pour-le-gilet-jaune-eric-drouet-3830888

32

Qui sème le vent…

Quand Macron a choisi de répondre à la souffrance première des Gilets jaunes par la criminalisation morale – homophobes, racistes, xénophobes, fascistes, antisémites, misogynes, phallocrates –, puis par la répression policière et militaire, il a attiré la haine sur lui et sur ceux qui, *à sa demande*, exercent sa politique répressive, à savoir la police, la gendarmerie, l'armée. Il n'y a pas d'autre explication à la bêtise de ceux qui invitent les policiers à se suicider : ils répondent bêtement à la haine par la haine. Invitation sotte et débile, indéfendable et inhumaine, bien entendu, mais compréhensible. On ne peut envoyer sans cesse la soldatesque au petit peuple qui dit qu'il a faim sans déclencher un jour sa haine.

Au lieu de juger avec force moraline si la violence de tel ou tel Gilet jaune *c'est bien* ou si *c'est mal*, on doit se demander comment un retraité de 69 ans peut finir par écrire sur son camion des slogans qui se réjouissent de la mort des policiers et qui invite à leur suicide en n'imaginant pas une seule seconde que sa plaque minéralogique permettra de le retrouver en un clic. Dès lors, si l'on veut comprendre, on ne peut que tomber sur cette généalogie : le bon sens populaire ne dit pas autre chose en affirmant : « Qui sème le vent récolte la tempête ! »

Au commencement, les Gilets jaunes expriment juste une souffrance sociale, rien d'autre. Ils ne sont pas contre les taxes en soi, comme il fut dit non sans malhonnêteté, mais contre l'augmentation des prix du carburant, une denrée indispensable quand on habite dans une zone que ne couvrent ni les trains, ni les métros, ni les tramways, ni les taxis, ni les transports en commun, des endroits

dans lesquels ni le vélo, ni la trottinette, ni les rollers ne permettent de se déplacer sérieusement…

Comprendre n'est pas excuser, mais expliquer d'où vient la négativité si d'aventure on se propose d'en tarir la source. Mais Macron veut-il tarir cette source ? Je ne le crois pas, il a bien plutôt intérêt à créer, puis à entretenir le chaos : car le recours au chef, qu'il voudrait être mais ne parvient pas à devenir, se fait plus volontiers en présence du désordre. Pour créer les conditions d'émergence d'un homme providentiel, rien de mieux qu'une situation de crise. Qui dira qu'il ne l'a pas créée par son long refus de répondre avant d'adopter la stratégie du mépris, de la haine, puis de la violence d'État ? Pour l'heure, la chose lui réussit électoralement, il est en tête aux européennes ; mais pour l'Histoire, c'est répandre la poudre en quantités phénoménales. Ensuite, il suffira d'une étincelle.

Les Gilets jaunes se trompent d'ennemis en attaquant la police et la gendarmerie. Car la sociologie d'origine de ces forces de l'ordre n'est pas enracinée dans les beaux quartiers : on n'y trouve personne qui soit allé à Henri-IV, à Louis-le-Grand ou à l'École normale supérieure, on n'y repère aucun ancien élève de Sciences Po, aucun énarque, aucun agrégé de lettres, de philo, d'histoire, aucun diplômé de l'École pratique des hautes études. On n'y trouve aucun héritier : un fils d'éditeur parisien, d'éditocrate mondain, d'acteur ou de comédien germanopratin, de chanteur à la mode ne se retrouve jamais à faire du maintien de l'ordre. Même remarque avec les gardiens de prison, dont je parie qu'on ne trouvera chez eux aucun individu dont les parents font partie de la grande bourgeoisie française. Lire ou relire Bourdieu…

Sauf quelques cas de brutes qui jouissent de taper, il y en a ici comme ailleurs, sauf quelques hauts gradés qui, eux, peuvent être des héritiers, le représentant des forces de l'ordre qui obéit aux ordres de Macron en tapant, en éborgnant, en blessant, en mutilant, obéit d'abord et surtout aux ordres du préfet qui obéit au ministre de l'Intérieur qui obéit au Premier ministre qui obéit au président de la République qui n'obéit qu'à lui-même – alors qu'il devrait obéir au peuple, il a été élu pour ça…

Le jeune homme qui nous gouverne ne sait pas même se gouverner. Or, pour bien commander autrui, il faut d'abord être le général de soi-même. Impulsif, narcissique, intolérant à la frustration, provocateur mais ne supportant pas la provocation, séducteur mais n'acceptant pas qu'on ne soit pas séduit, ce prototype d'enfant-roi avance, sûr de lui, ne se remettant jamais en cause, méprisant les petits, les sans-grade, les inutiles, les sans-dents de son ancien maître, insultant les chômeurs, les demandeurs d'emploi, les jeunes sans boulot, sans diplôme, sans appartement, et flattant les puissants pour lesquels il travaille. Il est du côté de *ceux qui ont*, puisqu'il partage le monde entre ceux qui ont et sont tout et *ceux qui n'ont rien* et ne sont même pas rien puisqu'ils ne sont pas.

Ce faible qui est fort avec les faibles et faible avec les forts méprise les faibles auxquels il ressemble pourtant tellement. Mais si les Gilets jaunes sont faibles économiquement, sociologiquement, politiquement, ils sont forts par leur revendication première de dignité sans colère et sans haine, ils sont forts par leur endurance, leur longanimité, leur capacité à supporter sans broncher depuis des années qu'on se moque d'eux, qu'on les méprise, qu'on jette leur vote à la poubelle, qu'on les traite de tous les noms, qu'on les moque, qu'on les ridiculise, qu'on les tienne pour quantité négligeable.

Quand, en novembre 2018, avant que les vieilles gauches institutionnelles ne les récupèrent en commençant par les mépriser comme Macron et les siens, les Gilets jaunes se sont contentés de dire qu'ils ne pourraient pas payer cet impôt qu'on leur infligeait, non par rébellion, jacquerie ou révolte, mais tout simplement parce qu'ils n'ont plus d'argent le 15 du mois, Macron a choisi une stratégie qui paie : il a voulu la violence, il a provoqué et lancé la violence d'État contre les ronds-points, il a couvert les forces de police les plus joyeuses dans la répression – nommons cela le syndrome Benalla… –, il a nommé un ancien familier du milieu marseillais ministre de l'Intérieur en lui laissant les pleins pouvoirs pour incarner sa politique de la terre brûlée entre deux patins roulés en boîte de nuit, un verre d'alcool à la main, pendant que son patron s'amusait en faisant du ski, les provocations n'ont pas manqué… Il se voulait Jupiter, il est tout juste Néron qui lui aussi allumait les incendies pour mieux régner.

Car que veut dire ce que l'on apprend grâce aux informations données par un tweet du docteur Gérald Kierzek ? Ce praticien, dont j'ai apprécié l'humanité et les engagements dans les coulisses de l'émission matinale d'Audrey Crespo-Mara, a constaté lors d'une garde qu'il effectuait qu'on demandait à ses services de remplir des fiches de renseignements sur les Gilets jaunes admis aux urgences de son hôpital. Nom, numéros de téléphone, sexe, âge, nationalité, adresse, description des vêtements, nature des blessures, précisions de particularités anatomiques, informations sur les conditions de l'accident – autrement dit : délation des détails de l'action militante. Ces informations remontent immédiatement aux ministères de l'Intérieur, de la Justice et des Affaires étrangères. Voilà comment on constitue un fichier de police en bonne et due forme.

Que veut Macron en établissant ce fichier de basse police si ce n'est prendre date pour des entreprises de répression à venir ? Comme tous les blessés ne travaillent pas dans le service public de France Culture, il ne pourra pas les faire virer comme votre serviteur, mais qu'a-t-il derrière la tête ? Si ce n'est poursuivre sa politique de répression à l'aide de ces fichages dont peu de gens estiment qu'ils procèdent purement et simplement de la délation.

En temps normal, quand il s'agit de signaler un pédophile récidiviste dans un quartier ou un cambriolage dénoncé par des « Voisins vigilants », la délation est tout de suite mise en relation avec celle des juifs sous le régime de Vichy ! On ne sache pas que ce choix fait par Macron d'une *politique radicale et ultra-répressive qui ne recule devant aucun moyen illégal* ait été massivement dénoncé par la presse maastrichtienne.

Depuis plus de cinq mois, la ligne présidentielle à l'endroit des Gilets jaunes est claire : c'est celle de la violence d'État. Là où il pourrait l'utiliser légalement et légitimement pour le *maintien de l'ordre*, il l'utilise illégalement et illégitimement pour la *répression partisane* de ceux qui s'opposent à sa politique, qui est celle d'un vassal de l'État maastrichtien. La constitution de ce fichier de police est le préalable d'une opération qui met ce qui reste de république et de démocratie, c'est-à-dire peu, en péril. Laquelle ? On n'en sait rien, mais rien n'interdit de penser que le pire semble à venir.

Ceux des Gilets jaunes qui attaquent la police se trompent. Ce sont les imbéciles qui, quand on leur montre la lune, regardent le doigt. Ce sont des imbéciles parce qu'il n'y a pas plus complices objectifs et plus idiots utiles de Macron que ces gens-là ! Le président de la République pousse perpétuellement à la faute, depuis des mois, semaine après semaine, jour après jour, il fait tout pour ça, et une poignée de crétins tombent dans tous les pièges qu'il tend.

Ceux des policiers qui se suicident sont des victimes de ce régime autocratique qui n'en peuvent plus de ce qu'ils connaissent plus que d'autres : impunité des caïdats de quartier, renoncement à l'État de droit dans les territoires perdus de la République, silence complice sur le business de la drogue, les incendies de voitures, les crimes sexuels, la lèpre islamique radicale, incapacité de la justice à faire son travail, tribunaux engorgés, peines non effectuées, prisons saturées, les forces de l'ordre sont à la peine parce que le pouvoir maastrichtien les envoie au front sans munitions et sans protection, découverts et nus. Si d'aventure une balle est tirée contre un délinquant qui les menace, c'est sur la police que la faute retombe ; il se peut même que le président de la République en personne se rende au chevet d'un délinquant, montrant ainsi dans quelle estime le pouvoir tient ses forces de l'ordre. Le suicide de tel ou tel d'entre les policiers ou les gendarmes est de même nature sociologique et politique que la souffrance des Gilets jaunes – la même que celle des agriculteurs qui eux aussi mettent fin à leurs jours de façon massive. C'est se tromper d'ennemi que d'inviter la police à se suicider ou estimer qu'un policier mort est à demi pardonné. C'est se tromper de cible et réjouir Macron qui, une fois de plus, n'attend que cela pour déconsidérer le juste combat des Gilets jaunes des premiers temps.

Les Gilets jaunes ont beaucoup d'ennemis : *la gauche* qui, un bon mois après le début de leur lutte, veut récupérer leur énergie à des fins électoralistes ou politiciennes ; même tabac avec *la droite souverainiste* ; *les black blocs* qui dissimulent leur nihilisme en endossant un gilet jaune avant de tout ravager et de faire porter le chapeau à ceux qu'ils cocufient dans les grandes largeurs ; *les GJ récupérés par Mélenchon*, genre Éric Drouet, afin de constituer une garde

prétorienne de rue pour ses combats personnels ; *les islamo-gauchistes de la France insoumise* qui appellent à la convergence des luttes et voudraient associer les Gilets jaunes des campagnes aux radicaux portant le keffieh des banlieues. À quoi il faut ajouter *les soutiers de l'État maastrichtien* que sont les sociologues et les chercheurs de cour, les philosophes mondains, les journalistes du système, les comédiens et les artistes germanopratins, les éditocrates multicartes, les footballeurs assis sur leur tas d'or, les économistes libéraux, les politiciens de droite et de gauche qui se sont trouvés aux responsabilités depuis 1983 – Mélenchon compris : voilà la lune qu'il faut regarder – et combattre. Attaquer et charger les policiers, c'est regarder le doigt. Ils obéissent : seuls leurs maîtres sont responsables. Leurs maîtres et leurs complices, ce sont ces soutiers. Car tout ce beau monde-là défend les seuls intérêts de l'État maastrichtien qu'en attendant on oublie, que personne ne charge, et qu'aucun n'attaque ! Si l'on doit inviter au suicide, c'est à l'État maastrichtien, dont Macron n'est que le valet, qu'il faut envoyer le faire-part. Toute erreur de destinataire s'avère… suicidaire pour qui se trompe d'adresse.

33

Un camouflet de 12 millions

Le Grand Débat de Macron qui a duré six mois a coûté 12 millions d'euros. Il avait été précédé par une annonce pour une fois tenue : ce débat aura lieu, avait-il été dit, mais le cap ne changera pas. Pour une fois qu'un président de la République honore sa parole, saluons son honnêteté : ce prétendu débat avec des interlocuteurs choisis et triés sur le volet par les préfectures a bien eu lieu ; il a généré des dizaines d'heures de monologues que les chaînes d'information ont diffusées et commentées avec gourmandise, idem avec les quotidiens et les magazines qui s'en sont repus ; aucune instance de régulation genre Conseil supérieur de l'audiovisuel n'a imaginé une seule seconde que ce temps de parole devrait entrer dans le décompte du temps alloué aux partis lors de la campagne pour les élections européennes. Ce président qui avait stigmatisé les présidences bavardes de ses prédécesseurs est en train de les enfoncer comme jamais.

Tout ce barnum qui a éloigné le président de la République de son bureau de travail pendant de nombreuses semaines a eu lieu et, après deux longues heures d'un interminable monologue narcissique présenté comme une conférence de presse à même de faire un bilan de ces six mois, nous en avons désormais bien la certitude : rien ne va changer, la direction est la bonne, il faut continuer dans ce sens, et même accélérer le rythme. Le principe étant que, si l'Europe (*mot tabou pendant ces deux heures : normal, c'est le mot du seul enjeu véritable*…) déçoit, c'est parce qu'il n'y a pas assez d'Europe, dès lors il faut plus d'Europe encore. C'est aussi malin qu'un cancérologue qui dirait à son patient souffrant de sa maladie qu'il lui faudrait plus de cancer encore pour aller mieux…

J’avais annoncé la chose et je l’ai écrite plusieurs fois, c’était facile de savoir que les choses se passeraient ainsi. Tout le monde peut désormais le savoir : le Grand [*sic*] Débat était une affaire d’enfumage pour calmer ceux des Gilets jaunes qui ont cru à cette opération de communication. Je le répète : dans le cadre étroit de l’État maastrichtien, Macron n’a pas d’autre choix que de maintenir le cap. Il le maintient. Juncker peut lui envoyer des roses rouges.

Cette conférence de presse, c’était en fait le chef de la France d’en haut qui parlait aux domestiques de la France d’en haut pour leur dire que cette même France d’en haut n’avait rien à craindre : le cap maastrichtien allait être maintenu. Les Gilets jaunes disent-ils depuis des semaines que pareille direction conduit aux vortex marins ? Leur cas est vite expédié par le jeune homme : « Ce ne sera pas une réponse aux Gilets jaunes, mais à tous les Français » – ce qui donne, traduit dans la langue qui pourrait être celle de « la Meuf Ndiaye » propulsée porte-parole du gouvernement, probablement pour son style fleuri et son art de la synthèse : « Virez-moi ces gueux, je n’ai rien à dire à ces connards, passons aux choses sérieuses. » Le plus honnête eût été de s’exprimer ainsi.

En effet, dès les premières minutes, les Gilets jaunes ont été habillés par le président de la République avec ses crachats habituels : homophobes, racistes, antisémites, complotistes, etc. Les médias ont abondamment délayé ces vomissures depuis une demi-année, on connaît désormais très bien ces insultes qui passent pour un argumentaire – c’est ainsi que cet homme à la pensée complexe se repose de trop penser et de penser trop haut.

Moins de cinq minutes après le début de cette sotie – la sotie est une « farce satirique et allégorique du Moyen Âge, jouée par des acteurs en costume de bouffon » –, les Gilets jaunes pouvaient éteindre leur télévision, cette soirée ne serait pas la leur. Pendant des semaines ils ont demandé un orage civique ; Macron leur a offert une rosée médiatique et ce fut un pissat de colibri.

« Nous sommes avant tout les enfants des Lumières », a-t-il asséné, probablement après avoir pompé dans le Lagarde et Michard – lui ou la Meuf. À l’écouter, rien n’était moins sûr… Tout dans son intervention était brumeux et fumeux, fuligineux et vaporeux, en un mot : ennuyeux. Rien de la drôlerie ironique de Voltaire, rien de la profonde légèreté de Diderot, rien de la radicalité

de Rousseau, rien de la pensée élégante de Montesquieu, rien de l'espièglerie de La Mettrie, rien de la profonde humanité d'Helvétius, rien de la puissance de D'Holbach. De Lumières, il n'y en eut point, juste une veilleuse de nuit au pied du lit. Un colibri, vous dis-je. Lui qui avait professé jadis que la culture française n'existait pas a changé de bord, et ça n'est pas la première fois, en parlant de « cet art un peu particulier d'être français ». Pour le coup, ce soir-là comme tant d'autres, il n'a pas été un bien grand Français !

Il se peut qu'armé de cette loupiotte il n'ait pas vu grand-chose pendant son marathon dans la France rurale. Mais il fit bonne figure et eut toutefois un air inspiré, comme Mme Trogneux le lui a probablement appris lorsqu'il jouait *Les Fourberies de Scapin* au lycée des jésuites d'Amiens, un air profond, comme il est dit dans les didascalies des pièces de théâtre, du genre : « Ici on aura l'air grave ». Après avoir ménagé un silence pendant lequel il devait compter mentalement les secondes – une, deux, trois –, il a repris la parole et confessé ces propos d'un converti : il a vu « l'épaisseur de la vie des gens ». Tudieu ! Le bougre est devenu président de la République alors qu'il ignorait tout de l'épaisseur de la vie des gens ! Quel talent, ce Scapin qui a eu besoin d'un tour de France à 12 millions d'euros pour apprendre ce qu'il aurait dû savoir depuis bien plus longtemps que ça – disons : juste après son stage de l'ÉNA…

Après la conversion de Claudel derrière un pilier de Notre-Dame, il faut désormais compter avec la conversion de Macron au pied d'un pommier de Bourgtheroulde en Normandie ! Il a vu « la France profonde » comme l'auteur du *Partage de midi* avait vu Dieu. Même si cette apparition paraît plus modeste, elle mérite d'être marquée d'une pierre blanche. Gageons qu'il en sortira une purification existentielle – c'est du moins ce qui a été annoncé par l'impétrant.

Mais, dans ce tour de France par un seul enfant, Emmanuel Macron n'a pas vu de Gilets jaunes. S'il ne les a pas vus, il ne les a pas entendus non plus – il n'entend que les propos racistes, les propos homophobes, les propos antisémites, etc., que lui rapportent, au choix, le philosophe Castaner, ou le ministre de l'Intérieur BHL, sinon le comédien Luc Ferry ou le penseur François Berléand. Mais ce peut être aussi Alain Sloterdijk ou Peter Badiou, je ne sais plus, les ennemis des GJ ne manquent pas…

Macron n'entend pas les Gilets jaunes, mais il leur répond quand même : *Vous vouliez le référendum d'initiative citoyenne ? Vous ne l'aurez pas, bande de paltoquets !* À la place (il y a des mois que j'annonce que la chose sera ainsi notifiée…), vous aurez l'élargissement du référendum d'initiative citoyenne. Quésaco ? Un référendum par lequel on demande aux parlementaires, dont les GJ veulent faire l'économie, qu'ils en envisagent la pertinence, la validité, la justesse, l'opportunité, puis qu'ils décident, ou pas, de l'examiner au Parlement, avant de le jeter à la poubelle ! Le tout est de savoir s'il sera envoyé à la déchetterie avant ou après l'examen au Parlement. Avec ce genre de dispositif, pas de craintes : aucun sujet de société ne sera confié aux gueux, seuls leurs représentants pourront continuer à les trahir. Peine de mort, avortement, contraception, immigration : laissez tout ça aux gens sérieux, bande de crétins.

Vous vouliez la démocratie directe ? Vous ne l'aurez pas, bande de foutriquets ! Et Macron de flatter les élus dans le sens du poil en leur disant qu'une nouvelle décentralisation leur donnerait plus de pouvoir. On a vu que le chef de l'État a décidé de faire servir des petits déjeuners à un euro dans les écoles de certaines communes tout en laissant aux maires le soin de payer la plus grosse part, après qu'il leur a supprimé des rentrées d'argent comme la taxe d'habitation. Voilà le genre de pouvoir qu'on va donner aux élus de la campagne qui vont s'amuser à trouver de l'argent pour payer les réformes décidées à Paris par Macron, le tout avec une caisse qu'il a pris soin de vider au préalable ! Vous en vouliez, de la démocratie directe ? En voilà…

Vous vouliez la reconnaissance du vote blanc ? Vous ne l'aurez pas, bande de freluquets ! Voter, c'est élire M. Machin ou Mme Bidule pour agir en vos nom et place, pas « M. Blanc », a dit le président de la République qui a dû pour ce bon mot récolter le jus de cervelle d'une cinquantaine d'énarques mis à la tâche pendant six mois pour obtenir ce seul petit effet.

Vous vouliez le vote obligatoire ? Vous ne l'aurez pas, bandes de demeurés ! Pour la bonne et simple raison que c'est impossible de faire payer une amende à ceux qui ne se déplaceraient pas, qui seraient si nombreux, et qui trouveraient ainsi une occasion facile de passer pour des rebelles.

Vous vouliez la retraite à 60 ans ? Vous ne l'aurez pas, bande d'attardés ! Ce fut un sommet de rouerie politicienne, de sophistique et de rhétorique où il fut dit par Macron qu'il ne toucherait pas aux 35 heures ni à l'âge légal du départ à la retraite, mais, mais, mais : que ceux qui s'évertueraient à partir à 60 ans tout de même n'auraient pas une retraite pleine, c'est-à-dire n'auraient quasi rien. À quoi il a ajouté qu'il faudrait travailler plus pour gagner plus, le tout à négocier par branche dans les entreprises. Ce qui donnait immédiatement cette contre-vérité dans un bandeau passant de BFM : « Emmanuel Macron ne veut pas revenir sur les 35 heures, ni sur l'âge légal du départ à la retraite » – pour être juste, une suite aurait dû préciser : « Mais vous travaillerez quand même plus longtemps. » Des millions de Français sont au chômage, mais la solution pour lutter contre, c'est de faire travailler plus longtemps ceux qui travaillent, affirme le président : « C'est du bon sens », a-t-il même dit ! Il me semble que le bon sens serait de partager le travail pour alléger ceux qui en ont trop et souffrent de maladies professionnelles, en même temps que de pourvoir ceux qui n'en ont pas et souffrent de leur inexistence sociale.

Vous vouliez restaurer l'impôt sur la fortune ? Vous ne l'aurez pas, bande de gougnafiers ! Cet impôt fait fuir les riches et appauvrit le pays ! « On a besoin de riches, sinon qui exploitera les pauvres ? », aurait presque pu dire le président de la République s'il avait décidé de nous livrer le fond de sa pensée ce soir-là. Que dit d'autre sa foireuse théorie du ruissellement ?

Vous vouliez un système de retraite solidaire socialisé ? Vous ne l'aurez pas, bande d'argoulets ! Bien au contraire : vous allez vous la payer avec un système de points, par capitalisation. Si vous n'en avez pas les moyens, vous n'en aurez pas, c'est tout simple. C'est la version En marche du fameux « Salaud de pauvres ! ».

Vous vouliez la proportionnelle intégrale ? Vous ne l'aurez pas, bande de lourdauds ! Vous en aurez un peu, suffisamment, mais pas trop, assez pour vous leurrer, mais pas trop pour nous empêcher de vous gruger. La chose est voulue par le président de la République et, comme il faut bien paraître gaullien de temps en temps, en vertu du principe que le président préside et que le gouvernement gouverne – Macron confie en passant qu'il a *relu* Michel Debré,

quelle conscience professionnelle ! –, le Premier ministre verra pour l'intendance… Les ciseaux du ministre de l'Intérieur reprendront du service et les circonscriptions seront taillées pour bien partager le gâteau entre maastrichtiens de droite et maastrichtiens de gauche.

Vous vouliez une Constituante ? Vous ne l'aurez pas, bande de paumés ! En lieu et place d'une autre Assemblée, on garde la même et on la dégraisse un peu en réduisant le nombre d'élus. De combien ? demandera une journaliste. Le chef évacuera la question de l'impertinente en disant que sa valetaille gouvernementale verrait ces choses-là plus tard et en leur temps.

Vous vouliez la fin de l'ÉNA ? Vous ne l'aurez pas, bande de décérébrés ! Mais, on annonce quand même que vous l'aurez pour mieux la maintenir : en gros, on garde les locaux, on garde le personnel, donc les enseignants, je vois mal dès lors comment ils pourraient y enseigner autre chose et autrement que ce qui s'y trouve déjà enseigné, mais l'ÉNA changera de nom parce qu'on va la refonder ! Abracadabra…

Pour le reste des revendications des Gilets jaunes, il n'en fut pas du tout question ! Rappelons-en quelques-unes : loger les SDF ; modifier l'impôt ; y assujettir les GAFA ; augmenter le SMIC ; mener une politique en faveur des petits commerces en ville ou dans les bourgs ; supprimer les taxes sur les carburants ; interdire les délocalisations pour protéger l'industrie française ; en finir avec le travail détaché ; lisser les systèmes de sécurité sociale ; limiter le nombre des contrats à durée déterminée et augmenter le nombre des contrats à durée indéterminée ; activer une réelle politique d'intégration des immigrés ; mettre fin aux politiques d'austérité indexées sur le remboursement de la dette ; limiter le salaire maximum ; encadrer les prix des loyers ; interdire la vente des biens nationaux ; accorder des moyens à la police, à la gendarmerie, à l'armée, à la justice ; payer ou récupérer les heures supplémentaires effectuées par les forces de l'ordre ; réinstaurer un prix public convenable du gaz et de l'électricité ; maintenir les services publics en activité ; couper les indemnités présidentielles à vie – toutes choses auxquelles je souscris. Le silence du chef de l'État sur ces questions dit tout : vous n'aurez rien !

Quand fut venu le temps des questions, alors qu'on lui demandait si cette conférence de presse annonçait un nouvel *acte* dans sa politique, il a vrillé de la bouche, frisé des yeux, on a bien vu qu'il avait retenu une idée parce qu'elle était probablement trop provocatrice ; il s'est contenté de récuser le mot – qu'il utilisera quand même plus tard… –, avant de dire qu'il était préempté par les Gilets jaunes dans leur « gymnastique » – coup de pied de l'âne…

Ensuite, dernière allusion aux Gilets jaunes, il fit savoir qu'ils pouvaient bien continuer à brandir des pancartes « longtemps » et que ça ne l'émouvait pas – on avait bien compris…

Puis, conclusion dans la conclusion, la métaphore de la cathédrale détruite et à rebâtir fut convoquée. La Meuf a dû trouver que rameuter l'incendie, c'était bon pour l'image. Pour un peu, Macron nous aurait dit que, via Notre-Dame de Paris, la Vierge Marie elle-même irait voter pour sa liste aux prochaines élections européennes. Son staff n'a pas osé aller jusque-là, mais il s'en est fallu de peu…

Ce fut donc un très grand discours de campagne pour un candidat qui aspire à devenir président de la République. Mais il faudrait peut-être que quelqu'un dise à ce jeune homme – la Meuf peut-être ? – que, président de la République, il l'est déjà depuis deux ans et que ce serait le moment qu'il s'en aperçoive. Le temps est passé du verbe, des mots, des paroles, de la rhétorique, de la logorrhée, de la verbigération. Six mois de monologues avec les moyens pharaoniques de la République pour un coût de 12 millions d'euros, c'est un camouflet pour les Gilets jaunes qui aura décidément coûté bien cher. Or, les camouflets restent rarement sans réponse – leçon élémentaire d'éthologie.

34

Femmes, je vous aime

Un Gilet jaune sans testostérone

Alain a écrit un *Propos* intitulé « L’odeur du réfectoire » qui est la clé avec laquelle on ouvre toutes mes serrures… J’ai été pendant quatre ans pensionnaire dans un orphelinat de prêtres salésiens dont quelques-uns étaient pédophiles. Ne pas avoir été leur victime n’empêche que, pendant toutes ces années où l’on craint de l’être, un tempérament libertaire se constitue dans ce qui était, au beau milieu de la campagne, la vie dans une prison à ciel ouvert.

J’ai vécu entre l’âge de 10 et 14 ans rien qu’avec des garçons ou des hommes adultes, sauf quelques rares exceptions de femmes professeurs laïcs qui arrivaient le matin et repartaient en fin d’après-midi sans qu’elles puissent jamais constater que nous vivions dans un enfer. Mon quotidien était fait de ces hommes ayant prononcé des vœux de pauvreté, de chasteté et d’obéissance. Par nécessité, ils étaient pauvres ; par manque d’occasions certains étaient chastes, mais pas tous ; par impossibilité de trouver des occasions de désobéissance, ils obéissaient.

Pendant toutes ces années, j’ai appris olfactivement le monde : la puanteur d’un curé qui vendait des bonbons d’une main tout en remettant ses chaussettes avec son autre main pleine de doigts aux ongles noirs, le bon père Magueure ; les mauvaises odeurs d’un autre qui ignorait l’existence du savon ; l’effluve sucré d’un troisième qui se parfumait avec ce que l’on dirait aujourd’hui être un parfum d’adolescent ; la mauvaise haleine d’un quatrième qui enseignait le

travail manuel et en profitait pour envelopper le corps des petits garçons que nous étions pour leur apprendre le bon geste avec la scie ou la gouge ; l'odeur d'homme pas fini du père infirmier qui commençait par faire baisser le pantalon de quiconque avait mal à la tête ou s'était coupé le doigt, le bon père Robineau : je ne connais que trop l'odeur des hommes.

Il y avait ensuite l'odeur des petits garçons que nous étions. Cent vingt dans un dortoir, cent vingt dans un réfectoire, cent vingt en étude, autant dans les douches où nous attendions en slip avec serviette et savon dans la main, le tout en file indienne pour cinq minutes d'ablutions stoppées par un envoi d'eau bouillante dans les tuyaux de douche par le curé quand il voulait accélérer le mouvement – le bon père Brillon. Une douche par semaine, du sport ou du « plein air » tous les jours, du cross qui nous recouvrait de boue, du « sport co », comme il était dit, qui nous enveloppait d'une couche de sueur qui devenait croûte en attendant le prochain arrosage, je sais ce que sent l'homme : les pieds pas lavés, les sexes sales, les chaussettes jamais changées, les concours de slips gardés plus d'un trimestre, les pets lâchés sous les draps, mais pas seulement, les effluves venus des chiottes bouchées.

Je n'ai jamais communié dans la virilité des sports collectifs. J'étais hélas bon en sport, mais je n'aimais pas cela. On me renvoyait à la parabole des talents : je gâchais mes potentialités, mais je ne courais pas après la performance, je préférais lire : j'étais donc un « pédé », comme me disait tel ou tel salésien qui avait fait profession d'amour du prochain – le bon père Moal.

En quatre années, j'ai eu mon content d'hommes…

De sorte que, dans la vie, j'ai toujours du mal avec la testostérone. Je peux d'autant plus en parler que je viens de fêter mes 60 ans et qu'on mesure les effets de ce qu'elle fut alors qu'elle gagne en qualité ce qu'elle a perdu en quantité. La testostérone rend con, si je puis me permettre d'aller vite avec un concept approximatif… C'est l'hormone des grands singes qui se frappent le torse à grands coups de poing, des lions qui rugissent en montrant leur dentier, des chiens qui pissent pour marquer leur territoire, des civettes qui balancent leur jet identitaire avec une mine réjouie, des coqs qui se gonflent le jabot à s'en faire péter leur sous-ventrière, des crapauds qui veulent se faire aussi gros que le

bœuf, sinon aussi gros que le beauf, c’est aussi celle du président de la République qui affirme : « Je ne changerai pas de cap. »

C’est également, une idée entraînant l’autre, celle des fans en tout, y compris les miens, puis des footballeurs, des chasseurs et des tatoués, enfin pas tous, des pêcheurs, y compris les adeptes du *no killing* qui jouissent de pouvoir tuer mais se retiennent, ce qui n’est guère mieux puisque c’est jouir au carré d’une passion triste, des sportifs qui vont jusqu’à l’apoplexie, des buveurs de bière qui jouent au tiercé et refont le monde au zinc, des mangeurs de viande rouge qui en font un titre de gloire, des militants syndicalistes et politiques en meeting ou en manifestation, sinon en tractage, des chefs politiques dans leur circonscription ou sur un plateau télé, fût-il régional, alors qu’ils sont comme des matous qui urinent dans le jardin de leurs retraités de maîtres – on l’aura compris, cette débauche de testostérone m’horripile.

Quand au siècle dernier j’en avais à revendre et qu’elle était moins affinée et de moindre qualité, je pouvais y répondre par un jet de la mienne – ça n’est pas ce que j’ai fait de plus louable. Mieux vaut l’ironie sage que la colère chaude, l’humour froid que le courroux réchauffé. Aujourd’hui, les petits cons me font rire. Les gros aussi. Les maigres et les minces également. Autant dire que je ris souvent, sinon tout le temps.

J’ai soutenu ma maîtrise et ma thèse avec une femme – merci, madame Goyard –, qui fut une directrice formidable. J’ai été des années professeur de philosophie dans un lycée technique avec deux femmes pour chef d’établissement, la première m’a embauché dans un lycée privé en connaissant mes pensées sur la religion, elle m’avait posé la question franchement, je lui avais répondu tout aussi franchement, je n’avais encore rien publié, elle m’a juste demandé de ne pas faire de l’estrade de mon cours une tribune pour mes idées – merci, madame Bovar. Je crois que j’y suis parvenu. Dans ces vingt années, je n’ai jamais pensé une seule seconde que j’avais pour cheffes des femmes. Ça ne m’a pas effleuré l’esprit. Et si j’avais des choses à leur reprocher, ce put être le cas bien des fois avec la seconde, je n’ai jamais cru qu’elles devaient leurs limites à leur sexe – voire à leur genre.

J’ai été et je suis féministe et j’espère bien le rester jusqu’à la fin de mes jours. Mais il existe un féminisme nageant dans un bain de testostérone et qui, pour cette raison, ne me plaît pas plus que les dîners de chasseurs ou les troisièmes mi-temps de rugbymen. C’est un féminisme qui emprunte ses méthodes aux chasseurs et aux mangeurs de tartare de veau, il sent la sueur et l’odeur de mes salésiens – je ne l’aime pas. L’inversion des valeurs ne crée pas des valeurs : un gant retourné reste très exactement le même gant. Se comporter comme un homme, ou se déguiser en homme, ou singer les hommes pour fustiger le comportement des hommes n’est pas bien efficace, malin et pertinent. Ce que j’aime dans les femmes, c’est, vérité de La Palice, que la testostérone leur fait défaut. Quand elles veulent s’en injecter, je les aime moins que mes trois ou quatre couples d’amis homosexuels et que tous les homosexuels que je ne connais pas et qui sont *free* testostérone.

À la lumière de ces considérations, qu’on m’excuse ce long détour, il m’est venu à l’esprit que, parmi les Gilets jaunes, il y avait une fracture et qu’elle passait aussi par la testostérone.

On a vu combien quelques garçons très en vue dans les médias avaient fait assaut de cette hormone des taureaux et des pitbulls, des morpions mâles et des hamsters couillus – pêle-mêle : *Éric Drouet*, qui n’est pas par hasard vénéré par Mélenchon, lui aussi perfusé au sang d’étalon, et qui vient de faire savoir que son taux hormonal en baisse l’obligeait à prendre du recul avec le mouvement des GJ. Ce chauffeur routier a pourtant menacé plus souvent qu’à son tour des leaders Gilets jaunes qui ne lui convenaient pas, notamment des femmes médiatiquement visibles. Il a également appelé à la convergence des luttes avec les banlieues où les femmes n’ont bien souvent le choix qu’entre être des épouses et mères honorables ou des putes à baffer ; *Maxime Nicolle*, surnommé Fly Rider, gouailleur et casquette à l’envers, marié à la caméra de son ordinateur, et qui menace de quitter la France puis de demander l’asile politique ailleurs, sans qu’on sache où – le Japon ? –, si Macron n’écoute pas les Gilets jaunes, mais qui reste bien au chaud dans sa Bretagne alors que Macron n’écoute ostensiblement pas les GJ ; *Christophe Chalençon*, qui en appelle à « un homme

à poigne » à Matignon, il cite le général de Villiers, Chalençon, c'est également ce toréador scintillant qui dit à la télévision italienne : « Le peuple, il rentre à l'Élysée et démonte tout. Macron, sa femme et toute sa clique […]. On a des gens, des paramilitaires qui peuvent intervenir […]. On est à la limite de la guerre civile. » Ce forgeron du Vaucluse a aussi dit avant l'un des actes des GJ : « Samedi, on va sortir les fourches et la Ve République sera à terre. » Or, on n'a pas vu de fourches et la République est toujours là. Plus gonflé aux hormones que ça, tu meurs…

Nombre de garçons avinés et tatoués, gueulards et démonstratifs, grossiers et vulgaires vus dans les manifestations ont parfois fait la joie des journalistes qui se sont empressés de filmer tout ça pour en faire les choux gras des chaînes d'information continue. Un plan, un montage, un micro-trottoir, le choix d'un témoin plutôt qu'un autre face caméra, un cadrage sont autant d'actes politiques, on le sait. Tout ce qui permettait de réduire la diversité des GJ à l'unicité d'un fascisme antisémite, misogyne, phallocrate, raciste, islamophobe était pain béni pour ce monde-là !

En face de ce haras qui sent le sperme ou de ce zoo qui pue l'écurie, il y a les femmes…

Les femmes !

À tout seigneur, tout honneur : d'abord *Priscillia Ludosky* qui, le 29 mai 2018, met en ligne une pétition sur la nécessité de « réduire les taxes sur les biens de première nécessité, la mise en œuvre du référendum sur les initiatives citoyennes, les pensions et les salaires moins élevés des hauts fonctionnaires et des élus ». Elle appelle à une manifestation le 17 novembre 2018. Je signe alors sa pétition comme plus d'un million de personnes. Le même Éric Drouet qui a pourri la vie de Jacline Mouraud s'est mis en travers de l'existence de Priscillia Ludosky avec des méthodes semblables… Le 20 janvier 2019, une marche des femmes est organisée : c'est pour moi le cœur nucléaire des Gilets jaunes. Priscillia Ludosky en est. Loin du féminisme mondain et germanopratin, loin des billevesées néo-féministes d'urbaines surdiplômées sur la féminisation des mots

ou l'écriture inclusive, sur l'abolition d'« hommage » et de « patrimoine » pour leur préférer « femmage » et « matrimoine », ces femmes modestes et simples qui occupent des emplois précaires, sous-rémunérées par rapport aux hommes, sont souvent au chômage, mal payées, battues, méprisées par d'anciens conjoints ou des maris partis qui ne paient pas leurs pensions alimentaires, harcelées sexuellement, ces femmes donc, se sont fait entendre sans se croire obligées de vociférer leur haine des hommes, sans mépris de genre, sans animosité sexuée, avec juste l'envie d'une égalité véritable entre les deux sexes. Éric Drouet a harcelé Priscillia Ludosky.

Ensuite *Jacline Mouraud* qui, avec son coup de gueule vu par plus de six millions d'internautes en octobre 2018, a déchiré le rideau sur la misère des gens simples et modestes. La presse en fait un portrait à charge, mais en y mettant les formes : elle joue de l'accordéon, elle est hypno-thérapeute, elle souscrit à l'occultisme, c'est assez pour la charger – s'il avait fallu la célébrer avec les mêmes informations, la presse maastrichtienne aurait dit d'elle qu'elle jouait le même instrument qu'Astor Piazzolla, qu'elle pratiquait l'hypnose comme Charcot à la Salpêtrière ou Freud à Vienne au début du XXe siècle, on aurait sollicité Élisabeth Roudinesco, qui aurait alors opiné du chef dans *Libé* ou sur les ondes de France Inter, on aurait également pu dire qu'elle manifestait une dilection pour le paranormal comme Victor Hugo à Guernesey et qu'elle croyait aux forces de l'esprit, comme François Mitterrand… Modérée, modeste, pratique et pragmatique, elle a créé son parti. Drouet l'a elle aussi agonie, il a livré au public son numéro de téléphone portable, ainsi que son adresse et les portables de ses enfants afin qu'on les harcèle – ce qui est puni par la loi…

Vint alors *Ingrid Levavasseur*. Jeune, jolie rousse, parlant un langage simple et clair devant les médias, elle fait le tour des plateaux télé. Des Gilets jaunes en prennent ombrage. Elle est convoitée par les chaînes de télévision : BFM lui propose une chronique régulière. Dans le même temps, elle est approchée en douce par Tapie qui joue sa propre carte, c'est sa façon de donner des signes aux politiciens : cet homme n'est plus rien, mais il peut encore beaucoup – Macron le sait car il a le pouvoir de nuisance de ceux qui n'en ont plus aucun autre. Une liste de *tapistes* aux européennes ne gratterait qu'un, deux ou trois points, mais

c’est assez pour en faire chuter une autre, celle des macroniens, et mettre le Rassemblement national en tête. Suivez mon regard… Tapie achète parce qu’il sait que, dans ce monde-là, tout le monde achète tout le monde. Intellectuellement abusée, Ingrid Levavasseur tombe dans le piège de ce « sévèrement burné » – c’est une citation de cet enfant chéri de Mitterrand et de sa gauche… Elle affirme en toute candeur à la télévision qu’il est juste… « une caution morale » ! Effet désastreux. Elle annonce une liste aux européennes, tiens donc ! Il a prêté des locaux, ben tiens… Dans les confrontations médiatiques, elle perd pied, ne sachant pas répondre à des questions élémentaires : cette liste sera-t-elle souverainiste ou non ? Elle ne sait pas. Quelles seront ses lignes de force ? Elle l’ignore. Voudra-t-elle sortir de la zone euro ? Elle n’en sait rien, elle va voir, elle verra, ils en parleront. Les Gilets jaunes les plus radicalisés la coincent dans une rue : ces images sont terribles. Elle est insultée, traitée de « pute », de « vendue », sa sécurité physique est en jeu, elle pourrait être agressée, l’odeur du sang empuantir la rue. Elle conserve un grand calme en n’ignorant pas que les fauves pourraient à cet instant sortir les griffes. Les réseaux sociaux se déchaînent contre elle. Sa vie devient un enfer. En fin d’année 2018, cette jeune femme voulait juste avoir de quoi payer des jouets à ses enfants à Noël. Certes, elle a péché par naïveté. Mais qui d’autre à sa place n’aurait pas trébuché ? On la cherche comme une victime émissaire. Une fois de plus, Éric Drouet, le nouvel ami de Mélenchon, n’est pas bien loin et cogne.

Le 3 décembre 2018, c’est une femme qui est morte à Marseille après avoir reçu un projectile en plein visage, chez elle, alors qu’elle fermait ses volets en pleine journée pour se protéger des gaz lacrymogènes non loin de la Canebière. Blessée le samedi, l’octogénaire est morte le lendemain au bloc opératoire à l’hôpital de la Timone. La mort de Mme *Zineb Redouane* n’a pas empêché Emmanuel Macron de se réjouir ensuite que les forces de l’ordre n’aient jamais occasionné la mort d’une seule personne. Cette dame d’origine algérienne et rien, ce serait donc la même chose ?

Début janvier 2019, il y eut aussi une jeune chanteuse prénommée Marguerite – de son vrai nom : *Marguerite Chauvin*. Sur le tube de Michel

Fugain, *Les Gentils, les Méchants*, elle fait un malheur avec un pastiche qu'elle poste sur Facebook et, non sans un humour bienvenu, dédie à BHL et à Cohn-Bendit. Voici les paroles :

Qui c'est qui prend le taxi ?
Les gentils
Et qui paye le carburant ?
Les méchants
Qui blablatte sur LCI ?
Les gentils
Qui crie sa colère aux Champs ?
Les méchants
Qui fait de l'économie ?
Les gentils
Et qui est à court d'argent ?
Les méchants
C'est l'ÉNA, Rothschild, Bercy
Les gentils
C'est les petits commerçants
Les méchants
C'est comme un guignol spectacle permanent !
Et vive les banques et vive le Parlement
Tout le monde en rigole
Et plus personne n'y croit
Et voilà…
Pour qui t'as l'antipathie ?
Les gentils
Qui fait 70 % ?
Les méchants
Qui gaze aux bombes lacry ?
Les gentils

Et qui se retrouve devant ?
Les méchants
Soixante-huitards accomplis
Les gentils
Ont peur des pavés maintenant
Des méchants
Ils veulent l'Europe à tout prix
Les gentils
Ils veulent nourrir leurs enfants
Les méchants
Les gentils méchants…

Dans *L'Obs*, un journal qui fut jadis de gauche, un article signé Marie Vaton titre : « Derrière le clip inoffensif de *Les Gentils, les Méchants* version Gilet jaune, se profile l'ombre de la Manif pour tous » (9 janvier 2019) – une fasciste quoi, peut-être même une nazie, qui sait…

Comparaison n'est pas raison, mais j'ai publié un ouvrage sur les femmes de la Révolution française intitulé ironiquement *La Force du sexe faible* dans lequel je mets cette période en perspective avec les femmes et ce qu'elles ont fait. Manon Roland, Charlotte Corday, Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Germaine de Staël tranchent, si je puis dire, sur ce que les acteurs mâles de la Révolution française ont généré avec leur cerveau baignant dans la testostérone : qu'on songe à la galerie de portraits des Jacobins et des Montagnards que constituent le concussionnaire Mirabeau, le corrompu Danton, l'ordurier Hébert, l'ennemi du peuple Marat, le perfide Fouché, le génocidaire Robespierre, le terroriste Saint-Just, et qu'on mette en parallèle l'amour de la liberté de Manon Roland, la vertu tyrannicide de Charlotte Corday, la Déclaration des droits de la femme d'Olympe de Gouges, les légions d'Amazones de Théroigne de Méricourt et la raison pragmatique de Germaine de Staël. Ces femmes furent la grandeur et la beauté girondines de la Révolution française.

Elles pourraient être aujourd’hui la beauté et la grandeur des Gilets jaunes. Je songe à la pièce d’Aristophane, *Lysistrata*, dans laquelle, lassées des ravages que cause la guerre entre Athènes et Sparte, des Athéniennes annoncent aux hommes qu’elles feront la grève du sexe jusqu’à ce qu’ils cessent de se battre. Je n’invite pas forcément à une grève du sexe, la chose est un prétexte comique et une ficelle rhétorique chez Aristophane, mais à ce que les femmes réparent la bêtise des hommes, la bêtise étant de laisser la testostérone faire la loi, toute la loi.

Ce virilisme a fait beaucoup de mal aux Gilets jaunes : il explique leur récupération par des politicards de droite et de gauche, leur instrumentalisation par des black blocs, compagnons de route et alliés objectifs de Macron et du macronisme, leur manipulation par le pouvoir qui crée la violence des rues *de quelques-uns* (pourquoi, sinon, laisser dépaver si longtemps les Champs-Élysées sous les caméras de télévision ?) afin de pouvoir lancer la répression *contre tous*. J’aime moins les menaces du chauffeur routier ou les rêves militarisés du forgeron, les cocktails Molotov et les poubelles brûlées du black bloc diplômé du supérieur qui se réclame de la radicalité du philosophe Agamben, que l’état des lieux de notre société maastrichtienne effectué sobrement par la mère de famille seule à élever ses enfants et les propositions d’une plate-forme politique esquissée par une jeune fille diplômée qui ne trouve pas de travail – comme j’en connais à Caen.

J’aspire à ce qu’une page soit tournée dans l’aventure des Gilets jaunes afin de pouvoir continuer à soutenir ce combat l’âme et le cœur légers : il faut en effet tourner cette page sale des incendies et des insultes, des provocations et des tags homicides, des dégradations et des vociférations, des surenchères ordurières anonymes sur les réseaux sociaux, des passions tristes et des chasses à l’homme qui ont sali ici un couple homosexuel, là un philosophe juif, ailleurs une femme de couleur, mais aussi les policiers que tels ou tels se réjouiraient de voir morts. Tout ceci qui est répugnant pue la testostérone : c’est la substance guillotinaire.

J’aimerais qu’une autre page soit écrite par les femmes qui calmeraient les mâles et leurs ardeurs belliqueuses, leurs provocations de matamores et leurs grandes gueules vociférantes. Une page écrite sur le principe des Femen qui sont

impertinentes et insolentes, joyeuses et gaies, drôles et amusantes, débordantes d’une pulsion de vie que les hommes ignorent tant ils sont si souvent requis par la pulsion de mort. Je songe à la femme aux seins nus qui brandit le drapeau tricolore de la magnifique toile de Delacroix : *La Liberté guidant le peuple*. Il s’en dégage une « *odore di femmina* » pour le dire avec les mots du librettiste de Mozart…

35

La comprenette germanopratine

Libération publie un immodeste « Appel des artistes créateurs et créatrices ». La chose pouvait être en effet plus modestement annoncée comme : « Un appel d’artistes, créateurs et créatrices », ça suffisait bien : l’universel n’est pas de rigueur quand un abrégé s’exprime. Ce mélange de gauche caviar et de gauche mondaine, de gauche urbaine et de gauche pétitionnaire, de gauche maastrichtienne et de gauche des beaux quartiers, de gauche *Libé* et de gauche France Inter, de gauche dite intellectuelle et de gauche opportuniste, découvre *six mois plus tard* l’existence du mouvement des Gilets jaunes ! Mazette, quelle vitesse de la comprenette chez ces créateurs.et.trices avec pour navire amiral Emmanuelle Béart, experte en Gilets jaunes, elle a bien connu Galinette qui était l’un d’entre eux chez Pagnol !

Ces précurseurs du passé pourront se réclamer de l’adage voulant qu’il n’est jamais trop tard pour bien faire ! Pour ma part, je ne souscris pas à cette sentence, car, oui, il peut être parfois trop tard pour bien faire : je songe, par exemple, aux communistes qui (hormis deux ou trois électrons libres en leur temps, et qui furent désavoués par le Parti…) ont bien résisté, mais seulement après le pacte germano-soviétique qui les a fait collaborer pendant presque deux ans avant qu’Hitler ne prenne l’initiative de rompre seul ledit pacte, ayant sévi du 23 août 1939 au 22 juin 1941. Je songe aux résistants de la vingt-cinquième heure qui ont attendu la victoire de Stalingrad, début 1943, puis les bruits de préparation d’un débarquement allié, avant de choisir leur camp, Mitterrand ou Marguerite Duras par exemple, quand ça n’est pas pour certains la vingt-sixième

heure d'après le 6 juin 1944… Je songe également à Sartre et Beauvoir et à un certain nombre de leurs copains créateurs.trices, auteurs.trices, artistes.tistes de Saint-Germain-des-Prés qui s'engageront, certes, mais après le dernier coup de fusil tiré lors de la libération de Paris et rarement au-delà d'une cave de jazz…

Toujours modeste, cette engeance propose tout de go de s'emparer du Mouvement : « Les Gilets jaunes, c'est nous », écrivent-ils comme l'ont fait avant eux, après avoir tergiversé eux aussi, au moins trois semaines durant, ce fut plus court, les partis politiques et les centrales syndicales de gauche.

De la même manière que Zola fut l'auteur du fameux « J'accuse », les signataires de la pétition sont les auteurs d'un fumeux : « Nous ne sommes pas dupes » qui ne trompe personne. Que la chose paraisse dans *Libération* six mois après que l'un de ses piliers emblématiques, comme il y a des piliers de bistrot, j'ai nommé Jean Quatremer, a vomi tripes et boyaux contre les Gilets jaunes, renseigne sur l'art de monter dans le train en marche après qu'il a déjà effectué plusieurs centaines de kilomètres et brûlé bien du charbon…

Le collectif s'insurge contre la répression et récupère les victimes – dans le sabir de l'écriture inclusive, ce qui, entre parenthèses, signe le forfait, cela donne ceci : « 1 décès, 248 blessé.e.s à la tête, 23 éborgné.e.s, 5 mains arrachées chez les manifestant.e.s ». Chacun l'aura remarqué, c'est en effet à l'aide de ce volapük mondain qu'on s'exprime sur les ronds-points de la France périphérique depuis six mois !

Sur ce thème de la variation du *parler bébé*, ils continuent : « Ce qu'ils demandent, ils le demandent pour tou.te.s. Les Gilets jaunes, c'est nous. Nous artistes, technicien.ne.s, auteur.rice.s, de tous ces métiers de la culture, précaires ou non, sommes absolument concerné.e.s par cette mobilisation historique. » Comme ça ? Soudainement ? D'un seul coup d'un seul ? Subitement ? Vingt-cinq semaines plus tard ? Mais que s'est-il passé dans ces cerveaux pour qu'ils aient eu besoin de la moitié d'une année pour fonctionner sur un tout petit problème intellectuel et que ça percute enfin ? Faut-il que l'intelligence soit lente et longue, patiente et paresseuse à Saint-Germain-des-Prés pour accoucher aussi difficilement du constat que le réel a bien eu lieu !

Ces belles âmes autoproclamées « les [*sic*] Gilets jaunes » disent : « Nous ne sommes pas dupes. La violence la plus menaçante est économique et sociale. C'est celle de ce gouvernement qui défend les intérêts de quelques-uns au détriment de tous et toutes. C'est la violence qui marque les corps et les esprits de celles et ceux qui s'abîment au travail pour survivre. »

Bien, très bien. Pas dupes en effet, mais tout dépend de quoi. Car, se souviennent-ils que, pour la plupart, tous ces tardifs du bulbe ont voté pour ce régime sous prétexte qu'en face ce serait le nazisme ? Qu'ils ont la plupart du temps, depuis des décennies, voté pour une Europe libérale qui a généré et continue de générer la misère et la souffrance des Gilets jaunes avec lesquels ils se trouvent aujourd'hui miraculeusement en phase ? Qu'ils ont fait semblant d'être de gauche en croyant que Mitterrand l'était après 1983 ? Qu'ils ont continué à simuler l'appartenance à la gauche en votant pour François Hollande ensuite, qui était encore moins de gauche que Mitterrand qui, lui, roi du bonneteau, était repassé à droite ? Qu'ils ont persisté dans la tartuferie en votant il y a deux ans pour un ministre de Hollande nommé Emmanuel Macron ? Et ce toujours en croyant qu'ils étaient des antifascistes de gauche assimilables à Jean Moulin, puisque eux et leurs médias, tellement contents d'eux-mêmes et de leurs coups tordus, avaient transformé Marine Le Pen en Klaus Barbie ? Qu'on se souvienne de cet alexandrin célèbre du *Cid* de Corneille : « À vaincre sans péril on triomphe sans gloire ». Depuis des décennies, ces héros de carton-pâte triomphent sans gloire, mais non sans suffisance, de faux monstres en vrai papier.

Quiconque *a voté oui à Maastricht en 1992*, dont Jean-Luc Mélenchon, et *souscrit à tous les oukases de l'Europe maastrichtienne* depuis cette date ; quiconque *a traité de nationaux et de socialistes* ceux qui avaient voté contre ce projet – de July ou Joffrin de *Libé* à Philippe Val de *Charlie Hebdo*, en passant par les habituels supports médiatiques de l'Empire maastrichtien ; quiconque a roulé des mécaniques, joué le costaud et le tatoué au premier tour de toutes les élections présidentielles depuis, avant de finir par *aller voter pour le candidat maastrichtien* du second tour en laissant croire que voter blanc, nul ou ne pas aller voter, c'était donner une voix aux Le Pen – de la CGT aux Républicains, du

PCF au Parti socialiste, de l'épiscopat à la franc-maçonnerie, des végans aux mangeurs de viande crue, des écologistes à Nicolas Hulot ; quiconque *a mis à la poubelle le référendum de 2005* qui refusait massivement la politique de Bruxelles et *joué le vote du Congrès contre le vote du peuple en 2008 à Lisbonne* –, quiconque a contribué à ces exactions populicides n'est pas habilité, sauf autocritique conséquente, à confisquer la souffrance des Gilets jaunes générée par la violence libérale dont l'Europe maastrichtienne est le bras armé.

Lisons encore la prose des petits soldats de la révolte : « Nous écrivain.ne.s, musicien.ne.s, réalisateur.rice.s, éditeur.rice.s, sculpteur.rice.s, photographes, technicien.ne.s du son et de l'image, scénaristes, chorégraphes, dessinateur.rice.s, peintres, circassien.ne.s, comédien.ne.s, producteur.rice.s, danseur.se.s, créateur.rice.s en tous genres, sommes révolté.e.s par la répression, la manipulation et l'irresponsabilité de ce gouvernement à un moment si charnière de notre histoire. » Bien, bien. Une solution ?

Oui, demandez le programme : « Utilisons notre pouvoir, celui des mots, de la parole, de la musique, de l'image, de la pensée, de l'art, pour inventer un nouveau récit et soutenir celles et ceux qui luttent dans la rue et sur les ronds-points depuis des mois » – autrement dit : des chansons, des poèmes, des films, un tweet de philosophe, des installations, le tout largement subventionné… Conclusion des révolté.e.s : « Rien n'est écrit. » Tudieu, quelle sagacité ! Post-scriptum probablement rédigé après relecture du *Petit Prince* : « Dessinons un monde meilleur. » Suit une citation, en anglais, bien sûr, de John Lennon, le grand poète des *Châtiments*, non ? – à moins que je ne me trompe…

Gageons que bientôt dans les organes de presse bien-pensants, dont le faussement dit *Libération*, une pétition des mêmes appellera à ne pas oublier de bien voter Macron aux prochaines élections européennes afin d'éviter le retour d'Adolf Hitler au pouvoir.

36

Le naufrage des Gilets jaunes

L'avantage avec BHL, c'est qu'il se trompe tout le temps et qu'il suffit de penser le contraire de ce qu'il écrit ou dit pour être sûr et certain de se trouver dans le vrai. C'est une véritable performance intellectuelle, un destin unique dans l'histoire des idées que d'être *la* boussole qui, indéfectiblement, indique le sud !

Faisant la promotion de lui-même et de son *one man show* europhile dans toutes les capitales d'Europe où les salles sont remplies par les invités mondains comme il y en a dans chaque mégapole, il explique qu'il ne s'exhibera pas sur scène à Paris avec son prompteur. Ce qu'il ne dit pas, c'est que, sur ses terres, la supercherie serait plus facilement démasquée, car il suffirait de filmer la sortie de sa pièce pour y voir tous les people en grappes et comprendre qu'aucun de ceux-là n'a payé sa place…

Dans un entretien bienveillant du *Figaro* (18 mai 2019), notre sud magnétique proclame que le mouvement des Gilets jaunes « s'est auto-dévoré ». Ah, la belle formule ! Des Gilets jaunes cannibales, autophages, mangeurs d'eux-mêmes, en voilà une thèse qu'elle est belle et profonde – elle n'a qu'un inconvénient, c'est qu'elle est fausse…

On comprend que cette version d'un mouvement cause de sa propre mort puisse être sa thèse car, d'une part, elle lui permet d'affirmer jusqu'au bout que les Gilets jaunes sont des crétins incapables et qu'ils sont donc à l'origine de leurs propres malheurs – et l'on sait que le malheur des Gilets jaunes, c'est le bonheur de BHL ; d'autre part, ce bobard germanopratin lui permet de

dissimuler sous le tapis les raisons véritables non pas d'un banquet cannibale, mais d'une orgie d'État.

Car les Gilets jaunes ne se sont pas *dévorés eux-mêmes*, ils ont été déchiquetés, dépecés, hachés menu, coupés, laminés, aplatis, écrasés, éborgnés, énucléés, tapés, cognés, tailladés, broyés, foulés, puis *mangés par l'appareil d'État*, aidé en cela, ruse de la raison, par des syndicats et des partis politiques qui lui sont prétendument opposés mais qui, finalement, idiots utiles, travaillent avec et pour cet État. À quoi il faut ajouter les journalistes.

Qui a préparé ce repas constitué de Gilets jaunes ?

Commençons par les ennemis qui se sont tout de suite montrés comme tels en affichant leur mépris. À tout seigneur, tout honneur : Emmanuel Macron, chef de bande des intérêts de l'État maastrichtien et accessoirement président de la République, a commencé par le mépris. Deux ou trois semaines de silence. Pour un bavard comme lui, ce fut un exploit. Il est vrai qu'en d'autres temps, il avait théorisé la rareté de la parole présidentielle : pour une fois, on aurait pu croire qu'il honorait une promesse.

Pendant ce temps, à la France insoumise, ces trois semaines ont été l'occasion de vomir sur ce petit peuple qui disait sa misère, c'était le temps du : « Ces Gilets jaunes sont des factieux d'extrême droite, tout juste de la troupe lepéniste », point, à la ligne. J'ai souvenir de la coiffure savamment décoiffée et maintenue au gel d'Éric Coquerel dans la salle des Quatre Colonnes qui expliquait qu'il y avait « les fachos » et « les fâchés », qu'ils étaient, eux, costumés mais sans cravate, les fâchés, pendant que les autres, habillés en jaune, étaient les fachos… La cellule riposte sémantique de Mélenchon avait probablement pondu l'homophonie « fachos contre fâchés », les journalistes ont pris le relais avec gourmandise.

Les rédactions ont sauté sur l'occasion : cette actualité chaude a ravi les chaînes d'information continue. C'est bon pour l'audience, donc pour les annonceurs, donc pour le coffre-fort. Aucune analyse, aucune réflexion, aucun commentaire politique, aucune mise en perspective historique, mais d'interminables débats sur des plateaux télé où la verbigération tenait lieu de contenu. Sortis de leurs ronds-points par des rédactions qui avaient demandé du

folklorique, ont été mis sous les projecteurs des GJ affublés de leur vareuse fluorescente et de leur embarras avec tout – leurs corps, leurs gestes, leurs mots, leurs paroles, leurs visages, leurs postures, leurs phrases, leurs démonstrations. Il s'agissait de trouver les spécimens à même d'illustrer la version cabinet de curiosités de cette population. On faisait monter le zoo provincial à la capitale, les Parisiens pouvaient les contempler.

Comme chacun est devenu journaliste depuis la multiplication des portables qui permettent de photographier, de filmer, d'enregistrer, puis d'envoyer le tout dans des rédactions qui n'ont plus qu'à jeter à la poubelle ou à mettre en boucle, en fonction des intérêts du marché, il a été possible, en choisissant les images adéquates, de relayer la parole du pouvoir qui criminalisait les Gilets jaunes.

Une chaîne a ainsi monté dans un sujet de quelques minutes *la totalité* des débordements afin de montrer que, oui, le président de la République et BHL avaient bien raison de dire qu'ils étaient foncièrement antisémites, homophobes, racistes, xénophobes, transphobes, misogynes, phallocrates, car des images le montraient. Elles avaient la plupart du temps été tournées lors de barrages forcés, des situations dans lesquelles la bête reprend le dessus *chez tout le monde* : gardiens des barrages et forcenés du forçage. On ne fit voir que les bêtes vêtues de jaune.

Les intellectuels organiques du pouvoir maastrichtien se sont faits les porte-voix du discours officiel : le ministère de l'Intérieur fournissait les éléments de langage aux penseurs. Depuis les totalitarismes du XXe siècle, on n'avait jamais vu autant d'intellectuels faire cause commune avec le cabinet des patrons de la police ! Spécialiste de l'humanisme kantien, Luc Ferry fit savoir qu'il fallait en finir avec tout ça et que l'armée et la police n'étaient pas armées pour rien.

Macron, les journalistes, la France insoumise, la gauche institutionnelle, le Parti socialiste et le Parti communiste français, la CGT, tous ont donc marché main dans la main avec le pouvoir pendant les premières semaines.

Passons maintenant aux ennemis sournois qui se sont présentés comme des amis et qui ont fait copain-copain avec les Gilets jaunes, mais qui préparaient le meurtre du petit peuple habillé en jaune. Le même Coquerel, toujours aussi

soigneusement décoiffé, portait maintenant la parole du Conducator qui, comme souvent, avait changé. Le nouveau mot d'ordre était : « Fini la baston en compagnie de Macron ! » Exit l'opposition entre les méchants fachos et les bons fâchés. Les Gilets jaunes parvenant à fédérer, à cristalliser, à mobiliser, à intéresser là où Mélenchon ratait et ramait depuis une bonne année, ils devenaient soudainement intéressants. Nouveau mot d'ordre : « Machine arrière, récupération des fachos dans la caravane des fâchés, en avant toute ! »

Comme la ligne directe existe toujours entre les robespierristes, la CGT et le PCF se sont mis à parler « convergence des luttes » avec la France dite insoumise. Le jaune a commencé à disparaître sous les drapeaux rouges. Les mégaphones ont couvert la voix des Gilets jaunes et les camionnettes syndicales bardées d'autocollants de la CGT sont devenues les accessoires indispensables des cortèges. On vit alors apparaître des drapeaux anarchistes, des banderoles du syndicat SUD, des drapeaux palestiniens, des bannières LGBT. De moins en moins de jaune, de plus en plus de rouge…

C'est ce moment que les noirs ont choisi pour jouer leur partition chromatique – ce fut autant de jaune absorbé.

Les noirs, ce sont les hordes très organisées de black blocs dont on ne me fera pas croire qu'ils n'ont pas été instrumentalisés par Macron et Castaner. L'hypothèse haute est que des policiers séculairement affectés à ce genre de basses œuvres s'y sont infiltrés pour casser, la technique est vieille comme le monde – c'étaient les *agentes in rebus* de l'Antiquité ; l'hypothèse basse est que, informés des intentions de ces black blocs par les écoutes informatiques, le pouvoir ait laissé faire. Il me semble que la preuve a été donnée au moins de la version basse : les chaînes de télévision ont en effet montré des individus à genoux en train de dépaver consciencieusement l'avenue des Champs-Élysées sans jamais être inquiétés. Je l'ai beaucoup dit, qu'on me pardonne de me répéter, mais c'est pour moi la preuve et l'aveu de la stratégie macronienne. Place Beauvau, on regarde les télévisions et autres écrans de contrôle. Si l'ordre n'a pas été donné que le dépavage soit stoppé, c'est que Macron avait intérêt à ce que ces pavés soient lancés contre les forces de police et contre les vitrines des magasins. C'est d'ailleurs ce qui a eu lieu : Macron voulait qu'on associe les

Gilets jaunes à la casse, à la violence, aux incendies, aux barricades, au désordre. C'est ce qui lui permettait d'enclencher la séquence du retour à l'ordre. On vit alors des blindés dans la rue.

La scène emblématique de cette volonté de radicaliser les revendications fut celle du saccage de l'intérieur de l'Arc de Triomphe et le bombage d'inscriptions dont la plupart étaient gauchistes – un certain Comité Adama Traoré par exemple. Les images de cette dévastation ont été montrées à l'envi : on pouvait y voir et entendre suffisamment d'informations pour comprendre que, black blocs ou non, certains délinquants des banlieues étaient descendus aussi place de l'Étoile pour commettre leurs forfaits. Même si les black blocs grouillent de fils et filles à papa lecteurs d'Agamben, le compagnonnage avec la radicalité des banlieues était avéré. Là encore, ce que les photographes et les journalistes ont pu faire, autrement dit : accompagner les casseurs dans le monument, aucun membre des forces de l'ordre n'a pu le faire ! Étrange, n'est-ce pas ?

Ces mêmes sauvages ont voulu saccager la flamme du soldat inconnu – jadis c'était Cohn-Bendit… Ce sont des Gilets jaunes qui les en ont empêchés. Les images des GJ qui sauvent la tombe du soldat inconnu n'ont pas connu autant de diffusions que les saccages commis par certains dont l'accent n'était ni bourguignon ni provençal, ni picard ni alsacien. La semaine suivante – comme c'est bizarre ! –, les blindés étaient mobilisés dans Paris.

Affecté lui aussi par le syndrome des insoumis de pacotille, Dupont-Aignan se montra affublé d'un gilet jaune – le vêtement lui allait ontologiquement *comme un slip à une jument*, disait-on dans l'école communale de mon enfance. Marine Le Pen fut plus subtile, elle savait qu'en ne bougeant pas elle se trouverait *de facto* repeinte en jaune. Il lui a suffi de distiller quelques phrases bien senties pour manifester son soutien. Baiser de Judas.

Macron avait donc enquillé des stratégies différentes : le silence méprisant, les propos haineux, la provocation à la violence, il optait désormais pour la radicalisation répressive – laisser faire les dégradations portant ses fruits, il pouvait alors lancer la troupe. Ce qu'il fit avec un plaisir non dissimulé.

Cynique, arrogant, suffisant, prétentieux, effronté, pour tout dire : sale gamin, pendant que Paris brûlait, il skiait – on a le Baden-Baden qu'on peut.

Castaner, formé au milieu marseillais, mentait éhontément et armait la police avec une quantité industrielle, c'est le cas de le dire, de projectiles, de balles, de grenades, de gaz lacrymogènes. Il y eut un mort, on ne le dit guère, c'était à Marseille, une vieille dame, des blessés nombreux, des hospitalisés par paquets, des ensanglantés, des mutilés qui ont perdu un œil, un doigt, une main. Ensuite, il inventera des salles de réanimation vandalisées dans un hôpital : comment mieux faire passer le message que les Gilets jaunes étaient des barbares ? Il n'est pas allé jusqu'à dire qu'ils dévoraient des nourrissons tout crus dans les maternités, mais il n'aurait pas fallu le pousser trop.

Puis il y eut la répression judiciaire : où l'on vit que, quand elle veut, la justice peut taper vite et fort, sans délai et envoyer en prison tel ou tel que les forces de l'ordre auront accusé – parole de flic contre parole de Gilet jaune, qui croyez-vous qu'on croie chez les gens dits de justice ? Un boxeur, énervé que la police ait frappé une jeune femme – la plupart du temps ces images ont été coupées dans ce qui était diffusé –, a montré qu'à lui tout seul il mettait en déroute une section armée, casquée, bottée ! Direction la prison où il a croupi quelque temps. Chacun aura compris que la France périphérique était cognée brutalement et sévèrement et que ça n'était pas le cas partout en France – notamment dans ce qu'il est convenu de nommer les territoires perdus de la République.

Emmanuel Macron fit savoir qu'il avait entendu la colère – la « grogne », comme il fut dit, car les Gilets jaunes grognent comme des chiens ou des cochons, c'est bien connu… –, et qu'il allait faire un tour de France et solliciter des cahiers de doléances afin de comprendre ce qui se passait. Triste aveu d'immaturité et d'innocence, d'ignorance et d'ingénuité, d'inexpérience et de naïveté chez cet enfant-roi ! Cet homme était président de la République et il avouait avoir besoin de rencontrer les gens pour comprendre ce qui se passait ! En campagne, il n'avait que le mot « Histoire » à la bouche ; au pouvoir, il n'a proposé que de petites histoires personnelles : sa professeur de français et son chien, ses lectures et ses sports d'hiver, ses sorties à vélo et sa garde rapprochée avec de mauvais sujets, sa haine des intellectuels et son goût pour les courtisans.

Il avait bien pris soin de préciser qu'il verrait du monde – enfin ceux que les préfectures auraient sélectionnés, triés, choisis… –, qu'il dialoguerait – enfin qu'il monologuerait comme un dictateur cubain… –, qu'il écouterait – enfin juste le temps que lui soient posées les questions sélectionnées, donc préparées par son staff –, mais qu'il ne changerait pas de cap ! Direction le précipice – mais c'est justement ce que les Gilets jaunes lui disaient : « Si on continue comme ça, ce sera la chute à l'abîme ! »

Quelques gogos ont cru qu'il sortirait quelque chose de ce tour de France à 12 millions d'euros. Mais il avait dit lui-même qu'après ces semaines passées à ne pas travailler mais à verbigérer tout seul devant des assemblées où les caméras de télévision retransmettaient le tout en direct, il resterait un bon petit soldat de l'État maastrichtien, dût-il pour ce faire passer la nation au Kärcher et la France au lance-flammes. Il a tenu promesse : il n'a rien fait – sauf Kärcher et lance-flammes. Juste quelques mesures cosmétiques qu'il a dû griffonner sur un bout de papier avant même de commencer son tour de France. Depuis, le prix de l'essence a augmenté, celui du gaz aussi… On ne fait pas plus cynique et provocateur, sachant que le début du mouvement a partie liée avec le prix du carburant.

Ce tour de France avait un objectif : jouer le pourrissement. Après le mépris, l'insulte, la vocifération, la criminalisation, la répression policière et militaire, la pénalisation, il suffisait d'attendre que les Gilets jaunes se fatiguent. Fatiguent d'être méprisés, insultés, contrôlés, menacés, frappés, tabassés, mutilés, énucléés, jugés, emprisonnés, sinon tués – il y eut onze morts parmi les Gilets jaunes, ne l'oublions pas… –, mais aussi rackettés.

Car plusieurs semaines de manifestations à Paris – une erreur de centraliser le mouvement de façon jacobine… –, c'était de l'argent, beaucoup d'argent : venir en voiture, en car affrété, en train, de toute façon, c'était coûteux. Les riches ne savent pas ce qu'est un pauvre mais ils savent comment l'appauvrir. Le pourrissement tapait au porte-monnaie et l'argent est ici aussi le nerf de la guerre.

Qui pouvait avoir encore envie de dépenser de l'argent pour *monter à la capitale*, s'y faire contrôler sans ménagement, se prendre un tir de flashball,

risquer l’asphyxie par les tirs de gaz lacrymogènes, perdre un œil, subir un passage à tabac, se faire fracasser les os du crâne, traîner à terre, molester, embarquer, juger, emprisonner ? Qui pouvait avoir envie de payer pour ça ?

À l’évidence, les rendez-vous du samedi ont été de moins en moins fréquentés : là aussi, là encore, qui pouvait avoir envie, en plus des risques évoqués à l’instant, de se faire assimiler chez soi, dans sa famille, auprès de ses amis ou de ses proches, sinon de ses employeurs, à des casseurs, à des incendiaires, à des vandales, à des barbares ? Depuis le départ on en faisait déjà des antisémites, des racistes, des homophobes et *tutti quanti*.

De même : qui pouvait avoir envie de payer pour se faire récupérer par les vautours qui ont tué ce petit peuple habillé en jaune afin de pouvoir le dévorer ? J’ai nommé Mélenchon et Marine Le Pen, Philippot et Martinez, Dupont-Aignan et le PCF, la CGT et Bernard Tapie, SUD et Francis Lalanne, l’UNEF et Emmanuelle Béart, sinon Juliette Binoche. Qui ?

Oui, en effet, de samedi en samedi, la fréquentation a baissé en même temps que le sourire revenait aux politicards et aux journalistes, aux éditocrates et aux intellectuels, aux sondeurs et au ministre de l’Intérieur, à François Berléand et à Emmanuel Macron. À Bernard-Henri Lévy aussi. Les Gilets jaunes ne se sont pas autodétruits, *ils ont été détruits*.

Je ne souhaite qu’une seule chose : la résurrection du Phénix contre ces vautours-là.

DU MÊME AUTEUR

Chambois et Fel, histoires mêlées, Charles Corlet, 1989.
Le Ventre des philosophes. Critique de la raison diététique, Grasset, 1989.
Cynismes. Portrait du philosophe en chien, Grasset, 1990.
L’Art de jouir. Pour un matérialisme hédoniste, Grasset, 1991.
L’Œil nomade. La Peinture de Jacques Pasquier, Folle Avoine, 1993.
La Sculpture de soi. La morale esthétique, Grasset, 1993.
La Raison gourmande. Philosophie du goût, Grasset, 1995.
Métaphysique des ruines. La peinture de Monsù Desiderio, Mollat, 1995.
Le Désir d’être un volcan. Journal hédoniste I, Grasset, 1996.
Les Formes du temps. Théorie du sauternes, Mollat, 1996.
Politique du rebelle. Traité de résistance et d’insoumission, Grasset, 1997.
Ars Moriendi. Cent petits tableaux sur les avantages et les inconvénients de la mort, Folle Avoine, 1998.
Les Vertus de la foudre. Journal hédoniste II, Grasset, 1998.
À côté du désir d’éternité. Fragments d’Égypte, Mollat, 1998.
Hommage à Bachelard, Éditions du Regard, 1998.
Théorie du corps amoureux. Pour une érotique solaire, Grasset, 2000.
Antimanuel de philosophie. Leçons socratiques et alternatives, Bréal, 2001.
L’Archipel des comètes. Journal hédoniste III, Grasset, 2001.
Célébration du génie colérique. Tombeau de Pierre Bourdieu, Galilée, 2002.
Splendeur de la catastrophe. La peinture de Vladimir Veličković, Galilée, 2002.
Physiologie de Georges Palante. Pour un nietzschéisme de gauche, Grasset, 2002.
Esthétique du pôle Nord. Stèles hyperboréennes, Grasset, 2002.
L’Invention du plaisir. Fragments cyrénaïques, Livre de Poche, 2002.
Les Icônes païennes. Variations sur Ernest Pignon-Ernest, Galilée, 2003.
Archéologie du présent. Manifeste pour une esthétique cynique, Adam Biro/Grasset, 2003.
Féeries anatomiques. Généalogie du corps faustien, Grasset, 2003.
La Communauté philosophique. Manifeste pour l’Université populaire, Galilée, 2004.
Épiphanies de la séparation. La peinture de Gilles Aillaud, Galilée, 2004.
La Philosophie féroce I. Exercices anarchistes, Galilée, 2004.
Traité d’athéologie. Physique de la métaphysique, Grasset, 2005.
Oxymoriques. Les Photographies de Bettina Rheims, Jannink, 2005.
Suite à « La Communauté philosophique » : le génie du lieu. Suivi de *Une machine à porter la voix*, Galilée, 2006.
Traces de feux furieux. La Philosophie féroce II, Galilée, 2006.
La Puissance d’exister. Manifeste hédoniste, Grasset, 2006.
Les Sagesses antiques. Contre-histoire de la philosophie I, Grasset, 2006.
Le Christianisme hédoniste. Contre-histoire de la philosophie II, Grasset, 2006.

La Pensée de midi. Archéologie d'une gauche libertaire, Galilée, 2007.
Fixer des vertiges. Les photographies de Willy Ronis, Galilée, 2007.
La Lueur des orages désirés. Journal hédoniste IV, Grasset, 2007.
Les Libertins baroques. Contre-histoire de la philosophie III, Grasset, 2007.
Les Ultras des Lumières. Contre-histoire de la philosophie IV, Grasset, 2007.
La Sagesse tragique. Du bon usage de Nietzsche, Le Livre de Poche, 2006.
Théorie du voyage. Poétique de la géographie, Le Livre de Poche, 2007.
Le Souci des plaisirs. Construction d'une érotique solaire, Flammarion, 2008.
L'Innocence du devenir. La vie de Frédéric Nietzsche, Galilée, 2008.
Le Songe d'Eichmann. Précédé de *Un kantien chez les nazis*, Galilée, 2008.
Les Bûchers de Bénarès. Cosmos, Éros et Thanatos, Galilée, 2008.
Le Chiffre de la peinture. L'œuvre de Valerio Adami, Galilée, 2008.
La Vitesse des simulacres. Les sculptures de Pollès, Galilée, 2008.
L'Eudémonisme social. Contre-histoire de la philosophie V, Grasset, 2008.
La Religion du poignard. Éloge de Charlotte Corday, Galilée, 2009.
L'Apiculteur et les Indiens. La peinture de Gérard Garouste, Galilée, 2009.
Le Recours aux forêts. La tentation de Démocrite, Galilée, 2009.
Le Corps de mon père, Hatier, 2009 (scolaire).
Les Radicalités existentielles. Contre-histoire de la philosophie VI, Grasset, 2009.
Philosopher comme un chien. La Philosophie féroce III, Galilée, 2010.
Le Crépuscule d'une idole. L'affabulation freudienne, Grasset, 2010.
Apostille au Crépuscule. Pour une psychanalyse non freudienne, Grasset, 2010.
Nietzsche : se créer liberté, illustrations : Le Roy, Le Lombard, 2010 (bande dessinée).
Manifeste hédoniste, Autrement, 2011.
La Construction du surhomme. Contre-histoire de la philosophie VII, Grasset, 2011.
Rendre la raison populaire. Université populaire, mode d'emploi, Autrement, 2012.
L'Ordre libertaire. La vie philosophique d'Albert Camus, Flammarion, 2012.
Vies et mort d'un dandy. Construction d'un mythe, Galilée, 2012.
Le Postanarchisme expliqué à ma grand-mère. Le principe de Gulliver, Galilée, 2012.
La Sagesse des abeilles. Première leçon de Démocrite, Galilée, 2012.
Le Canari du nazi. Essais sur la monstruosité, Autrement, 2013.
La Raison des sortilèges. Entretiens sur la musique, Autrement, 2013.
Le Magnétisme des solstices, Flammarion, 2013.
Un Requiem athée, Galilée, 2013.
La Constellation de la baleine. Le songe de Démocrite, Galilée, 2013.
Les Freudiens hérétiques. Contre-histoire de la philosophie VIII, Grasset, 2013.
Les Consciences réfractaires. Contre-histoire de la philosophie IX, Grasset, 2013.
Rendre la raison populaire, Librio, 2013.
Le réel n'a pas eu lieu. Le principe de Don Quichotte, Autrement, 2014.
La Passion de la méchanceté. Sur un prétendu divin marquis, Autrement, 2014.
Transe est connaissance. Un chamane nommé Combas, Flammarion, 2014.
Haïkus d'une année. Avant le silence I, Galilée, 2014.

Bestiaire nietzschéen. Les animaux philosophiques, Galilée, 2014.
Haute école. Brève histoire du cheval philosophique, Flammarion, 2015.
Cosmos. Une ontologie matérialiste, Flammarion, 2015.
Les Petits Serpents. Avant le silence II, Galilée, 2015.
L'Étoile polaire, avec Mylène Farmer, Grasset, 2015 (jeunesse).
La Raison des sortilèges. Entretiens sur la musique, Pluriel, 2015.
La Force du sexe faible. Contre-histoire de la Révolution française, Autrement, 2016.
Rendre la raison populaire. Université populaire, mode d'emploi, Autrement, 2016.
Penser l'islam, Grasset, 2016.
L'Éclipse de l'éclipse. Avant le silence III, Galilée, 2016.
La Parole au peuple, L'Aube, 2016.
Le Miroir aux alouettes. Principes d'athéisme social, Plon, 2016.
Tocqueville et les Apaches. Indiens, nègres, ouvriers, Arabes et autres hors-la-loi, Autrement, 2017.
Décadence. Vie et mort du judéo-christianisme, Flammarion, 2017.
Miroir du nihilisme. Houellebecq éducateur, Galilée, 2017.
Le Désir ultramarin. Les Marquises après les Marquises, Gallimard, 2017.
Nager avec les piranhas. Carnet guyanais, Gallimard, 2017.
Décoloniser les provinces. Contribution aux présidentielles, L'Observatoire, 2017.
La Cour des Miracles. Carnets de campagne, L'Observatoire, 2017.
Vivre une vie philosophique. Thoreau le sauvage, Le Passeur Éditeur, 2017.
Zéro de conduite. Carnet d'après campagne, L'Observatoire, 2018.
La Cavalière de Pégase. Dernière leçon de Démocrite, Galilée, 2018.
La Stricte observance. Avec Rancé à la Trappe, Gallimard, 2018.
La Pensée qui prend feu. Artaud le Tarahumara, Gallimard, 2018.
La Pensée postnazie, Grasset, 2018.
L'Autre Pensée 68, Grasset, 2018.
Solstice d'hiver. Alain, les Juifs, Hitler et l'Occupation, L'Observatoire, 2018.
Le Deuil de la mélancolie, Robert Laffont, 2018.
Sagesses. Savoir vivre au pied d'un volcan, Albin Michel/Flammarion, 2019.
Théorie de la dictature, Robert Laffont, 2019.
Le Crocodile d'Aristote, Albin Michel, 2019.

Table des matières